

LA SEMAINE JURIDIQUE

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ISSN 1637-5114

Tables annuelles

2020

Président directeur général,
Directeur de la publication :
PHILIPPE CARILLON

Directrice éditoriale :
CLÉMENTINE KLEITZ
(clementine.kleitzi@lexisnexis.fr)

Directeurs scientifiques :
DIDIER JEAN-PIERRE,
FLORIAN LINDITCH, PHILIPPE BILLET,
HÉLÈNE PAULIAT,
MICHAËL KARPENSCHIF

Directrice de rédaction :
KATIA CHASSAGNE
(katia.chassagne@lexisnexis.fr)

Rédacteur en chef :
ANNE PELCRAN (01.71.72.47.74)
(anne.pelcran@lexisnexis.fr)

Maquette couverture :
PHILIPPE BLANC

Direction Marketing Opérationnel / Publicité :
CAROLINE SPIRE
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr – 01 45 58 94 69

CATHERINE THEVIN
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr – 01 45 58 93 05

Correspondance :
LEXISNEXIS SA
LA SEMAINE JURIDIQUE
(ÉD. ADMINISTRATIONS
ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)
141, RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15
jcpa@lexisnexis.fr

Relations clients :
TÉL. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr
www.lexisnexis.fr

Abonnement annuel 2021 :
• FRANCE (MÉTROPOLÉ) :
866,83 EUROS TTC (849 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :
935,00 EUROS HT

Prix de vente au numéro :
• FRANCE (MÉTROPOLÉ) :
39,82 EUROS TTC (39 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :
45,00 EUROS HT

Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>

LEXISNEXIS SA
SA AU CAPITAL DE 1.584.800 EUROS
552 029 431 RCS PARIS

Principal associé :
REED ELSEVIER FRANCE SA

Siège social :
141, RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15
EVOLUPRINT
PARC INDUSTRIEL EURONORD
10, RUE DU PARC
31150 BRUGUIÈRES

Dépôt légal : à parution
Commission paritaire : N° 1024 T 82236

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{TOT} = 0,01 kg / tonne

Sommaire

Table des auteurs page 1

Table alphabétique générale page 43

Table chronologique
de jurisprudence page 83

Table chronologique de doctrine
administrative page 95

Table chronologique des textes page 99



Table des auteurs

Raphaël ANTHEAUME

- Covid-19 : pour une réponse ambitieuse des collectivités territoriales face à la crise économique ?, *essentiel sur*..... 2118 (15)

Benoît APOLLIS

- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril 2019 à septembre 2019, *chronique*..... 2042 (7)

Madeleine BABÈS

- Entretien avec les auteurs de l'ouvrage « Guide pratique des élections municipales », *aperçu rapide*..... 111 (8)

Jean-François BAFFRAY

- L'encadrement du temps de parole en séance des élus d'un conseil régional, *CAA Paris, 10 déc. 2019, n° 18PA00112, commentaire*..... 2054 (8)

David BAILLEUL

- La liberté d'expression des délégués syndicaux à l'épreuve de la déontologie, *CE, 27 janv. 2020, n° 426569, commentaire*..... 2178 (25)

Émilie BARBIN

- Proportionnalité de la mesure d'interdiction de circulation et de stationnement au regard de la réalisation d'un aménagement léger, *CAA Marseille, 3 févr. 2020, n° 18MA03287, À noter également*..... 2101 (14)

Kawthar BEN KHELIL

- Les contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs, *étude*..... 2327 (50)

François BÉROUJON

- 3 cocontractants - 2 contrats interdépendants - 1 mari trompé : quel sort pour le premier contrat lorsque le second disparaît à l'instigation de deux des trois cocontractants ?, *TA Bordeaux, 20 janv. 2020, n° 1802882, commentaire*..... 2259 (41)

Denis BERTHAULT

- Mise à la disposition du public des décisions des juridictions judiciaires et administratives : premières réflexions..... act. 411 (28)

Yannick BIDAUD

- Délégation spéciale : une institution méconnue en clair-obscur ?, *étude*..... 2049 (8)

Philippe BILLET

- Actions de collectivités territoriales contre l'inaction climatique, *libres propos*..... 64 (6)
- La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, *commentaire*..... 2075 (12)
- Les loyers et l'accès aux fluides sous le régime de la loi d'urgence sanitaire, *commentaire*..... 2097 (14)
- Retour sur le fonds de solidarité en faveur des très petites entreprises, *commentaire*..... 2120 (15)
- Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, *commentaire*..... 2135 (17)
- Covid-19 et épandage des boues résiduaires urbaines..... act. 279 (20)
- Déconfinement accéléré du droit de l'urbanisme..... act. 282 (20)
- Le troisième cycle des SDAGE (2022-2027)..... act. 293 (21-22)

- Un nouvel objectif de valeur constitutionnelle : la protection de l'environnement, patrimoine commun des êtres humains, *étude*..... 2156 (21-22)

Clothilde BLANCHON

- Domanialité publique et clause d'occupation illimitée : une répulsion réciproque ?, *CE, 8 nov. 2019, n° 421491, commentaire*..... 2073 (12)

Morgane BLOTIN

- Loi d'urgence covid-19 : adaptation des délais et simplification des procédures administratives et juridictionnelles, *aperçu rapide*..... 185 (13)

Jean-Sébastien BODA

- Attendue et décevante : la responsabilité de l'État du fait des lois déclarées inconstitutionnelles, *CE, 24 déc. 2019, n° 428162, commentaire*..... 2076 (12)
- *CE, 24 déc. 2019, n° 425981, commentaire*..... 2076 (12)
- *CE, 24 déc. 2019, n° 425983, commentaire*..... 2076 (12)

- Le juge des référés du Conseil d'État face aux mesures de lutte contre le Covid-19, *CE, 22 mars 2020, n° 439674, aperçu rapide*..... 182 (13)

- La continuité du fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques à l'épreuve des mesures de confinement, *commentaire*..... 2098 (14)

- Le rôle des collectivités territoriales dans le cadre du déploiement des dispositifs de comptage communicants Linky, *étude*..... 2282 (44)

Laurent BORDEREAUX

- Loi Littoral : de l'actualité jurisprudentielle du principe d'extension en continuité de l'urbanisation, *CAA Nantes, 6 mars 2020, n° 19NT02933, libres propos*..... 263 (18-19)

Xavier BOUILLOT

- Ordonnance tendant à simplifier et uniformiser les pouvoirs de police spéciale en matière de lutte contre l'habitat indigne, *commentaire*..... 2300 (46)

Jérémy BOUSQUET

- Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'État ? - L'institution dans la tourmente de la crise sanitaire, *libres propos*..... 251 (17)

Sébastien BRAMERET

- Remontées mécaniques, économie mixte locale et concurrence, *commentaire*..... 2128 (17)

Caroline BRAUD

- Le délai « raisonnable » de recours d'un an ne s'applique pas aux actions en responsabilité, *CE, 17 juin 2019, n° 413097 : Juris-Data n° 2019-010370, commentaire*..... 2004 (1)

- Applicabilité du délai raisonnable de recours d'un an aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux nées avant l'entrée en vigueur du décret JADE, *CE, 3 juin 2020, n° 428222, commentaire*..... 2271 (42)

Jean-Marie BRIGANT

- Délit de favoritisme : pas d'infraction pour celui qui intervient trop tard et sans savoir, *Cass., 9 sept. 2020, n° 19-85.374 : Juris-Data n° 2020-013008*..... act. 539 (40)

Marc BURG

- Le préfet peut tout à la fois procéder à l'examen au cas par cas puis statuer sur l'autorisation

2019, n° 431146 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-019584, <i>commentaire</i>	2032 (5)	concours ?, <i>CAA Lyon</i> , 17 déc. 2019, n° 18LY00134, <i>commentaire</i>	2298 (46)
• La condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 428919, <i>commentaire</i>	2082 (13)	• Enjeux et conséquences d'une demande de réintégration anticipée d'un fonctionnaire, <i>CAA Lyon</i> , 6 févr. 2020, n° 17LY04083, <i>commentaire</i>	2318 (49)
• Point de départ de la prescription de l'action en paiement d'une subvention, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 418175, <i>commentaire</i>	2234 (36)	Patricia DEMAYE-SIMONI	
• Droit souple : une autorité administrative peut adopter des lignes directrices même dans un domaine où elle dispose du pouvoir réglementaire, <i>CE</i> , 21 sept. 2020, n° 428683, <i>commentaire</i>	2257 (41)	• Méli-mélo dans le bloc communal : la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'épreuve de la standardisation, <i>étude</i>	2240 (37)
• Calcul de la DGF en cas d'annulation de la création d'une commune nouvelle, <i>CE</i> , 21 sept. 2020, n° 426859, <i>commentaire</i>	2315 (49)	Thomas DESTAILLEUR	
Stéphanie DAMAREY		• Un pas de plus vers la fragilisation des contrats de service public en matière ferroviaire, <i>étude</i>	2225 (30-34)
• Association transparente : le critère du contrôle exercé par l'Administration éclairé par la jurisprudence du Tribunal des conflits, <i>T. confl.</i> , 6 juill. 2020, n° C4191, <i>commentaire</i>	2284 (44)	Claude DEVÈS	
Solenne DAUCÉ		• La société d'économie mixte in house condamnée ?.....	act. 79 (6)
• Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : présentation des dispositions intéressant les collectivités, <i>commentaire</i>	2074 (12)	• Sociétés publiques locales : quand le soufflé retombe, <i>CAA Lyon</i> , 15 janv. 2020, n° 18LY04493, <i>commentaire</i>	2038 (6)
• Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, <i>commentaire</i>	2081 (13)	• <i>CAA Lyon</i> , 15 janv. 2020, n° 18LY04483, <i>commentaire</i>	2038 (6)
Stéphane DE LA ROSA		• Pas d'attribution ou de renouvellement en catimini d'une délégation de service public au profit d'une société publique locale.....	act. 217 (14)
• L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus, <i>étude</i>	2326 (50)	• Les entreprises publiques locales au défi de l'arrêt Teckal, <i>étude</i>	2208 (28)
Christophe DE SAINT-PERN		• L'Acte IV de la décentralisation reste à écrire..., <i>étude</i>	2317 (49)
• Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 420282, <i>commentaire</i>	2262 (42)	Dimitri DI FRANCESCO	
Olivier DEBAT		• Le contentieux de la doctrine administrative de la commande publique, un système de garanties inachevé, <i>étude</i>	2190 (27)
• Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2013 (3)	Frédéric DIEU	
Samuel DELIANCOURT		• Le dirigeant d'un établissement public d'enseignement supérieur peut-il mettre fin à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur ?, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 422962 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015767, <i>commentaire</i>	2041 (6)
• La mise à disposition de matériel balnéaire n'est pas une délégation de service public, <i>TA Nice</i> , 29 nov. 2019, n° 1905097 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021540, <i>À noter également</i>	2020 (3)	• Personnels des collectivités locales : à la recherche des faux vacataires, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 412941 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021743, <i>commentaire</i>	2111 (14)
• Grillades sur le domaine public et Amora, déesse de la moutarde, <i>TA Rennes</i> , 8 nov. 2019, n° 1705492, <i>À noter également</i>	2021 (3)	• <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 412941, <i>commentaire</i>	2130 (17)
• <i>TA Caen</i> , 29 nov. 2019, n° 1802609, <i>À noter également</i>	2021 (3)	• Mariage posthume, mariage d'un jour, <i>CE</i> , 2 mars 2020, n° 421184, <i>commentaire</i>	2192 (27)
• Manège non autorisé sur une place publique : quelle juridiction saisir ?, <i>étude</i>	2051 (8)	• Recrutement des enseignants-chercheurs : pas de méconnaissance du principe d'impartialité malgré les liens professionnels existant entre les membres du comité de sélection et le candidat, <i>CE</i> , 29 mai 2020, n° 424367, <i>commentaire</i>	2323 (50)
• Une commune doit-elle rechercher à reclasser un DGS recruté par contrat ?, <i>CAA Lyon</i> , 3 déc. 2019, n° 17LY04277, <i>commentaire</i>	2214 (29)	Vincent DOEBELIN	
• Occupation irrégulière du domaine public autoroutier : les affres de la répartition des compétences juridictionnelles, <i>CAA Marseille</i> , 19 juin 2020, n° 18MA01642, <i>commentaire</i>	2218 (30-34)	• La responsabilité des décideurs locaux dans la tourmente de la crise sanitaire du Covid-19, <i>aperçu rapide</i>	272 (20)
• L'Administration peut-elle légalement refuser de renouveler le CDD d'un agent enceinte ?, <i>CAA Lyon</i> , 12 mars 2020, n° 18LY00564, <i>commentaire</i>	2249 (38-39)	• Port du masque obligatoire à Strasbourg : le juge des référés préfère le respect de la vie privée à la liberté d'aller et venir !, <i>TA Strasbourg</i> , 25 mai 2020, n° 2003058 : <i>Juris-Data</i> n° 2020-007206, <i>aperçu rapide</i>	311 (23)
• La diffusion par un fonctionnaire d'images à caractère pornographique impliquant des mineurs justifie-t-elle sa révocation ?, <i>CAA Lyon</i> , 6 févr. 2020, n° 18LY01143, <i>commentaire</i>	2277 (43)	• L'État d'urgence climatique : une simple déclaration d'intention municipale ?, <i>aperçu rapide</i>	453 (30-34)
• Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de		• Pour une réforme du régime indemnitaire des élus municipaux dans une démocratie en souffrance ?, <i>libres propos</i>	504 (37)
		• Arrêtés municipaux autorisant l'ouverture de certains commerces durant le confinement : symbole d'un nouvel affrontement entre les maires et l'État ?, <i>libres propos</i>	634 (46)

Christophe DOUBOVETZKY

- Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, *chronique* 2013 (3)

Sébastien DU PUY-MONTBRUN

- Crise sanitaire du Covid-19 et responsabilité administrative, *étude* 2149 (20)

Rémi DUCLOYER

- Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, *CE, 9 juin 2020, n° 420282, commentaire* 2262 (42)

Laure DUFAUD

- La loi sur la sécurisation de l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, *aperçu rapide* 380 (26)

Louis DUTHEILLET DE LAMOTHE

- L'application du RIFSEEP aux établissements publics, *CE, 25 sept. 2019, n° 422437 : Juris-Data n° 2019-016469, commentaire* 2029 (4)

Thomas EISINGER

- Études d'impact : à la recherche du chaînon manquant, *étude* 2246 (38-39)

Lucienne ERSTEIN

- Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assortissant la réglementation de leur durée de travail, *CE, 19 déc. 2019, n° 426031* act. 2 (1)
- La vente fictive dévoile la gestion de fait, *CE, 18 déc. 2019, n° 416819* act. 3 (1)
- Taxe de balayage du coin de la rue : modalité de calcul de l'assiette, *CE, 19 déc. 2019, n° 426315* act. 4 (1)
- Taxe d'aménagement et abatement : les locaux se distinguent, *CE, 19 déc. 2019, n° 419800* act. 5 (1)
- DSP : touche pas à mon offre, *CE, 20 déc. 2019, n° 419993* act. 6 (1)
- DSP, personne publique actionnaire de l'un des candidats et principe d'impartialité, *CE, 18 déc. 2019, n° 432590* act. 7 (1)
- Critère de sélection des offres : la création d'emplois locaux, un bon critère, *CE, 20 déc. 2019, n° 428290* act. 8 (1)
- La fourniture d'armes à un service de police n'est pas un marché de défense et de sécurité, *CE, 18 déc. 2019, n° 431696* act. 9 (1)
- Non-lieu à statuer en matière d'ICPE, *CE, 18 déc. 2019, n° 418921* act. 10 (1)
- Harcèlement moral, mesure imposée à l'agent et appréciation du juge, *CE, 19 déc. 2019, n° 419062* act. 11 (1)
- Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service, *CE, 19 déc. 2019, n° 423685* act. 12 (1)
- Pour l'application d'un PLU à une autorisation d'urbanisme, il y a mur et mur, *CE, 18 déc. 2019, n° 421644* act. 13 (1)
- Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi, *CE, 24 déc. 2019, n° 428162* act. 14 (1)
- Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise, *CE, 24 déc. 2019, n° 423168* act. 24 (2)
- Intérêt à agir des syndicats, *CE, 31 déc. 2019, n° 429715* act. 25 (2)
- De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO, *CE, 31 déc. 2019, n° 432867* act. 26 (2)

- La suspension de l'avocat suspend le délai pour produire un mémoire complémentaire, *CE, 31 déc. 2019, n° 426831* act. 27 (2)
- Médiateur : expertise en carence mais cumul accepté des demandes d'indemnisation, *CE, 31 déc. 2019, n° 420025* act. 28 (2)
- *CE, 31 déc. 2019, n° 420231* act. 28 (2)
- La médiation pas toujours synonyme de transaction, *CAA Bordeaux, 30 déc. 2019, n° 19BX03235* act. 29 (2)
- Le principe - attaquant - du recours au marché de partenariat, *CAA Marseille, 27 déc. 2019, n° 19MA01714* act. 30 (2)
- Le camion responsable, la signalisation du chantier coupable, *T. confl., 9 déc. 2019, n° C4171* act. 35 (3)
- Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux, *CE, 8 janv. 2020, n° 434430* act. 36 (3)
- Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception, *CE, 8 janv. 2020, n° 428280* act. 37 (3)
- Le schéma de mutualisation ne fait pas grief, *TA Dijon, 18 déc. 2019, n° 1901046* act. 38 (3)
- Délai de recours : une communication directe vaut une publication, *TA Amiens, 27 déc. 2019, n° 1800326* act. 39 (3)
- Absent pour cause de PACS, *TA Limoges, 16 déc. 2019, n° 1701512* act. 40 (3)
- Un certificat d'urbanisme tacite après annulation, *TA Grenoble, 12 déc. 2019, n° 1705025* act. 41 (3)
- La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public, *CE, 17 janv. 2020, n° 433506* act. 47 (4)
- De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur, *CE, 13 janv. 2020, n° 437102* act. 48 (4)
- La confrontation du SCOT et des autres documents d'urbanisme, *TA Rennes, 6 janv. 2020, n° 1702011* act. 49 (4)
- Le sursis à statuer hors champ des six mois de critique des vices de forme, *TA Montreuil, 8 janv. 2020, n° 1900918* act. 50 (4)
- Le couperet du décompte définitif, *CE, 27 janv. 2020, n° 425168* act. 55 (5)
- Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour, *CE, 27 janv. 2020, n° 422104* act. 56 (5)
- Il ne peut être dérogé à la hausse aux tarifs applicables à EDF pour le rachat d'électricité, *CE, 22 janv. 2020, n° 418737* act. 57 (5)
- Des exigences de candidature excessives, *CE, 23 janv. 2020, n° 427058*, act. 58 (5)
- Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel, *CE, 27 janv. 2020, n° 426569* act. 59 (5)
- Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2), *CE, 30 janv. 2020, n° 418797* act. 68 (6)
- Municipal conflit d'intérêt(s) et procédure(s), *CE, 30 janv. 2020, n° 421952* act. 69 (6)
- Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral, *CE, 31 janv. 2020, n° 437675* act. 70 (6)
- Condition pour fixer une date à compter de laquelle les parties ne peuvent plus invoquer de moyens nouveaux, *CE, 30 janv. 2020, n° 426346* act. 71 (6)
- Mineurs étrangers non accompagnés : le Conseil d'État valide le décret mais encadre la façon de l'appliquer, *CE, 5 févr. 2020, n° 428478* act. 72 (6)
- Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant, *CE, 27 janv. 2020, n° 422287* act. 73 (6)

- Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après, *CE, 27 janv. 2020, n° 423529*..... **act. 74** (6)
- Les clauses procédurales d'un contrat illégal, *TA Cergy-Pontoise, 28 janv. 2020, n° 1602886*..... **act. 75** (6)
- Gens du voyage : la péniche n'est pas une caravane, *TA Lyon, 21 janv. 2020, n° 1804553*..... **act. 76** (6)
- L'irrégularité formelle de l'acte créateur de droits, *CE, 7 févr. 2020, n° 428625*..... **act. 90** (7)
- Le droit à l'ARE n'est pas conditionné à des démarches tendant à retrouver un emploi, *CE, 7 févr. 2020, n° 405921*..... **act. 91** (7)
- Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention, *CE, 7 févr. 2020, n° 418175*..... **act. 92** (7)
- Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI, *CE, 5 févr. 2020, n° 433308*..... **act. 93** (7)
- À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, *CE, 7 févr. 2020, n° 428919*..... **act. 94** (7)
- Autorité compétente en matière d'environnement, *CE, 5 févr. 2020, n° 425451*..... **act. 95** (7)
- Portée et limite du droit à la communication du dossier, *CE, 5 févr. 2020, n° 433130*..... **act. 96** (7)
- Simple ordonnance de rejet pour l'expiration du délai « raisonnable », *CE, 10 févr. 2020, n° 429343*..... **act. 97** (7)
- Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés, *CE, 5 févr. 2020, n° 428478*..... **act. 98** (7)
- Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours, *CE, 5 févr. 2020, n° 423972*..... **act. 99** (7)
- Une prolongation du certificat d'urbanisme, *CE, 5 févr. 2020, n° 426573*,..... **act. 100** (7)
- Le délai du déféré contre le permis tacite exige une connaissance parfaite, *CE, 5 févr. 2020, n° 426160*..... **act. 101** (7)
- Une personne condamnée pour recel d'abus de bien social peut-elle diriger un OPHLM ?, *CE, 13 févr. 2020, n° 425961*..... **act. 113** (8)
- Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent, *CE 432599, 12 févr. 2020, n° 432598*..... **act. 114** (8)
- Les distances de sécurité contre les produits phytopharmaceutiques ne créent aucune situation d'urgence, *CE, 14 févr. 2020, n° 437814*..... **act. 115** (8)
- Recours effectif et mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques, *CE, 12 févr. 2020, n° 424153*..... **act. 116** (8)
- Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle, *CE, 12 févr. 2020, n° 416007*..... **act. 117** (8)
- Suppression de la nouvelle bonification indiciaire, *CE, 10 févr. 2020, n° 424245*..... **act. 118** (8)
- Précisions sur l'étendue des missions statutaires des enseignants-chercheurs, *CE, 12 févr. 2020, n° 421997*..... **act. 119** (8)
- La communication du sens de ses conclusions du rapporteur public doit avoir un sens, *CE, 10 févr. 2020, n° 427282*..... **act. 120** (8)
- Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires, *CE, 12 févr. 2020, n° 425138*..... **act. 121** (8)
- Les infections nosocomiales à l'épreuve de la prescription, *CE, 12 févr. 2020, n° 435498*..... **act. 122** (8)
- Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance, *CE, 12 févr. 2020, n° 422754*..... **act. 123** (8)
- L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit, *CE, 12 févr. 2020, n° 421949*..... **act. 124** (8)
- Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps, *CE, 12 févr. 2020, n° 419439*..... **act. 125** (8)
- La promesse de vente vaut titre pour construire, *CE, 12 févr. 2020, n° 424608*..... **act. 126** (8)
- Le patrimoine sensoriel des campagnes, *aperçu rapide*..... **132** (9)
- Foin des vices de forme par la voie de la question préjudicielle, *CE, 24 févr. 2020, n° 431255*..... **act. 134** (9)
- Pas de compétence liée lorsque le maire pourvoit à la libre circulation d'un chemin rural, *CE, 24 févr. 2020, n° 421086*..... **act. 135** (9)
- Du principe de fixation des redevances d'occupation du domaine public concédé, *CE, 24 févr. 2020, n° 427280*..... **act. 136** (9)
- Refus de titularisation en fin de stage, *CE, 24 févr. 2020, n° 421291*..... **act. 137** (9)
- Les pendants de la mise à disposition de biens pour l'exercice des compétences en matière d'enseignement, *TA Versailles, 30 janv. 2020, n° 1706592*..... **act. 138** (9)
- Appréciation obligée du manquement par la Commission nationale des comptes de campagne, *TA Paris, 28 janv. 2020, n° 1904271*..... **act. 139** (9)
- Non-lieu pour le recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire, plus en application, *CE, 2 mars 2020, n° 422651*..... **act. 147** (10-11)
- Du caractère d'une décision fondant une mesure gracieuse, à propos de la majoration annuelle de la dotation des titres sécurisés des communes, *CE, 24 févr. 2020, n° 425034*..... **act. 148** (10-11)
- Concession : un critère spécial prestations complémentaires, *CE, 26 févr. 2020, n° 436428*..... **act. 149** (10-11)
- Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence, *CE, 26 févr. 2020, n° 426162*..... **act. 150** (10-11)
- La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée, *CE, 28 févr. 2020, n° 425743*..... **act. 151** (10-11)
- REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD, *CE, 28 févr. 2020, n° 433886*..... **act. 152** (10-11)
- Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération, *CE, 28 févr. 2020, n° 428422*..... **act. 153** (10-11)
- Le glyphosate ne passe toujours pas, *TA Montreuil, 3 mars 2020, n° 2002102*..... **act. 154** (10-11)
- Pas de reconnaissance faciale chez les lycéens, *TA Marseille, 27 févr. 2020, n° 1901249*..... **act. 155** (10-11)
- La subrogation conventionnelle ne disqualifie pas le juge compétent, *T. confl., 9 mars 2020, n° 4179*..... **act. 166** (12)
- La TASCOM traque l'e-boutique, *CE, 10 mars 2020, n° 436879*..... **act. 167** (12)
- Les avances du marché sous-traité résilié, *CE, 4 mars 2020, n° 423443*..... **act. 168** (12)
- Domanialité publique et association syndicale de propriétaires : pas d'hypothèque légale ?, *CE, 10 mars 2020, n° 432555*..... **act. 169** (12)
- Quelques précisions sur les singularités du contentieux de grande voirie, *CE, 10 mars 2020, n° 430550*..... **act. 170** (12)
- Les assistants maternels au défi de la vaccination, *CE, 4 mars 2020, n° 426633*..... **act. 171** (12)
- Le candidat qui voulait expertiser le coronavirus, *TA Châlons-en-Champagne, 9 mars 2020, n° 2000513*..... **act. 172** (12)

• Le voisin du parking, <i>TA Grenoble</i> , 3 mars 2020, n° 1802219.....	act. 173 (12)	• Modification par pièces interposées de la demande d'autorisation, <i>TA Montreuil</i> , 11 mars 2020, n° 1901122.....	act. 249 (16)
• Soleil caché, atteinte non démontrée au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, <i>CE</i> , 13 mars 2020, n° 427408.....	act. 194 (13)	• La procédure d'admission des pourvois peut intervenir juste après la cassation d'un arrêt.....	act. 254 (17)
• L'urbanisation limitée au sens du SCOT, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 419861.....	act. 195 (13)	• Covid-19 : pas de discrimination dans les soins, <i>CE</i> , 15 avr. 2020, n° 439910.....	act. 255 (17)
• L'office du juge du référé-liberté dans l'urgence du covid-19, <i>CE</i> , 28 mars 2020, n° 439693, <i>aperçu rapide</i>	201 (14)	• Covid-19 : RAS pour les EHPAD, <i>CE</i> , 15 avr. 2020, n° 440002.....	act. 256 (17)
• Du corsetage raffiné des consultations obligatoires : l'exemple du CSTACAA, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 427737.....	act. 205 (14)	• L'irrégularité de la procédure de passation lèse le candidat malheureux, <i>TA Lyon</i> , 10 avr. 2020, n° 2001965.....	act. 257 (17)
• La reconnaissance d'un pouvoir réglementaire implicite pour les agences de l'eau, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 426366.....	act. 206 (14)	• Le bénévolat des bénéficiaires du RSA, <i>CAA Nancy</i> , 8 avr. 2020, n° 18NC01751.....	act. 258 (17)
• La contribution financière des établissements de santé pour les interventions des SDIS, <i>CE</i> , 18 mars 2020, n° 425990.....	act. 207 (14)	• Le renouvellement de l'agrément de l'assistant maternel, <i>CAA Lyon</i> , 2 avr. 2020, n° 18LY02847.....	act. 259 (17)
• Expiration de la concession funéraire, la fin de l'omerta, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 436693.....	act. 208 (14)	• Covid 19 : le groupement statique n'augmente pas le risque de contamination, <i>TA</i> , 21 avr. 2020, n° 2001055.....	act. 260 (17)
• L'intérêt à agir du contribuable local dans le domaine contractuel, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 426291.....	act. 209 (14)	• Communication aux parties de l'autorisation de régularisation, <i>CAA Lyon</i> , 2 avr. 2020, n° 19LY03706.....	act. 261 (17)
• Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, préenseigne et publicité, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 419302.....	act. 210 (14)	• Exhumation et inhumation mais restitution des restes mortels, <i>TA Nantes</i> , 8 avr. 2020, n° 1801255.....	act. 267 (18-19)
• Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales, <i>CE</i> , 18 mars 2020, n° 396651.....	act. 211 (14)	• L'exploitation des services routiers antérieurs au 3 décembre 2009, <i>TA Paris</i> , 2 avr. 2020, n° 1806096.....	act. 268 (18-19)
• La charte de déontologie de la juridiction administrative passe le contrôle du Conseil d'État, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 421149.....	act. 212 (14)	• Covid-19 : la liberté fondamentale à vélo, <i>CE</i> , 30 avr. 2020, n° 440179.....	act. 284 (20)
• <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 411070.....	act. 212 (14)	• Autorisation d'urbanisme : le juge de cassation ne suspend pas, <i>CE</i> , 7 mai 2020, n° 440279.....	act. 285 (20)
• Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 420491.....	act. 213 (14)	• Un drone de Covid, <i>TA Paris</i> , 5 mai 2020, n° 2006861.....	act. 286 (20)
• <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 421758.....	act. 213 (14)	• Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour <i>Singularis porcus ?</i> , <i>T. confl.</i> , 11 mai 2020, n° C4181.....	act. 296 (21-22)
• Coronavirus : des tests et des traitements pour la population, <i>TA Guadeloupe</i> , 27 mars 2020, n° 2000295 : <i>Juris-Data</i> n° 2020-004122.....	act. 214 (14)	• Le régisseur n'est pas un artiste, <i>T. confl.</i> , 11 mai 2020, n° 4180.....	act. 297 (21-22)
• Coronavirus : le confinement maritime de Marie-Galante trop attentatoire aux libertés, <i>TA Guadeloupe</i> , 27 mars 2020, n° 2000294.....	act. 215 (14)	• Covid : le déconfinement vaut bien une messe, <i>CE</i> , 18 mai 2020, n° 440366.....	act. 298 (21-22)
• Covid-19, la police du maire sur un strapontin, <i>aperçu rapide</i>	220 (15)	• Les pesticides se rapprochent sans concertation, <i>CE</i> , 15 mai 2020, n° 440211.....	act. 299 (21-22)
• Covid-19 : à l'impossible..., <i>CE</i> , 4 avr. 2020, n° 439904.....	act. 230 (15)	• Les pesticides tenus à bonnes distances, <i>CE</i> , 15 mai 2020, n° 440346.....	act. 300 (21-22)
• La compensation végétalisée des éoliennes, <i>CE</i> , 13 mars 2020, n° 414032.....	act. 231 (15)	• Covid : finalement pas si drone, <i>CE</i> , 18 mai 2020, n° 440442.....	act. 301 (21-22)
• Délai déclenché du mémoire récapitulatif, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 432717.....	act. 233 (15)	• Covid : pas de couvre - feu pour ceux qui l'allument, <i>TA Amiens</i> , 16 mai 2020, n° 2001452.....	act. 302 (21-22)
• Précision sur le titre du copropriétaire pour construire, <i>CE</i> , n° 422802.....	act. 234 (15)	• La réhabilitation contentieuse de l'offre irrégulière, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 435982.....	act. 315 (23)
• L'avis de la CNAC devient préparatoire, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 409675.....	act. 235 (15)	• Intérêt à l'action et transfert étatique d'office de propriété intégrée au domaine public communal, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 433608.....	act. 316 (23)
• Liberté de la preuve de l'affectation de la participation pour le stationnement, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 421445.....	act. 236 (15)	• Pas de droit de passage sur le domaine public non routier pour les exploitants de réseaux de télécommunications, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 430972.....	act. 317 (23)
• Opposition aux travaux supplémentaires, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 426955.....	act. 244 (16)	• Office du juge prononçant et/ou liquidant une astreinte, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 432977.....	act. 318 (23)
• La cristallisation des moyens souffle sur les éoliennes, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 426941.....	act. 245 (16)	• Pas de référé-liberté pour permettre un recrutement détaché, <i>CE</i> , 25 mai 2020, n° 440707.....	act. 319 (23)
• Compétence entre TA et CAA : le juge de la liquidation de l'astreinte est le juge de l'astreinte, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 434228.....	act. 246 (16)	• La sincérité du scrutin municipal à la mode du covid-19, <i>TA Rennes</i> , 26 mai 2020, n° 2002084 : <i>Juris-Data</i> n° 2020-007315.....	act. 320 (23)
• La renaissance provisoire du POS, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 436549.....	act. 247 (16)	• Covid-19 : à la maternelle, on instruit, on éduque, <i>TA Montreuil</i> , 20 mai 2020, n° 2004683 : <i>Juris-Data</i> n° 2020-007205.....	act. 321 (23)
• Agrandir une construction n'étend pas l'urbanisation, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 419139.....	act. 248 (16)	• Applicabilité de la jurisprudence Czabaj aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux	

antérieures au 1 ^{er} janvier 2017, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428222.....	act. 329 (24)	• Le recours à une centrale d'achat existante par les conseils nationaux des professions de santé, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438406.....	act. 364 (25)
• Liberté d'expression et limite du droit à l'information : l'exemple des données relatives aux sanctions infligées aux entreprises, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 421615.....	act. 330 (24)	• Une abrogation (d'autorisation précaire) n'est pas un refus créateur de droits : conséquences sur le CRPA, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 434117.....	act. 365 (25)
• Précisions sur la publication faisant courir le délai d'action contentieuse des tiers intéressés à un contrat administratif, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428845.....	act. 331 (24)	• Consultation anticipée des archives publiques, le juge aux commandes, <i>CE</i> , 12 juin 2020, n° 422327.....	act. 366 (25)
• Absence d'intérêt à agir des conseils régionaux de l'ordre des architectes pour contester la validité d'un marché de conception-réalisation, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 426932.....	act. 332 (24)	• Covid 19 : l'interdiction des manifestations, une strate de trop, <i>CE</i> , 13 juin 2020, n° 440856.....	act. 367 (25)
• Protection de l'environnement : illustration de la raison impérative d'intérêt public majeur, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 425395.....	act. 333 (24)	• Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 425620.....	act. 368 (25)
• La délimitation d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ne fait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 422182.....	act. 334 (24)	• Encadrement de la durée maximale hebdomadaire de travail chez les sapeurs-pompiers (suite), <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438418.....	act. 369 (25)
• Le périmètre attractif de la réserve naturelle, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 414018.....	act. 335 (24)	• Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431003.....	act. 370 (25)
• Si un acte administratif rétroactif peut exceptionnellement être validé, la « pantoufle » tardivement réclamée par l'État ne peut plus être chaussée !, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 432172.....	act. 336 (24)	• Ordonnances de tri : laissons le temps au requérant, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427806.....	act. 371 (25)
• Confirmation de la fin de saison anticipée de football professionnel mais suspension des relégations en Ligue 2, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 440809.....	act. 337 (24)	• Ministère d'avocat et litige en matière de pension militaire d'invalidité, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 437866.....	act. 372 (25)
• Dommage de travaux publics : abstention fautive mais pas d'urgence à réparer, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 435126.....	act. 338 (24)	• Recours pour excès de pouvoir contre l'avis d'incompatibilité émis en application du 1 ^{er} alinéa de l'article L. 114-2 du Code de la sécurité intérieure, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435379.....	act. 373 (25)
• Permis en sursis tous vices confondus, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 420736.....	act. 339 (24)	• La solidarité nationale envisage la perte de chance, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 418166.....	act. 374 (25)
• Permis en sursis pour étude d'impact à dévoiler, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 427781.....	act. 340 (24)	• Le forfait de post-stationnement dans ses états contentieux, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427155.....	act. 375 (25)
• Classement en zone agricole : la vocation l'emporte, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 429515.....	act. 341 (24)	• Violation du RGPD par Google : l'amende de 50 millions d'euros prononcée par la CNIL est validée, <i>CE</i> , 19 juin 2020, n° 430810.....	act. 382 (26)
• Le projet stratégique et opérationnel d'un établissement d'aménagement ne faisait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 423502.....	act. 342 (24)	• CNIL : le mur infranchissable des cookies, <i>CE</i> , 19 juin 2020, n° 434684.....	act. 383 (26)
• Monument historique : la co-visibilité n'est pas l'oeil du photographe, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 431994.....	act. 343 (24)	• « Que d'eau, que d'eau » par décès et transmission de droit réel au nouveau propriétaire, <i>CE</i> , 17 juin 2020, n° 426887.....	act. 384 (26)
• Les droits d'eau de l'Ancien régime vus par la modernité, <i>T. confl.</i> , 8 juin 2020, n° C4190.....	act. 355 (25)	• Fonctionnaire placé en disponibilité n'exerçant pas une activité d'agent public, <i>CE</i> , 17 juin 2020, n° 431681.....	act. 385 (26)
• Le préjudice d'une commune des procédures juridictionnelles interminables, <i>T. confl.</i> , 8 juin 2020, n° C4185.....	act. 356 (25)	• La restauration immobilière du local commercial, <i>CE</i> , 17 juin 2020, n° 427957.....	act. 386 (26)
• Obligation de communiquer sur demande les motifs du refus implicite d'abroger un décret d'extradition, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435348.....	act. 357 (25)	• Attribution de terres appartenant à une section de commune (CGCT, art. L. 2411-10), <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 423455.....	act. 391 (27)
• Recours dirigé contre l'arrêté du ministre chargé des transports autorisant la création d'un aéroport à usage restreint, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425417.....	act. 358 (25)	• Les déblais dans les cordes du règlement de voirie, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 425514.....	act. 392 (27)
• Précisions sur le rôle du maire d'arrondissement en matière de droit de préemption urbain, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 428072.....	act. 359 (25)	• Une protection fonctionnelle contre... le supérieur hiérarchique, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 423996.....	act. 393 (27)
• La compétence -avant l'heure- de l'acheteur public ne regarde pas le juge du référé précontractuel, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 436922.....	act. 360 (25)	• Précisions en matière de protection fonctionnelle d'une fonctionnaire candidate à des élections, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 421643.....	act. 394 (27)
• Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 420282.....	act. 361 (25)	• Caractère « ferme et précis » des offres d'emploi dont le refus justifie le licenciement, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 421399.....	act. 395 (27)
• Exécution financière du marché de travaux : la mise en demeure conduit à la provision sur solde du décompte, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425993.....	act. 362 (25)	• Le contrat entre l'établissement hospitalier et le médecin ne lui confère pas la qualité d'agent public, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 421609.....	act. 396 (27)
• Pondération consubstantiellement liée à l'offre économiquement la plus avantageuse, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431194.....	act. 363 (25)	• L'aide d'État compatible brave la notification oubliée, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 418446.....	act. 397 (27)
		• Rapport d'expertise se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise ordonnée par la juridiction, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 420850.....	act. 398 (27)

- Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ?, *CE*, 26 juin 2020, n° 441065..... **act. 399** (27)
- La préemption crée l'urgence, à moins que..., *CE*, 29 juin 2020, n° 435502..... **act. 400** (27)
- Le Conseil d'État suspend l'obligation d'obtenir une autorisation avant d'organiser une manifestation, *CE*, 6 juill. 2020, n° 441257..... **act. 413** (28)
- Ordonnance en instance de ratification, l'excès de pouvoir veille, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 429132..... **act. 414** (28)
- Urbanisme commercial : le vainqueur du RAPO en défense, *CE*, 3 juill. 2020, n° 420346..... **act. 415** (28)
- Légalité des tarifs différenciés et « modiques » d'entrée à l'université « dite » gratuite, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 430121..... **act. 416** (28)
- La compensation fautive de taxe professionnelle, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 419081..... **act. 417** (28)
- Littoral : précisions sur la modification et la suspension des servitudes de passage des piétons, *CE*, 29 juin 2020, n° 433662..... **act. 418** (28)
- Obligation d'évaluation environnementale d'une construction, composante d'une opération plus vaste, qui est-elle, non soumise, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 423076..... **act. 419** (28)
- Des ordonnances constitutionnelles interchangeables ou presque, *CE*, 15 juill. 2020, n° 436155..... **act. 427** (29)
- Recours, sans czabajisation mais avec prescription, en contestation pécuniaire, *CE*, 10 juill. 2020, n° 430769..... **act. 428** (29)
- Les titres exécutoires doivent comporter prénom, nom et qualité de leurs auteurs sauf entre les personnes de droit public, *CE*, 10 juill. 2020, n° 439367..... **act. 429** (29)
- L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA), *CE*, 8 juill. 2020, n° 425926..... **act. 430** (29)
- La résiliation du contrat gravement illégal, *CE*, 10 juill. 2020, n° 430864..... **act. 431** (29)
- Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles, *CE*, 10 juill. 2020, n° 420045..... **act. 432** (29)
- DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat, *CE*, 10 juill. 2020, n° 434353..... **act. 433** (29)
- La nullité du contrat conserve les clauses de règlement des différends, *CE*, 10 juill. 2020, n° 433643..... **act. 434** (29)
- Le contrat dont le lieu de réalisation se situe sur une dépendance du domaine public, *CE*, 10 juill. 2020, n° 427216..... **act. 435** (29)
- Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle, *CE*, 10 juill. 2020, n° 429522..... **act. 436** (29)
- Compétence du juge administratif pour connaître des litiges en matière de contrats soumis aux obligations de publicité et mise en concurrence conclus par les assemblées parlementaires, *CE*, 10 juill. 2020, n° 434582..... **act. 437** (29)
- Pollution de l'air : l'État doit agir dans les 6 mois pour échapper à l'astreinte de 10 millions d'euros, *CE*, 10 juill. 2020, n° 428409..... **act. 438** (29)
- Des aménagements légers dans des espaces protégés ne font pas régression, *CE*, 10 juill. 2020, n° 432944..... **act. 439** (29)
- Nature de la convocation en vue du dépôt de demandes de titre de séjour et critères d'appréciation, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 436288..... **act. 440** (29)
- Fin de détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel : quelle date prendre en compte pour apprécier l'existence d'emplois vacants ?, *CE*, 8 juill. 2020, n° 423759..... **act. 441** (29)
- Offre partielle ou refus partiel d'indemnisation de l'ONIAM : quel délai de recours ?, *CE*, 8 juill. 2020, n° 426049..... **act. 442** (29)
- Production de la preuve de la publication régulière d'un arrêté portant délégation de signature après la clôture de l'instruction, *CE*, 8 juill. 2020, n° 420570..... **act. 443** (29)
- Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée, *CE*, 8 juill. 2020, n° 438228..... **act. 444** (29)
- Indemnisation d'un patient par l'ONIAM : modalités de calcul du taux de perte de chance, *CE*, 8 juill. 2020, n° 425229..... **act. 445** (29)
- Entretien des barrages / digues : précisions sur le partage de responsabilité entre le propriétaire et l'exploitant, *CE*, 10 juill. 2020, n° 427165..... **act. 446** (29)
- Droit au logement opposable : quels effets, sur les obligations du préfet, de la radiation du fichier des demandeurs de logement social ?, *CE*, 8 juill. 2020, n° 420472..... **act. 447** (29)
- Un maire peut autoriser, sous conditions, le stationnement des voitures sur le trottoir, *CE*, 8 juill. 2020, n° 425556..... **act. 448** (29)
- Blason communal, moins cultuel qu'historico-culturel, *CE*, 15 juill. 2020, n° 423702..... **act. 458** (30-34)
- Expulsion des gens du voyage : saisine du préfet et saisine du juge des référés, c'est possible, *CE*, 16 juill. 2020, n° 437113..... **act. 459** (30-34)
- L'abstention ne compromet pas la sincérité du scrutin, *CE*, 15 juill. 2020, n° 440055..... **act. 460** (30-34)
- Plan de formation dans la fonction publique d'État (DGFIP) : ne pas oublier de consulter le comité technique, *CE*, 15 juill. 2020, n° 423333..... **act. 461** (30-34)
- Les aides à la continuité territoriale ne sont pas des aides sociales, *CE*, 15 juill. 2020, n° 436276..... **act. 462** (30-34)
- Le droit de préemption urbain peut s'exercer pour des projets réalistes et non plus seulement réels, *CE*, 15 juill. 2020, n° 432325..... **act. 463** (30-34)
- L'aménagement commercial dépourvu de test économique ajouté, *CE*, 15 juill. 2020, n° 431703..... **act. 464** (30-34)
- Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes, *CE*, 29 juill. 2020, n° 437283..... **act. 474** (35)
- Provision ordonnée vaut titre exécutoire, *CE*, 22 juill. 2020, n° 426210..... **act. 475** (35)
- Une intention de transfert d'un bien immobilier crée des droits, *CE*, 29 juill. 2020, n° 427738..... **act. 476** (35)
- Pas de question sérieuse sur la constitutionnalité du confinement I, *CE*, 22 juill. 2020, n° 440149..... **act. 477** (35)
- Libre cours des eaux, l'État seul responsable, *CE*, 22 juill. 2020, n° 425969..... **act. 478** (35)
- Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir, *CE*, 22 juill. 2020, n° 427163..... **act. 479** (35)
- Le stationnement en enfilade, *CE*, 22 juill. 2020, n° 427398..... **act. 480** (35)
- Le PPRI au secours de l'autorisation de construire, *CE*, 22 juill. 2020, n° 426139..... **act. 481** (35)
- Compétence de régularisation du document d'urbanisme, *CE*, 29 juill. 2020, n° 428158..... **act. 482** (35)
- Covid : l'intelligence du port du masque, *TA Lyon*, 4 sept. 2020, n° 2006185 : *Juris-Data* n° 2020-012373..... **act. 508** (37)
- *TA Pau*, 25 août 2020, n° 2001586 : *Juris-Data* n° 2020-012536..... **act. 508** (37)
- *TA Pau*, 2 sept. 2020, n° 2001639 : *Juris-Data* n° 2020-012537..... **act. 508** (37)

- TA Strasbourg, 2 sept. 2020, n° 2005349 : Juris-Data n° 2020-012312..... act. 508 (37)
- CE, 6 sept. 2020, n° 443751 : Juris-Data n° 2020-012524..... act. 508 (37)
- CE, 6 sept. 2020, n° 443750 : Juris-Data n° 2020-012540..... act. 508 (37)
- Marché subséquent sous les feux du référé contractuel, TA Paris, 22 juill. 2020, n° 2009189..... act. 509 (37)
- Impossibilité de contester les actes de gouvernement : le Conseil d'État refuse de renvoyer une QPC, CE, 9 sept. 2020, n° 439520..... act. 520 (38-39)
- Concession de fret maritime, un périmètre raisonnable, TA Saint-Pierre-et-Miquelon, 27 août 2020, n° 2000410..... act. 521 (38-39)
- Individuelle ou pas, la décision soumise au délai raisonnable de recours, CE, 25 sept. 2020, n° 430945..... act. 529 (40)
- Recours contre des lignes directrices : des évolutions, CE, 21 sept. 2020, n° 428683..... act. 530 (40)
- CE, 21 sept. 2020, n° 425960..... act. 530 (40)
- Expulsion de l'occupant d'un logement : à quelle adresse expédier la demande ?, CE, 25 sept. 2020, n° 440634..... act. 531 (40)
- Internet, téléphonie, un service marchand comme un autre, CE, 25 sept. 2020, n° 432727..... act. 532 (40)
- Pas de suspension de l'arrêté interdisant la distribution gratuite de denrées et boissons dans le centre-ville de Calais, CE 444793, 25 sept. 2020..... act. 533 (40)
- Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale, CE, 21 sept. 2020, n° 426376..... act. 534 (40)
- Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel, CE, 25 sept. 2020, n° 431200..... act. 535 (40)
- La mission de conseil auprès d'un établissement public incompatible avec la fonction de juge administratif..... act. 536 (40)
- Annulation de la préemption, toujours l'intérêt général d'abord, CE, 28 sept. 2020, n° 436978..... act. 537 (40)
- CE, 28 sept. 2020, n° 432063..... act. 537 (40)
- CE, 28 sept. 2020, n° 430951..... act. 537 (40)
- QPC sur ordonnance non ratifiée, l'épilogue, CE, 28 sept. 2020, n° 441059..... act. 552 (41)
- L'avocat mandaté n'est pas forcément désigné, CE, 28 sept. 2020, n° 423129..... act. 553 (41)
- Immeubles menaçant ruine : charge des travaux et responsabilité, CE, 28 sept. 2020, n° 429980..... act. 554 (41)
- CE, 28 sept. 2020, n° 426290..... act. 554 (41)
- Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction contraire aux droits de la défense, CE, 30 sept. 2020, n° 438253..... act. 555 (41)
- Les illégalités étrangères du document d'urbanisme, CE, 2 oct. 2020, n° 436934..... act. 556 (41)
- Autorisation régularisable, sursis obligatoire, à moins que..., CE, 2 oct. 2020, n° 438318..... act. 557 (41)
- Même imprécis le SCOT du littoral s'impose, CE, 28 sept. 2020, n° 423087..... act. 558 (41)
- Un aménagement d'ensemble partiel, CE, 28 sept. 2020, n° 426961..... act. 559 (41)
- L'aménagement des aires de grand passage, CE, 28 sept. 2020, n° 430521..... act. 560 (41)
- La procédure concurrentielle avec négociation pour la première fois au Conseil d'État, CE, 7 oct. 2020, n° 440575..... act. 566 (42)
- Contrôle de qualification juridique exercé par le juge de cassation sur l'existence d'un ensemble contractuel, CE, 7 oct. 2020, n° 433986..... act. 567 (42)
- Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi, CE, 9 oct. 2020, n° 429563..... act. 568 (42)
- Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial, CE, 9 oct. 2020, n° 422483..... act. 569 (42)
- Violation du droit communautaire par le juge national, CE, 9 oct. 2020, n° 414423..... act. 570 (42)
- Droit au logement opposable : précisions sur les délais de recours et la notion de logement adapté, CE, 8 oct. 2020, n° 431618..... act. 571 (42)
- CE, 8 oct. 2020, n° 431100..... act. 571 (42)
- Permis de construire modificatif et participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, CE, 7 oct. 2020, n° 426477..... act. 572 (42)
- Dotation d'intercommunalité, un prélèvement scélérat définitivement acquis, Cons. const., 15 oct. 2020, n° 2020-862..... act. 579 (43)
- Le juge du référé-liberté ouvre la porte des prisons, CE, 19 oct. 2020, n° 439372..... act. 581 (43)
- Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel, CE, 15 oct. 2020, n° 444425..... act. 582 (43)
- L'exclusion des marchés ne doit pas être absolue, CE, 12 oct. 2020, n° 419146..... act. 583 (43)
- L'ombrelle de l'anti-concurrence, CE, 12 oct. 2020, n° 432981..... act. 584 (43)
- Pénalités contractuelles, un différend ?, CE, 12 oct. 2020, n° 431903..... act. 585 (43)
- Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux, CE, 12 oct. 2020, n° 429185..... act. 586 (43)
- L'intervenant ne dispose pas de plus de droits que les parties pour présenter des moyens, CE, 14 oct. 2020, n° 428524..... act. 587 (43)
- Autorisation d'urbanisme : notion de défendeur (préfet) pour avis conforme et qualité du ministre pour faire appel, CE, 16 oct. 2020, n° 427620..... act. 588 (43)
- Affichage du permis de construire, foins de l'adresse de la mairie, CE, 16 oct. 2020, n° 429357..... act. 589 (43)
- La protection des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration fiscale ne s'applique pas en cas de montage artificiel, CE, 28 oct. 2020, n° 438048..... act. 602 (44)
- Instauration de couvre-feu par les préfets : pas d'atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales, CE, 23 oct. 2020, n° 445430..... act. 603 (44)
- Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité », CE, 19 oct. 2020, n° 437711..... act. 604 (44)
- Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir, CE, 21 oct. 2020, n° 443327..... act. 605 (44)
- Protocole sanitaire : le Conseil d'État met en avant son caractère non contraignant pour refuser sa suspension, CE, 19 oct. 2020, n° 444809..... act. 606 (44)
- L'étanchéité à la copropriété de l'autorisation de construire, CE, 23 oct. 2020, n° 425457..... act. 607 (44)
- Fouilles archéologiques, travaux publics et clause exorbitante au profit de la personne publique, T. confl., 2 nov. 2020, n° C4196..... act. 620 (45)
- Le déni de justice saisit le Tribunal des conflits au fond, T. confl., 2 nov. 2020, n° C4194..... act. 621 (45)

• La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 427401.....	act. 636 (46)	• Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité, <i>CE</i> , 18 nov. 2020, n° 427325.....	act. 678 (48)
• Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 440963.....	act. 637 (46)	• Étonnante mise en oeuvre, même sans décret d'application, de la prohibition du cumul d'activités des praticiens hospitaliers, <i>CE</i> , 13 nov. 2020, n° 429706.....	act. 679 (48)
• Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 433311.....	act. 638 (46)	• Absence de vice de procédure lorsqu'une formalité superfétatoire, requise par un conseil et non par l'administration elle-même, n'a pas été respectée, <i>CE</i> , 18 nov. 2020, n° 436471.....	act. 680 (48)
• Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent, <i>CE</i> , 6 nov. 2020, n° 437718.....	act. 639 (46)	• Permis de construire en matière d'aménagement commercial, <i>CE</i> , 18 nov. 2020, n° 420857.....	act. 681 (48)
• L'information des candidats à la concession, <i>CE</i> , 6 nov. 2020, n° 437946.....	act. 640 (46)	• Mesure concrète, par le juge administratif, de la probabilité d'un consentement au regard de l'obligation d'information du patient et de la perte de chance conséquente, <i>CE</i> , 19 nov. 2020, n° 419778.....	act. 682 (48)
• La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres, <i>CE</i> , 7 nov. 2020, n° 445825.....	act. 641 (46)	• ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse, <i>CE</i> , 13 nov. 2020, n° 427750.....	act. 683 (48)
• Validation « traditionnelle » d'élections même sous pandémie abstentionniste « exceptionnelle », <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 440355.....	act. 642 (46)	• Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009, <i>CE</i> , 16 nov. 2020, n° 437600.....	act. 684 (48)
• Congés de maladie et aménagement du temps de travail, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 426093.....	act. 643 (46)	• Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006, <i>CE</i> , 16 nov. 2020, n° 431159.....	act. 685 (48)
• Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 426650.....	act. 644 (46)	• Surveillance policière par les drones : l'avis du Conseil d'État au Gouvernement, <i>CE</i> , 20 sept. 2020, n° 401214.....	act. 686 (48)
• Question préjudicielle, pourvoi, sursis ?, <i>CE</i> , 4 nov. 2020, n° 434757.....	act. 645 (46)	• Rejet de la demande de suspension de la dissolution de l'association Barakacity, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 445774.....	act. 687 (48)
• Point de provision après sursis à exécution, <i>CE</i> , 6 nov. 2020, n° 439598.....	act. 646 (46)	• La portée de l'aide individuelle à un élève handicapé, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 422248.....	act. 688 (48)
• La communication possible d'une extraction de données, <i>CE</i> , 13 nov. 2020, n° 432832.....	act. 656 (47)	• Censure partielle du décret relatif aux départements d'information médicale, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 428451.....	act. 698 (49)
• Une majoration à justifier du taux de la taxe d'aménagement, <i>CE</i> , 9 nov. 2020, n° 438285.....	act. 657 (47)	• Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 427761.....	act. 699 (49)
• Le juge des référés ne suspend pas la fermeture des librairies au public, <i>CE</i> , 13 nov. 2020, n° 445883.....	act. 658 (47)	• Élections des maires et des adjoints en mai 2020 : pas de prolongation du délai de contestation, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 442411.....	act. 700 (49)
• Retrait de la protection subsidiaire : appréciation de la notion de « crime grave » par le juge administratif, <i>CE</i> , 13 nov. 2020, n° 428582.....	act. 659 (47)	• Retours sur l'appréciation concrète et prétorienne d'une transformation potentielle de CDD en CDI, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 432713.....	act. 701 (49)
• De la tierce-opposition en cas de transfert de compétences entre juridictions, <i>CE</i> , 12 nov. 2020, n° 441681.....	act. 660 (47)	• Unité des fonctions publiques et égalité de traitement des allocations temporaires d'invalidité, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 431508.....	act. 702 (49)
• Le recours au fond consécutif à un référé-provision : une voie d'achèvement, <i>CE</i> , 6 nov. 2020, n° 433940.....	act. 661 (47)	• La loi de 2008 (prescription en matière civile) ne change pas le jeu de l'interruption/suspension de la prescription, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 432678.....	act. 703 (49)
• Indemnisation des victimes d'essais nucléaires et application des multiples lois successives, <i>CE</i> , 6 nov. 2020, n° 439003.....	act. 662 (47)	• Quel est le terminus a quo de la prescription quinquennale ?, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 427250.....	act. 704 (49)
• Division primaire, permis de construire modificatif après division et appréciation des règles d'urbanisme par le juge, <i>CE</i> , 12 nov. 2020, n° 421590.....	act. 663 (47)	• Les arcanes de la tarification de l'infrastructure ferroviaire, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 431748.....	act. 705 (49)
• Une action en reconnaissance de droits fiscaux, <i>TA Lyon</i> , 26 oct. 2020, n° 1803391.....	act. 664 (47)	• <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 434544.....	act. 705 (49)
• La redevance d'archéologie préventive au régime de l'aide d'État, <i>CAA Nantes</i> , 23 oct. 2020, n° 18NT04279.....	act. 667 (47)	• Permis de construire un ERP et la mention inéluctable, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 430754.....	act. 706 (49)
• Les organes consultatifs ne seront pas emportés avec le confinement, <i>CE</i> , 16 nov. 2020, n° 440418.....	act. 673 (48)	• Le permis régularisateur à part entière, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 429623.....	act. 707 (49)
• La date de l'avenant déclenche le recours en validité, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 428156.....	act. 674 (48)	• Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin, <i>CE</i> , 30 nov. 2020, n° 441891.....	act. 719 (50)
• Rejet de la demande de suspension de la fermeture de la Grande mosquée de Pantin, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 446403.....	act. 675 (48)	• Modalités de contestation d'un refus de transmission de QPC par une juridiction de premier ressort, <i>CE</i> , 30 nov. 2020, n° 443970.....	act. 720 (50)
• Gaz à effet de serre : de la théorie à la pratique, <i>CE</i> , 19 nov. 2020, n° 427301.....	act. 676 (48)	• Motivation par renvoi des conclusions du rapporteur public : régularité de la décision juridictionnelle, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 421409.....	act. 721 (50)
• Une déclaration d'utilité publique d'un ouvrage routier : une décision hors d'eau par principe... à moins que, <i>CE</i> , 19 nov. 2020, n° 417362.....	act. 677 (48)	• Aide publique : la faute de l'inutilité, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 417165.....	act. 722 (50)

- La piste cyclable dans la roue de la voie nouvelle, *CE*, 30 nov. 2020, n° 432095..... **act. 723 (50)**
 - Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation, *T. confl.*, 7 déc. 2020, n° C4199..... **act. 726 (51-52)**
 - Précisions sur l'intérêt légitime justifiant la licéité d'un traitement automatisé, *CE*, 10 déc. 2020, n° 429571..... **act. 727 (51-52)**
 - Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît, *CE*, 8 déc. 2020, n° 438328..... **act. 728 (51-52)**
 - Le préfet arbitre constitutionnellement la restitution de compétences, *CE*, 11 déc. 2020, n° 444762..... **act. 729 (51-52)**
 - La réalité d'une résiliation tacite, *CE*, 11 déc. 2020, n° 427616..... **act. 730 (51-52)**
 - Le conseil, juridique aussi, du maître d'oeuvre, *CE*, 8 déc. 2020, n° 432783..... **act. 731 (51-52)**
 - L'unicité de l'offre, l'unicité de l'opérateur, *CE*, 8 déc. 2020, n° 436532..... **act. 732 (51-52)**
 - Autant de référés précontractuels que le requérant en veut, *CE*, 8 déc. 2020, n° 440704..... **act. 733 (51-52)**
 - La réception avec ou sous réserves qualifie le projet de décompte, *CE*, 8 déc. 2020, n° 437983..... **act. 734 (51-52)**
 - Obligations pour l'employeur public de tirer les conséquences d'une condamnation pénale, même d'interdiction temporaire d'exercice d'un agent, *CE*, 10 déc. 2020, n° 437034..... **act. 735 (51-52)**
 - Ordonnances : la QPC compatible avec le recours en excès de pouvoir, *CE*, 16 déc. 2020, n° 440258..... **act. 736 (51-52)**
 - Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc, *CE*, 11 déc. 2020, n° 426483..... **act. 737 (51-52)**
- Valérie FARRUGIA**
- L'appréciation de la notion d'association transparente par le juge électoral en cas de contestation de l'éligibilité d'un candidat, *essentiel sur*..... **2053 (8)**
 - Regards croisés sur la suspension de la circulaire Castaner : les seuils et les nuances, *CE*, 31 janv. 2020, n° 437675, *commentaire*..... **2069 (10-11)**
 - La question de la constitutionnalité du report du second tour des élections municipales et communautaires, *libres propos*..... **181 (13)**
 - L'installation du conseil municipal en période d'urgence sanitaire, *aperçu rapide*..... **291 (21-22)**
 - QPC sur l'article 19 de la loi du 23 mars 2020 : une décision du Conseil constitutionnel attendue et prévisible, *aperçu rapide*..... **379 (26)**
- Jacques FIALAIRE**
- Liberté de culte et urgence sanitaire : les leçons de la jurisprudence, *CE*, 4 avr. 2020, n° 439816, *étude*..... **2155 (21-22)**
 - *CE*, 8 avr. 2020, n° 439837, *étude*..... **2155 (21-22)**
 - *CE*, 30 mars 2020, n° 439809, *étude*..... **2155 (21-22)**
 - *CE*, 20 avr. 2020, n° 440119, *étude*..... **2155 (21-22)**
 - *CE*, 18 mai 2020, n° 440366, *étude*..... **2155 (21-22)**
 - L'exercice de la liberté de manifestation en France au prisme du droit européen des droits de l'homme, *étude*..... **2184 (26)**
- Élise FRAYSSE**
- Application de la jurisprudence Panizzon : l'emprise irrégulière indemnisée par le juge administratif, *CAA Lyon*, 30 janv. 2020, n° 18LY00181, *À noter également*..... **2102 (14)**
 - Le contrôle juridictionnel de la Charte de déontologie de la juridiction administrative : le Conseil d'État face à lui-même, *CE*, 25 mars 2020, n° 421149, *commentaire*..... **2278 (43)**
 - *CE*, 25 mars 2020, n° 411070, *commentaire*..... **2278 (43)**
- Clemmy FRIEDRICH**
- Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assortissant la réglementation de leur durée de travail, *CE*, 19 déc. 2019, n° 426031..... **act. 2 (1)**
 - La vente fictive dévoile la gestion de fait, *CE*, 18 déc. 2019, n° 416819..... **act. 3 (1)**
 - Taxe de balayage du coin de la rue : modalité de calcul de l'assiette, *CE*, 19 déc. 2019, n° 426315..... **act. 4 (1)**
 - Taxe d'aménagement et abatement : les locaux se distinguent, *CE*, 19 déc. 2019, n° 419800..... **act. 5 (1)**
 - DSP : touche pas à mon offre, *CE*, 20 déc. 2019, n° 419993..... **act. 6 (1)**
 - DSP, personne publique actionnaire de l'un des candidats et principe d'impartialité, *CE*, 18 déc. 2019, n° 432590..... **act. 7 (1)**
 - Critère de sélection des offres : la création d'emplois locaux, un bon critère, *CE*, 20 déc. 2019, n° 428290..... **act. 8 (1)**
 - La fourniture d'armes à un service de police n'est pas un marché de défense et de sécurité, *CE*, 18 déc. 2019, n° 431696..... **act. 9 (1)**
 - Non-lieu à statuer en matière d'ICPE, *CE*, 18 déc. 2019, n° 418921..... **act. 10 (1)**
 - Harcèlement moral, mesure imposée à l'agent et appréciation du juge, *CE*, 19 déc. 2019, n° 419062..... **act. 11 (1)**
 - Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service, *CE*, 19 déc. 2019, n° 423685..... **act. 12 (1)**
 - Pour l'application d'un PLU à une autorisation d'urbanisme, il y a mur et mur, *CE*, 18 déc. 2019, n° 421644..... **act. 13 (1)**
 - Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi, *CE*, 24 déc. 2019, n° 428162..... **act. 14 (1)**
 - Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise, *CE*, 24 déc. 2019, n° 423168..... **act. 24 (2)**
 - Intérêt à agir des syndicats, *CE*, 31 déc. 2019, n° 429715..... **act. 25 (2)**
 - De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO, *CE*, 31 déc. 2019, n° 432867..... **act. 26 (2)**
 - La suspension de l'avocat suspend le délai pour produire un mémoire complémentaire, *CE*, 31 déc. 2019, n° 426831..... **act. 27 (2)**
 - Médiateur : expertise en carence mais cumul accepté des demandes d'indemnisation, *CE*, 31 déc. 2019, n° 420025..... **act. 28 (2)**
 - *CE*, 31 déc. 2019, n° 420231..... **act. 28 (2)**
 - Le camion responsable, la signalisation du chantier coupable, *T. confl.*, 9 déc. 2019, n° C4171..... **act. 35 (3)**
 - Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux, *CE*, 8 janv. 2020, n° 434430..... **act. 36 (3)**
 - Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception, *CE*, 8 janv. 2020, n° 428280..... **act. 37 (3)**
 - La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public, *CE*, 17 janv. 2020, n° 433506..... **act. 47 (4)**
 - De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur, *CE*, 13 janv. 2020, n° 437102..... **act. 48 (4)**
 - Le couperet du décompte définitif, *CE*, 27 janv. 2020, n° 425168..... **act. 55 (5)**
 - Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour, *CE*, 27 janv. 2020, n° 422104..... **act. 56 (5)**

- Il ne peut être dérogé à la hausse aux tarifs applicables à EDF pour le rachat d'électricité, *CE, 22 janv. 2020, n° 418737*..... **act. 57 (5)**
- Des exigences de candidature excessives, *CE, 23 janv. 2020, n° 427058*,..... **act. 58 (5)**
- Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel, *CE, 27 janv. 2020, n° 426569*..... **act. 59 (5)**
- Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2), *CE, 30 janv. 2020, n° 418797*..... **act. 68 (6)**
- Municipal conflit d'intérêt(s) et procédure(s), *CE, 30 janv. 2020, n° 421952*..... **act. 69 (6)**
- Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral, *CE, 31 janv. 2020, n° 437675*..... **act. 70 (6)**
- Condition pour fixer une date à compter de laquelle les parties ne peuvent plus invoquer de moyens nouveaux, *CE, 30 janv. 2020, n° 426346*..... **act. 71 (6)**
- Mineurs étrangers non accompagnés : le Conseil d'État valide le décret mais encadre la façon de l'appliquer, *CE, 5 févr. 2020, n° 428478*..... **act. 72 (6)**
- Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant, *CE, 27 janv. 2020, n° 422287*..... **act. 73 (6)**
- Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après, *CE, 27 janv. 2020, n° 423529*..... **act. 74 (6)**
- L'irrégularité formelle de l'acte créateur de droits, *CE, 7 févr. 2020, n° 428625*..... **act. 90 (7)**
- Le droit à l'ARE n'est pas conditionné à des démarches tendant à retrouver un emploi, *CE, 7 févr. 2020, n° 405921*..... **act. 91 (7)**
- Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention, *CE, 7 févr. 2020, n° 418175*..... **act. 92 (7)**
- Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI, *CE, 5 févr. 2020, n° 433308*..... **act. 93 (7)**
- À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, *CE, 7 févr. 2020, n° 428919*..... **act. 94 (7)**
- Autorité compétente en matière d'environnement, *CE, 5 févr. 2020, n° 425451*..... **act. 95 (7)**
- Portée et limite du droit à la communication du dossier, *CE, 5 févr. 2020, n° 433130*..... **act. 96 (7)**
- Simple ordonnance de rejet pour l'expiration du délai « raisonnable », *CE, 10 févr. 2020, n° 429343*..... **act. 97 (7)**
- Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés, *CE, 5 févr. 2020, n° 428478*..... **act. 98 (7)**
- Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours, *CE, 5 févr. 2020, n° 423972*..... **act. 99 (7)**
- Une prolongation du certificat d'urbanisme, *CE, 5 févr. 2020, n° 426573*,..... **act. 100 (7)**
- Le délai du déferé contre le permis tacite exige une connaissance parfaite, *CE, 5 févr. 2020, n° 426160*..... **act. 101 (7)**
- Une personne condamnée pour recel d'abus de bien social peut-elle diriger un OPHLM ?, *CE, 13 févr. 2020, n° 425961*..... **act. 113 (8)**
- Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent, *CE 432599, 12 févr. 2020, n° 432598*..... **act. 114 (8)**
- Les distances de sécurité contre les produits phytopharmaceutiques ne créent aucune situation d'urgence, *CE, 14 févr. 2020, n° 437814*..... **act. 115 (8)**
- Recours effectif et mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques, *CE, 12 févr. 2020, n° 424153*..... **act. 116 (8)**
- Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle, *CE, 12 févr. 2020, n° 416007*..... **act. 117 (8)**
- Suppression de la nouvelle bonification indiciaire, *CE, 10 févr. 2020, n° 424245*..... **act. 118 (8)**
- Précisions sur l'étendue des missions statutaires des enseignants-chercheurs, *CE, 12 févr. 2020, n° 421997*..... **act. 119 (8)**
- La communication du sens de ses conclusions du rapporteur public doit avoir un sens, *CE, 10 févr. 2020, n° 427282*..... **act. 120 (8)**
- Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires, *CE, 12 févr. 2020, n° 425138*..... **act. 121 (8)**
- Les infections nosocomiales à l'épreuve de la prescription, *CE, 12 févr. 2020, n° 435498*..... **act. 122 (8)**
- Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance, *CE, 12 févr. 2020, n° 422754*..... **act. 123 (8)**
- L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit, *CE, 12 févr. 2020, n° 421949*..... **act. 124 (8)**
- Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps, *CE, 12 févr. 2020, n° 419439*..... **act. 125 (8)**
- La promesse de vente vaut titre pour construire, *CE, 12 févr. 2020, n° 424608*..... **act. 126 (8)**
- Haute fonction publique : le rapport Thiriez, un rapport pointilliste dans le ton de la mode..... **act. 129 (8)**
- Foin des vices de forme par la voie de la question préjudicielle, *CE, 24 févr. 2020, n° 431255*..... **act. 134 (9)**
- Pas de compétence liée lorsque le maire pourvoit à la libre circulation d'un chemin rural, *CE, 24 févr. 2020, n° 421086*..... **act. 135 (9)**
- Du principe de fixation des redevances d'occupation du domaine public concédé, *CE, 24 févr. 2020, n° 427280*..... **act. 136 (9)**
- Refus de titularisation en fin de stage, *CE, 24 févr. 2020, n° 421291*..... **act. 137 (9)**
- Non-lieu pour le recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire, plus en application, *CE, 2 mars 2020, n° 422651*..... **act. 147 (10-11)**
- Du caractère d'une décision fondant une mesure gracieuse, à propos de la majoration annuelle de la dotation des titres sécurisés des communes, *CE, 24 févr. 2020, n° 425034*..... **act. 148 (10-11)**
- Concession : un critère spécial prestations complémentaires, *CE, 26 févr. 2020, n° 436428*..... **act. 149 (10-11)**
- Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence, *CE, 26 févr. 2020, n° 426162*..... **act. 150 (10-11)**
- La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée, *CE, 28 févr. 2020, n° 425743*..... **act. 151 (10-11)**
- REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD, *CE, 28 févr. 2020, n° 433886*..... **act. 152 (10-11)**
- Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération, *CE, 28 févr. 2020, n° 428422*..... **act. 153 (10-11)**
- La TASCOM traque l'e-boutique, *CE, 10 mars 2020, n° 436879*..... **act. 167 (12)**
- Les avances du marché sous-traité résilié, *CE, 4 mars 2020, n° 423443*..... **act. 168 (12)**
- Domanialité publique et association syndicale de propriétaires : pas d'hypothèque légale ?, *CE, 10 mars 2020, n° 432555*..... **act. 169 (12)**

- Quelques précisions sur les singularités du contentieux de grande voirie, *CE, 10 mars 2020, n° 430550*..... **act. 170** (12)
- Les assistants maternels au défi de la vaccination, *CE, 4 mars 2020, n° 426633*..... **act. 171** (12)
- Du corsetage raffiné des consultations obligatoires : l'exemple du CSTACAA, *CE, 25 mars 2020, n° 427737*..... **act. 205** (14)
- La reconnaissance d'un pouvoir réglementaire implicite pour les agences de l'eau, *CE, 11 mars 2020, n° 426366*..... **act. 206** (14)
- La contribution financière des établissements de santé pour les interventions des SDIS, *CE, 18 mars 2020, n° 425990*..... **act. 207** (14)
- Expiration de la concession funéraire, la fin de l'omerta, *CE, 11 mars 2020, n° 436693*..... **act. 208** (14)
- L'intérêt à agir du contribuable local dans le domaine contractuel, *CE, 27 mars 2020, n° 426291*..... **act. 209** (14)
- Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, préenseigne et publicité, *CE, 28 févr. 2020, n° 419302*..... **act. 210** (14)
- Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales, *CE, 18 mars 2020, n° 396651*..... **act. 211** (14)
- La charte de déontologie de la juridiction administrative passe le contrôle du Conseil d'État, *CE, 25 mars 2020, n° 411070*..... **act. 212** (14)
- *CE, 25 mars 2020, n° 421149*..... **act. 212** (14)
- Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif, *CE, 27 mars 2020, n° 420491*..... **act. 213** (14)
- *CE, 27 mars 2020, n° 421758*..... **act. 213** (14)
- Un arrêté préfectoral publié sur le site internet de la préfecture fait courir les délais, *CE, 27 mars 2020, n° 435277*..... **act. 228** (15)
- Précision sur l'office du juge en matière de communication de documents administratifs, *CE, 27 mars 2020, n° 426623*..... **act. 229** (15)
- Avoir une relation sexuelle par abus de faiblesse justifie une révocation, *CE, 27 mars 2020, n° 427868*..... **act. 232** (15)
- Opposition aux travaux supplémentaires, *CE, 27 mars 2020, n° 426955*..... **act. 244** (16)
- La cristallisation des moyens souffle sur les éoliennes, *CE, 3 avr. 2020, n° 426941*..... **act. 245** (16)
- Compétence entre TA et CAA : le juge de la liquidation de l'astreinte est le juge de l'astreinte, *CE, 27 mars 2020, n° 434228*..... **act. 246** (16)
- La renaissance provisoire du POS, *CE, 3 avr. 2020, n° 436549*..... **act. 247** (16)
- Agrandir une construction n'étend pas l'urbanisation, *CE, 3 avr. 2020, n° 419139*..... **act. 248** (16)
- La procédure d'admission des pourvois peut intervenir juste après la cassation d'un arrêt..... **act. 254** (17)
- Covid-19 : pas de discrimination dans les soins, *CE, 15 avr. 2020, n° 439910*..... **act. 255** (17)
- Covid-19 : RAS pour les EHPAD, *CE, 15 avr. 2020, n° 440002*..... **act. 256** (17)
- Covid-19 : la liberté fondamentale à vélo, *CE, 30 avr. 2020, n° 440179*..... **act. 284** (20)
- Autorisation d'urbanisme : le juge de cassation ne suspend pas, *CE, 7 mai 2020, n° 440279*..... **act. 285** (20)
- Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour *Singularis porcus* ?, *T. confl., 11 mai 2020, n° C4181*..... **act. 296** (21-22)
- Le régisseur n'est pas un artiste, *T. confl., 11 mai 2020, n° 4180*..... **act. 297** (21-22)
- Covid : le déconfinement vaut bien une messe, *CE, 18 mai 2020, n° 440366*..... **act. 298** (21-22)
- Les pesticides se rapprochent sans concertation, *CE, 15 mai 2020, n° 440211*..... **act. 299** (21-22)
- Les pesticides tenus à bonnes distances, *CE, 15 mai 2020, n° 440346*..... **act. 300** (21-22)
- Covid : finalement pas si drone, *CE, 18 mai 2020, n° 440442*..... **act. 301** (21-22)
- Le délai de recours contentieux court désormais à l'encontre des circulaires fiscales, *CE, 13 mars 2020, n° 435634, commentaire*..... **2163** (23)
- Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes, *CE, 29 juill. 2020, n° 437283*..... **act. 474** (35)
- Provision ordonnée vaut titre exécutoire, *CE, 22 juill. 2020, n° 426210*..... **act. 475** (35)
- Une intention de transfert d'un bien immobilier crée des droits, *CE, 29 juill. 2020, n° 427738*..... **act. 476** (35)
- Pas de question sérieuse sur la constitutionnalité du confinement !, *CE, 22 juill. 2020, n° 440149*..... **act. 477** (35)
- Libre cours des eaux, l'État seul responsable, *CE, 22 juill. 2020, n° 425969*..... **act. 478** (35)
- Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir, *CE, 22 juill. 2020, n° 427163*..... **act. 479** (35)
- Le stationnement en enfilade, *CE, 22 juill. 2020, n° 427398*..... **act. 480** (35)
- Le PPRI au secours de l'autorisation de construire, *CE, 22 juill. 2020, n° 426139*..... **act. 481** (35)
- Compétence de régularisation du document d'urbanisme, *CE, 29 juill. 2020, n° 428158*..... **act. 482** (35)
- Covid : l'intelligence du port du masque, *TA Strasbourg, 2 sept. 2020, n° 2005349 : Juris-Data n° 2020-012312*..... **act. 508** (37)
- *CE, 6 sept. 2020, n° 443751 : Juris-Data n° 2020-012524*..... **act. 508** (37)
- *TA Lyon, 4 sept. 2020, n° 2006185 : Juris-Data n° 2020-012373*..... **act. 508** (37)
- *CE, 6 sept. 2020, n° 443750 : Juris-Data n° 2020-012540*..... **act. 508** (37)
- *TA Pau, 25 août 2020, n° 2001586 : Juris-Data n° 2020-012536*..... **act. 508** (37)
- *TA Pau, 2 sept. 2020, n° 2001639 : Juris-Data n° 2020-012537*..... **act. 508** (37)
- Impossibilité de contester les actes de gouvernement : le Conseil d'État refuse de renvoyer une QPC, *CE, 9 sept. 2020, n° 439520*..... **act. 520** (38-39)
- Individuelle ou pas, la décision soumise au délai raisonnable de recours, *CE, 25 sept. 2020, n° 430945*..... **act. 529** (40)
- Recours contre des lignes directrices : des évolutions, *CE, 21 sept. 2020, n° 425960*..... **act. 530** (40)
- *CE, 21 sept. 2020, n° 428683*..... **act. 530** (40)
- Expulsion de l'occupant d'un logement : à quelle adresse expédier la demande ?, *CE, 25 sept. 2020, n° 440634*..... **act. 531** (40)
- Internet, téléphonie, un service marchand comme un autre, *CE, 25 sept. 2020, n° 432727*..... **act. 532** (40)
- Pas de suspension de l'arrêté interdisant la distribution gratuite de denrées et boissons dans le centre-ville de Calais, *CE 444793, 25 sept. 2020*..... **act. 533** (40)
- Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale, *CE, 21 sept. 2020, n° 426376*..... **act. 534** (40)
- Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel, *CE, 25 sept. 2020, n° 431200*..... **act. 535** (40)
- La mission de conseil auprès d'un établissement public incompatible avec la fonction de juge administratif..... **act. 536** (40)

• Annulation de la préemption, toujours l'intérêt général d'abord, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 432063</i>	act. 537 (40)	• Affichage du permis de construire, foin de l'adresse de la mairie, <i>CE, 16 oct. 2020, n° 429357</i>	act. 589 (43)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 430951</i>	act. 537 (40)	• La protection des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration fiscale ne s'applique pas en cas de montage artificiel, <i>CE, 28 oct. 2020, n° 438048</i>	act. 602 (44)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 436978</i>	act. 537 (40)	• Instauration de couvre-feu par les préfets : pas d'atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales, <i>CE, 23 oct. 2020, n° 445430</i>	act. 603 (44)
• QPC sur ordonnance non ratifiée, l'épilogue, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 441059</i>	act. 552 (41)	• Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité », <i>CE, 19 oct. 2020, n° 437711</i>	act. 604 (44)
• L'avocat mandaté n'est pas forcément désigné, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 423129</i>	act. 553 (41)	• Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir, <i>CE, 21 oct. 2020, n° 443327</i>	act. 605 (44)
• Immeubles menaçant ruine : charge des travaux et responsabilité, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 429980</i>	act. 554 (41)	• Protocole sanitaire : le Conseil d'État met en avant son caractère non contraignant pour refuser sa suspension, <i>CE, 19 oct. 2020, n° 444809</i>	act. 606 (44)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 426290</i>	act. 554 (41)	• L'étanchéité à la copropriété de l'autorisation de construire, <i>CE, 23 oct. 2020, n° 425457</i>	act. 607 (44)
• Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction contraire aux droits de la défense, <i>CE, 30 sept. 2020, n° 438253</i>	act. 555 (41)	• Fouilles archéologiques, travaux publics et clause exorbitante au profit de la personne publique, <i>T. confl., 2 nov. 2020, n° C4196</i>	act. 620 (45)
• Les illégalités étrangères du document d'urbanisme, <i>CE, 2 oct. 2020, n° 436934</i>	act. 556 (41)	• Le déni de justice saisit le Tribunal des conflits au fond, <i>T. confl., 2 nov. 2020, n° C4194</i>	act. 621 (45)
• Autorisation régularisable, sursis obligatoire, à moins que..., <i>CE, 2 oct. 2020, n° 438318</i>	act. 557 (41)	• La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 427401</i>	act. 636 (46)
• Même imprécis le SCOT du littoral s'impose, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 423087</i>	act. 558 (41)	• Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 440963</i>	act. 637 (46)
• Un aménagement d'ensemble partiel, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 426961</i>	act. 559 (41)	• Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 433311</i>	act. 638 (46)
• L'aménagement des aires de grand passage, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 430521</i>	act. 560 (41)	• Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 437718</i>	act. 639 (46)
• La procédure concurrentielle avec négociation pour la première fois au Conseil d'État, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 440575</i>	act. 566 (42)	• L'information des candidats à la concession, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 437946</i>	act. 640 (46)
• Contrôle de qualification juridique exercé par le juge de cassation sur l'existence d'un ensemble contractuel, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 433986</i>	act. 567 (42)	• La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres, <i>CE, 7 nov. 2020, n° 445825</i>	act. 641 (46)
• Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 429563</i>	act. 568 (42)	• Validation « traditionnelle » d'élections même sous pandémie abstentionniste « exceptionnelle », <i>CE, 4 nov. 2020, n° 440355</i>	act. 642 (46)
• Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 422483</i>	act. 569 (42)	• Congés de maladie et aménagement du temps de travail, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 426093</i>	act. 643 (46)
• Violation du droit communautaire par le juge national, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 414423</i>	act. 570 (42)	• Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 426650</i>	act. 644 (46)
• Droit au logement opposable : précisions sur les délais de recours et la notion de logement adapté, <i>CE, 8 oct. 2020, n° 431100</i>	act. 571 (42)	• Question préjudicielle, pourvoi, sursis ?, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 434757</i>	act. 645 (46)
• <i>CE, 8 oct. 2020, n° 431618</i>	act. 571 (42)	• Point de provision après sursis à exécution, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 439598</i>	act. 646 (46)
• Permis de construire modificatif et participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 426477</i>	act. 572 (42)	• La communication possible d'une extraction de données, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 432832</i>	act. 656 (47)
• Le juge du référé-liberté ouvre la porte des prisons, <i>CE, 19 oct. 2020, n° 439372</i>	act. 581 (43)	• Une majoration à justifier du taux de la taxe d'aménagement, <i>CE, 9 nov. 2020, n° 438285</i>	act. 657 (47)
• Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel, <i>CE, 15 oct. 2020, n° 444425</i>	act. 582 (43)	• Le juge des référés ne suspend pas la fermeture des librairies au public, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 445883</i>	act. 658 (47)
• L'exclusion des marchés ne doit pas être absolue, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 419146</i>	act. 583 (43)	• Retrait de la protection subsidiaire : appréciation de la notion de « crime grave » par le juge administratif, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 428582</i>	act. 659 (47)
• L'ombrelle de l'anti-concurrence, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 432981</i>	act. 584 (43)	• De la tierce-opposition en cas de transfert de compétences entre juridictions, <i>CE, 12 nov. 2020, n° 441681</i>	act. 660 (47)
• Pénalités contractuelles, un différend ?, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 431903</i>	act. 585 (43)		
• Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 429185</i>	act. 586 (43)		
• L'intervenant ne dispose pas de plus de droits que les parties pour présenter des moyens, <i>CE, 14 oct. 2020, n° 428524</i>	act. 587 (43)		
• Autorisation d'urbanisme : notion de défendeur (préfet) pour avis conforme et qualité du ministre pour faire appel, <i>CE, 16 oct. 2020, n° 427620</i>	act. 588 (43)		

- Le recours au fond consécutif à un référé-provision : une voie d'achèvement, *CE, 6 nov. 2020, n° 433940*..... **act. 661 (47)**
 - Indemnisation des victimes d'essais nucléaires et application des multiples lois successives, *CE, 6 nov. 2020, n° 439003*..... **act. 662 (47)**
 - Division primaire, permis de construire modificatif après division et appréciation des règles d'urbanisme par le juge, *CE, 12 nov. 2020, n° 421590*..... **act. 663 (47)**
 - Les organes consultatifs ne seront pas emportés avec le confinement, *CE, 16 nov. 2020, n° 440418*..... **act. 673 (48)**
 - La date de l'avenant déclenche le recours en validité, *CE, 20 nov. 2020, n° 428156*..... **act. 674 (48)**
 - Rejet de la demande de suspension de la fermeture de la Grande mosquée de Pantin, *CE, 25 nov. 2020, n° 446403*..... **act. 675 (48)**
 - Gaz à effet de serre : de la théorie à la pratique, *CE, 19 nov. 2020, n° 427301*..... **act. 676 (48)**
 - Une déclaration d'utilité publique d'un ouvrage routier : une décision hors d'eau par principe... à moins que, *CE, 19 nov. 2020, n° 417362*..... **act. 677 (48)**
 - Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité, *CE, 18 nov. 2020, n° 427325*..... **act. 678 (48)**
 - Étonnante mise en oeuvre, même sans décret d'application, de la prohibition du cumul d'activités des praticiens hospitaliers, *CE, 13 nov. 2020, n° 429706*..... **act. 679 (48)**
 - Absence de vice de procédure lorsqu'une formalité superflète, requise par un conseil et non par l'administration elle-même, n'a pas été respectée, *CE, 18 nov. 2020, n° 436471*..... **act. 680 (48)**
 - Permis de construire en matière d'aménagement commercial, *CE, 18 nov. 2020, n° 420857*..... **act. 681 (48)**
 - Mesure concrète, par le juge administratif, de la probabilité d'un consentement au regard de l'obligation d'information du patient et de la perte de chance conséquente, *CE, 19 nov. 2020, n° 419778*..... **act. 682 (48)**
 - ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse, *CE, 13 nov. 2020, n° 427750*..... **act. 683 (48)**
 - Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009, *CE, 16 nov. 2020, n° 437600*..... **act. 684 (48)**
 - Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006, *CE, 16 nov. 2020, n° 431159*..... **act. 685 (48)**
 - Surveillance policière par les drones : l'avis du Conseil d'État au Gouvernement, *CE, 20 sept. 2020, n° 401214*..... **act. 686 (48)**
 - Rejet de la demande de suspension de la dissolution de l'association Barakacity, *CE, 25 nov. 2020, n° 445774*..... **act. 687 (48)**
 - La portée de l'aide individuelle à un élève handicapé, *CE, 20 nov. 2020, n° 422248*..... **act. 688 (48)**
 - Censure partielle du décret relatif aux départements d'information médicale, *CE, 25 nov. 2020, n° 428451*..... **act. 698 (49)**
 - Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères, *CE, 20 nov. 2020, n° 427761*..... **act. 699 (49)**
 - Élections des maires et des adjoints en mai 2020 : pas de prolongation du délai de contestation, *CE, 25 nov. 2020, n° 442411*..... **act. 700 (49)**
 - Retours sur l'appréciation concrète et prétorienne d'une transformation potentielle de CDD en CDI, *CE, 27 nov. 2020, n° 432713*..... **act. 701 (49)**
 - Unité des fonctions publiques et égalité de traitement des allocations temporaires d'invalidité, *CE, 20 nov. 2020, n° 431508*..... **act. 702 (49)**
 - La loi de 2008 (prescription en matière civile) ne change pas le jeu de l'interruption/suspension de la prescription, *CE, 20 nov. 2020, n° 432678*..... **act. 703 (49)**
 - Quel est le terminus a quo de la prescription quinquennale ?, *CE, 20 nov. 2020, n° 427250*..... **act. 704 (49)**
 - Les arcanes de la tarification de l'infrastructure ferroviaire, *CE, 27 nov. 2020, n° 431748*..... **act. 705 (49)**
 - *CE, 27 nov. 2020, n° 434544*..... **act. 705 (49)**
 - Permis de construire un ERP et la mention inéluctable, *CE, 25 nov. 2020, n° 430754*..... **act. 706 (49)**
 - Le permis régularisateur à part entière, *CE, 25 nov. 2020, n° 429623*..... **act. 707 (49)**
 - Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin, *CE, 30 nov. 2020, n° 441891*..... **act. 719 (50)**
 - Modalités de contestation d'un refus de transmission de QPC par une juridiction de premier ressort, *CE, 30 nov. 2020, n° 443970*..... **act. 720 (50)**
 - Motivation par renvoi des conclusions du rapporteur public : régularité de la décision juridictionnelle, *CE, 27 nov. 2020, n° 421409*..... **act. 721 (50)**
 - Aide publique : la faute de l'inutilité, *CE, 27 nov. 2020, n° 417165*..... **act. 722 (50)**
 - La piste cyclable dans la roue de la voie nouvelle, *CE, 30 nov. 2020, n° 432095*..... **act. 723 (50)**
 - Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation, *T. confl., 7 déc. 2020, n° C4199*..... **act. 726 (51-52)**
 - Précisions sur l'intérêt légitime justifiant la licéité d'un traitement automatisé, *CE, 10 déc. 2020, n° 429571*..... **act. 727 (51-52)**
 - Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît, *CE, 8 déc. 2020, n° 438328*..... **act. 728 (51-52)**
 - Le préfet arbitre constitutionnellement la restitution de compétences, *CE, 11 déc. 2020, n° 444762*..... **act. 729 (51-52)**
 - La réalité d'une résiliation tacite, *CE, 11 déc. 2020, n° 427616*..... **act. 730 (51-52)**
 - Le conseil, juridique aussi, du maître d'oeuvre, *CE, 8 déc. 2020, n° 432783*..... **act. 731 (51-52)**
 - L'unicité de l'offre, l'unicité de l'opérateur, *CE, 8 déc. 2020, n° 436532*..... **act. 732 (51-52)**
 - Autant de référés précontractuels que le requérant en veut, *CE, 8 déc. 2020, n° 440704*..... **act. 733 (51-52)**
 - La réception avec ou sous réserves qualifie le projet de décompte, *CE, 8 déc. 2020, n° 437983*..... **act. 734 (51-52)**
 - Obligations pour l'employeur public de tirer les conséquences d'une condamnation pénale, même d'interdiction temporaire d'exercice d'un agent, *CE, 10 déc. 2020, n° 437034*..... **act. 735 (51-52)**
 - Ordonnances : la QPC compatible avec le recours en excès de pouvoir, *CE, 16 déc. 2020, n° 440258*..... **act. 736 (51-52)**
 - Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc, *CE, 11 déc. 2020, n° 426483*..... **act. 737 (51-52)**
- Nicolas GABAYET**
- Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (1^{re} partie), *chronique*..... **2024 (4)**
 - Articulation entre appel en garantie et notification du décompte général et définitif : l'hypothèse du maître d'oeuvre coresponsable de l'éviction illégale d'un candidat, *CE, 27 janv. 2020, n° 425168, commentaire*..... **2212 (29)**
 - Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (1^{re} partie), *chronique*..... **2244 (38-39)**
- François GAGNAIRE**
- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, *étude*..... **2177 (25)**

Anne GARDÈRE

- Loi d'orientation des mobilités et communautés de communes : le transfert de la compétence « mobilités » aura-t-il lieu ?, *commentaire*..... 2058 (9)
- Élections municipales, covid-19 et quorum, attention aux subtilités..., *aperçu rapide*..... 310 (23)

Damien GIAMPAOLI

- L'acheteur public et le défi du référé en matière de secret des affaires, *étude*..... 2176 (25)

Gabrièle GIEN

- Loi d'urgence covid-19 : dispositions électorales et d'adaptation du fonctionnement des collectivités territoriales, *aperçu rapide*..... 186 (13)
- Le préfet dans la loi « engagement et proximité », *commentaire*..... 2079 (13)
- Covid-19 : mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales, *commentaire*..... 2087 (14)
- Responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics : l'état d'urgence sanitaire est constitutif de la force majeure, *commentaire*..... 2088 (14)
- Covid-19 : une ordonnance pour assurer la continuité du fonctionnement des collectivités territoriales, *commentaire*..... 2099 (14)
- Le « rescrit » préfectoral : une nouvelle garantie pour les collectivités territoriales ?, *aperçu rapide*..... 308 (23)
- La loi sur la sécurisation de l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, *aperçu rapide*..... 380 (26)

Laëtitia GIRARD

- L'inconstitutionnalité de l'exigence du paiement préalable du forfait post-stationnement pour saisir la CCSP, *Cons. const.*, 9 sept. 2020, n° 2020-855, *aperçu rapide*..... 517 (38-39)

Mélissa GOASDOUÉ

- Droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire, *commentaire*..... 2096 (14)

Samuel GOUGEON

- Régime indemnitaire dans la FPT : le bilan des juridictions financières, *étude*..... 2137 (18-19)

Éric GROHIN

- Précisions sur la participation financière des établissements de santé aux transports sanitaires réalisés par les SDIS en cas de carence de transporteurs privés, *CE*, 18 mars 2020, n° 425990, *commentaire*..... 2287 (45)

Béatrice GUILLAUMIN

- L'état d'urgence sanitaire : de l'empirisme avant toute chose, *étude*..... 2132 (17)

Olivier GUILLAUMONT

- Un détenu peut-il librement adresser un courrier à la presse ?, *TA*, 30 sept. 2020, n° 1900697, *commentaire*..... 2296 (46)

Hadi HABCHI

- Subsidiarité du RSA, Télérecours social : de nouvelles avancées au Conseil d'État I, *CE*, 2 oct. 2019, n° 418930 : *Juris-Data* n° 2019-016971, *commentaire*..... 2012 (2)
- *CE*, 14 oct. 2019, n° 432543 : *Juris-Data* n° 2019-017921, *commentaire*..... 2012 (2)
- Contentieux du RSA : précisions sur le contrat d'engagements réciproques, *CE*, 4 déc. 2019, n° 418975 : *Juris-Data* n° 2019-021705, *commentaire*..... 2048 (7)

- La mutualisation intercommunale des services : mythe ou réalité ?, *étude*..... 2067 (10-11)
- Droit de retrait et alerte sanitaire, *aperçu rapide*..... 159 (12)
- Régime indemnitaire dans la FPT : le bilan des juridictions financières, *étude*..... 2137 (18-19)
- Bénévolat et allocation RSA : un mode d'emploi sous conditions, *CAA Nancy*, 8 avr. 2020, n° 18NC01751, *commentaire*..... 2164 (23)
- Contentieux social : quel office du juge face aux allégations du demandeur ?, *CE*, 4 déc. 2019, n° 420655, *commentaire*..... 2187 (26)
- Gérants de société et droit au RSA : du nouveau au Conseil d'État, *CE*, 26 févr. 2020, n° 424335, *commentaire*..... 2253 (40)
- *CE*, 26 févr. 2020, n° 424379, *commentaire*..... 2253 (40)
- Contentieux du RSA : précisions sur le droit de communication et sur les ressources à prendre en compte, *CE*, 18 mars 2020, n° 424413, *commentaire*..... 2320 (49)
- *CE*, 18 mars 2020, n° 421911, *commentaire*..... 2320 (49)
- Le recours en récupération sur succession devant le Conseil d'État, *CE*, 5 févr. 2020, n° 422833, *commentaire*..... 2321 (49)

Anne-Margaux HALPERN

- Quid du contentieux des droits d'eau fondés en titre en cas de décès ou de vente du moulin ?, *CE*, 17 juin 2020, n° 426887, *commentaire*..... 2213 (29)
- Nouveau rebondissement dans les contentieux de TEOM excédentaires : le juge doit faire usage de ses pouvoirs d'instruction, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 424288, *commentaire*..... 2316 (49)

Shoji HARADA

- La responsabilité de l'État du fait de sa carence fautive dans l'attribution d'un logement et le recours des ayants droit du bénéficiaire du DALO décédé, *CE*, 31 déc. 2019, n° 432867, *commentaire*..... 2260 (41)

Baptiste HENRY

- Comment évaluer le préjudice financier résultant de l'illégalité d'un régime d'« astreinte sur site » imposé aux agents d'un centre hospitalier ?, *TA Poitiers*, 3 oct. 2019, n° 1700462, *commentaire*..... 2126 (16)
- L'office du juge saisi uniquement de conclusions tendant à l'annulation d'une décision refusant de mettre fin à un dommage de travaux publics, *TA Poitiers*, 30 janv. 2020, n° 1700028 : *Juris-Data* n° 2020-001352, *commentaire*..... 2180 (25)

Xavier HEYMANS

- Poursuite des chantiers en période de Covid-19 : prolongation de délai, indemnisation et résiliation, *conseil*..... 2193 (27)

René HOSTIOU

- Expropriation : modalités d'évaluation du montant de l'indemnité de remplacement, *Cass.*, 23 sept. 2020, n° 19-15.907..... act. 563 (41)

Sébastien HOURSON

- L'évolution du critère du contrôle analogue - Des turbulences à l'affranchissement ?, *étude*..... 2199 (28)

Stéphane HOYNCK

- Responsabilité du comptable public à raison des agissements d'un régisseur : le jugement des comptes passe toujours avant celui des comptables, *CE*, 9 oct. 2019, n° 416814 : *Juris-Data* n° 2019-017562, *commentaire*..... 2066 (10-11)

Juliette HUBERT

- Le coronavirus va-t-il mettre à mal le fonctionnement de nos institutions ?, *aperçu rapide*..... 157 (12)

Benjamin HUGLO

- Entretien avec les auteurs de l'ouvrage « Guide pratique des élections municipales », *aperçu rapide*..... 111 (8)

Sylvain HUL

- La poursuite des contrats en cours en cas de retrait d'une compétence transférée à un EPCI, *CE*, 7 nov. 2019, n° 431146 : *Juris-Data* n° 2019-019584, *commentaire*..... 2032 (5)
- Concessions de service public : détermination préalable des besoins et offres anormalement basses, *CE*, 26 févr. 2020, n° 436428, *commentaire*..... 2115 (15)
- Recours Tarn-et-Garonne : conditions dans lesquelles la qualité de contribuable local confère à celui-ci un intérêt suffisant pour former un recours en contestation de la validité d'un contrat, *CE*, 27 mars 2020, n° 426291, *commentaire*..... 2124 (16)
- L'intérêt à agir de l'auteur d'une offre irrégulière en référés précontractuel et contractuel, *CE*, 27 mai 2020, n° 435982, *commentaire*..... 2169 (24)
- Illustration des mesures de publicité appropriées selon l'arrêt Tarn-et-Garonne, *CE*, 3 juin 2020, n° 428845, *commentaire*..... 2194 (27)
- Transfert dans le temps des compétences en matière d'eau et d'assainissement au bénéfice des communautés de communes, *CE*, 29 juill. 2020, n° 437283, *commentaire*..... 2283 (44)
- Commande publique : le droit au recours effectif ou le droit au recours est fictif ?, *Cons. const.*, 2 oct. 2020, n° 2020-857, *commentaire*..... 2294 (46)

Solène IANNETTA

- Un OVNI juridique : les chartes partenariales entre les collectivités territoriales et les acteurs de l'immobilier, *essentiel sur*..... 2161 (23)

Fabien J. MATTHIOS

- Les exigences de la CNIL vis-à-vis des nouvelles obligations du RGPD, *étude*..... 2274 (43)

Riadh JAIDANE

- Le maire, acteur local majeur dans la lutte contre le Covid-19, *étude*..... 2133 (17)

Pascal JARNO

- Précisions sur la participation financière des établissements de santé aux transports sanitaires réalisés par les SDIS en cas de carence de transporteurs privés, *CE*, 18 mars 2020, n° 425990, *commentaire*..... 2287 (45)

Didier JEAN-PIERRE

- La professionnalisation du recrutement des agents contractuels de la fonction publique, *commentaire*..... 2046 (7)
- Les agents publics confrontés à la crise sanitaire du covid-19 : l'assouplissement des règles statutaires, *commentaire*..... 2110 (14)
- Prise de congés dans la fonction publique : l'ordonnance est publiée..... **act.** 242 (16)
- Recours au télétravail dans la fonction publique : un pas supplémentaire pour aligner le droit sur la pratique, *aperçu rapide*..... 274 (20)
- Une prime exceptionnelle mais pas universelle..... **act.** 294 (21-22)
- Détachement d'office et atteinte à la sécurité de l'emploi - À propos du décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 relatif au détachement prévu d'office, *aperçu rapide*..... 456 (30-34)

Fleur JOURDAN

- Contrôle de l'AFA dans les collectivités : comment se préparer ?, *pratique*..... 2037 (6)

- Loi LOM : des transports aux « nouvelles mobilités », *commentaire*..... 2059 (9)
- Loi LOM : les mobilités comme moteur de la transition écologique, *commentaire*..... 2060 (9)
- Le coronavirus va-t-il mettre à mal le fonctionnement de nos institutions ?, *aperçu rapide*..... 157 (12)
- Marchés publics : comment le covid-19 pourrait faire remonter les seuils, *aperçu rapide*..... 309 (23)
- La prévention de la corruption dans les marchés publics a son mode d'emploi, *aperçu rapide*..... 425 (29)

Philippe JUEN

- L'urbanisme de montagne : résistances et inflexions de la jurisprudence face aux assouplissements législatifs, *CE*, 2 oct. 2019, n° 418666, *commentaire*..... 2085 (13)
- CAA Nancy, 6 juin 2019, n° 18NC02358, *commentaire*..... 2085 (13)
- CAA Marseille, 16 janv. 2020, n° 19MA04950, *commentaire*..... 2085 (13)

Michaël KARPENSCHIF

- Les aides purement locales sont-elles des aides d'État ?, *étude*..... 2034 (5)
- COVID-19 et droit des aides d'État, *étude*..... 2083 (13)
- Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire, *aperçu rapide*..... 200 (14)
- Droit des aides d'État - 1^{er} septembre - 31 décembre 2019, *chronique*..... 2144 (20)
- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, *étude*..... 2177 (25)
- In house et droit de la concurrence, *étude*..... 2207 (28)

Théophile KEITA

- Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : présentation des dispositions intéressant les collectivités, *commentaire*..... 2074 (12)

Jean-François KERLÉO

- Participation des élus locaux à des organismes extérieurs et conflits d'intérêts, *étude*..... 2305 (47)

Mathilde KERNÉIS-CARDINET

- Définition des recettes publiques et gestion de fait, *CE*, 26 juin 2019, n° 417386, *commentaire*..... 2007 (2)
- Le comptable public et le contrôle des pièces justificatives, *CE*, 13 nov. 2019, n° 421299, *commentaire*..... 2065 (10-11)
- Irrégularités en dépenses du comptable et préjudice financier, *CE*, 6 déc. 2019, n° 418741, *commentaire*..... 2142 (18-19)
- *CE*, 6 déc. 2019, n° 425542, *commentaire*..... 2142 (18-19)
- Le comptable public a qualité pour interrompre la prescription quadriennale, *CE*, 21 sept. 2020, n° 430915, *commentaire*..... 2309 (48)
- Rétroactivité jurisprudentielle dans l'appréciation de la faute. Calcul du préjudice, *CE*, 15 oct. 2020, n° 420040, *commentaire*..... 2339 (51-52)
- *CE*, 15 oct. 2020, n° 420092, *commentaire*..... 2339 (51-52)

Sémira KHIER

- L'inconstitutionnalité de l'exigence du paiement préalable du forfait post-stationnement pour saisir la CCSP, *Cons. const.*, 9 sept. 2020, n° 2020-855, *aperçu rapide*..... 517 (38-39)

Michel KLOPFER

- Au Conseil constitutionnel : une certaine inflexibilité à l'égard du secteur public local, *Cons. const.*, 27 déc. 2019, n° 2019-796, *libres propos*..... 84 (7)

<ul style="list-style-type: none"> • Une loi de finances 2020 marquée pour les collectivités locales par la disparition définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales, <i>commentaire</i>..... 2044 (7) • Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ?, <i>commentaire</i>..... 2114 (15) 	
Geneviève KOUBI	
<ul style="list-style-type: none"> • Des documents de portée générale en « lignes directrices », <i>étude</i>..... 2189 (27) 	
Stéphane de LA ROSA	
<ul style="list-style-type: none"> • Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ? - À propos de l'article 172 de la loi d'orientation des mobilités, <i>étude</i>..... 2062 (9) 	
Aurore LAGET-ANNAMAYER	
<ul style="list-style-type: none"> • L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus, <i>étude</i>..... 2326 (50) 	
Mehdi LAHOVAZI	
<ul style="list-style-type: none"> • Droit des modes alternatifs de règlement des différends - Textes et décisions de janvier à décembre 2019, <i>chronique</i>..... 2113 (15) • Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends - Textes et décisions du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, <i>chronique</i>..... 2273 (43) 	
Ludovic LANDIVAUX	
<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures économiques de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », <i>aperçu rapide</i>..... 184 (13) 	
Caroline LANTERO	
<ul style="list-style-type: none"> • Czabaj par ordonnance, <i>CE, 10 févr. 2020, n° 429343, commentaire</i>..... 2063 (9) 	
Jean-Simon LAVAL	
<ul style="list-style-type: none"> • Le poids de la fraude : quelques illustrations jurisprudentielles, <i>CAA Lyon, 11 juill. 2019, n° 19LY00271, commentaire</i>..... 2027 (4) • <i>CAA Lyon, 11 juill. 2019, n° 19LY01176, commentaire</i>..... 2027 (4) 	
Clémence LAVIGNE	
<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil d'État sceptique face à une relation entre infection par le Covid-19 et pollution aux particules fines, <i>CE, 20 avr. 2020, n° 440005, commentaire</i>..... 2148 (20) 	
Olivier LE BOT	
<ul style="list-style-type: none"> • Chronique de contentieux administratif - Décisions de juillet à septembre 2019, <i>chronique</i>..... 2036 (6) • Chronique de contentieux administratif - Décisions d'octobre à décembre 2019, <i>chronique</i>..... 2070 (12) • Chronique de contentieux administratif - Décisions du 1^{er} trimestre 2020 (janvier à mars), <i>chronique</i>..... 2159 (23) • Chronique de contentieux administratif - Décisions d'avril à juin 2020, <i>chronique</i>..... 2226 (35) • Chronique de contentieux administratif - Décisions de juillet à septembre 2020, <i>chronique</i>..... 2280 (44) 	
Maxime LEI	
<ul style="list-style-type: none"> • Le fragile équilibre de la procédure de préemption, <i>CE, 10 juin 2020, n° 428072, commentaire</i>..... 2243 (37) • Danthony est-il parvenu à l'âge de raison ?, <i>CE, 7 févr. 2020, n° 428625, commentaire</i>..... 2308 (48) 	
Raymond LÉOST	
<ul style="list-style-type: none"> • Le schéma de cohérence territoriale et la loi Littoral depuis la loi Élan, <i>étude</i>..... 2254 (40) 	
Corinne LEPAGE	
<ul style="list-style-type: none"> • Entretien avec les auteurs de l'ouvrage « Guide pratique des élections municipales », <i>aperçu rapide</i>..... 111 (8) 	
Johanna LEPLANOIS	
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles limites à la sécurité juridique des autorisations d'urbanisme ?, <i>CE, 2 oct. 2020, n° 438318, commentaire</i>..... 2272 (42) • <i>CE, 2 oct. 2020, n° 436934, commentaire</i>..... 2272 (42) 	
Pierre LEVALLOIS	
<ul style="list-style-type: none"> • Expulsion des occupants sans titre d'une propriété privée : la continuité du service public administratif attractive de la compétence du juge administratif, <i>TA Paris, 24 janv. 2020, n° 2000208/4, À noter également</i>..... 2105 (14) • In house et compétence, <i>étude</i>..... 2206 (28) 	
François LICHÈRE	
<ul style="list-style-type: none"> • La déontologie et l'attribution des contrats publics, <i>étude</i>..... 2304 (47) 	
Florian LINDITCH	
<ul style="list-style-type: none"> • Le nouveau critère de « l'emploi local » dans la commande publique - À propos d'une rencontre improbable, mais bienvenue, <i>CE, 20 déc. 2019, n° 428290 : Juris-Data n° 2019-023109, commentaire</i>..... 2026 (4) • La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, <i>commentaire</i>..... 2075 (12) • COVID 19 et exécution des marchés publics (1) - Ne pas confondre distanciation sociale, confinement et suspension des marchés en cours, <i>pratique</i>..... 2078 (13) • La commande publique en temps de crise sanitaire après l'ordonnance du 25 mars 2020, <i>commentaire</i>..... 2089 (14) • Crise sanitaire et contrats publics (2) : libres propos sur la force majeure, <i>commentaire</i>..... 2123 (16) • Nouvelles dispositions exceptionnelles relatives aux marchés - L'ordonnance du 17 juin 2020 et l'article 38 de la loi du 17 juin 2020 portant diverses modifications du Code de la commande publique, <i>commentaire</i>..... 2182 (26) • Critères et transparence, le voile des éléments d'appréciation ne sera pas soulevé, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 427761, commentaire</i>..... 2329 (51-52) • Sanction disciplinaire - Retard dans la mise en place d'un marché public, <i>CAA Paris, 13 nov. 2020, n° 18PA02928, À noter également</i>..... 2330 (51-52) • Droit à indemnisation du candidat évincé - Détermination de la marge bénéficiaire, <i>CAA Douai, 12 nov. 2020, n° 18DA00158, À noter également</i>..... 2331 (51-52) • Recours Tarn-et-Garonne - Irrégularités qui justifient l'annulation du marché, <i>CAA Douai, 12 nov. 2020, n° 18DA00158, À noter également</i>..... 2332 (51-52) • Recours Tarn-et-Garonne (rejet) - Application d'autres pondérations que celles annoncées ne lésant pas le candidat évincé, <i>CAA Bordeaux, 5 nov. 2020, n° 18BX02074, À noter également</i>..... 2333 (51-52) • Dissolution de la société candidate - Exclusion possible uniquement à compter de son opposabilité aux tiers, <i>CAA Bordeaux, 5 nov. 2020, n° 18BX02074, À noter également</i>..... 2334 (51-52) • Prestations juridiques - Limites du droit des AMO à rédiger des actes juridiques, <i>CAA Bordeaux, 9 juill. 2020, n° 18BX03424, À noter également</i>..... 2335 (51-52) 	
Catherine LOGÉAT	
<ul style="list-style-type: none"> • Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril 2019 à septembre 2019, <i>chronique</i>..... 2042 (7) 	

Marianne LONG

- La protection des données à caractère personnel - Décembre 2019 à mai 2020, *chronique*..... 2181 (26)
- La protection des données à caractère personnel - Juin à août 2020, *chronique*..... 2256 (41)

Caroline LOPEZ

- Le congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique, *étude*..... 2186 (26)

Olivier MAETZ

- L'intérêt à agir des concurrents en urbanisme commercial, *étude*..... 2188 (26)

Olivier MAGNAVAL

- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique - Un texte technique qui parle d'abord à la « France communale », *commentaire*..... 2008 (2)
- La métropole de Lyon dans la loi du 27 décembre 2019 « engagement et proximité », *aperçu rapide*..... 110 (8)
- Loi d'urgence covid-19 : dispositions électorales et d'adaptation du fonctionnement des collectivités territoriales, *aperçu rapide*..... 186 (13)
- Le préfet dans la loi « engagement et proximité », *commentaire*..... 2079 (13)
- Covid-19 : mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales, *commentaire*..... 2087 (14)
- Responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics : l'état d'urgence sanitaire est constitutif de la force majeure, *commentaire*..... 2088 (14)
- Covid-19 : une ordonnance pour assurer la continuité du fonctionnement des collectivités territoriales, *commentaire*..... 2099 (14)
- De l'effet du covid-19 sur les délais en matière de contentieux électoral, *commentaire*..... 2117 (15)
- Le « rescrit » préfectoral : une nouvelle garantie pour les collectivités territoriales ?, *aperçu rapide*..... 308 (23)

Matthias MALBLANC

- Les arrêtés « anti-glyphosate » et le concours de polices administratives, *étude*..... 2005 (1)
- L'épandage de pesticides en période de covid-19 : pas d'urgence selon le Conseil d'État, *CE, 15 mai 2020, n° 440211, commentaire*..... 2170 (24)
- *CE, 15 mai 2020, n° 440346, commentaire*..... 2170 (24)

Hugues MARTIN

- Les sociétés de coordination et leurs actionnaires : comment lever les obstacles juridiques et fiscaux, *étude*..... 2247 (38-39)

Julien MARTIN

- Des rapports ambigus de la procédure de délégation de service public aux variantes, *CE, 14 oct. 2019, n° 418317 : Juris-Data n° 2019-017932, commentaire*..... 2015 (3)
- Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (1^{re} partie), *chronique*..... 2024 (4)
- Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (2^e partie), *chronique*..... 2030 (5)
- L'inapplication de la prescription du Code civil à l'action en annulation introduite par les parties, *CE, 1^{er} juill. 2019, n° 412243, étude*..... 2071 (12)
- L'application de la prescription du Code civil aux actions en nullité et en responsabilité délictuelle consécutives à un dol, *CE, 22 nov. 2019, n° 418645, commentaire*..... 2072 (12)

- Solidarité des participants et recours à la méthode comparative pour indemniser le préjudice issu d'une entente dans un marché public, *CE, 27 mars 2020, n° 420491, commentaire*..... 2153 (21-22)
- *CE, 27 mars 2020, n° 421758, commentaire*..... 2153 (21-22)
- L'appréciation concrète de l'impartialité de l'autorité concédante en cas de candidature d'une de ses sociétés d'économie mixte, *CE, 20 déc. 2019, n° 432590, commentaire*..... 2183 (26)
- La mise en oeuvre anticipée d'une procédure de passation par une personne publique encore incompétente, *CE, 9 juin 2020, n° 436922, commentaire*..... 2227 (35)
- L'indemnisation consécutive à l'annulation d'un contrat au risque du dol, *CE, 10 juill. 2020, n° 420045, commentaire*..... 2238 (37)
- Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (1^{re} partie), *chronique*..... 2244 (38-39)
- Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (2^e partie), *chronique*..... 2251 (40)
- Le contrat de sécurité intégrée : un symbole et des interrogations, *étude*..... 2299 (46)

Fabrice MATTATIA

- Élections municipales : du bon usage des données personnelles, *pratique*..... 2025 (4)
- Épidémie et traitements exceptionnels des données des agents ou des administrés, *aperçu rapide*..... 221 (15)
- Portée géographique du droit au déréférencement : épilogue du contentieux Google, *CE, 27 mars 2020, n° 399922, aperçu rapide*..... 239 (16)
- Pour en finir avec le mythe du consentement RGPD, *étude*..... 2121 (16)
- Suivi des populations pour lutter contre une épidémie et protection des données personnelles, *étude*..... 2136 (18-19)
- Un système d'information pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, *Cons. const., 11 mai 2020, n° 2020-800, aperçu rapide*..... 273 (20)
- La mise en conformité RGPD des traitements de ressources humaines, *étude*..... 2210 (29)
- Données personnelles : la CJUE invalide le Privacy Shield, *aperçu rapide*..... 491 (36)
- De nouvelles obligations pour les cookies, *aperçu rapide*..... 593 (44)

Marie-Gabrielle MERLOZ

- Reprise des conditions de rémunération des salariés transférés dans un service public administratif, *CE, 2 déc. 2019, n° 421715 : Juris-Data n° 2019-021713, commentaire*..... 2055 (8)
- Financement des services d'incendie et de secours : quelle est la portée du plafonnement prévu à l'article L. 1424-35 du CGCT ?, *CE, 2 déc. 2019, n° 418026 : Juris-Data n° 2019-021459, commentaire*..... 2057 (9)

Rodolphe MÉSA

- Le SIVOM confronté aux poursuites pour favoritisme et concussion, *Cass. crim., 19 déc. 2018, n° 18-81.328 : Juris-Data n° 2018-023771, commentaire*..... 2009 (2)
- Caractérisation de la diffamation envers un citoyen investi d'un mandat public et de l'excuse de bonne foi, *Cass. crim., 15 oct. 2019, n° 18-83.255 : Juris-Data n° 2019-017934, commentaire*..... 2122 (16)
- La nomination de la soeur du maire en qualité de directrice générale des services et la prise illégale d'intérêt, *Cass. crim., 4 mars 2020, n° 19-83.390, commentaire*..... 2152 (21-22)
- La responsabilité pénale du maire en cas de menace sanitaire, *étude*..... 2172 (24)

• Le maire confronté au droit pénal de l'imprudence - Bilan et perspectives, 20 ans après l'adoption de la loi du 10 juillet 2000, face aux menaces sanitaires et environnementales, <i>étude</i>	2270 (42)	• Permis en sursis tous vices confondus, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 420736.....	act. 339 (24)
• Le détournement de fonds publics commis par le régisseur d'un collège et l'exception préjudicielle de débet, <i>Cass. crim.</i> , 19 déc. 2019, n° 18-85.856, <i>commentaire</i>	2310 (48)	• Permis en sursis pour étude d'impact à dévoiler, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 427781.....	act. 340 (24)
Cédric MEURANT		• Classement en zone agricole : la vocation l'emporte, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 429515.....	act. 341 (24)
• La vétusté d'un ouvrage reste à quai, <i>CAA Lyon</i> , 28 nov. 2019, n° 18LY02621, <i>À noter également</i>	2018 (3)	• Le projet stratégique et opérationnel d'un établissement d'aménagement ne faisait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 423502.....	act. 342 (24)
• Précisions sur les transferts domaniaux entre communes et EPCI, <i>TA Amiens</i> , 11 oct. 2019, n° 1700865 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017804, <i>À noter également</i>	2019 (3)	• Monument historique : la co-visibilité n'est pas l'oeil du photographe, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 431994.....	act. 343 (24)
• <i>TA Amiens</i> , 11 oct. 2019, n° 1700861 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017805, <i>À noter également</i>	2019 (3)	• Obligation de communiquer sur demande les motifs du refus implicite d'abroger un décret d'extradition, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435348.....	act. 357 (25)
• La mutualisation intercommunale des services : mythe ou réalité ?, <i>étude</i>	2067 (10-11)	• Recours dirigé contre l'arrêté du ministre chargé des transports autorisant la création d'un aéroport à usage restreint, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425417.....	act. 358 (25)
• La compensation magique des annulations de redevance domaniale, <i>À noter également</i>	2266 (42)	• Précisions sur le rôle du maire d'arrondissement en matière de droit de préemption urbain, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 428072.....	act. 359 (25)
Maxime MEYER		• La compétence -avant l'heure- de l'acheteur public ne regarde pas le juge du référé précontractuel, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 436922.....	act. 360 (25)
• La réhabilitation contentieuse de l'offre irrégulière, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 435982.....	act. 315 (23)	• Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 420282.....	act. 361 (25)
• Intérêt à l'action et transfert étatique d'office de propriété intégrée au domaine public communal, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 433608.....	act. 316 (23)	• Exécution financière du marché de travaux : la mise en demeure conduit à la provision sur solde du décompte, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425993.....	act. 362 (25)
• Pas de droit de passage sur le domaine public non routier pour les exploitants de réseaux de télécommunications, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 430972.....	act. 317 (23)	• Pondération consubstantiellement liée à l'offre économiquement la plus avantageuse, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431194.....	act. 363 (25)
• Office du juge prononçant et/ou liquidant une astreinte, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 432977.....	act. 318 (23)	• Le recours à une centrale d'achat existante par les conseils nationaux des professions de santé, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438406.....	act. 364 (25)
• Pas de référé-liberté pour permettre un recrutement détaché, <i>CE</i> , 25 mai 2020, n° 440707.....	act. 319 (23)	• Une abrogation (d'autorisation précaire) n'est pas un refus créateur de droits : conséquences sur le CRPA, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 434117.....	act. 365 (25)
• Applicabilité de la jurisprudence Czabaj aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux antérieures au 1 ^{er} janvier 2017, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428222.....	act. 329 (24)	• Consultation anticipée des archives publiques, le juge aux commandes, <i>CE</i> , 12 juin 2020, n° 422327.....	act. 366 (25)
• Liberté d'expression et limite du droit à l'information : l'exemple des données relatives aux sanctions infligées aux entreprises, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 421615.....	act. 330 (24)	• Covid 19 : l'interdiction des manifestations, une strate de trop, <i>CE</i> , 13 juin 2020, n° 440856.....	act. 367 (25)
• Précisions sur la publication faisant courir le délai d'action contentieuse des tiers intéressés à un contrat administratif, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428845.....	act. 331 (24)	• Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 425620.....	act. 368 (25)
• Absence d'intérêt à agir des conseils régionaux de l'ordre des architectes pour contester la validité d'un marché de conception-réalisation, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 426932.....	act. 332 (24)	• Encadrement de la durée maximale hebdomadaire de travail chez les sapeurs-pompiers (suite), <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438418.....	act. 369 (25)
• Protection de l'environnement : illustration de la raison impérative d'intérêt public majeur, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 425395.....	act. 333 (24)	• Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431003.....	act. 370 (25)
• La délimitation d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ne fait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 422182.....	act. 334 (24)	• Ordonnances de tri : laissons le temps au requérant, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427806.....	act. 371 (25)
• Le périmètre attractif de la réserve naturelle, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 414018.....	act. 335 (24)	• Ministère d'avocat et litige en matière de pension militaire d'invalidité, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 437866.....	act. 372 (25)
• Si un acte administratif rétroactif peut exceptionnellement être validé, la « pantoufle » tardivement réclamée par l'État ne peut plus être chaussée !, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 432172.....	act. 336 (24)	• Recours pour excès de pouvoir contre l'avis d'incompatibilité émis en application du 1 ^{er} alinéa de l'article L. 114-2 du Code de la sécurité intérieure, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435379.....	act. 373 (25)
• Confirmation de la fin de saison anticipée de football professionnel mais suspension des relégations en Ligue 2, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 440809.....	act. 337 (24)	• La solidarité nationale envisage la perte de chance, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 418166.....	act. 374 (25)
• Dommage de travaux publics : abstention fautive mais pas d'urgence à réparer, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 435126.....	act. 338 (24)	• Le forfait de post-stationnement dans ses états contentieux, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427155.....	act. 375 (25)
		• Attribution de terres appartenant à une section de commune (CGCT, art. L. 2411-10), <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 423455.....	act. 391 (27)

• Les déblais dans les cordes du règlement de voirie, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 425514.....	act. 392 (27)	• Offre partielle ou refus partiel d'indemnisation de l'ONIAM : quel délai de recours ?, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 426049.....	act. 442 (29)
• Une protection fonctionnelle contre... le supérieur hiérarchique, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 423996.....	act. 393 (27)	• Production de la preuve de la publication régulière d'un arrêté portant délégation de signature après la clôture de l'instruction, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 420570.....	act. 443 (29)
• Précisions en matière de protection fonctionnelle d'une fonctionnaire candidate à des élections, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 421643.....	act. 394 (27)	• Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 438228.....	act. 444 (29)
• Caractère « ferme et précis » des offres d'emploi dont le refus justifie le licenciement, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 421399.....	act. 395 (27)	• Indemnisation d'un patient par l'ONIAM : modalités de calcul du taux de perte de chance, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 425229.....	act. 445 (29)
• Le contrat entre l'établissement hospitalier et le médecin ne lui confère pas la qualité d'agent public, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 421609.....	act. 396 (27)	• Entretien des barrages / digues : précisions sur le partage de responsabilité entre le propriétaire et l'exploitant, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 427165.....	act. 446 (29)
• L'aide d'État compatible brave la notification oubliée, <i>CE</i> , 25 juin 2020, n° 418446.....	act. 397 (27)	• Droit au logement opposable : quels effets, sur les obligations du préfet, de la radiation du fichier des demandeurs de logement social ?, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 420472.....	act. 447 (29)
• Rapport d'expertise se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise ordonnée par la juridiction, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 420850.....	act. 398 (27)	• Un maire peut autoriser, sous conditions, le stationnement des voitures sur le trottoir, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 425556.....	act. 448 (29)
• Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ?, <i>CE</i> , 26 juin 2020, n° 441065.....	act. 399 (27)		
• La préemption crée l'urgence, à moins que..., <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 435502.....	act. 400 (27)	Ludovic MIDOL-MONNET	
• Des ordonnances constitutionnelles interchangeables ou presque, <i>CE</i> , 15 juill. 2020, n° 436155.....	act. 427 (29)	• Heurs et malheurs des candidats à l'obtention d'une subvention européenne - De l'application complexe du principe d'incitativité des aides issues des Fonds structurels d'investissement au regard de la notion de « début d'exécution des travaux », <i>TA Réunion</i> , 31 janv. 2020, n° 1700857, <i>commentaire</i>	2224 (30-34)
• Recours, sans czabajisation mais avec prescription, en contestation pécuniaire, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 430769.....	act. 428 (29)		
• Les titres exécutoires doivent comporter prénom, nom et qualité de leurs auteurs sauf entre les personnes de droit public, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 439367.....	act. 429 (29)	Muriel MIE	
• L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA), <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 425926.....	act. 430 (29)	• Les mesures économiques de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », <i>aperçu rapide</i>	184 (13)
• La résiliation du contrat gravement illégal, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 430864.....	act. 431 (29)	Didier MIGAUD	
• Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 420045.....	act. 432 (29)	• « Une mise en oeuvre efficace des dispositifs déontologiques au sein d'une collectivité passe par l'association de tous, élus et agents publics », <i>étude</i>	2302 (47)
• DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 434353.....	act. 433 (29)	Pierre-Alain MOGENIER	
• La nullité du contrat conserve les clauses de règlement des différends, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 433643.....	act. 434 (29)	• Élections municipales : les principaux contentieux et jurisprudences à connaître, <i>essentiel sur</i>	2003 (1)
• Le contrat dont le lieu de réalisation se situe sur une dépendance du domaine public, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 427216.....	act. 435 (29)	Amine MOGHRANI	
• Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 429522.....	act. 436 (29)	• Covid-19 : prorogation des délais de nature administrative ou juridictionnelle pour faire face à l'urgence sanitaire, <i>commentaire</i>	2086 (14)
• Compétence du juge administratif pour connaître des litiges en matière de contrats soumis aux obligations de publicité et mise en concurrence conclus par les assemblées parlementaires, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 434582.....	act. 437 (29)	• Covid-19 : décret portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.....	act. 224 (15)
• Pollution de l'air : l'État doit agir dans les 6 mois pour échapper à l'astreinte de 10 millions d'euros, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 428409.....	act. 438 (29)	Marianne MOLINER-DUBOST	
• Des aménagements légers dans des espaces protégés ne font pas régression, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 432944.....	act. 439 (29)	• Droits de voirie additionnels des terrasses chauffées : la différenciation tarifaire en attendant leur interdiction, <i>CAA Paris</i> , 7 juill. 2020, <i>À noter également</i>	2267 (42)
• Nature de la convocation en vue du dépôt de demandes de titre de séjour et critères d'appréciation, <i>CE</i> , 1 ^{er} juill. 2020, n° 436288.....	act. 440 (29)	• Insérer des « clauses anti-bruit » dans une convention d'occupation du domaine public ne suffit pas !, <i>CAA Marseille</i> , 17 juill. 2020, n° 18MA03484, <i>À noter également</i>	2268 (42)
• Fin de détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel : quelle date prendre en compte pour apprécier l'existence d'emplois vacants ?, <i>CE</i> , 8 juill. 2020, n° 423759.....	act. 441 (29)	Laurence MOLINERO	
		• Déréféré préfectoral contre la délibération préparatoire d'une décision relevant du préfet - La double exception à l'irrecevabilité d'un recours contre un acte administratif non décisoire et à la jurisprudence préfet de l'Eure, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 418906, <i>commentaire</i>	2064 (10-11)
		Sophie MONNIER	
		• Un cadre juridique a minima pour le médiateur territorial, <i>commentaire</i>	2031 (5)

• Le Conseil d'État gardien du droit d'accès aux archives publiques, <i>CE, 12 juin 2020, n° 422327, commentaire</i>	2236 (36)		
• L'office du juge saisi d'une décision de refus de réformer un règlement illégal, <i>CE, 29 juill. 2020, n° 429517, commentaire</i>	2279 (43)		
Marie-Laure MOQUET-ANGER			
• Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril 2019 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2042 (7)		
• Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2019 à mars 2020, <i>chronique</i>	2209 (29)		
Martin MORALES			
• Pratique des activités sportives en lieu clos : les précisions du Conseil d'État, <i>CE, 16 oct. 2020, n° 445102, commentaire</i>	2276 (43)		
Frédérique de la MORENA			
• Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2013 (3)		
Émilie MOYSAN			
• Contrôle des parlementaires dans les centres de détention et crise sanitaire : quels enseignements tirer de l'ordonnance du juge des référés du TA de Lille du 16 avril 2020 ?, <i>TA Lille, 16 avr. 2020, n° 2002968, aperçu rapide</i>	264 (18-19)		
Patrick MOZOL			
• Décret portant prorogation de la durée de validité des autorisations de défrichement et principes directeurs du droit de l'environnement, <i>CE, 24 juill. 2019, n° 425973 : Juris-Data n° 2019-013426, commentaire</i>	2011 (2)		
• La démocratie participative locale dans la loi du 27 décembre 2019 : entre recul(s) et rééquilibrage(s), <i>étude</i>	2258 (41)		
Hélène MUSCAT			
• Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril 2019 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2042 (7)		
Pierre-Paul MUSCATELLI			
• La circulaire du ministre de l'Intérieur du 9 mars 2020 relative au vote par procuration : une entorse au Code électoral validée par le Conseil d'État, <i>CE, 11 mars 2020, n° 439434, commentaire</i>	2185 (26)		
Sophie NICINSKI			
• Le(s) in house au sein de la commande publique, <i>étude</i>	2201 (28)		
Pierre NOUAL			
• Pavoisement d'un édifice public et principe de neutralité : quel sort pour le drapeau arc-en-ciel ?, <i>TA Paris, 17 mai 2019, n° 181383/4-1, commentaire</i>	2010 (2)		
• Trésors nationaux : incertitudes et persistance sur les refus de certificats d'exportation de biens culturels, <i>TA Paris, 20 déc. 2018, n° 1717928, commentaire</i>	2052 (8)		
• Faut-il déboulonner nos statues ?, <i>libres propos</i>	409 (28)		
Mikaël OUANICHE			
• Les concessions d'autoroutes : mythes et réalité, <i>étude</i>	2340 (51-52)		
Christine PAILLARD			
• Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril 2019 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2042 (7)		
		Léa PARAVANO	
		• La protection des données à caractère personnel - Décembre 2019 à mai 2020, <i>chronique</i>	2181 (26)
		• La protection des données à caractère personnel - Juin à août 2020, <i>chronique</i>	2256 (41)
		Pauline PARINET-HODIMONT	
		• L'effectivité du référé-liberté : le Conseil d'État renvoie la balle au législateur !, <i>étude</i>	2295 (46)
		Laetitia PARISI	
		• L'appréciation par le juge administratif de la régularité de la cession des réseaux câblés et de la méthode de valorisation des réseaux au regard de la qualification de libéralité, <i>CAA Nancy, 19 mars 2019, n° 18NC01086, commentaire</i>	2165 (23)
		• CAA Nancy, 19 mars 2019, n° 18NC01087, <i>commentaire</i>	2165 (23)
		• CAA Nancy, 19 mars 2019, n° 18NC01085, <i>commentaire</i>	2165 (23)
		• Précisions sur la participation financière des établissements de santé aux transports sanitaires réalisés par les SDIS en cas de carence de transporteurs privés, <i>CE, 18 mars 2020, n° 425990, commentaire</i>	2287 (45)
		Hélène PAULIAT	
		• Dispositions relatives aux juridictions administratives et mesures relatives à la procédure contentieuse administrative.....	act. 22 (2)
		• Étude d'impact et exposé des motifs d'un projet de loi : un partenaire privé peut participer à la rédaction, <i>libres propos</i>	46 (4)
		• L'étendue de l'obligation d'information du maire en cas d'interdiction de baignade, <i>CE, 22 nov. 2019, n° 422655, commentaire</i>	2035 (5)
		• La crise des Gilets jaunes, reflet du mal-être des territoires : une analyse du Conseil d'analyse économique, <i>aperçu rapide</i>	85 (7)
		• Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités : - un discours de la méthode !, <i>commentaire</i>	2050 (8)
		• Faut-il inscrire le terme féminicide dans le Code pénal ?, <i>aperçu rapide</i>	145 (10-11)
		• État d'urgence sanitaire : les juridictions administratives s'organisent, <i>commentaire</i>	2090 (14)
		• Adaptation des règles applicables devant les juridictions administratives : des précisions limitées, <i>aperçu rapide</i>	240 (16)
		• Conditions de détention en état d'urgence sanitaire : pas de carence de l'État, <i>CE, 8 avr. 2020, n° 439827, commentaire</i>	2125 (16)
		• Détention provisoire prolongée de plein droit : l'État de droit en quarantaine ?, <i>CE, 3 avr. 2020, n° 439894, commentaire</i>	2129 (17)
		• Un fonctionnement des juridictions administratives en période de crise conforté, <i>CE, 10 avr. 2020, n° 439903, commentaire</i>	2131 (17)
		• Expulsion d'un local après décision judiciaire : une demande de concours de la force publique nécessaire pour chaque période d'occupation, <i>CE, 22 nov. 2019, n° 417631 : Juris-Data n° 2019-020630, commentaire</i>	2158 (21-22)
		• Le formalisme des décisions administratives, <i>étude</i>	2162 (23)
		• Respect des droits de la défense et enquête administrative, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 433130, commentaire</i>	2179 (25)
		• Mise à disposition du public des décisions de justice : le décret est enfin paru, <i>commentaire</i>	2211 (29)

• La simplification des expérimentations : un projet de loi organique en discussion, <i>aperçu rapide</i>	469 (35)	d'urbanisme ?, <i>CE</i> , 13 nov. 2019, n° 419067 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020269, <i>commentaire</i>	2042 (6)
• Rodéos urbains motorisés : la responsabilité de l'État engagée pour faute, <i>TA Marseille</i> , 3 août 2020, n° 1800819, <i>commentaire</i>	2231 (35)	• Qualité pour déposer une demande d'autorisation d'urbanisme : suite sans fin, ou suite et fin ?, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 424608, <i>commentaire</i>	2173 (24)
• Le citoyen sauveteur : une intervention encouragée par la loi du 3 juillet 2020, <i>commentaire</i>	2233 (36)	• Pas de permis tacite en site inscrit pour un projet de construction comportant des démolitions, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 421949, <i>commentaire</i>	2237 (36)
• Protection fonctionnelle lors d'un différend avec un supérieur hiérarchique : un octroi conditionné, <i>CE</i> , 29 juin 2020, n° 423996, <i>commentaire</i>	2241 (37)	• L'acte authentique de servitude de passage donnant accès à une voie ouverte à la circulation publique peut être produit après la délivrance du permis comportant cette réserve, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 427781, <i>commentaire</i>	2285 (44)
• L'évaluation des politiques publiques : un outil pour répondre à la défiance des citoyens, <i>commentaire</i>	2245 (38-39)	Anne-Mathilde POTTERIE	
• Les lignes directrices : quel outil pour les managers ?, <i>essentiel sur</i>	2286 (45)	• Covid-19 : le tableau des gardes d'enfants à domicile et celui de l'accès des personnes vulnérables aux droits et prestations sociales redessiné, <i>commentaire</i>	2092 (14)
• Conforter les principes républicains, mais comment ?, <i>libres propos</i>	652 (47)	Xavier PRÉTOT	
• La liberté de culte, une liberté particulièrement fondamentale, <i>aperçu rapide</i>	692 (49)	• Le sapeur-pompier volontaire exerce-t-il une activité professionnelle ?, <i>CAA Nancy</i> , 14 mai 2019, n° 18NCO2042, <i>commentaire</i>	2014 (3)
• Jusqu'où ira la jurisprudence Czabaj ?, <i>CE</i> , 25 sept. 2020, n° 430945, <i>commentaire</i>	2319 (49)	• Du temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels : de la semaine calendaire au semestre glissant, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438418, <i>commentaire</i>	2290 (45)
• <i>CE</i> , 12 oct. 2020, n° 429185, <i>commentaire</i>	2319 (49)	• Les communes de la petite couronne sont-elles seules responsables des fautes commises par la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ?, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 423972, <i>commentaire</i>	2325 (50)
• Loi ASAP : une validation globale du Conseil constitutionnel, <i>aperçu rapide</i>	714 (50)	Loïc PRIEUR	
• Projet de loi confortant le respect par tous des principes de la République : peu de remises en cause du Conseil d'État, <i>aperçu rapide</i>	724 (51-52)	• Le schéma de cohérence territoriale et la loi Littoral depuis la loi Élan, <i>étude</i>	2254 (40)
Gilles PELLISSIER		Laurent QUESSETTE	
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (1 ^{re} partie), <i>chronique</i>	2024 (4)	• L'appel à projet et son juge : illustration de la compétence du juge judiciaire dans un contexte d'apparence administrative, <i>CAA Paris</i> , 17 janv. 2020, n° 19PA01355, <i>commentaire</i>	2217 (30-34)
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (2 ^e partie), <i>chronique</i>	2030 (5)	Rémi RADIGUET	
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (1 ^{re} partie), <i>chronique</i>	2244 (38-39)	• La protection de l'environnement face à l'ordonnance de l'article 38 de la Constitution : l'important, c'est de participer !, <i>Cons. const.</i> , 28 mai 2020, n° 2020-843, <i>libres propos</i>	326 (24)
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (2 ^e partie), <i>chronique</i>	2251 (40)	• Dérogation aux espèces protégées : faut-il rester de marbre face à la condition de raison impérative d'intérêt public majeur ?, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 425395, <i>commentaire</i>	2230 (35)
Loïc PEYEN		• Objectif de réduction des émissions de gaz... à effet normatif ?, <i>CE</i> , 19 nov. 2020, n° 427301, <i>commentaire</i>	2337 (51-52)
• Crise sanitaire, crise du droit de l'environnement ?, <i>aperçu rapide</i>	454 (30-34)	Aloïs RAMEL	
Laure PICARD		• LOM et ouverture des données : la révolution numérique de la mobilité ?, <i>étude</i>	2061 (9)
• La métropole de Lyon dans la loi du 27 décembre 2019 « engagement et proximité », <i>aperçu rapide</i>	110 (8)	Alexane RAYNALDY	
Kevin PICAVEZ		• La création d'un fonds de solidarité : une participation financière de l'État et des régions auprès des entreprises dont l'activité est impactée par l'épidémie du Covid-19, <i>commentaire</i>	2091 (14)
• L'acheteur public et le défi du référé en matière de secret des affaires, <i>étude</i>	2176 (25)	Olivier RENAUDIE	
Ghislain POISSONNIER		• Forces de police, service public et déontologie : s'inspirer du moment « 1985 », <i>libres propos</i>	327 (24)
• Inflexion de la jurisprudence du Conseil d'État sur l'acquisition du statut d'apatride en France, <i>CE</i> , 24 déc. 2019, n° 427017 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-023493, <i>commentaire</i>	2080 (13)	• Le contrat de sécurité intégrée : un symbole et des interrogations, <i>étude</i>	2299 (46)
Francis POLIZZI		Raphaël RENEAU	
• Quelles sont les conséquences de l'omission, sur le panneau d'affichage d'une autorisation d'urbanisme, d'une mention prévue par le code, ou d'une erreur affectant celle-ci ?, <i>CE</i> , 16 oct. 2019, n° 419756 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017919, <i>commentaire</i>	2006 (1)	• Intangibilité et ouvrage public provisoire, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 410689 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021157, <i>commentaire</i>	2068 (10-11)
• Quelles sont les conséquences, sur l'arrêté interruptif de travaux, de la délivrance d'un permis de régularisation au moins partielle ?, <i>CE</i> , 16 oct. 2019, n° 423275 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017916, <i>commentaire</i>	2023 (3)		
• Quelles conséquences l'autorité administrative peut-elle tirer des vérifications et démarches qu'elle a faites lors de l'instruction d'une demande d'autorisation			

• Le traitement du harcèlement sous le regard renforcé du juge administratif, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 419062, <i>commentaire</i>	2196 (27)	• Nouvelles illustrations jurisprudentielles de la distinction entre redevances et taxes, <i>TA Pau</i> , 29 sept. 2020, n° 1801241, <i>commentaire</i>	2289 (45)
• La Palice et l'ouvrage public irrégulièrement implanté, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 425743, <i>commentaire</i>	2275 (43)	• <i>CE</i> , 5 oct. 2020, n° 423928, <i>commentaire</i>	2289 (45)
• Usager et usage d'un ouvrage public en cas de dommage, <i>CE</i> , 17 janv. 2020, n° 433506, <i>commentaire</i>	2324 (50)		
Thomas ROBERT		Sébastien SAUNIER	
• Le juge du référé provision peut être le « tribunal administratif » au sens des dispositions de l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux de 2009, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425993, <i>commentaire</i>	2239 (37)	• Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2013 (3)
Tiphaine ROMBAUTS-CHABROL		• Chronique de droit de la culture - Actualités de septembre 2019 à février 2020, <i>chronique</i>	2232 (36)
• La neutralité politique des subventions locales, <i>étude</i>	2311 (48)	Jean-Luc SAURON	
Sandra ROUGÉ GUICHARD		• Droit des aides d'État - 1 ^{er} septembre - 31 décembre 2019, <i>chronique</i>	2144 (20)
• La validation constitutionnelle de la fin de l'assujettissement des locaux meublés affectés à l'habitation principale à la taxe d'habitation, <i>Cons. const.</i> , n° 2019-796, <i>commentaire</i>	2043 (7)	• La protection des données à caractère personnel - Décembre 2019 à mai 2020, <i>chronique</i>	2181 (26)
Pierre ROUJOU DE BOUBÉE		• La protection des données à caractère personnel - Juin à août 2020, <i>chronique</i>	2256 (41)
• Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, <i>chronique</i>	2013 (3)	• La récupération des aides d'État illégales : vers une décentralisation des procédures au profit des États membres ?, <i>CJUE</i> , 30 avr. 2020, n° C-627/18, <i>commentaire</i>	2292 (45)
Christophe ROUX		Assem SAYEDE HUSSEIN	
• Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir, <i>CE</i> , 24 oct. 2019, n° 425546 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-018477, <i>commentaire</i>	2016 (3)	• La cassation administrative des décisions de référé - Un bilan jurisprudentiel mitigé, <i>étude</i>	2047 (7)
• Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir, <i>À noter également</i>	2022 (3)	Laurent SERY	
• Chemin rural : conserver n'est pas entretenir, <i>CAA Lyon</i> , 6 févr. 2020, n° 18LY02469, <i>À noter également</i>	2103 (14)	• Poursuite des chantiers en période de Covid-19 : prolongation de délai, indemnisation et résiliation, <i>conseil</i>	2193 (27)
• Le(s) in house, au-delà du droit de la commande publique, <i>étude</i>	2202 (28)	Antoine SIMONNEAUX	
• Redevances domaniales et principe d'égalité : le mariage (coûteux) de ma meilleure amie, <i>CAA Paris</i> , 22 avr. 2020, n° 17PA03926, <i>À noter également</i>	2221 (30-34)	• Le Conseil d'État précise les « règles du jeu » en matière de restriction de déplacement de supporters de football, <i>CE</i> , 18 janv. 2020, n° 437733, <i>commentaire</i>	2242 (37)
• Covid-19 : exonération temporaire de redevances domaniales, <i>À noter également</i>	2223 (30-34)	Yann SIMONNET	
• L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels, <i>CE</i> , 3 mars 2020, n° 399752, <i>À noter également</i>	2264 (42)	• Le juge du référé provision peut être le « tribunal administratif » au sens des dispositions de l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux de 2009, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425993, <i>commentaire</i>	2239 (37)
• SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire, <i>CAA Nantes</i> , 10 juill. 2020, n° 19NT01157, <i>À noter également</i>	2265 (42)	• Le contrat par lequel un maître d'ouvrage privé confie la réalisation d'opérations de fouilles d'archéologie préventive à un établissement public est un contrat administratif, <i>T. confl.</i> , 2 nov. 2020, n° C4196, <i>commentaire</i>	2336 (51-52)
• Gestion domaniale et déontologie, <i>étude</i>	2306 (47)	Jean-Gabriel SORBARA	
• Désaffectation et déclassement : vade-mecum pour éviter la sortie de route, <i>CAA Nantes</i> , 10 janv. 2020, n° 18NT02901, <i>À noter également</i>	2104 (14)	• L'exception d'intérêt général à la rétrocession d'un bien irrégulièrement préempté, <i>CE</i> , 28 sept. 2020, n° 436978, <i>commentaire</i>	2293 (45)
• Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné, <i>À noter également</i>	2108 (14)	• <i>CE</i> , 28 sept. 2020, n° 432063, <i>commentaire</i>	2293 (45)
Philippe S. HANSEN		• <i>CE</i> , 28 sept. 2020, n° 430951, <i>commentaire</i>	2293 (45)
• La résiliation des conventions d'occupation temporaires du domaine public pour un motif d'intérêt général, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 432076, <i>commentaire</i>	2116 (15)	Frédéric SUDRE	
• Un OVNI juridique : les chartes partenariales entre les collectivités territoriales et les acteurs de l'immobilier, <i>essentiel sur</i>	2161 (23)	• Du droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement, <i>CEDH</i> , 10 mars 2020, n° 24816/14.....	act. 216 (14)
• La motivation des décisions autorisant ou mettant fin à l'occupation du domaine public, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 434117, <i>commentaire</i>	2229 (35)	Jean-Marc TALAU	
		• Le régime de délivrance des autorisations d'exploitation commerciale issu de la loi ELAN validé par le Conseil constitutionnel, <i>Cons. const.</i> , 12 mars 2020, n° 2019-830.....	act. 165 (12)
		• Pas de QPC pour la faculté préfectorale de suspension de la procédure d'autorisation d'exploitation commerciale dans la loi ELAN, <i>CE</i> , 16 mars 2020, n° 434918, <i>aperçu rapide</i>	202 (14)
		• Le calcul du seuil d'auto-saisine de la commission nationale d'aménagement commercial, <i>CAA Nantes</i> , 13 mai 2020, n° 19NT00846.....	act. 303 (21-22)

• La préservation des commerces face à l'extension d'un centre commercial devant le juge, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 416731, <i>commentaire</i>	2261 (41)	• La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public, <i>CE</i> , 17 janv. 2020, n° 433506.....	act. 47 (4)
Alex TANI		• De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur, <i>CE</i> , 13 janv. 2020, n° 437102.....	act. 48 (4)
• Conflit de sources : droit « local » ou droit « commun » ? - À propos des établissements scolaires privés hors contrat en Alsace-Moselle, <i>CAA Nancy</i> , 9 juill. 2020, n° 18NC01505, <i>commentaire</i>	2281 (44)	• Le couperet du décompte définitif, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 425168.....	act. 55 (5)
François TENAILLEAU		• Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 422104.....	act. 56 (5)
• Les contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs, <i>étude</i>	2327 (50)	• Il ne peut être dérogé à la hausse aux tarifs applicables à EDF pour le rachat d'électricité, <i>CE</i> , 22 janv. 2020, n° 418737.....	act. 57 (5)
Fabien TESSON		• Des exigences de candidature excessives, <i>CE</i> , 23 janv. 2020, n° 427058.....	act. 58 (5)
• Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assortissant la réglementation de leur durée de travail, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 426031.....	act. 2 (1)	• Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 426569.....	act. 59 (5)
• La vente fictive dévoile la gestion de fait, <i>CE</i> , 18 déc. 2019, n° 416819.....	act. 3 (1)	• Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2), <i>CE</i> , 30 janv. 2020, n° 418797.....	act. 68 (6)
• Taxe de balayage du coin de la rue : modalité de calcul de l'assiette, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 426315.....	act. 4 (1)	• Municipal conflit d'intérêt(s) et procédure(s), <i>CE</i> , 30 janv. 2020, n° 421952.....	act. 69 (6)
• Taxe d'aménagement et abattement : les locaux se distinguant, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 419800.....	act. 5 (1)	• Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral, <i>CE</i> , 31 janv. 2020, n° 437675.....	act. 70 (6)
• DSP : touche pas à mon offre, <i>CE</i> , 20 déc. 2019, n° 419993.....	act. 6 (1)	• Condition pour fixer une date à compter de laquelle les parties ne peuvent plus invoquer de moyens nouveaux, <i>CE</i> , 30 janv. 2020, n° 426346.....	act. 71 (6)
• DSP, personne publique actionnaire de l'un des candidats et principe d'impartialité, <i>CE</i> , 18 déc. 2019, n° 432590.....	act. 7 (1)	• Mineurs étrangers non accompagnés : le Conseil d'État valide le décret mais encadre la façon de l'appliquer, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 428478.....	act. 72 (6)
• Critère de sélection des offres : la création d'emplois locaux, un bon critère, <i>CE</i> , 20 déc. 2019, n° 428290.....	act. 8 (1)	• Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 422287.....	act. 73 (6)
• La fourniture d'armes à un service de police n'est pas un marché de défense et de sécurité, <i>CE</i> , 18 déc. 2019, n° 431696.....	act. 9 (1)	• Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 423529.....	act. 74 (6)
• Non-lieu à statuer en matière d'ICPE, <i>CE</i> , 18 déc. 2019, n° 418921.....	act. 10 (1)	• L'irrégularité formelle de l'acte créateur de droits, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 428625.....	act. 90 (7)
• Harcèlement moral, mesure imposée à l'agent et appréciation du juge, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 419062.....	act. 11 (1)	• Le droit à l'ARE n'est pas conditionné à des démarches tendant à retrouver un emploi, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 405921.....	act. 91 (7)
• Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service, <i>CE</i> , 19 déc. 2019, n° 423685.....	act. 12 (1)	• Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 418175.....	act. 92 (7)
• Pour l'application d'un PLU à une autorisation d'urbanisme, il y a mur et mur, <i>CE</i> , 18 déc. 2019, n° 421644.....	act. 13 (1)	• Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 433308.....	act. 93 (7)
• Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi, <i>CE</i> , 24 déc. 2019, n° 428162.....	act. 14 (1)	• À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, <i>CE</i> , 7 févr. 2020, n° 428919.....	act. 94 (7)
• Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise, <i>CE</i> , 24 déc. 2019, n° 423168.....	act. 24 (2)	• Autorité compétente en matière d'environnement, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 425451.....	act. 95 (7)
• Intérêt à agir des syndicats, <i>CE</i> , 31 déc. 2019, n° 429715.....	act. 25 (2)	• Portée et limite du droit à la communication du dossier, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 433130.....	act. 96 (7)
• De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO, <i>CE</i> , 31 déc. 2019, n° 432867.....	act. 26 (2)	• Simple ordonnance de rejet pour l'expiration du délai « raisonnable », <i>CE</i> , 10 févr. 2020, n° 429343.....	act. 97 (7)
• La suspension de l'avocat suspend le délai pour produire un mémoire complémentaire, <i>CE</i> , 31 déc. 2019, n° 426831.....	act. 27 (2)	• Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 428478.....	act. 98 (7)
• Médiateur : expertise en carence mais cumul accepté des demandes d'indemnisation, <i>CE</i> , 31 déc. 2019, n° 420025.....	act. 28 (2)	• Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 423972.....	act. 99 (7)
• <i>CE</i> , 31 déc. 2019, n° 420231.....	act. 28 (2)	• Une prolongation du certificat d'urbanisme, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 426573.....	act. 100 (7)
• Le camion responsable, la signalisation du chantier coupable, <i>T. confl.</i> , 9 déc. 2019, n° C4171.....	act. 35 (3)	• Le délai du déferé contre le permis tacite exige une connaissance parfaite, <i>CE</i> , 5 févr. 2020, n° 426160.....	act. 101 (7)
• Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux, <i>CE</i> , 8 janv. 2020, n° 434430.....	act. 36 (3)		
• Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception, <i>CE</i> , 8 janv. 2020, n° 428280.....	act. 37 (3)		

• Une personne condamnée pour recel d'abus de bien social peut-elle diriger un OPHLM ?, <i>CE, 13 févr. 2020, n° 425961</i>	act. 113 (8)	• La TASCOM traque l'e-boutique, <i>CE, 10 mars 2020, n° 436879</i>	act. 167 (12)
• Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent, <i>CE 432599, 12 févr. 2020, n° 432598</i>	act. 114 (8)	• Les avances du marché sous-traité résilié, <i>CE, 4 mars 2020, n° 423443</i>	act. 168 (12)
• Les distances de sécurité contre les produits phytopharmaceutiques ne créent aucune situation d'urgence, <i>CE, 14 févr. 2020, n° 437814</i>	act. 115 (8)	• Domanialité publique et association syndicale de propriétaires : pas d'hypothèque légale ?, <i>CE, 10 mars 2020, n° 432555</i>	act. 169 (12)
• Recours effectif et mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 424153</i>	act. 116 (8)	• Quelques précisions sur les singularités du contentieux de grande voirie, <i>CE, 10 mars 2020, n° 430550</i>	act. 170 (12)
• Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 416007</i>	act. 117 (8)	• Les assistants maternels au défi de la vaccination, <i>CE, 4 mars 2020, n° 426633</i>	act. 171 (12)
• Suppression de la nouvelle bonification indiciaire, <i>CE, 10 févr. 2020, n° 424245</i>	act. 118 (8)	• Préenseignes, constat du nombre d'habitants de l'agglomération communale et questions contentieuses, <i>CE, 13 mars 2020, n° 427207</i>	act. 191 (13)
• Précisions sur l'étendue des missions statutaires des enseignants-chercheurs, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 421997</i>	act. 119 (8)	• Modification du régime des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, <i>CE, 11 mars 2020, n° 422704</i>	act. 192 (13)
• La communication du sens de ses conclusions du rapporteur public doit avoir un sens, <i>CE, 10 févr. 2020, n° 427282</i>	act. 120 (8)	• Compétence et action indemnitaire, <i>CE, 10 mars 2020, n° 425889</i>	act. 193 (13)
• Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 425138</i>	act. 121 (8)	• Du corsetage raffiné des consultations obligatoires : l'exemple du CSTACAA, <i>CE, 25 mars 2020, n° 427737</i>	act. 205 (14)
• Les infections nosocomiales à l'épreuve de la prescription, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 435498</i>	act. 122 (8)	• La reconnaissance d'un pouvoir réglementaire implicite pour les agences de l'eau, <i>CE, 11 mars 2020, n° 426366</i>	act. 206 (14)
• Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 422754</i>	act. 123 (8)	• La contribution financière des établissements de santé pour les interventions des SDIS, <i>CE, 18 mars 2020, n° 425990</i>	act. 207 (14)
• L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 421949</i>	act. 124 (8)	• Expiration de la concession funéraire, la fin de l'omerta, <i>CE, 11 mars 2020, n° 436693</i>	act. 208 (14)
• Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 419439</i>	act. 125 (8)	• L'intérêt à agir du contribuable local dans le domaine contractuel, <i>CE, 27 mars 2020, n° 426291</i>	act. 209 (14)
• La promesse de vente vaut titre pour construire, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 424608</i>	act. 126 (8)	• Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, préenseigne et publicité, <i>CE, 28 févr. 2020, n° 419302</i>	act. 210 (14)
• Foin des vices de forme par la voie de la question préjudicielle, <i>CE, 24 févr. 2020, n° 431255</i>	act. 134 (9)	• Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales, <i>CE, 18 mars 2020, n° 396651</i>	act. 211 (14)
• Pas de compétence liée lorsque le maire pourvoit à la libre circulation d'un chemin rural, <i>CE, 24 févr. 2020, n° 421086</i>	act. 135 (9)	• La charte de déontologie de la juridiction administrative passe le contrôle du Conseil d'État, <i>CE, 25 mars 2020, n° 421149</i>	act. 212 (14)
• Du principe de fixation des redevances d'occupation du domaine public concédé, <i>CE, 24 févr. 2020, n° 427280</i>	act. 136 (9)	• <i>CE, 25 mars 2020, n° 411070</i>	act. 212 (14)
• Refus de titularisation en fin de stage, <i>CE, 24 févr. 2020, n° 421291</i>	act. 137 (9)	• Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif, <i>CE, 27 mars 2020, n° 420491</i>	act. 213 (14)
• Non-lieu pour le recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire, plus en application, <i>CE, 2 mars 2020, n° 422651</i>	act. 147 (10-11)	• <i>CE, 27 mars 2020, n° 421758</i>	act. 213 (14)
• Du caractère d'une décision fondant une mesure gracieuse, à propos de la majoration annuelle de la dotation des titres sécurisés des communes, <i>CE, 24 févr. 2020, n° 425034</i>	act. 148 (10-11)	• Opposition aux travaux supplémentaires, <i>CE, 27 mars 2020, n° 426955</i>	act. 244 (16)
• Concession : un critère spécial prestations complémentaires, <i>CE, 26 févr. 2020, n° 436428</i>	act. 149 (10-11)	• La cristallisation des moyens souffle sur les éoliennes, <i>CE, 3 avr. 2020, n° 426941</i>	act. 245 (16)
• Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence, <i>CE, 26 févr. 2020, n° 426162</i>	act. 150 (10-11)	• Compétence entre TA et CAA : le juge de la liquidation de l'astreinte est le juge de l'astreinte, <i>CE, 27 mars 2020, n° 434228</i>	act. 246 (16)
• La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée, <i>CE, 28 févr. 2020, n° 425743</i>	act. 151 (10-11)	• La renaissance provisoire du POS, <i>CE, 3 avr. 2020, n° 436549</i>	act. 247 (16)
• REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD, <i>CE, 28 févr. 2020, n° 433886</i>	act. 152 (10-11)	• Agrandir une construction n'étend pas l'urbanisation, <i>CE, 3 avr. 2020, n° 419139</i>	act. 248 (16)
• Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération, <i>CE, 28 févr. 2020, n° 428422</i>	act. 153 (10-11)	• La procédure d'admission des pourvois peut intervenir juste après la cassation d'un arrêt.....	act. 254 (17)
		• Covid-19 : pas de discrimination dans les soins, <i>CE, 15 avr. 2020, n° 439910</i>	act. 255 (17)
		• Covid-19 : RAS pour les EHPAD, <i>CE, 15 avr. 2020, n° 440002</i>	act. 256 (17)
		• Covid-19 : la liberté fondamentale à vélo, <i>CE, 30 avr. 2020, n° 440179</i>	act. 284 (20)
		• Autorisation d'urbanisme : le juge de cassation ne suspend pas, <i>CE, 7 mai 2020, n° 440279</i>	act. 285 (20)

- Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour *Singularis porcus ?*, *T. confl.*, 11 mai 2020, n° C4181 **act. 296** (21-22)
- Le régisseur n'est pas un artiste, *T. confl.*, 11 mai 2020, n° 4180 **act. 297** (21-22)
- Covid : le déconfinement vaut bien une messe, *CE*, 18 mai 2020, n° 440366 **act. 298** (21-22)
- Les pesticides se rapprochent sans concertation, *CE*, 15 mai 2020, n° 440211 **act. 299** (21-22)
- Les pesticides tenus à bonnes distances, *CE*, 15 mai 2020, n° 440346 **act. 300** (21-22)
- Covid : finalement pas si drone, *CE*, 18 mai 2020, n° 440442 **act. 301** (21-22)
- Les droits d'eau de l'Ancien régime vus par la modernité, *T. confl.*, 8 juin 2020, n° C4190 **act. 355** (25)
- Le préjudice d'une commune des procédures juridictionnelles interminables, *T. confl.*, 8 juin 2020, n° C4185 **act. 356** (25)
- Obligation de communiquer sur demande les motifs du refus implicite d'abroger un décret d'extradition, *CE*, 10 juin 2020, n° 435348 **act. 357** (25)
- Recours dirigé contre l'arrêté du ministre chargé des transports autorisant la création d'un aéroport à usage restreint, *CE*, 10 juin 2020, n° 425417 **act. 358** (25)
- Précisions sur le rôle du maire d'arrondissement en matière de droit de préemption urbain, *CE*, 10 juin 2020, n° 428072 **act. 359** (25)
- La compétence -avant l'heure- de l'acheteur public ne regarde pas le juge du référé précontractuel, *CE*, 9 juin 2020, n° 436922 **act. 360** (25)
- Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles, *CE*, 9 juin 2020, n° 420282 **act. 361** (25)
- Exécution financière du marché de travaux : la mise en demeure conduit à la provision sur solde du décompte, *CE*, 10 juin 2020, n° 425993 **act. 362** (25)
- Pondération consubstantiellement liée à l'offre économiquement la plus avantageuse, *CE*, 10 juin 2020, n° 431194 **act. 363** (25)
- Le recours à une centrale d'achat existante par les conseils nationaux des professions de santé, *CE*, 9 juin 2020, n° 438406 **act. 364** (25)
- Une abrogation (d'autorisation précaire) n'est pas un refus créateur de droits : conséquences sur le CRPA, *CE*, 9 juin 2020, n° 434117 **act. 365** (25)
- Consultation anticipée des archives publiques, le juge aux commandes, *CE*, 12 juin 2020, n° 422327 **act. 366** (25)
- Covid 19 : l'interdiction des manifestations, une strate de trop, *CE*, 13 juin 2020, n° 440856 **act. 367** (25)
- Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement, *CE*, 9 juin 2020, n° 425620 **act. 368** (25)
- Encadrement de la durée maximale hebdomadaire de travail chez les sapeurs-pompiers (suite), *CE*, 9 juin 2020, n° 438418 **act. 369** (25)
- Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État, *CE*, 10 juin 2020, n° 431003 **act. 370** (25)
- Ordonnances de tri : laissons le temps au requérant, *CE*, 10 juin 2020, n° 427806 **act. 371** (25)
- Ministère d'avocat et litige en matière de pension militaire d'invalidité, *CE*, 10 juin 2020, n° 437866 **act. 372** (25)
- Recours pour excès de pouvoir contre l'avis d'incompatibilité émis en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 114-2 du Code de la sécurité intérieure, *CE*, 10 juin 2020, n° 435379 **act. 373** (25)
- La solidarité nationale envisage la perte de chance, *CE*, 10 juin 2020, n° 418166 **act. 374** (25)
- Le forfait de post-stationnement dans ses états contentieux, *CE*, 10 juin 2020, n° 427155 **act. 375** (25)
- Violation du RGPD par Google : l'amende de 50 millions d'euros prononcée par la CNIL est validée, *CE*, 19 juin 2020, n° 430810 **act. 382** (26)
- CNIL : le mur infranchissable des cookies, *CE*, 19 juin 2020, n° 434684 **act. 383** (26)
- « Que d'eau, que d'eau » par décès et transmission de droit réel au nouveau propriétaire, *CE*, 17 juin 2020, n° 426887 **act. 384** (26)
- Fonctionnaire placé en disponibilité n'exerçant pas une activité d'agent public, *CE*, 17 juin 2020, n° 431681 **act. 385** (26)
- La restauration immobilière du local commercial, *CE*, 17 juin 2020, n° 427957 **act. 386** (26)
- Attribution de terres appartenant à une section de commune (CGCT, art. L. 2411-10), *CE*, 25 juin 2020, n° 423455 **act. 391** (27)
- Les déblais dans les cordes du règlement de voirie, *CE*, 29 juin 2020, n° 425514 **act. 392** (27)
- Une protection fonctionnelle contre... le supérieur hiérarchique, *CE*, 29 juin 2020, n° 423996 **act. 393** (27)
- Précisions en matière de protection fonctionnelle d'une fonctionnaire candidate à des élections, *CE*, 25 juin 2020, n° 421643 **act. 394** (27)
- Caractère « ferme et précis » des offres d'emploi dont le refus justifie le licenciement, *CE*, 25 juin 2020, n° 421399 **act. 395** (27)
- Le contrat entre l'établissement hospitalier et le médecin ne lui confère pas la qualité d'agent public, *CE*, 29 juin 2020, n° 421609 **act. 396** (27)
- L'aide d'État compatible brave la notification oubliée, *CE*, 25 juin 2020, n° 418446 **act. 397** (27)
- Rapport d'expertise se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise ordonnée par la juridiction, *CE*, 29 juin 2020, n° 420850 **act. 398** (27)
- Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ?, *CE*, 26 juin 2020, n° 441065 **act. 399** (27)
- La préemption crée l'urgence, à moins que..., *CE*, 29 juin 2020, n° 435502 **act. 400** (27)
- Le Conseil d'État suspend l'obligation d'obtenir une autorisation avant d'organiser une manifestation, *CE*, 6 juill. 2020, n° 441257 **act. 413** (28)
- Ordonnance en instance de ratification, l'excès de pouvoir veille, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 429132 **act. 414** (28)
- Urbanisme commercial : le vainqueur du RAPO en défense, *CE*, 3 juill. 2020, n° 420346 **act. 415** (28)
- Légalité des tarifs différenciés et « modiques » d'entrée à l'université « dite » gratuite, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 430121 **act. 416** (28)
- La compensation fautive de taxe professionnelle, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 419081 **act. 417** (28)
- Littoral : précisions sur la modification et la suspension des servitudes de passage des piétons, *CE*, 29 juin 2020, n° 433662 **act. 418** (28)
- Obligation d'évaluation environnementale d'une construction, composante d'une opération plus vaste, qui est-elle, non soumise, *CE*, 1^{er} juill. 2020, n° 423076 **act. 419** (28)
- Des ordonnances constitutionnelles interchangeables ou presque, *CE*, 15 juill. 2020, n° 436155 **act. 427** (29)
- Recours, sans czabajisation mais avec prescription, en contestation pécuniaire, *CE*, 10 juill. 2020, n° 430769 **act. 428** (29)

- Les titres exécutoires doivent comporter prénom, nom et qualité de leurs auteurs sauf entre les personnes de droit public, *CE, 10 juill. 2020, n° 439367* **act. 429 (29)**
- L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA), *CE, 8 juill. 2020, n° 425926* **act. 430 (29)**
- La résiliation du contrat gravement illégal, *CE, 10 juill. 2020, n° 430864* **act. 431 (29)**
- Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles, *CE, 10 juill. 2020, n° 420045* **act. 432 (29)**
- DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat, *CE, 10 juill. 2020, n° 434353* **act. 433 (29)**
- La nullité du contrat conserve les clauses de règlement des différends, *CE, 10 juill. 2020, n° 433643* **act. 434 (29)**
- Le contrat dont le lieu de réalisation se situe sur une dépendance du domaine public, *CE, 10 juill. 2020, n° 427216* **act. 435 (29)**
- Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle, *CE, 10 juill. 2020, n° 429522* **act. 436 (29)**
- Compétence du juge administratif pour connaître des litiges en matière de contrats soumis aux obligations de publicité et mise en concurrence conclus par les assemblées parlementaires, *CE, 10 juill. 2020, n° 434582* **act. 437 (29)**
- Pollution de l'air : l'État doit agir dans les 6 mois pour échapper à l'astreinte de 10 millions d'euros, *CE, 10 juill. 2020, n° 428409* **act. 438 (29)**
- Des aménagements légers dans des espaces protégés ne font pas régression, *CE, 10 juill. 2020, n° 432944* **act. 439 (29)**
- Nature de la convocation en vue du dépôt de demandes de titre de séjour et critères d'appréciation, *CE, 1^{er} juill. 2020, n° 436288* **act. 440 (29)**
- Fin de détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel : quelle date prendre en compte pour apprécier l'existence d'emplois vacants ?, *CE, 8 juill. 2020, n° 423759* **act. 441 (29)**
- Offre partielle ou refus partiel d'indemnisation de l'ONIAM : quel délai de recours ?, *CE, 8 juill. 2020, n° 426049* **act. 442 (29)**
- Production de la preuve de la publication régulière d'un arrêté portant délégation de signature après la clôture de l'instruction, *CE, 8 juill. 2020, n° 420570* **act. 443 (29)**
- Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée, *CE, 8 juill. 2020, n° 438228* **act. 444 (29)**
- Indemnisation d'un patient par l'ONIAM : modalités de calcul du taux de perte de chance, *CE, 8 juill. 2020, n° 425229* **act. 445 (29)**
- Entretien des barrages / digues : précisions sur le partage de responsabilité entre le propriétaire et l'exploitant, *CE, 10 juill. 2020, n° 427165* **act. 446 (29)**
- Droit au logement opposable : quels effets, sur les obligations du préfet, de la radiation du fichier des demandeurs de logement social ?, *CE, 8 juill. 2020, n° 420472* **act. 447 (29)**
- Un maire peut autoriser, sous conditions, le stationnement des voitures sur le trottoir, *CE, 8 juill. 2020, n° 425556* **act. 448 (29)**
- Blason communal, moins culturel qu'historico-culturel, *CE, 15 juill. 2020, n° 423702* **act. 458 (30-34)**
- Expulsion des gens du voyage : saisine du préfet et saisine du juge des référés, c'est possible, *CE, 16 juill. 2020, n° 437113* **act. 459 (30-34)**
- L'abstention ne compromet pas la sincérité du scrutin, *CE, 15 juill. 2020, n° 440055* **act. 460 (30-34)**
- Plan de formation dans la fonction publique d'État (DGFIP) : ne pas oublier de consulter le comité technique, *CE, 15 juill. 2020, n° 423333* **act. 461 (30-34)**
- Les aides à la continuité territoriale ne sont pas des aides sociales, *CE, 15 juill. 2020, n° 436276* **act. 462 (30-34)**
- Le droit de préemption urbain peut s'exercer pour des projets réalistes et non plus seulement réels, *CE, 15 juill. 2020, n° 432325* **act. 463 (30-34)**
- L'aménagement commercial dépourvu de test économique ajouté, *CE, 15 juill. 2020, n° 431703* **act. 464 (30-34)**
- Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes, *CE, 29 juill. 2020, n° 437283* **act. 474 (35)**
- Provision ordonnée vaut titre exécutoire, *CE, 22 juill. 2020, n° 426210* **act. 475 (35)**
- Une intention de transfert d'un bien immobilier crée des droits, *CE, 29 juill. 2020, n° 427738* **act. 476 (35)**
- Pas de question sérieuse sur la constitutionnalité du confinement I, *CE, 22 juill. 2020, n° 440149* **act. 477 (35)**
- Libre cours des eaux, l'État seul responsable, *CE, 22 juill. 2020, n° 425969* **act. 478 (35)**
- Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir, *CE, 22 juill. 2020, n° 427163* **act. 479 (35)**
- Le stationnement en enfilade, *CE, 22 juill. 2020, n° 427398* **act. 480 (35)**
- Le PPRI au secours de l'autorisation de construire, *CE, 22 juill. 2020, n° 426139* **act. 481 (35)**
- Compétence de régularisation du document d'urbanisme, *CE, 29 juill. 2020, n° 428158* **act. 482 (35)**
- Covid : l'intelligence du port du masque, *CE, 6 sept. 2020, n° 443750 : Juris-Data n° 2020-012540* **act. 508 (37)**
- *TA Pau, 2 sept. 2020, n° 2001639 : Juris-Data n° 2020-012537* **act. 508 (37)**
- *TA Pau, 25 août 2020, n° 2001586 : Juris-Data n° 2020-012536* **act. 508 (37)**
- *CE, 6 sept. 2020, n° 443751 : Juris-Data n° 2020-012524* **act. 508 (37)**
- *TA Lyon, 4 sept. 2020, n° 2006185 : Juris-Data n° 2020-012373* **act. 508 (37)**
- *TA Strasbourg, 2 sept. 2020, n° 2005349 : Juris-Data n° 2020-012312* **act. 508 (37)**
- Impossibilité de contester les actes de gouvernement : le Conseil d'État refuse de renvoyer une QPC, *CE, 9 sept. 2020, n° 439520* **act. 520 (38-39)**
- Individuelle ou pas, la décision soumise au délai raisonnable de recours, *CE, 25 sept. 2020, n° 430945* **act. 529 (40)**
- Recours contre des lignes directrices : des évolutions, *CE, 21 sept. 2020, n° 425960* **act. 530 (40)**
- *CE, 21 sept. 2020, n° 428683* **act. 530 (40)**
- Expulsion de l'occupant d'un logement : à quelle adresse expédier la demande ?, *CE, 25 sept. 2020, n° 440634* **act. 531 (40)**
- Internet, téléphonie, un service marchand comme un autre, *CE, 25 sept. 2020, n° 432727* **act. 532 (40)**
- Pas de suspension de l'arrêté interdisant la distribution gratuite de denrées et boissons dans le centre-ville de Calais, *CE 444793, 25 sept. 2020* **act. 533 (40)**
- Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale, *CE, 21 sept. 2020, n° 426376* **act. 534 (40)**
- Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel, *CE, 25 sept. 2020, n° 431200* **act. 535 (40)**
- La mission de conseil auprès d'un établissement public incompatible avec la fonction de juge administratif **act. 536 (40)**

• Annulation de la préemption, toujours l'intérêt général d'abord, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 432063</i>	act. 537 (40)	• Affichage du permis de construire, foin de l'adresse de la mairie, <i>CE, 16 oct. 2020, n° 429357</i>	act. 589 (43)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 430951</i>	act. 537 (40)	• La protection des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration fiscale ne s'applique pas en cas de montage artificiel, <i>CE, 28 oct. 2020, n° 438048</i>	act. 602 (44)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 436978</i>	act. 537 (40)	• Instauration de couvre-feu par les préfets : pas d'atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales, <i>CE, 23 oct. 2020, n° 445430</i>	act. 603 (44)
• QPC sur ordonnance non ratifiée, l'épilogue, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 441059</i>	act. 552 (41)	• Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité », <i>CE, 19 oct. 2020, n° 437711</i>	act. 604 (44)
• L'avocat mandaté n'est pas forcément désigné, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 423129</i>	act. 553 (41)	• Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir, <i>CE, 21 oct. 2020, n° 443327</i>	act. 605 (44)
• Immeubles menaçant ruine : charge des travaux et responsabilité, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 429980</i>	act. 554 (41)	• Protocole sanitaire : le Conseil d'État met en avant son caractère non contraignant pour refuser sa suspension, <i>CE, 19 oct. 2020, n° 444809</i>	act. 606 (44)
• <i>CE, 28 sept. 2020, n° 426290</i>	act. 554 (41)	• L'étanchéité à la copropriété de l'autorisation de construire, <i>CE, 23 oct. 2020, n° 425457</i>	act. 607 (44)
• Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction contraire aux droits de la défense, <i>CE, 30 sept. 2020, n° 438253</i>	act. 555 (41)	• Fouilles archéologiques, travaux publics et clause exorbitante au profit de la personne publique, <i>T. confl., 2 nov. 2020, n° C4196</i>	act. 620 (45)
• Les illégalités étrangères du document d'urbanisme, <i>CE, 2 oct. 2020, n° 436934</i>	act. 556 (41)	• Le déni de justice saisit le Tribunal des conflits au fond, <i>T. confl., 2 nov. 2020, n° C4194</i>	act. 621 (45)
• Autorisation régularisable, sursis obligatoire, à moins que..., <i>CE, 2 oct. 2020, n° 438318</i>	act. 557 (41)	• La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 427401</i>	act. 636 (46)
• Même imprécis le SCOT du littoral s'impose, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 423087</i>	act. 558 (41)	• Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 440963</i>	act. 637 (46)
• Un aménagement d'ensemble partiel, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 426961</i>	act. 559 (41)	• Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 433311</i>	act. 638 (46)
• L'aménagement des aires de grand passage, <i>CE, 28 sept. 2020, n° 430521</i>	act. 560 (41)	• Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 437718</i>	act. 639 (46)
• La procédure concurrentielle avec négociation pour la première fois au Conseil d'État, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 440575</i>	act. 566 (42)	• L'information des candidats à la concession, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 437946</i>	act. 640 (46)
• Contrôle de qualification juridique exercé par le juge de cassation sur l'existence d'un ensemble contractuel, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 433986</i>	act. 567 (42)	• La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres, <i>CE, 7 nov. 2020, n° 445825</i>	act. 641 (46)
• Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 429563</i>	act. 568 (42)	• Validation « traditionnelle » d'élections même sous pandémie abstentionniste « exceptionnelle », <i>CE, 4 nov. 2020, n° 440355</i>	act. 642 (46)
• Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 422483</i>	act. 569 (42)	• Congés de maladie et aménagement du temps de travail, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 426093</i>	act. 643 (46)
• Violation du droit communautaire par le juge national, <i>CE, 9 oct. 2020, n° 414423</i>	act. 570 (42)	• Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 426650</i>	act. 644 (46)
• Droit au logement opposable : précisions sur les délais de recours et la notion de logement adapté, <i>CE, 8 oct. 2020, n° 431618</i>	act. 571 (42)	• Question préjudicielle, pourvoi, sursis ?, <i>CE, 4 nov. 2020, n° 434757</i>	act. 645 (46)
• <i>CE, 8 oct. 2020, n° 431100</i>	act. 571 (42)	• Point de provision après sursis à exécution, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 439598</i>	act. 646 (46)
• Permis de construire modificatif et participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, <i>CE, 7 oct. 2020, n° 426477</i>	act. 572 (42)	• La communication possible d'une extraction de données, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 432832</i>	act. 656 (47)
• Le juge du référé-liberté ouvre la porte des prisons, <i>CE, 19 oct. 2020, n° 439372</i>	act. 581 (43)	• Une majoration à justifier du taux de la taxe d'aménagement, <i>CE, 9 nov. 2020, n° 438285</i>	act. 657 (47)
• Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel, <i>CE, 15 oct. 2020, n° 444425</i>	act. 582 (43)	• Le juge des référés ne suspend pas la fermeture des librairies au public, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 445883</i>	act. 658 (47)
• L'exclusion des marchés ne doit pas être absolue, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 419146</i>	act. 583 (43)	• Retrait de la protection subsidiaire : appréciation de la notion de « crime grave » par le juge administratif, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 428582</i>	act. 659 (47)
• L'ombrelle de l'anti-concurrence, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 432981</i>	act. 584 (43)	• De la tierce-opposition en cas de transfert de compétences entre juridictions, <i>CE, 12 nov. 2020, n° 441681</i>	act. 660 (47)
• Pénalités contractuelles, un différend ?, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 431903</i>	act. 585 (43)		
• Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux, <i>CE, 12 oct. 2020, n° 429185</i>	act. 586 (43)		
• L'intervenant ne dispose pas de plus de droits que les parties pour présenter des moyens, <i>CE, 14 oct. 2020, n° 428524</i>	act. 587 (43)		
• Autorisation d'urbanisme : notion de défendeur (préfet) pour avis conforme et qualité du ministre pour faire appel, <i>CE, 16 oct. 2020, n° 427620</i>	act. 588 (43)		

• Le recours au fond consécutif à un référé-provision : une voie d'achèvement, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 433940</i>	act. 661 (47)	• Quel est le terminus a quo de la prescription quinquennale ?, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 427250</i>	act. 704 (49)
• Indemnisation des victimes d'essais nucléaires et application des multiples lois successives, <i>CE, 6 nov. 2020, n° 439003</i>	act. 662 (47)	• Les arcanes de la tarification de l'infrastructure ferroviaire, <i>CE, 27 nov. 2020, n° 434544</i>	act. 705 (49)
• Division primaire, permis de construire modificatif après division et appréciation des règles d'urbanisme par le juge, <i>CE, 12 nov. 2020, n° 421590</i>	act. 663 (47)	• <i>CE, 27 nov. 2020, n° 431748</i>	act. 705 (49)
• Les organes consultatifs ne seront pas emportés avec le confinement, <i>CE, 16 nov. 2020, n° 440418</i>	act. 673 (48)	• Permis de construire un ERP et la mention inéluctable, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 430754</i>	act. 706 (49)
• La date de l'avenant déclenche le recours en validité, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 428156</i>	act. 674 (48)	• Le permis régularisateur à part entière, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 429623</i>	act. 707 (49)
• Rejet de la demande de suspension de la fermeture de la Grande mosquée de Pantin, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 446403</i>	act. 675 (48)	• Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin, <i>CE, 30 nov. 2020, n° 441891</i>	act. 719 (50)
• Gaz à effet de serre : de la théorie à la pratique, <i>CE, 19 nov. 2020, n° 427301</i>	act. 676 (48)	• Modalités de contestation d'un refus de transmission de QPC par une juridiction de premier ressort, <i>CE, 30 nov. 2020, n° 443970</i>	act. 720 (50)
• Une déclaration d'utilité publique d'un ouvrage routier : une décision hors d'eau par principe... à moins que, <i>CE, 19 nov. 2020, n° 417362</i>	act. 677 (48)	• Motivation par renvoi des conclusions du rapporteur public : régularité de la décision juridictionnelle, <i>CE, 27 nov. 2020, n° 421409</i>	act. 721 (50)
• Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité, <i>CE, 18 nov. 2020, n° 427325</i>	act. 678 (48)	• Aide publique : la faute de l'inutilité, <i>CE, 27 nov. 2020, n° 417165</i>	act. 722 (50)
• Étonnante mise en oeuvre, même sans décret d'application, de la prohibition du cumul d'activités des praticiens hospitaliers, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 429706</i>	act. 679 (48)	• La piste cyclable dans la roue de la voie nouvelle, <i>CE, 30 nov. 2020, n° 432095</i>	act. 723 (50)
• Absence de vice de procédure lorsqu'une formalité superfétatoire, requise par un conseil et non par l'administration elle-même, n'a pas été respectée, <i>CE, 18 nov. 2020, n° 436471</i>	act. 680 (48)	• Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation, <i>T. confl., 7 déc. 2020, n° C4199</i>	act. 726 (51-52)
• Permis de construire en matière d'aménagement commercial, <i>CE, 18 nov. 2020, n° 420857</i>	act. 681 (48)	• Précisions sur l'intérêt légitime justifiant la licéité d'un traitement automatisé, <i>CE, 10 déc. 2020, n° 429571</i>	act. 727 (51-52)
• Mesure concrète, par le juge administratif, de la probabilité d'un consentement au regard de l'obligation d'information du patient et de la perte de chance conséquente, <i>CE, 19 nov. 2020, n° 419778</i>	act. 682 (48)	• Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît, <i>CE, 8 déc. 2020, n° 438328</i>	act. 728 (51-52)
• ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse, <i>CE, 13 nov. 2020, n° 427750</i>	act. 683 (48)	• Le préfet arbitre constitutionnellement la restitution de compétences, <i>CE, 11 déc. 2020, n° 444762</i>	act. 729 (51-52)
• Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009, <i>CE, 16 nov. 2020, n° 437600</i>	act. 684 (48)	• La réalité d'une résiliation tacite, <i>CE, 11 déc. 2020, n° 427616</i>	act. 730 (51-52)
• Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006, <i>CE, 16 nov. 2020, n° 431159</i>	act. 685 (48)	• Le conseil, juridique aussi, du maître d'oeuvre, <i>CE, 8 déc. 2020, n° 432783</i>	act. 731 (51-52)
• Surveillance policière par les drones : l'avis du Conseil d'État au Gouvernement, <i>CE, 20 sept. 2020, n° 401214</i>	act. 686 (48)	• L'unicité de l'offre, l'unicité de l'opérateur, <i>CE, 8 déc. 2020, n° 436532</i>	act. 732 (51-52)
• Rejet de la demande de suspension de la dissolution de l'association Barakacity, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 445774</i>	act. 687 (48)	• Autant de référés précontractuels que le requérant en veut, <i>CE, 8 déc. 2020, n° 440704</i>	act. 733 (51-52)
• La portée de l'aide individuelle à un élève handicapé, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 422248</i>	act. 688 (48)	• La réception avec ou sous réserves qualifie le projet de décompte, <i>CE, 8 déc. 2020, n° 437983</i>	act. 734 (51-52)
• Censure partielle du décret relatif aux départements d'information médicale, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 428451</i>	act. 698 (49)	• Obligations pour l'employeur public de tirer les conséquences d'une condamnation pénale, même d'interdiction temporaire d'exercice d'un agent, <i>CE, 10 déc. 2020, n° 437034</i>	act. 735 (51-52)
• Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 427761</i>	act. 699 (49)	• Ordonnances : la QPC compatible avec le recours en excès de pouvoir, <i>CE, 16 déc. 2020, n° 440258</i>	act. 736 (51-52)
• Élections des maires et des adjoints en mai 2020 : pas de prolongation du délai de contestation, <i>CE, 25 nov. 2020, n° 442411</i>	act. 700 (49)	• Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc, <i>CE, 11 déc. 2020, n° 426483</i>	act. 737 (51-52)
• Retours sur l'appréciation concrète et prétorienne d'une transformation potentielle de CDD en CDI, <i>CE, 27 nov. 2020, n° 432713</i>	act. 701 (49)	Mathieu TOUZEIL-DIVINA	
• Unité des fonctions publiques et égalité de traitement des allocations temporaires d'invalidité, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 431508</i>	act. 702 (49)	• Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assortissant la réglementation de leur durée de travail, <i>CE, 19 déc. 2019, n° 426031</i>	act. 2 (1)
• La loi de 2008 (prescription en matière civile) ne change pas le jeu de l'interruption/suspension de la prescription, <i>CE, 20 nov. 2020, n° 432678</i>	act. 703 (49)	• La vente fictive dévoile la gestion de fait, <i>CE, 18 déc. 2019, n° 416819</i>	act. 3 (1)
		• Taxe de balayage du coin de la rue : modalité de calcul de l'assiette, <i>CE, 19 déc. 2019, n° 426315</i>	act. 4 (1)
		• Taxe d'aménagement et abatement : les locaux se distinguent, <i>CE, 19 déc. 2019, n° 419800</i>	act. 5 (1)
		• DSP : touche pas à mon offre, <i>CE, 20 déc. 2019, n° 419993</i>	act. 6 (1)

• DSP, personne publique actionnaire de l'un des candidats et principe d'impartialité, <i>CE, 18 déc. 2019, n° 432590</i>	act. 7 (1)	• Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2), <i>CE, 30 janv. 2020, n° 418797</i>	act. 68 (6)
• Critère de sélection des offres : la création d'emplois locaux, un bon critère, <i>CE, 20 déc. 2019, n° 428290</i>	act. 8 (1)	• Municipal conflit d'intérêt(s) et procédure(s), <i>CE, 30 janv. 2020, n° 421952</i>	act. 69 (6)
• La fourniture d'armes à un service de police n'est pas un marché de défense et de sécurité, <i>CE, 18 déc. 2019, n° 431696</i>	act. 9 (1)	• Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral, <i>CE, 31 janv. 2020, n° 437675</i>	act. 70 (6)
• Non-lieu à statuer en matière d'ICPE, <i>CE, 18 déc. 2019, n° 418921</i>	act. 10 (1)	• Condition pour fixer une date à compter de laquelle les parties ne peuvent plus invoquer de moyens nouveaux, <i>CE, 30 janv. 2020, n° 426346</i>	act. 71 (6)
• Harcèlement moral, mesure imposée à l'agent et appréciation du juge, <i>CE, 19 déc. 2019, n° 419062</i>	act. 11 (1)	• Mineurs étrangers non accompagnés : le Conseil d'État valide le décret mais encadre la façon de l'appliquer, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 428478</i>	act. 72 (6)
• Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service, <i>CE, 19 déc. 2019, n° 423685</i>	act. 12 (1)	• Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant, <i>CE, 27 janv. 2020, n° 422287</i>	act. 73 (6)
• Pour l'application d'un PLU à une autorisation d'urbanisme, il y a mur et mur, <i>CE, 18 déc. 2019, n° 421644</i>	act. 13 (1)	• Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après, <i>CE, 27 janv. 2020, n° 423529</i>	act. 74 (6)
• Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi, <i>CE, 24 déc. 2019, n° 428162</i>	act. 14 (1)	• L'irrégularité formelle de l'acte créateur de droits, <i>CE, 7 févr. 2020, n° 428625</i>	act. 90 (7)
• Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise, <i>CE, 24 déc. 2019, n° 423168</i>	act. 24 (2)	• Le droit à l'ARE n'est pas conditionné à des démarches tendant à retrouver un emploi, <i>CE, 7 févr. 2020, n° 405921</i>	act. 91 (7)
• Intérêt à agir des syndicats, <i>CE, 31 déc. 2019, n° 429715</i>	act. 25 (2)	• Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention, <i>CE, 7 févr. 2020, n° 418175</i>	act. 92 (7)
• De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO, <i>CE, 31 déc. 2019, n° 432867</i>	act. 26 (2)	• Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 433308</i>	act. 93 (7)
• La suspension de l'avocat suspend le délai pour produire un mémoire complémentaire, <i>CE, 31 déc. 2019, n° 426831</i>	act. 27 (2)	• À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, <i>CE, 7 févr. 2020, n° 428919</i>	act. 94 (7)
• Médiateur : expertise en carence mais cumul accepté des demandes d'indemnisation, <i>CE, 31 déc. 2019, n° 420025</i>	act. 28 (2)	• Autorité compétente en matière d'environnement, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 425451</i>	act. 95 (7)
• <i>CE, 31 déc. 2019, n° 420231</i>	act. 28 (2)	• Portée et limite du droit à la communication du dossier, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 433130</i>	act. 96 (7)
• Le camion responsable, la signalisation du chantier coupable, <i>T. confl., 9 déc. 2019, n° C4171</i>	act. 35 (3)	• Simple ordonnance de rejet pour l'expiration du délai « raisonnable », <i>CE, 10 févr. 2020, n° 429343</i>	act. 97 (7)
• Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux, <i>CE, 8 janv. 2020, n° 434430</i>	act. 36 (3)	• Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 428478</i>	act. 98 (7)
• Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception, <i>CE, 8 janv. 2020, n° 428280</i>	act. 37 (3)	• Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 423972</i>	act. 99 (7)
• La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public, <i>CE, 17 janv. 2020, n° 433506</i>	act. 47 (4)	• Une prolongation du certificat d'urbanisme, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 426573</i>	act. 100 (7)
• De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur, <i>CE, 13 janv. 2020, n° 437102</i>	act. 48 (4)	• Le délai du déféré contre le permis tacite exige une connaissance parfaite, <i>CE, 5 févr. 2020, n° 426160</i>	act. 101 (7)
• Divers questionnements d'emploi public au coeur du service public d'hiver, <i>T. confl., 13 janv. 2020, n° C4177, livres propos</i>	53 (5)	• Au nez et à la barbe des juges du fond, le Conseil d'État rappelle (enfin) qu'en soi porter la barbe n'est ni illégal ni contraire au principe de laïcité, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 418299, livres propos</i>	109 (8)
• Le couperet du décompte définitif, <i>CE, 27 janv. 2020, n° 425168</i>	act. 55 (5)	• Une personne condamnée pour recel d'abus de bien social peut-elle diriger un OPHLM ?, <i>CE, 13 févr. 2020, n° 425961</i>	act. 113 (8)
• Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour, <i>CE, 27 janv. 2020, n° 422104</i>	act. 56 (5)	• Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent, <i>CE 432599, 12 févr. 2020, n° 432598</i>	act. 114 (8)
• Il ne peut être dérogé à la hausse aux tarifs applicables à EDF pour le rachat d'électricité, <i>CE, 22 janv. 2020, n° 418737</i>	act. 57 (5)	• Les distances de sécurité contre les produits phytopharmaceutiques ne créent aucune situation d'urgence, <i>CE, 14 févr. 2020, n° 437814</i>	act. 115 (8)
• Des exigences de candidature excessives, <i>CE, 23 janv. 2020, n° 427058</i>	act. 58 (5)	• Recours effectif et mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 424153</i>	act. 116 (8)
• Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel, <i>CE, 27 janv. 2020, n° 426569</i>	act. 59 (5)	• Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle, <i>CE, 12 févr. 2020, n° 416007</i>	act. 117 (8)
• Quand la théorie de la voie de fait ne s'applique pas mais s'invoque, <i>Cass., 16 mai 2019, n° 17-26.210 : Juris-Data n° 2019-007891, commentaire</i>	2033 (5)		

• Suppression de la nouvelle bonification indiciaire, <i>CE</i> , 10 févr. 2020, n° 424245.....	act. 118 (8)	• Du corsetage raffiné des consultations obligatoires : l'exemple du CSTACAA, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 427737.....	act. 205 (14)
• Précisions sur l'étendue des missions statutaires des enseignants-chercheurs, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 421997.....	act. 119 (8)	• La reconnaissance d'un pouvoir réglementaire implicite pour les agences de l'eau, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 426366.....	act. 206 (14)
• La communication du sens de ses conclusions du rapporteur public doit avoir un sens, <i>CE</i> , 10 févr. 2020, n° 427282.....	act. 120 (8)	• La contribution financière des établissements de santé pour les interventions des SDIS, <i>CE</i> , 18 mars 2020, n° 425990.....	act. 207 (14)
• Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 425138.....	act. 121 (8)	• Expiration de la concession funéraire, la fin de l'omerta, <i>CE</i> , 11 mars 2020, n° 436693.....	act. 208 (14)
• Les infections nosocomiales à l'épreuve de la prescription, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 435498.....	act. 122 (8)	• L'intérêt à agir du contribuable local dans le domaine contractuel, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 426291.....	act. 209 (14)
• Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 422754.....	act. 123 (8)	• Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, préenseigne et publicité, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 419302.....	act. 210 (14)
• L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 421949.....	act. 124 (8)	• Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales, <i>CE</i> , 18 mars 2020, n° 396651.....	act. 211 (14)
• Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 419439.....	act. 125 (8)	• La charte de déontologie de la juridiction administrative passe le contrôle du Conseil d'État, <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 421149.....	act. 212 (14)
• La promesse de vente vaut titre pour construire, <i>CE</i> , 12 févr. 2020, n° 424608.....	act. 126 (8)	• <i>CE</i> , 25 mars 2020, n° 411070.....	act. 212 (14)
• Emprises irrégulières discutées et dépossession d'arbres condamnée, <i>Cass.</i> , 5 févr. 2020, n° 19-11.864.....	act. 127 (8)	• Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 421758.....	act. 213 (14)
• Foin des vices de forme par la voie de la question préjudicielle, <i>CE</i> , 24 févr. 2020, n° 431255.....	act. 134 (9)	• <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 420491.....	act. 213 (14)
• Pas de compétence liée lorsque le maire pourvoit à la libre circulation d'un chemin rural, <i>CE</i> , 24 févr. 2020, n° 421086.....	act. 135 (9)	• Un contrat administratif au nom du service public, <i>CE</i> , 6 févr. 1903, <i>commentaire</i>	2112 (14)
• Du principe de fixation des redevances d'occupation du domaine public concédé, <i>CE</i> , 24 févr. 2020, n° 427280.....	act. 136 (9)	• Premières reconnaissances de l'interventionnisme public local en temps de crise, <i>CE</i> , 30 mai 1930, <i>commentaire</i>	2119 (15)
• Refus de titularisation en fin de stage, <i>CE</i> , 24 févr. 2020, n° 421291.....	act. 137 (9)	• Opposition aux travaux supplémentaires, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 426955.....	act. 244 (16)
• Non-lieu pour le recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire, plus en application, <i>CE</i> , 2 mars 2020, n° 422651.....	act. 147 (10-11)	• La cristallisation des moyens souffle sur les éoliennes, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 426941.....	act. 245 (16)
• Du caractère d'une décision fondant une mesure gracieuse, à propos de la majoration annuelle de la dotation des titres sécurisés des communes, <i>CE</i> , 24 févr. 2020, n° 425034.....	act. 148 (10-11)	• Compétence entre TA et CAA : le juge de la liquidation de l'astreinte est le juge de l'astreinte, <i>CE</i> , 27 mars 2020, n° 434228.....	act. 246 (16)
• Concession : un critère spécial prestations complémentaires, <i>CE</i> , 26 févr. 2020, n° 436428.....	act. 149 (10-11)	• La renaissance provisoire du POS, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 436549.....	act. 247 (16)
• Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence, <i>CE</i> , 26 févr. 2020, n° 426162.....	act. 150 (10-11)	• Agrandir une construction n'étend pas l'urbanisation, <i>CE</i> , 3 avr. 2020, n° 419139.....	act. 248 (16)
• La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 425743.....	act. 151 (10-11)	• Responsabilité sans faute de la puissance publique pour rupture d'égalité devant les charges publiques, <i>CE</i> , 30 nov. 1923, n° 38284, <i>commentaire</i>	2127 (16)
• REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 433886.....	act. 152 (10-11)	• La procédure d'admission des pourvois peut intervenir juste après la cassation d'un arrêt.....	act. 254 (17)
• Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération, <i>CE</i> , 28 févr. 2020, n° 428422.....	act. 153 (10-11)	• Covid-19 : pas de discrimination dans les soins, <i>CE</i> , 15 avr. 2020, n° 439910.....	act. 255 (17)
• La TASCOM traque l'e-boutique, <i>CE</i> , 10 mars 2020, n° 436879.....	act. 167 (12)	• Covid-19 : RAS pour les EHPAD, <i>CE</i> , 15 avr. 2020, n° 440002.....	act. 256 (17)
• Les avances du marché sous-traité résilié, <i>CE</i> , 4 mars 2020, n° 423443.....	act. 168 (12)	• Concours des polices administratives générale et spéciale, <i>CE</i> , 18 déc. 1959, <i>commentaire</i>	2134 (17)
• Domanialité publique et association syndicale de propriétaires : pas d'hypothèque légale ?, <i>CE</i> , 10 mars 2020, n° 432555.....	act. 169 (12)	• Légalité d'une mesure de police administrative et contrôle proportionné du juge administratif, <i>CE</i> , 19 mai 1933, <i>commentaire</i>	2143 (18-19)
• Quelques précisions sur les singularités du contentieux de grande voirie, <i>CE</i> , 10 mars 2020, n° 430550.....	act. 170 (12)	• Covid-19 : la liberté fondamentale à vélo, <i>CE</i> , 30 avr. 2020, n° 440179.....	act. 284 (20)
• Les assistants maternels au défi de la vaccination, <i>CE</i> , 4 mars 2020, n° 426633.....	act. 171 (12)	• Autorisation d'urbanisme : le juge de cassation ne suspend pas, <i>CE</i> , 7 mai 2020, n° 440279.....	act. 285 (20)
		• Cumul des fautes personnelle et de service y compris pour un même fait, <i>CE</i> , 26 juill. 1918, <i>commentaire</i>	2150 (20)
		• Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour Singularis porcus ?, <i>T. confl.</i> , 11 mai 2020, n° C4181.....	act. 296 (21-22)
		• Le régisseur n'est pas un artiste, <i>T. confl.</i> , 11 mai 2020, n° 4180.....	act. 297 (21-22)

• Covid : le déconfinement vaut bien une messe, <i>CE</i> , 18 mai 2020, n° 440366.....	act. 298 (21-22)	• Monument historique : la co-visibilité n'est pas l'oeil du photographe, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 431994.....	act. 343 (24)
• Les pesticides se rapprochent sans concertation, <i>CE</i> , 15 mai 2020, n° 440211.....	act. 299 (21-22)	• Un nouveau « recours Gisti » contre les lignes directrices ? - À propos de <i>CE</i> , sect., 12 juin 2020, n° 418142, Gisti, Lebon, <i>CE</i> , 12 juin 2020, n° 418142, <i>libres propos</i>	351 (25)
• Les pesticides tenus à bonnes distances, <i>CE</i> , 15 mai 2020, n° 440346.....	act. 300 (21-22)	• Les droits d'eau de l'Ancien régime vus par la modernité, <i>T. confl.</i> , 8 juin 2020, n° C4190.....	act. 355 (25)
• Covid : finalement pas si drone, <i>CE</i> , 18 mai 2020, n° 440442.....	act. 301 (21-22)	• Le préjudice d'une commune des procédures juridictionnelles interminables, <i>T. confl.</i> , 8 juin 2020, n° C4185.....	act. 356 (25)
• PGD de la cassation - même sans texte - de toute décision juridictionnelle administrative de dernier ressort, <i>CE</i> , 7 févr. 1947, <i>commentaire</i>	2157 (21-22)	• Obligation de communiquer sur demande les motifs du refus implicite d'abroger un décret d'extradition, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435348.....	act. 357 (25)
• La réhabilitation contentieuse de l'offre irrégulière, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 435982.....	act. 315 (23)	• Recours dirigé contre l'arrêté du ministre chargé des transports autorisant la création d'un aéroport à usage restreint, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425417.....	act. 358 (25)
• Intérêt à l'action et transfert étatique d'office de propriété intégrée au domaine public communal, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 433608.....	act. 316 (23)	• Précisions sur le rôle du maire d'arrondissement en matière de droit de préemption urbain, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 428072.....	act. 359 (25)
• Pas de droit de passage sur le domaine public non routier pour les exploitants de réseaux de télécommunications, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 430972.....	act. 317 (23)	• La compétence -avant l'heure- de l'acheteur public ne regarde pas le juge du référé précontractuel, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 436922.....	act. 360 (25)
• Office du juge prononçant et/ou liquidant une astreinte, <i>CE</i> , 27 mai 2020, n° 432977.....	act. 318 (23)	• Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 420282.....	act. 361 (25)
• Pas de référé-liberté pour permettre un recrutement détaché, <i>CE</i> , 25 mai 2020, n° 440707.....	act. 319 (23)	• Exécution financière du marché de travaux : la mise en demeure conduit à la provision sur solde du décompte, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 425993.....	act. 362 (25)
• Applicabilité de la jurisprudence Czabaj aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux antérieures au 1 ^{er} janvier 2017, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428222.....	act. 329 (24)	• Pondération consubstantiellement liée à l'offre économiquement la plus avantageuse, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431194.....	act. 363 (25)
• Liberté d'expression et limite du droit à l'information : l'exemple des données relatives aux sanctions infligées aux entreprises, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 421615.....	act. 330 (24)	• Le recours à une centrale d'achat existante par les conseils nationaux des professions de santé, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438406.....	act. 364 (25)
• Précisions sur la publication faisant courir le délai d'action contentieuse des tiers intéressés à un contrat administratif, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 428845.....	act. 331 (24)	• Une abrogation (d'autorisation précaire) n'est pas un refus créateur de droits : conséquences sur le CRPA, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 434117.....	act. 365 (25)
• Absence d'intérêt à agir des conseils régionaux de l'ordre des architectes pour contester la validité d'un marché de conception-réalisation, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 426932.....	act. 332 (24)	• Consultation anticipée des archives publiques, le juge aux commandes, <i>CE</i> , 12 juin 2020, n° 422327.....	act. 366 (25)
• Protection de l'environnement : illustration de la raison impérative d'intérêt public majeur, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 425395.....	act. 333 (24)	• Covid 19 : l'interdiction des manifestations, une strate de trop, <i>CE</i> , 13 juin 2020, n° 440856.....	act. 367 (25)
• La délimitation d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ne fait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 422182.....	act. 334 (24)	• Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 425620.....	act. 368 (25)
• Le périmètre attractif de la réserve naturelle, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 414018.....	act. 335 (24)	• Encadrement de la durée maximale hebdomadaire de travail chez les sapeurs-pompiers (suite), <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 438418.....	act. 369 (25)
• Si un acte administratif rétroactif peut exceptionnellement être validé, la « pantoufle » tardivement réclamée par l'État ne peut plus être chaussée !, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 432172.....	act. 336 (24)	• Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 431003.....	act. 370 (25)
• Confirmation de la fin de saison anticipée de football professionnel mais suspension des relégations en Ligue 2, <i>CE</i> , 9 juin 2020, n° 440809.....	act. 337 (24)	• Ordonnances de tri : laissons le temps au requérant, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427806.....	act. 371 (25)
• Dommage de travaux publics : abstention fautive mais pas d'urgence à réparer, <i>CE</i> , 5 juin 2020, n° 435126.....	act. 338 (24)	• Ministère d'avocat et litige en matière de pension militaire d'invalidité, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 437866.....	act. 372 (25)
• Permis en sursis tous vices confondus, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 420736.....	act. 339 (24)	• Recours pour excès de pouvoir contre l'avis d'incompatibilité émis en application du 1 ^{er} alinéa de l'article L. 114-2 du Code de la sécurité intérieure, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 435379.....	act. 373 (25)
• Permis en sursis pour étude d'impact à dévoiler, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 427781.....	act. 340 (24)	• La solidarité nationale envisage la perte de chance, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 418166.....	act. 374 (25)
• Classement en zone agricole : la vocation l'emporte, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 429515.....	act. 341 (24)	• Le forfait de post-stationnement dans ses états contentieux, <i>CE</i> , 10 juin 2020, n° 427155.....	act. 375 (25)
• Le projet stratégique et opérationnel d'un établissement d'aménagement ne faisait pas grief, <i>CE</i> , 3 juin 2020, n° 423502.....	act. 342 (24)	• Violation du RGPD par Google : l'amende de 50 millions d'euros prononcée par la CNIL est validée, <i>CE</i> , 19 juin 2020, n° 430810.....	act. 382 (26)

• CNIL : le mur infranchissable des cookies, <i>CE, 19 juin 2020, n° 434684</i>	act. 383 (26)	• Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 420045</i>	act. 432 (29)
• « Que d'eau, que d'eau » par décès et transmission de droit réel au nouveau propriétaire, <i>CE, 17 juin 2020, n° 426887</i>	act. 384 (26)	• DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 434353</i>	act. 433 (29)
• Fonctionnaire placé en disponibilité n'exerçant pas une activité d'agent public, <i>CE, 17 juin 2020, n° 431681</i>	act. 385 (26)	• La nullité du contrat conserve les clauses de règlement des différends, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 433643</i>	act. 434 (29)
• La restauration immobilière du local commercial, <i>CE, 17 juin 2020, n° 427957</i>	act. 386 (26)	• Le contrat dont le lieu de réalisation se situe sur une dépendance du domaine public, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 427216</i>	act. 435 (29)
• Attribution de terres appartenant à une section de commune (CGCT, art. L. 2411-10), <i>CE, 25 juin 2020, n° 423455</i>	act. 391 (27)	• Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 429522</i>	act. 436 (29)
• Les déblais dans les cordes du règlement de voirie, <i>CE, 29 juin 2020, n° 425514</i>	act. 392 (27)	• Compétence du juge administratif pour connaître des litiges en matière de contrats soumis aux obligations de publicité et mise en concurrence conclus par les assemblées parlementaires, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 434582</i>	act. 437 (29)
• Une protection fonctionnelle contre... le supérieur hiérarchique, <i>CE, 29 juin 2020, n° 423996</i>	act. 393 (27)	• Pollution de l'air : l'État doit agir dans les 6 mois pour échapper à l'astreinte de 10 millions d'euros, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 428409</i>	act. 438 (29)
• Précisions en matière de protection fonctionnelle d'une fonctionnaire candidate à des élections, <i>CE, 25 juin 2020, n° 421643</i>	act. 394 (27)	• Des aménagements légers dans des espaces protégés ne font pas régression, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 432944</i>	act. 439 (29)
• Caractère « ferme et précis » des offres d'emploi dont le refus justifie le licenciement, <i>CE, 25 juin 2020, n° 421399</i>	act. 395 (27)	• Nature de la convocation en vue du dépôt de demandes de titre de séjour et critères d'appréciation, <i>CE, 1^{er} juill. 2020, n° 436288</i>	act. 440 (29)
• Le contrat entre l'établissement hospitalier et le médecin ne lui confère pas la qualité d'agent public, <i>CE, 29 juin 2020, n° 421609</i>	act. 396 (27)	• Fin de détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel : quelle date prendre en compte pour apprécier l'existence d'emplois vacants ?, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 423759</i>	act. 441 (29)
• L'aide d'État compatible brave la notification oubliée, <i>CE, 25 juin 2020, n° 418446</i>	act. 397 (27)	• Offre partielle ou refus partiel d'indemnisation de l'ONIAM : quel délai de recours ?, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 426049</i>	act. 442 (29)
• Rapport d'expertise se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise ordonnée par la juridiction, <i>CE, 29 juin 2020, n° 420850</i>	act. 398 (27)	• Production de la preuve de la publication régulière d'un arrêté portant délégation de signature après la clôture de l'instruction, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 420570</i>	act. 443 (29)
• Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ?, <i>CE, 26 juin 2020, n° 441065</i>	act. 399 (27)	• Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 438228</i>	act. 444 (29)
• La préemption crée l'urgence, à moins que..., <i>CE, 29 juin 2020, n° 435502</i>	act. 400 (27)	• Indemnisation d'un patient par l'ONIAM : modalités de calcul du taux de perte de chance, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 425229</i>	act. 445 (29)
• Le Conseil d'État suspend l'obligation d'obtenir une autorisation avant d'organiser une manifestation, <i>CE, 6 juill. 2020, n° 441257</i>	act. 413 (28)	• Entretien des barrages / digues : précisions sur le partage de responsabilité entre le propriétaire et l'exploitant, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 427165</i>	act. 446 (29)
• Ordonnance en instance de ratification, l'excès de pouvoir veille, <i>CE, 1^{er} juill. 2020, n° 429132</i>	act. 414 (28)	• Droit au logement opposable : quels effets, sur les obligations du préfet, de la radiation du fichier des demandeurs de logement social ?, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 420472</i>	act. 447 (29)
• Urbanisme commercial : le vainqueur du RAPO en défense, <i>CE, 3 juill. 2020, n° 420346</i>	act. 415 (28)	• Un maire peut autoriser, sous conditions, le stationnement des voitures sur le trottoir, <i>CE, 8 juill. 2020, n° 425556</i>	act. 448 (29)
• Légalité des tarifs différenciés et « modiques » d'entrée à l'université « dite » gratuite, <i>CE, 1^{er} juill. 2020, n° 430121</i>	act. 416 (28)	• Blason communal, moins cultuel qu'historico-culturel, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 423702</i>	act. 458 (30-34)
• La compensation fautive de taxe professionnelle, <i>CE, 1^{er} juill. 2020, n° 419081</i>	act. 417 (28)	• Expulsion des gens du voyage : saisine du préfet et saisine du juge des référés, c'est possible, <i>CE, 16 juill. 2020, n° 437113</i>	act. 459 (30-34)
• Littoral : précisions sur la modification et la suspension des servitudes de passage des piétons, <i>CE, 29 juin 2020, n° 433662</i>	act. 418 (28)	• L'abstention ne compromet pas la sincérité du scrutin, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 440055</i>	act. 460 (30-34)
• Obligation d'évaluation environnementale d'une construction, composante d'une opération plus vaste, qui est-elle, non soumise, <i>CE, 1^{er} juill. 2020, n° 423076</i>	act. 419 (28)	• Plan de formation dans la fonction publique d'État (DGFIP) : ne pas oublier de consulter le comité technique, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 423333</i>	act. 461 (30-34)
• Des ordonnances constitutionnelles interchangeables ou presque, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 436155</i>	act. 427 (29)	• Les aides à la continuité territoriale ne sont pas des aides sociales, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 436276</i>	act. 462 (30-34)
• Recours, sans czabajisation mais avec prescription, en contestation pécuniaire, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 430769</i>	act. 428 (29)	• Le droit de préemption urbain peut s'exercer pour des projets réalistes et non plus seulement réels, <i>CE, 15 juill. 2020, n° 432325</i>	act. 463 (30-34)
• Les titres exécutoires doivent comporter prénom, nom et qualité de leurs auteurs sauf entre les personnes de droit public, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 439367</i>	act. 429 (29)		
• L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA), <i>CE, 8 juill. 2020, n° 425926</i>	act. 430 (29)		
• La résiliation du contrat gravement illégal, <i>CE, 10 juill. 2020, n° 430864</i>	act. 431 (29)		

- L'aménagement commercial dépourvu de test économique ajouté, *CE*, 15 juill. 2020, n° 431703..... **act. 464** (30-34)
- Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes, *CE*, 29 juill. 2020, n° 437283..... **act. 474** (35)
- Provision ordonnée vaut titre exécutoire, *CE*, 22 juill. 2020, n° 426210..... **act. 475** (35)
- Une intention de transfert d'un bien immobilier crée des droits, *CE*, 29 juill. 2020, n° 427738..... **act. 476** (35)
- Pas de question sérieuse sur la constitutionnalité du confinement I, *CE*, 22 juill. 2020, n° 440149..... **act. 477** (35)
- Libre cours des eaux, l'État seul responsable, *CE*, 22 juill. 2020, n° 425969..... **act. 478** (35)
- Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir, *CE*, 22 juill. 2020, n° 427163..... **act. 479** (35)
- Le stationnement en enfilade, *CE*, 22 juill. 2020, n° 427398..... **act. 480** (35)
- Le PPRI au secours de l'autorisation de construire, *CE*, 22 juill. 2020, n° 426139..... **act. 481** (35)
- Compétence de régularisation du document d'urbanisme, *CE*, 29 juill. 2020, n° 428158..... **act. 482** (35)
- Covid : l'intelligence du port du masque, *TA Strasbourg*, 2 sept. 2020, n° 2005349 : *Juris-Data* n° 2020-012312..... **act. 508** (37)
- *TA Pau*, 2 sept. 2020, n° 2001639 : *Juris-Data* n° 2020-012537..... **act. 508** (37)
- *CE*, 6 sept. 2020, n° 443751 : *Juris-Data* n° 2020-012524..... **act. 508** (37)
- *TA Pau*, 25 août 2020, n° 2001586 : *Juris-Data* n° 2020-012536..... **act. 508** (37)
- *TA Lyon*, 4 sept. 2020, n° 2006185 : *Juris-Data* n° 2020-012373..... **act. 508** (37)
- *CE*, 6 sept. 2020, n° 443750 : *Juris-Data* n° 2020-012540..... **act. 508** (37)
- Impossibilité de contester les actes de gouvernement : le Conseil d'État refuse de renvoyer une QPC, *CE*, 9 sept. 2020, n° 439520..... **act. 520** (38-39)
- Individuelle ou pas, la décision soumise au délai raisonnable de recours, *CE*, 25 sept. 2020, n° 430945..... **act. 529** (40)
- Recours contre des lignes directrices : des évolutions, *CE*, 21 sept. 2020, n° 428683..... **act. 530** (40)
- *CE*, 21 sept. 2020, n° 425960..... **act. 530** (40)
- Expulsion de l'occupant d'un logement : à quelle adresse expédier la demande ?, *CE*, 25 sept. 2020, n° 440634..... **act. 531** (40)
- Internet, téléphonie, un service marchand comme un autre, *CE*, 25 sept. 2020, n° 432727..... **act. 532** (40)
- Pas de suspension de l'arrêté interdisant la distribution gratuite de denrées et boissons dans le centre-ville de Calais, *CE* 444793, 25 sept. 2020..... **act. 533** (40)
- Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale, *CE*, 21 sept. 2020, n° 426376..... **act. 534** (40)
- Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel, *CE*, 25 sept. 2020, n° 431200..... **act. 535** (40)
- La mission de conseil auprès d'un établissement public incompatible avec la fonction de juge administratif..... **act. 536** (40)
- Annulation de la préemption, toujours l'intérêt général d'abord, *CE*, 28 sept. 2020, n° 432063..... **act. 537** (40)
- *CE*, 28 sept. 2020, n° 436978..... **act. 537** (40)
- *CE*, 28 sept. 2020, n° 430951..... **act. 537** (40)
- Pour les sapeurs-pompiers : la Sainte-Barbe, oui ! La barbe, non ?, *TA Melun*, 31 août 2020 : *Juris-Data* n° 2020-014717..... **act. 538** (40)
- QPC sur ordonnance non ratifiée, l'épilogue, *CE*, 28 sept. 2020, n° 441059..... **act. 552** (41)
- L'avocat mandaté n'est pas forcément désigné, *CE*, 28 sept. 2020, n° 423129..... **act. 553** (41)
- Immeubles menaçant ruine : charge des travaux et responsabilité, *CE*, 28 sept. 2020, n° 426290..... **act. 554** (41)
- *CE*, 28 sept. 2020, n° 429980..... **act. 554** (41)
- Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction contraire aux droits de la défense, *CE*, 30 sept. 2020, n° 438253..... **act. 555** (41)
- Les illégalités étrangères du document d'urbanisme, *CE*, 2 oct. 2020, n° 436934..... **act. 556** (41)
- Autorisation régularisable, sursis obligatoire, à moins que..., *CE*, 2 oct. 2020, n° 438318..... **act. 557** (41)
- Même imprécis le SCOT du littoral s'impose, *CE*, 28 sept. 2020, n° 423087..... **act. 558** (41)
- Un aménagement d'ensemble partiel, *CE*, 28 sept. 2020, n° 426961..... **act. 559** (41)
- L'aménagement des aires de grand passage, *CE*, 28 sept. 2020, n° 430521..... **act. 560** (41)
- La procédure concurrentielle avec négociation pour la première fois au Conseil d'État, *CE*, 7 oct. 2020, n° 440575..... **act. 566** (42)
- Contrôle de qualification juridique exercé par le juge de cassation sur l'existence d'un ensemble contractuel, *CE*, 7 oct. 2020, n° 433986..... **act. 567** (42)
- Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi, *CE*, 9 oct. 2020, n° 429563..... **act. 568** (42)
- Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial, *CE*, 9 oct. 2020, n° 422483..... **act. 569** (42)
- Violation du droit communautaire par le juge national, *CE*, 9 oct. 2020, n° 414423..... **act. 570** (42)
- Droit au logement opposable : précisions sur les délais de recours et la notion de logement adapté, *CE*, 8 oct. 2020, n° 431100..... **act. 571** (42)
- *CE*, 8 oct. 2020, n° 431618..... **act. 571** (42)
- Permis de construire modificatif et participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, *CE*, 7 oct. 2020, n° 426477..... **act. 572** (42)
- Contrariété à la Constitution d'une discrimination syndicale, *Cons. const.*, 15 oct. 2020, n° 2020-860..... **act. 580** (43)
- Le juge du référé-liberté ouvre la porte des prisons, *CE*, 19 oct. 2020, n° 439372..... **act. 581** (43)
- Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel, *CE*, 15 oct. 2020, n° 444425..... **act. 582** (43)
- L'exclusion des marchés ne doit pas être absolue, *CE*, 12 oct. 2020, n° 419146..... **act. 583** (43)
- L'ombrelle de l'anti-concurrence, *CE*, 12 oct. 2020, n° 432981..... **act. 584** (43)
- Pénalités contractuelles, un différend ?, *CE*, 12 oct. 2020, n° 431903..... **act. 585** (43)
- Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux, *CE*, 12 oct. 2020, n° 429185..... **act. 586** (43)
- L'intervenant ne dispose pas de plus de droits que les parties pour présenter des moyens, *CE*, 14 oct. 2020, n° 428524..... **act. 587** (43)
- Autorisation d'urbanisme : notion de défendeur (préfet) pour avis conforme et qualité du ministre pour faire appel, *CE*, 16 oct. 2020, n° 427620..... **act. 588** (43)

- Affichage du permis de construire, foin de l'adresse de la mairie, *CE*, 16 oct. 2020, n° 429357..... **act. 589 (43)**
- La protection des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration fiscale ne s'applique pas en cas de montage artificiel, *CE*, 28 oct. 2020, n° 438048..... **act. 602 (44)**
- Instauration de couvre-feu par les préfets : pas d'atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales, *CE*, 23 oct. 2020, n° 445430..... **act. 603 (44)**
- Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité », *CE*, 19 oct. 2020, n° 437711..... **act. 604 (44)**
- Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir, *CE*, 21 oct. 2020, n° 443327..... **act. 605 (44)**
- Protocole sanitaire : le Conseil d'État met en avant son caractère non contraignant pour refuser sa suspension, *CE*, 19 oct. 2020, n° 444809..... **act. 606 (44)**
- L'étanchéité à la copropriété de l'autorisation de construire, *CE*, 23 oct. 2020, n° 425457..... **act. 607 (44)**
- Fouilles archéologiques, travaux publics et clause exorbitante au profit de la personne publique, *T. confl.*, 2 nov. 2020, n° C4196..... **act. 620 (45)**
- Le déni de justice saisit le Tribunal des conflits au fond, *T. confl.*, 2 nov. 2020, n° C4194..... **act. 621 (45)**
- Quand une ville célèbre son saint-patron : vivent la fête, le rock et la culture mais RIP la laïcité, *TA Montpellier*, 3 nov. 2020, n° 1804799, *aperçu rapide*..... **633 (46)**
- La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret, *CE*, 4 nov. 2020, n° 427401..... **act. 636 (46)**
- Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire, *CE*, 4 nov. 2020, n° 440963..... **act. 637 (46)**
- Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD, *CE*, 4 nov. 2020, n° 433311..... **act. 638 (46)**
- Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent, *CE*, 6 nov. 2020, n° 437718..... **act. 639 (46)**
- L'information des candidats à la concession, *CE*, 6 nov. 2020, n° 437946..... **act. 640 (46)**
- La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres, *CE*, 7 nov. 2020, n° 445825..... **act. 641 (46)**
- Validation « traditionnelle » d'élections même sous pandémie abstentionniste « exceptionnelle », *CE*, 4 nov. 2020, n° 440355..... **act. 642 (46)**
- Congés de maladie et aménagement du temps de travail, *CE*, 4 nov. 2020, n° 426093..... **act. 643 (46)**
- Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT, *CE*, 4 nov. 2020, n° 426650..... **act. 644 (46)**
- Question préjudicielle, pourvoi, sursis ?, *CE*, 4 nov. 2020, n° 434757..... **act. 645 (46)**
- Point de provision après sursis à exécution, *CE*, 6 nov. 2020, n° 439598..... **act. 646 (46)**
- Non, vraiment non à la loi de Programmation de la Recherche !, *libres propos*..... **651 (47)**
- La communication possible d'une extraction de données, *CE*, 13 nov. 2020, n° 432832..... **act. 656 (47)**
- Une majoration à justifier du taux de la taxe d'aménagement, *CE*, 9 nov. 2020, n° 438285..... **act. 657 (47)**
- Le juge des référés ne suspend pas la fermeture des librairies au public, *CE*, 13 nov. 2020, n° 445883..... **act. 658 (47)**
- Retrait de la protection subsidiaire : appréciation de la notion de « crime grave » par le juge administratif, *CE*, 13 nov. 2020, n° 428582..... **act. 659 (47)**
- De la tierce-opposition en cas de transfert de compétences entre juridictions, *CE*, 12 nov. 2020, n° 441681..... **act. 660 (47)**
- Le recours au fond consécutif à un référé-provision : une voie d'achèvement, *CE*, 6 nov. 2020, n° 433940..... **act. 661 (47)**
- Indemnisation des victimes d'essais nucléaires et application des multiples lois successives, *CE*, 6 nov. 2020, n° 439003..... **act. 662 (47)**
- Division primaire, permis de construire modificatif après division et appréciation des règles d'urbanisme par le juge, *CE*, 12 nov. 2020, n° 421590..... **act. 663 (47)**
- Droits d'expression - bafoués - de l'opposition municipale, *CAA Douai*, n° 19DA01986..... **act. 665 (47)**
- Représentation étatique préfectorale (et non ministérielle) à propos d'un bien immobilier militaire et forestier, *Cass.*, 12 nov. 2020, n° 18-19.077..... **act. 668 (47)**
- Les organes consultatifs ne seront pas emportés avec le confinement, *CE*, 16 nov. 2020, n° 440418..... **act. 673 (48)**
- La date de l'avenant déclenche le recours en validité, *CE*, 20 nov. 2020, n° 428156..... **act. 674 (48)**
- Rejet de la demande de suspension de la fermeture de la Grande mosquée de Pantin, *CE*, 25 nov. 2020, n° 446403..... **act. 675 (48)**
- Gaz à effet de serre : de la théorie à la pratique, *CE*, 19 nov. 2020, n° 427301..... **act. 676 (48)**
- Une déclaration d'utilité publique d'un ouvrage routier : une décision hors d'eau par principe... à moins que, *CE*, 19 nov. 2020, n° 417362..... **act. 677 (48)**
- Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité, *CE*, 18 nov. 2020, n° 427325..... **act. 678 (48)**
- Étonnante mise en oeuvre, même sans décret d'application, de la prohibition du cumul d'activités des praticiens hospitaliers, *CE*, 13 nov. 2020, n° 429706..... **act. 679 (48)**
- Absence de vice de procédure lorsqu'une formalité superfétatoire, requise par un conseil et non par l'administration elle-même, n'a pas été respectée, *CE*, 18 nov. 2020, n° 436471..... **act. 680 (48)**
- Permis de construire en matière d'aménagement commercial, *CE*, 18 nov. 2020, n° 420857..... **act. 681 (48)**
- Mesure concrète, par le juge administratif, de la probabilité d'un consentement au regard de l'obligation d'information du patient et de la perte de chance conséquente, *CE*, 19 nov. 2020, n° 419778..... **act. 682 (48)**
- ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse, *CE*, 13 nov. 2020, n° 427750..... **act. 683 (48)**
- Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009, *CE*, 16 nov. 2020, n° 437600..... **act. 684 (48)**
- Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006, *CE*, 16 nov. 2020, n° 431159..... **act. 685 (48)**
- Surveillance policière par les drones : l'avis du Conseil d'État au Gouvernement, *CE*, 20 sept. 2020, n° 401214..... **act. 686 (48)**
- Rejet de la demande de suspension de la dissolution de l'association Barakacity, *CE*, 25 nov. 2020, n° 445774..... **act. 687 (48)**
- La portée de l'aide individuelle à un élève handicapé, *CE*, 20 nov. 2020, n° 422248..... **act. 688 (48)**
- Censure partielle du décret relatif aux départements d'information médicale, *CE*, 25 nov. 2020, n° 428451..... **act. 698 (49)**
- Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères, *CE*, 20 nov. 2020, n° 427761..... **act. 699 (49)**

• Élections des maires et des adjoints en mai 2020 : pas de prolongation du délai de contestation, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 442411.....	act. 700 (49)	
• Retours sur l'appréciation concrète et prétorienne d'une transformation potentielle de CDD en CDI, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 432713.....	act. 701 (49)	
• Unité des fonctions publiques et égalité de traitement des allocations temporaires d'invalidité, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 431508.....	act. 702 (49)	
• La loi de 2008 (prescription en matière civile) ne change pas le jeu de l'interruption/suspension de la prescription, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 432678.....	act. 703 (49)	
• Quel est le terminus a quo de la prescription quinquennale ?, <i>CE</i> , 20 nov. 2020, n° 427250.....	act. 704 (49)	
• Les arcanes de la tarification de l'infrastructure ferroviaire, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 431748.....	act. 705 (49)	
• <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 434544.....	act. 705 (49)	
• Permis de construire un ERP et la mention inéluctable, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 430754.....	act. 706 (49)	
• Le permis régularisateur à part entière, <i>CE</i> , 25 nov. 2020, n° 429623.....	act. 707 (49)	
• Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin, <i>CE</i> , 30 nov. 2020, n° 441891.....	act. 719 (50)	
• Modalités de contestation d'un refus de transmission de QPC par une juridiction de premier ressort, <i>CE</i> , 30 nov. 2020, n° 443970.....	act. 720 (50)	
• Motivation par renvoi des conclusions du rapporteur public : régularité de la décision juridictionnelle, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 421409.....	act. 721 (50)	
• Aide publique : la faute de l'inutilité, <i>CE</i> , 27 nov. 2020, n° 417165.....	act. 722 (50)	
• La piste cyclable dans la roue de la voie nouvelle, <i>CE</i> , 30 nov. 2020, n° 432095.....	act. 723 (50)	
• Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation, <i>T. confl.</i> , 7 déc. 2020, n° C4199.....	act. 726 (51-52)	
• Précisions sur l'intérêt légitime justifiant la licéité d'un traitement automatisé, <i>CE</i> , 10 déc. 2020, n° 429571.....	act. 727 (51-52)	
• Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît, <i>CE</i> , 8 déc. 2020, n° 438328.....	act. 728 (51-52)	
• Le préfet arbitre constitutionnellement la restitution de compétences, <i>CE</i> , 11 déc. 2020, n° 444762.....	act. 729 (51-52)	
• La réalité d'une résiliation tacite, <i>CE</i> , 11 déc. 2020, n° 427616.....	act. 730 (51-52)	
• Le conseil, juridique aussi, du maître d'oeuvre, <i>CE</i> , 8 déc. 2020, n° 432783.....	act. 731 (51-52)	
• L'unicité de l'offre, l'unicité de l'opérateur, <i>CE</i> , 8 déc. 2020, n° 436532.....	act. 732 (51-52)	
• Autant de référés précontractuels que le requérant en veut, <i>CE</i> , 8 déc. 2020, n° 440704.....	act. 733 (51-52)	
• La réception avec ou sous réserves qualifie le projet de décompte, <i>CE</i> , 8 déc. 2020, n° 437983.....	act. 734 (51-52)	
• Obligations pour l'employeur public de tirer les conséquences d'une condamnation pénale, même d'interdiction temporaire d'exercice d'un agent, <i>CE</i> , 10 déc. 2020, n° 437034.....	act. 735 (51-52)	
• Ordonnances : la QPC compatible avec le recours en excès de pouvoir, <i>CE</i> , 16 déc. 2020, n° 440258.....	act. 736 (51-52)	
• Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc, <i>CE</i> , 11 déc. 2020, n° 426483.....	act. 737 (51-52)	
Martin TRYBUS		
• L'exception de in house en Allemagne, <i>étude</i>	2204 (28)	
Élise UNTERMAIER-KERLÉO		
• Le bon coin des collectivités : les ventes aux enchères de matériels par les communes ou intercommunalités, <i>À noter également</i>	2269 (42)	
• Actes administratifs unilatéraux et déontologie des élus locaux : identifier les risques juridiques pour mieux les prévenir, <i>étude</i>	2303 (47)	
Roland VANDERMEEREN		
• Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions de juillet à décembre 2019, <i>chronique</i>	2151 (21-22)	
Thomas VASEUX		
• Convention de mise à disposition d'un logiciel à titre gratuit conclue entre pouvoirs adjudicateurs : qualification de marché public et précisions sur le mécanisme de « coopération public-public », <i>CJUE</i> , 28 mai 2020, n° C-796-18, <i>commentaire</i>	2228 (35)	
Michel VERPEAUX		
• La nécessaire mais partielle clarification de certaines dispositions du Code électoral, <i>commentaire</i>	2045 (7)	
• Regards croisés sur la suspension de la circulaire Castaner : les seuils et les nuances, <i>CE</i> , 31 janv. 2020, n° 437675, <i>commentaire</i>	2069 (10-11)	
• Ordonnances = dispositions législatives - À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 28 mai 2020, <i>Cons. const.</i> , 28 mai 2020, n° 2020-843, <i>libres propos</i>	350 (25)	
Jean-Christophe VIDELIN		
• Droit public économique 1/2, <i>chronique</i>	2167 (24)	
• Droit public économique 2/2, <i>chronique</i>	2174 (25)	
Jean-Baptiste VILA		
• Les candidatures des personnes publiques à un contrat administratif et le droit de la concurrence : modalités d'une cohabitation, <i>CE</i> , 14 juin 2019, n° 411444 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-009982, <i>commentaire</i>	2002 (1)	
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de septembre à décembre 2019 (2 ^e partie), <i>chronique</i>	2030 (5)	
• Les incohérences juridiques et économiques du régime prétorien de la résiliation anticipée des contrats de concession, <i>CE</i> , 27 janv. 2020, n° 422104, <i>commentaire</i>	2146 (20)	
• Imprévision ou faute de l'autorité déléguée : la responsabilisation du cocontractant, <i>CE</i> , 21 oct. 2019, n° 419155, <i>commentaire</i>	2147 (20)	
• Le critère matériel de la quasi-régie : entre imprécisions et contradictions des droits, <i>étude</i>	2200 (28)	
• L'égalité de traitement des candidats à un contrat de concession et l'interdiction de modifier/ retraiter les offres, <i>CE</i> , 20 déc. 2019, n° 419993, <i>commentaire</i>	2216 (30-34)	
• Le droit à indemnisation d'un candidat évincé d'un contrat requalifié et résilié, <i>CE</i> , 26 févr. 2020, n° 426162, <i>commentaire</i>	2235 (36)	
• Chronique de droit des contrats publics - Décisions de janvier à août 2020 (2 ^e partie), <i>chronique</i>	2251 (40)	
• Quel régime de responsabilité si les modalités de calcul des redevances ne sont pas précisées dans le contrat de concession ?, <i>CE</i> , 10 juill. 2020, n° 434353, <i>commentaire</i>	2288 (45)	
• Convoquons les états généraux du Droit pour les concessions d'autoroutes !, <i>étude</i>	2312 (48)	
• L'équilibre économique des autoroutes et la couverture du risque : une lapalissade juridique étatisée, <i>étude</i>	2313 (48)	
• Le contrôle par le juge administratif des conventions d'occupation domaniale conclues par le Sénat - Jeu, Set		

et Match dans les Jardins du Luxembourg !, *CE*, 10 juill. 2020, n° 434582, *commentaire*..... 2322 (50)

Pierre VILLENEUVE

• Obligation de réserve et élections municipales : un rappel aux membres du Gouvernement..... **act. 16** (1)

• Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, *étude*..... 2028 (4)

• Organisation des secrétariats généraux communs : la départementalisation de la réforme territoriale de l'État **act. 88** (7)

• Protection des lanceurs d'alerte et création de l'inspection générale de la protection des lanceuses et lanceurs d'alerte : une ambition et des promesses, *commentaire*..... 2056 (9)

• Covid-19 et ordre public sanitaire, *aperçu rapide*..... 158 (12)

• Encadrement des prix de vente des gels hydro-alcooliques en cas de COVID-19..... **act. 161** (12)

• Pouvoir de réquisition et police administrative spéciale de prévention des épidémies..... **act. 162** (12)

• État d'urgence sanitaire, un objet juridique mal identifié - À propos du Titre 1^{er} de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, *aperçu rapide*..... 183 (13)

• Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique..... **act. 188** (13)

• Mesures générales nécessaires pour faire face au covid-19..... **act. 189** (13)

• Organisation et fonctionnement du système de santé en période covid-19..... **act. 190** (13)

• Adaptation des dispositions relatives aux opérations funéraires en période de Covid-19..... **act. 204** (14)

• Le régime des établissements sociaux et médico-sociaux à l'épreuve du Covid-19, *commentaire*..... 2093 (14)

• L'État au chevet des établissements de santé : une garantie ponctuelle mais bienvenue, *commentaire*..... 2094 (14)

• État d'urgence sanitaire et fonds d'indemnisation des dommages médicaux et des victimes d'amiante - Une solidarité nationale renforcée, *commentaire*..... 2095 (14)

• Le droit funéraire saisi par le Covid-19..... **act. 222** (15)

• De quelques ajustements en matière sanitaire et sociale avant... inventaire..... **act. 265** (18-19)

• Le retour de l'État, d'urgence, *commentaire*..... 2140 (18-19)

• De quelques ajustements nécessaires en matière d'aides aux entreprises en période de covid-19..... **act. 288** (20)

• L'achat de masques par les collectivités territoriales et aide de l'État..... **act. 289** (20)

• Contrôle et évaluation du dispositif Système d'information (SI) Covid-19..... **act. 292** (21-22)

• Ouverture des parcs et jardins ou la consécration tardive mais heureuse des pouvoirs du maire, *TA Strasbourg*, 25 mai 2020, n° 2003058..... **act. 312** (23)

• *TA Cergy-Pontoise*, 28 mai 2020, n° 2004706..... **act. 312** (23)

• La commande publique de l'État au soutien du BTP - À propos de la circulaire n° 6177/SG du 9 juin 2020, *aperçu rapide*..... 352 (25)

• La fin sans fin de l'état d'urgence sanitaire, *commentaire*..... 2215 (29)

• Un pas de plus vers la contractualisation de la fonction publique hospitalière..... **act. 470** (35)

• La dévolution au préfet d'un droit de dérogation aux normes réglementaires : un pas de plus vers le droit à la différenciation territoriale..... **act. 485** (35)

• Le département, une collectivité résiliente et d'avenir..... **act. 544** (40)

• État d'urgence sanitaire, saison 2..... **act. 547** (40)

• Une histoire de seuils, l'ombre d'un doute pour les achats publics - Proj. de loi AN modifié n° 0016, d'accélération et de simplification de l'action publique, *CMP*, 7 oct. 2020, *aperçu rapide*..... 548 (41)

• Plan de relance, une territorialisation en marche - À propos de la circulaire n° 6220/SG du 23 octobre 2020 relative à la mise en oeuvre territorialisée du plan de relance, *aperçu rapide*..... 594 (44)

• Du bon usage des chartes de déontologie des élus locaux, défense et illustration d'une culture déontologique en devenir, *étude*..... 2307 (47)

Aurélien VIROT-LANDAIS

• De la « danthonysation » du retrait pour illégalité des décisions individuelles créatrices de droits, *CE*, 7 févr. 2020, n° 428625, *commentaire*..... 2191 (27)

Karl-Henri VOIZARD

• Un an de droit de la culture - Actualités de septembre 2018 à septembre 2019, *chronique*..... 2013 (3)

Dominique VOLUT

• Comment établir les lignes directrices de gestion dans la fonction publique territoriale ?, *pratique*..... 2338 (51-52)

Anne WALGENWITZ

• La rupture conventionnelle dans la fonction publique est effective depuis le 1^{er} janvier 2020, *commentaire*..... 2040 (6)

Melchior WATHELET

• L'arrêt Teckal : généalogie du « in house », *étude*..... 2198 (28)

Yann WELS

• Convoquons les états généraux du Droit pour les concessions d'autoroutes !, *étude*..... 2312 (48)

• L'équilibre économique des autoroutes et la couverture du risque : une lapalissade juridique étatisée, *étude*..... 2313 (48)

Constantin YANNAKOPOULOS

• Le choix entre opération interne et outsourcing en Grèce : une compétence nationale en négociation continue, *étude*..... 2203 (28)

Philippe YOLKA

• Militaires emportés par une avalanche et proportionnalité de la sanction infligée au sous-officier responsable, *CAA Marseille*, 6 déc. 2019, n° 18MA04157 **act. 31** (2)

• L'APIE au tapis : requiem pour l'agence du patrimoine immatériel de l'État, *libres propos*..... 33 (3)

• L'inaliénabilité du domaine public à l'épreuve de la théorie de l'inexistence juridique, *CAA Lyon*, 14 nov. 2019, n° 18LY02795 : *Juris-Data* n° 2019-020417, À noter également..... 2017 (3)

• Bureaux administratifs et associations foncières urbaines : une jurisprudence sous hypothèque, *CE*, 23 janv. 2020, n° 430192, *commentaire*..... 2039 (6)

• Make Our Mountains Great Again !, *libres propos*..... 131 (9)

• Réserve foncière, concession précaire et bail rural, *Cass.*, 27 févr. 2020, n° 18-24.772 : *Juris-Data* n° 2020-002479..... **act. 174** (12)

• Le contentieux administratif du forage domanial, *TA Toulouse*, 22 nov. 2019, n° 1705230, *commentaire*..... 2100 (14)

• Cap d'Agde : les risques de l'échange, <i>TA Montpellier</i> , 21 févr. 2020, n° 2000370, À noter également.....	2106 (14)	• Course d'escargots au Palais-Royal, <i>T. confl.</i> , 8 juin 2020, n° C4185, À noter également.....	2220 (30-34)
• Autour de la « nouvelle stratégie de marque de l'État », <i>libres propos</i>	238 (16)	• Ports de plaisance : après l'amodiation, « sécuriser » les postes d'amarrage grâce aux droits réels ?, <i>CAA Marseille</i> , 15 juin 2020, n° 18MA01339, <i>commentaire</i>	2252 (40)
• Remontées mécaniques, économie mixte locale et concurrence, <i>commentaire</i>	2128 (17)	• Occupation du domaine privé et mise en concurrence : et un (e), et deux, et trois !, <i>libres propos</i>	564 (42)
• En un combat douteux : défendre les « échappés du confinement » au nom des libertés ?, <i>TA Grenoble</i> , 28 avr. 2020, n° 2002394, <i>libres propos</i>	290 (21-22)	• Pas d'hypothèque conventionnelle sur les biens de retour des concessions de service public, <i>CAA Nantes</i> , 16 oct. 2020, n° 20NT00615.....	act. 622 (45)
• Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour <i>Singularis porcus</i> ?, <i>T. confl.</i> , 11 mai 2020, n° C4181.....	act. 296 (21-22)		
• Hypothèques légales et biens publics : sortir de l'imbroglio ?, <i>libres propos</i>	388 (27)		
• La modernisation du régime des zones de mouillages et d'équipements légers, <i>commentaire</i>	2195 (27)		
• La longue route des Roms : de La Courneuve à Strasbourg, <i>CEDH</i> , 14 mai 2020, n° 24720/13, À noter également.....	2219 (30-34)		
		Anne-Laure YOUHNOVSKI SAGON	
		• Zèle municipal et pouvoirs de police sanitaire, <i>TA Cergy-Pontoise</i> , 9 avr. 2020, n° 2003905, <i>aperçu rapide</i>	241 (16)
		• Zèle municipal et police sanitaire : dénouement, <i>CE</i> , 17 avr. 2020, n° 440057, <i>aperçu rapide</i>	252 (17)
		Clara ZURBACH	
		• Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, <i>commentaire</i>	2081 (13)

Table alphabétique générale

Actes administratifs

ABROGATION

Non-lieu pour le recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire, plus en application **act. 147 (10-11)**

Obligation de communiquer sur demande les motifs du refus implicite d'abroger un décret d'extradition **act. 357 (25)**

ACTE CRÉATEUR DE DROIT

Danthony est-il parvenu à l'âge de raison ?, commentaire **2308 (48)**

De la « danthonysation » du retrait pour illégalité des décisions individuelles créatrices de droits, commentaire **2191 (27)**

ACTE PRÉPARATOIRE

Déféré préfectoral contre la délibération préparatoire d'une décision relevant du préfet, commentaire **2064 (10-11)**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Un arrêté préfectoral publié sur le site internet de la préfecture fait courir les délais **act. 228 (15)**

BULLETIN DE PAIE

Recours, sans czabajisation mais avec prescription, en contestation pécuniaire **act. 428 (29)**

BULLETIN DE SALAIRE

La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret **act. 636 (46)**

CIRCULAIRE

Recours contre des lignes directrices : des évolutions **act. 530 (40)**

COMMUNICATION

Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2) **act. 68 (6)**

De la préservation du secret des délibérations en cas de recours aux algorithmes locaux de sélection à l'université, commentaire **2160 (23)**

La communication possible d'une extraction de données **act. 656 (47)**

Précision sur l'office du juge en matière de communication de documents administratifs **act. 229 (15)**

CONSULTATION OBLIGATOIRE

Du corsetage raffiné des consultations obligatoires : l'exemple du CSTACAA **act. 205 (14)**

CRÉATION D'UN AÉRODROME

Recours dirigé contre l'arrêté du ministre chargé des transports autorisant la création d'un aérodrome à usage restreint **act. 358 (25)**

DÉCISION CRÉATRICE DE DROIT

L'irrégularité formelle de l'acte créateur de droits **act. 90 (7)**

DÉCISION IMPLICITE

Applicabilité de la jurisprudence Czabaj aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux antérieures au 1^{er} janvier 2017 **act. 329 (24)**

Liberté d'expression et limite du droit à l'information : l'exemple des données relatives aux sanctions infligées aux entreprises **act. 330 (24)**

DÉCISION INDIVIDUELLE

Danthony est-il parvenu à l'âge de raison ?, commentaire **2308 (48)**

De la « danthonysation » du retrait pour illégalité des décisions individuelles créatrices de droits, commentaire **2191 (27)**

DÉFÉRÉ PRÉFECTORAL

Déféré préfectoral contre la délibération préparatoire d'une décision relevant du préfet, commentaire **2064 (10-11)**

DÉLAI

Un arrêté préfectoral publié sur le site internet de la préfecture fait courir les délais **act. 228 (15)**

DÉLAI DE RECOURS

Individuelle ou pas, la décision soumise au délai raisonnable de recours **act. 529 (40)**

DEMANDE ABUSIVE

Communication de documents disponibles via Internet et demande abusive (CRPA art. L. 311-2) **act. 68 (6)**

DOCUMENT ADMINISTRATIF

La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret **act. 636 (46)**

DOCUMENT DE PORTÉE GÉNÉRALE

Des documents de portée générale en « lignes directrices », étude **2189 (27)**

DONNÉES

La communication possible d'une extraction de données **act. 656 (47)**

DONNÉES PERSONNELLES

La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret **act. 636 (46)**

DROIT SOUPLE

Le contentieux de la doctrine administrative de la commande publique, un système de garanties inachevé, étude **2190 (27)**

LIGNE DIRECTRICE

Des documents de portée générale en « lignes directrices », étude **2189 (27)**

Droit souple : une autorité administrative peut adopter des lignes directrices même dans un domaine où elle dispose du pouvoir réglementaire, commentaire **2257 (41)**

Recours contre des lignes directrices : des évolutions **act. 530 (40)**

Un nouveau « recours Gisti » contre les lignes directrices ?, libres propos **351 (25)**

LOI D'HABILITATION

Les organes consultatifs ne seront pas emportés avec le confinement **act. 673 (48)**

ORDONNANCE

Des ordonnances constitutionnelles interchangeables ou presque **act. 427 (29)**

Ordonnances = dispositions législatives, libres propos **350 (25)**

QPC sur ordonnance non ratifiée, l'épilogue **act. 552 (41)**

PARCOURSUP

Le conseil constitutionnel consacre l'existence d'un droit constitutionnel à l'accès aux documents administratifs..... **act. 227 (15)**

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

La reconnaissance d'un pouvoir réglementaire implicite pour les agences de l'eau..... **act. 206 (14)**

PUBLICITÉ

Le Conseil d'État précise sa jurisprudence sur les formalités de publicité entraînant le départ du délai de recours contentieux à l'encontre des actes réglementaires, commentaire..... **2145 (20)**

RECOURS

Le Conseil d'État précise sa jurisprudence sur les formalités de publicité entraînant le départ du délai de recours contentieux à l'encontre des actes réglementaires, commentaire..... **2145 (20)**

TITRE EXÉCUTOIRE

Les titres exécutoires doivent comporter prénom, nom et qualité de leurs auteurs sauf entre les personnes de droit public..... **act. 429 (29)**

VICE DE FORME

Foin des vices de forme par la voie de la question préjudicielle..... **act. 134 (9)**

Administration / Citoyens**ACTION DE GROUPE**

Rapport d'information sur le bilan et les perspectives des actions de groupe..... **act. 377 (25)**

ACTION PUBLIQUE

Loi ASAP : une validation globale du Conseil constitutionnel, aperçu rapide..... **714 (50)**

Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement)..... **act. 142 (9)**

AIDE AU RETOUR À L'EMPLOI

Le Défenseur des droits rend deux décisions relatives à l'octroi de l'aide au retour à l'emploi..... **act. 708 (49)**

ALLOCATION D'AIDE AU RETOUR À L'EMPLOI

Le droit à l'ARE n'est pas conditionné à des démarches tendant à retrouver un emploi..... **act. 91 (7)**

ASSOCIATION TRANSPARENTE

Association transparente : le critère du contrôle exercé par l'Administration éclairé par la jurisprudence du Tribunal des conflits, commentaire..... **2284 (44)**

AVIS

Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire..... **act. 637 (46)**

AVOCAT

Les critères d'indépendance d'un avocat vis-à-vis de son client/employeur précisés..... **act. 77 (6)**

BONNE FOI

Le non-respect par un agent public d'une obligation déclarative fait obstacle à ce qu'il soit regardé de bonne foi et vaut transmission d'une information inexacte, commentaire..... **2175 (25)**

CADA

Publication du rapport d'activité 2019 de la CADA..... **act. 497 (36)**

CDD

L'existence d'un statut de droit public ne peut empêcher un salarié de droit privé engagé en vertu de CDD illicites de demander leur requalification..... **act. 51 (4)**

CESE

La réforme du CESE est en marche..... **act. 423 (28)**

CHÔMAGE PARTIEL

Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel..... **act. 582 (43)**

CIRCULAIRE

Non, la loi Essoc n'a pas rendu opposable la circulaire Valls, commentaire..... **2168 (24)**

CITOYEN SAUVETEUR

Le « citoyen sauveteur » : un collaborateur occasionnel du service public..... **act. 410 (28)**

Le citoyen sauveteur : une intervention encouragée par la loi du 3 juillet 2020, commentaire..... **2233 (36)**

CNIL

CNIL : le mur infranchissable des cookies..... **act. 383 (26)**

Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD..... **act. 638 (46)**

RGPD

Suivi des populations pour lutter contre une épidémie et protection des données personnelles, étude..... **2136 (18-19)**

COMITÉ DE SUIVI ET DE LIAISON COVID-19

Contrôle et évaluation du dispositif Système d'information (SI) Covid-19..... **act. 292 (21-22)**

COMMUNICATION DES DÉCISIONS

La communication des décisions du juge administratif..... **act. 144 (9)**

CONFINEMENT

La France confinée à nouveau..... **act. 619 (45)**

CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État durant la crise sanitaire..... **act. 405 (27)**

CONTRIBUABLE

La protection des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration fiscale ne s'applique pas en cas de montage artificiel..... **act. 602 (44)**

COOKIES

CNIL : le mur infranchissable des cookies..... **act. 383 (26)**

La CNIL dévoile sa stratégie de contrôle pour 2020..... **act. 177 (12)**

CORONAVIRUS

Coronavirus : les États doivent respecter la Convention EDH dans leur gestion de la crise..... **act. 198 (13)**

COVID-19

Covid-19 : suspension des nouveaux critères de vulnérabilité ouvrant droit au chômage partiel..... **act. 582 (43)**

La crise de la Covid-19 : comment maintenir l'action publique ?..... **act. 490 (35)**

La France confinée à nouveau..... **act. 619 (45)**

Masquarade, libres propos..... **219 (15)**

CRÉANCE

Le non-respect par un agent public d'une obligation déclarative fait obstacle à ce qu'il soit regardé de bonne foi et vaut transmission d'une information inexacte, commentaire..... **2175 (25)**

DÉCISION DE JUSTICE

Mise à la disposition du public des décisions des juridictions judiciaires et administratives : premières réflexions **act. 411 (28)**

DÉCISIONS DE JUSTICE

Mise à disposition du public des décisions de justice : le décret est enfin paru, commentaire **2211 (29)**

Open data des décisions de justice : publication du décret **act. 389 (27)**

DÉCRET

Bilan d'application des lois du Sénat pour l'année parlementaire 2018-2019 : 104 décrets ou arrêtés manquent à l'appel **act. 305 (21-22)**

DÉFENSEUR DES DROITS

Le Défenseur des droits dévoile son rapport institutionnel 2019 **act. 345 (24)**

DICTIONNAIRE DES EXPRESSIONS JURIDIQUES

DICTIONNAIRE DES EXPRESSIONS JURIDIQUES **act. 20 (1)**

DONNÉES

La CNIL dévoile sa stratégie de contrôle pour 2020 **act. 177 (12)**

DONNÉES PERSONNELLES

Élections municipales : du bon usage des données personnelles, pratique **2025 (4)**

DOSSIER MÉDICAL

Censure partielle du décret relatif aux départements d'information médicale **act. 698 (49)**

DROIT DE L'ANIMAL

Nouveau diplôme en droit de l'animal **act. 44 (3)**

DROIT LOCAL

Conflit de sources : droit « local » ou droit « commun » ?, commentaire **2281 (44)**

DROIT PUBLIC GÉNÉRAL

Droit public général **act. 617 (44)**

ÉTAT CIVIL

Tableaux récapitulatifs des formules de mentions apposées en marge des actes de l'état civil **act. 494 (36)**

ÉTUDE D'IMPACT

Étude d'impact et exposé des motifs d'un projet de loi : un partenaire privé peut participer à la rédaction, libres propos **46 (4)**

ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'évaluation des politiques publiques : un outil pour répondre à la défiance des citoyens, commentaire **2245 (38-39)**

EXPULSION

Expulsion de l'occupant d'un logement : à quelle adresse expédier la demande ? **act. 531 (40)**

FÉMINICIDE

Faut-il inscrire le terme féminicide dans le Code pénal ?, aperçu rapide **145 (10-11)**

GILETS JAUNES

La crise des Gilets jaunes, reflet du mal-être des territoires : une analyse du Conseil d'analyse économique, aperçu rapide **85 (7)**

HAUTE AUTORITÉ POUR LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

Suspensions confirmées de conflits d'intérêts publics et privés d'un ancien fonctionnaire **act. 637 (46)**

IMAGE DE L'ÉTAT

Autour de la « nouvelle stratégie de marque de l'État », libres propos **238 (16)**

INFRACTION PÉNALE

Une personne condamnée pour recel d'abus de bien social peut-elle diriger un OPHLM ? **act. 113 (8)**

JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 27 novembre au 3 décembre 2020 **act. 696 (49)**

JUSTICE

Covid-19 : les juridictions seront fermées, excepté pour les « contentieux essentiels » **act. 176 (12)**

LAÏCITÉ

Projet de loi confortant le respect par tous des principes de la République : peu de remises en cause du Conseil d'État, aperçu rapide **724 (51-52)**

LANCEUR D'ALERTE

Protection des lanceurs d'alerte et création de l'inspection générale de la protection des lanceuses et lanceurs d'alerte : une ambition et des promesses, commentaire **2056 (9)**

LIGNE DIRECTRICE

Les lignes directrices : quel outil pour les managers ?, essentiel sur **2286 (45)**

LIGNE DIRECTRICE DE GESTION

Les lignes directrices : quel outil pour les managers ?, essentiel sur **2286 (45)**

LOI

Les propositions des députés pour améliorer la « concrétisation des lois » **act. 524 (38-39)**

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Circulaires et instructions **act. 175 (12)**

MARIAGE POSTHUME

Mariage posthume, mariage d'un jour, commentaire **2192 (27)**

MÉDIATION

Guide des modes amiables de résolution des différends 2020/2021 **act. 33 (2)**

Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement) **act. 142 (9)**

MOBILITÉ

LOM et ouverture des données : la révolution numérique de la mobilité ?, étude **2061 (9)**

NORME

Changer de culture normative **act. 618 (44)**

OPEN DATA

Mise à disposition du public des décisions de justice : le décret est enfin paru, commentaire **2211 (29)**

Mise à la disposition du public des décisions des juridictions judiciaires et administratives : premières réflexions **act. 411 (28)**

PENSION DE RÉVERSION

Mariage posthume, mariage d'un jour, commentaire **2192 (27)**

PÉTITION

Le Sénat lance une plateforme de dépôt de pétitions en ligne **act. 62 (5)**

POLITIQUE PUBLIQUE

Les propositions du Conseil d'État pour « Faire de l'évaluation des politiques publiques un véritable outil de débat démocratique et de décision » **act. 512 (37)**

PRESCRIPTION QUADRIENNALE

Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention **act. 92 (7)**

Point de départ de la prescription de l'action en paiement d'une subvention, commentaire **2234 (36)**

PRISON

Le juge du référé-liberté ouvre la porte des prisons **act. 581 (43)**

PROCURATION NOTARIÉE

Journal officiel du 20 au 26 novembre 2020 **act. 672 (48)**

PROROGATION DES DÉLAIS

Covid-19 : prorogation des délais de nature administrative ou juridictionnelle pour faire face à l'urgence sanitaire, commentaire **2086 (14)**

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

De nouvelles obligations pour les cookies, aperçu rapide **593 (44)**

Données personnelles : la CJUE invalide le Privacy Shield, aperçu rapide **491 (36)**

Épidémie et traitements exceptionnels des données des agents ou des administrés, aperçu rapide **221 (15)**

Portée géographique du droit au déréférencement : épilogue du contentieux Google, aperçu rapide **239 (16)**

Un système d'information pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, aperçu rapide **273 (20)**

REMISE GRACIEUSE

Le non-respect par un agent public d'une obligation déclarative fait obstacle à ce qu'il soit regardé de bonne foi et vaut transmission d'une information inexacte, commentaire **2175 (25)**

RGPD

Compteurs Linky : la CNIL met en demeure Engie et EDF pour non-respect du RGPD **act. 104 (7)**

De nouvelles obligations pour les cookies, aperçu rapide **593 (44)**

Données personnelles : la CJUE invalide le Privacy Shield, aperçu rapide **491 (36)**

Élections municipales : du bon usage des données personnelles, pratique **2025 (4)**

Épidémie et traitements exceptionnels des données des agents ou des administrés, aperçu rapide **221 (15)**

La mise en conformité RGPD des traitements de ressources humaines, étude **2210 (29)**

Les exigences de la CNIL vis-à-vis des nouvelles obligations du RGPD, étude **2274 (43)**

Pas de mise en demeure préalable aux sanctions de la CNIL pour les contrevenants au RGPD **act. 638 (46)**

Portée géographique du droit au déréférencement : épilogue du contentieux Google, aperçu rapide **239 (16)**

Pour en finir avec le mythe du consentement RGPD, étude **2121 (16)**

Précisions sur l'intérêt légitime justifiant la licéité d'un traitement automatisé **act. 727 (51-52)**

Un système d'information pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, aperçu rapide **273 (20)**

Violation du RGPD par Google : l'amende de 50 millions d'euros prononcée par la CNIL est validée **act. 382 (26)**

SAPEUR-POMPIER

Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assortissant la réglementation de leur durée de travail **act. 2 (1)**

SIMPLIFICATION

Le projet de loi « ASAP » ou de nouvelles mesures pour accélérer et simplifier l'action publique **act. 82 (6)**

SUBVENTION

Des modalités dont se prescrit une action en paiement d'une subvention **act. 92 (7)**

Point de départ de la prescription de l'action en paiement d'une subvention, commentaire **2234 (36)**

TÉLÉRECOURS

Refonte de Télérecours et Télérecours citoyens : le décret est publié **act. 565 (42)**

TÉLÉTRAVAIL

La France confinée à nouveau **act. 619 (45)**

TRANSPORT

LOM et ouverture des données : la révolution numérique de la mobilité ?, étude **2061 (9)**

VERSEMENT DESTINÉ AU FINANCEMENT DES SERVICES DE MOBILITÉ

Journal officiel du 26 juin au 2 juillet 2020 **act. 390 (27)**

VOCABULAIRE DU DROIT

Colloque : Évolutions du vocabulaire du droit **act. 63 (5)**

Aménagement du territoire**POLITIQUE TERRITORIALE**

La crise des Gilets jaunes, reflet du mal-être des territoires : une analyse du Conseil d'analyse économique, aperçu rapide **85 (7)**

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

Projet de loi ratifiant le régime juridique du schéma d'aménagement régional **act. 83 (6)**

VILLE DURABLE

Dix mesures pour une « ville plus durable » **act. 105 (7)**

Budget / Finances / Fiscalité**ACTION DE GROUPE**

Une action en reconnaissance de droits fiscaux **act. 664 (47)**

ACTION EN RECONNAISSANCE DE DROITS

Une action en reconnaissance de droits fiscaux **act. 664 (47)**

AGENCE FRANCE LOCALE

Collectivités territoriales : conditions à respecter pour adhérer à l'Agence France Locale **act. 276 (20)**

Prorogation de l'état d'urgence sanitaire : nouveaux délais applicables à diverses procédures **act. 275 (20)**

AUTONOMIE FINANCIÈRE

La validation constitutionnelle de la fin de l'assujettissement des locaux meublés affectés à l'habitation principale à la taxe d'habitation, commentaire **2043 (7)**

COMMUNE NOUVELLE	
Calcul de la DGF en cas d'annulation de la création d'une commune nouvelle, commentaire.....	2315 (49)
COMPENSATION	
Coronavirus : mise en oeuvre de la compensation par l'État des pertes de recettes fiscales et domaniales subies par les collectivités territoriales.....	act. 693 (49)
COMPTABILITÉ PUBLIQUE	
Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent.....	act. 114 (8)
COMPTABLE PUBLIC	
Journal officiel du 27 mars au 2 avril 2020.....	act. 203 (14)
Le comptable public a qualité pour interrompre la prescription quadriennale, commentaire.....	2309 (48)
Le comptable public et le contrôle des pièces justificatives, commentaire.....	2065 (10-11)
Responsabilité du comptable public à raison des agissements d'un régisseur : le jugement des comptes passe toujours avant celui des comptables, commentaire.....	2066 (10-11)
CONTINUITÉ BUDGÉTAIRE	
Covid-19 : mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales, commentaire.....	2087 (14)
COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES	
Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ?, commentaire.....	2114 (15)
COVID-19	
Covid-19 : mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales, commentaire.....	2087 (14)
Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ?, commentaire.....	2114 (15)
Dépenses engagées par les communes lors de la réouverture des écoles après le confinement.....	act. 738 (51-52)
DÉMOCRATIE LOCALE	
La validation constitutionnelle de la fin de l'assujettissement des locaux meublés affectés à l'habitation principale à la taxe d'habitation, commentaire.....	2043 (7)
DONNÉES	
Lancement de data.ofgl.fr, portail des données financières et de gestion du secteur public local.....	act. 106 (7)
DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ	
Dotations d'intercommunalité, un prélèvement scélérait définitivement acquis.....	act. 579 (43)
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT	
Calcul de la DGF en cas d'annulation de la création d'une commune nouvelle, commentaire.....	2315 (49)
DROITS DE MUTATION	
Coronavirus : conditions de mise en oeuvre du mécanisme d'avances remboursables destinées aux départements.....	act. 527 (40)
ÉCOLE	
Dépenses engagées par les communes lors de la réouverture des écoles après le confinement.....	act. 738 (51-52)
ÉTUDE D'IMPACT	
Études d'impact : à la recherche du chaînon manquant, étude.....	2246 (38-39)
FONDS PUBLICS	
Le détournement de fonds publics commis par le régisseur d'un collège et l'exception préjudicielle de débet, commentaire.....	2310 (48)
GESTION DE FAIT	
Définition des recettes publiques et gestion de fait, commentaire.....	2007 (2)
La vente fictive dévoile la gestion de fait.....	act. 3 (1)
LOI DE FINANCES 2020	
Au Conseil constitutionnel : une certaine inflexibilité à l'égard du secteur public local, libres propos.....	84 (7)
MANDAT FICTIF	
La vente fictive dévoile la gestion de fait.....	act. 3 (1)
ORDONNANCEMENT	
Dépenses des collectivités territoriales et de leurs établissements publics payables sans ordonnancement ou avant service fait.....	act. 484 (35)
PIÈCES JUSTIFICATIVES	
Le comptable public et le contrôle des pièces justificatives, commentaire.....	2065 (10-11)
PRESCRIPTION QUADRIENNALE	
Le comptable public a qualité pour interrompre la prescription quadriennale, commentaire.....	2309 (48)
PROJET DE LOI DE FINANCES	
PLF 2021 : « Les territoires vont être au coeur d'un plan de relance d'une ampleur considérable ».....	act. 543 (40)
RESPONSABILITÉ DU COMPTABLE	
Le comptable public et le contrôle des pièces justificatives, commentaire.....	2065 (10-11)
RESSOURCES	
Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ?, commentaire.....	2114 (15)
SDIS	
Financement des services d'incendie et de secours : quelle est la portée du plafonnement prévu à l'article L. 1424-35 du CGCT ?, commentaire.....	2057 (9)
La contribution financière des établissements de santé pour les interventions des SDIS.....	act. 207 (14)
Précisions sur la participation financière des établissements de santé aux transports sanitaires réalisés par les SDIS en cas de carence de transporteurs privés, commentaire.....	2287 (45)
TASCOM	
La TASCOM traque l'e-boutique.....	act. 167 (12)
TAXE D'AMÉNAGEMENT	
Taxe d'aménagement et abattement : les locaux se distinguant.....	act. 5 (1)
Une majoration à justifier du taux de la taxe d'aménagement.....	act. 657 (47)
TAXE DE BALAYAGE	
Taxe de balayage du coin de la rue : modalité de calcul de l'assiette.....	act. 4 (1)

TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

Nouveau rebondissement dans les contentieux de TEOM excédentaires : le juge doit faire usage de ses pouvoirs d'instruction, commentaire 2316 (49)

TAXE D'HABITATION

Au Conseil constitutionnel : une certaine inflexibilité à l'égard du secteur public local, libres propos 84 (7)

La validation constitutionnelle de la fin de l'assujettissement des locaux meublés affectés à l'habitation principale à la taxe d'habitation, commentaire 2043 (7)

Maintien de l'assujettissement à la taxe d'habitation des associations act. 402 (27)

Une loi de finances 2020 marquée pour les collectivités locales par la disparition définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales, commentaire 2044 (7)

TITRE EXÉCUTOIRE

Provision ordonnée vaut titre exécutoire act. 475 (35)

Chronique**CHRONIQUE DE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

Chronique de contentieux administratif, chronique 2226 (35)

CONTRATS / MARCHÉS PUBLICS

Chronique de droit des contrats publics, chronique 2024 (4)
2030 (5)

DROIT DE LA CULTURE

Chronique de droit de la culture, chronique 2232 (36)

Un an de droit de la culture, chronique 2013 (3)

DROIT DES AIDES D'ÉTAT

Droit des aides d'État, chronique 2144 (20)

DROIT DES MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Chronique de droit des modes alternatifs de règlement des différends, chronique 2273 (43)

Droit des modes alternatifs de règlement des différends, chronique 2113 (15)

DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

Droit public économique 1/2, chronique 2167 (24)

Droit public économique 2/2, chronique 2174 (25)

PROCÉDURE CONTENTIEUSE

Chronique de contentieux administratif, chronique 2070 (12)
2159 (23)

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

La protection des données à caractère personnel, chronique 2181 (26)

RESPONSABILITÉ MÉDICALE ET HOSPITALIÈRE

Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière, chronique 2209 (29)
2042 (7)

RGPD

La protection des données à caractère personnel, chronique 2256 (41)

URBANISME

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique 2151 (21-22)

Collectivités territoriales**ACTION PUBLIQUE**

Les prochains textes en discussion au Parlement act. 488 (35)

Veille - Projets, propositions (Parlement) act. 526 (38-39)

AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION

Contrôle de l'AFA dans les collectivités : comment se préparer ?, pratique 2037 (6)

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Circulaires et instructions act. 323 (23)

ASSISTANCE ET SECOURS

Les communes de la petite couronne sont-elles seules responsables des fautes commises par la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ?, commentaire 2325 (50)

ASSISTANCE TECHNIQUE

Journal officiel du 19 au 25 juin 2020 act. 381 (26)

ASSOCIATION

Les subventions aux associations en cas de crise sanitaire : une circulaire pour clarifier act. 287 (20)

L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA) act. 430 (29)

BLASON

Blason communal, moins cultuel qu'historico-culturel act. 458 (30-34)

CHARTRE PARTENARIALE

Un OVNI juridique : les chartes partenariales entre les collectivités territoriales et les acteurs de l'immobilier, essentiel sur 2161 (23)

COMMERCE

Arrêtés municipaux autorisant l'ouverture de certains commerces durant le confinement : symbole d'un nouvel affrontement entre les maires et l'État ?, libres propos 634 (46)

COMMUNE

Journal officiel du 20 décembre 2019 au 3 janvier 2020 act. 1 (1)

COMMUNE NOUVELLE

Remplacement des élus démissionnaires dans le cas d'une commune nouvelle act. 15 (1)

COMMUNES RURALES

Les ruralités ne peuvent se développer sans un effort de l'État act. 61 (5)

COMPÉTENCE

Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités :, commentaire 2050 (8)

COMPÉTENCE LIÉE DU MAIRE

Pas de compétence liée lorsque le maire pourvoit à la libre circulation d'un chemin rural act. 135 (9)

COMPTEUR LINKY

Le rôle des collectivités territoriales dans le cadre du déploiement des dispositifs de comptage communicants Linky, étude 2282 (44)

CONCESSION FUNÉRAIRE

Expiration de la concession funéraire, la fin de l'omerta act. 208 (14)

CONFINEMENT

Arrêtés municipaux autorisant l'ouverture de certains commerces durant le confinement : symbole d'un nouvel affrontement entre les maires et l'État ?, libres propos..... 634 (46)

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Adaptation des exigences de sécurité pour la télétransmission des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité..... act. 278 (20)

CORONAVIRUS

Loi d'urgence covid-19 : dispositions électorales et d'adaptation du fonctionnement des collectivités territoriales, aperçu rapide..... 186 (13)

CORRUPTION

Contrôle de l'AFA dans les collectivités : comment se préparer ?, pratique..... 2037 (6)

La lutte contre la corruption et les entreprises en Polynésie française, étude..... 2328 (51-52)

COVID-19

Adaptation du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire..... act. 277 (20)

Assistant maternel, commande publique, urbanisme, fonction publique : de nouvelles ordonnances et une loi fourre-tout au journal officiel du 18 juin 2020..... act. 353 (25)

Covid-19 : une ordonnance pour assurer la continuité du fonctionnement des collectivités territoriales, commentaire..... 2099 (14)

État d'urgence sanitaire : le Sénat assiste les maires..... act. 250 (16)

L'achat de masques par les collectivités territoriales et aide de l'État..... act. 289 (20)

Les subventions aux associations en cas de crise sanitaire : une circulaire pour clarifier..... act. 287 (20)

Plan de relance, une territorialisation en marche, aperçu rapide..... 594 (44)

COVOITURAGE

Loi LOM : des transports aux « nouvelles mobilités », commentaire..... 2059 (9)

Journal officiel du 5 au 11 juin 2020..... act. 328 (24)

DÉCENTRALISATION

L'Acte IV de la décentralisation reste à écrire..., étude..... 2317 (49)

Le président du Sénat souhaite relancer la décentralisation..... act. 424 (28)

DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE

Méli-mélo dans le bloc communal : la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'épreuve de la standardisation, étude..... 2240 (37)

DÉLÉGATION SPÉCIALE

Délégation spéciale : une institution méconnue en clair-obscur ?, étude..... 2049 (8)

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE LOCALE

La démocratie participative locale dans la loi du 27 décembre 2019 : entre recul(s) et rééquilibrage(s), étude..... 2258 (41)

DÉPARTEMENT

Le département, une collectivité résiliente et d'avenir..... act. 544 (40)

DÉROGATION

La dévolution au préfet d'un droit de dérogation aux normes réglementaires : un pas de plus vers le droit à la différenciation territoriale..... act. 485 (35)

DIFFÉRENCIATION

Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités :, commentaire..... 2050 (8)

Projet de loi « décentralisation, différenciation et déconcentration » (3D) : lancement de la concertation..... act. 32 (2)

DIFFÉRENCIATION TERRITORIALE

Méli-mélo dans le bloc communal : la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'épreuve de la standardisation, étude..... 2240 (37)

DIFFÉRENCIATION

La dévolution au préfet d'un droit de dérogation aux normes réglementaires : un pas de plus vers le droit à la différenciation territoriale..... act. 485 (35)

DONNÉES

LOM et ouverture des données : la révolution numérique de la mobilité ?, étude..... 2061 (9)

DROIT À L'ERREUR

Pour le Sénat, qui persiste, les collectivités territoriales ont aussi le droit à l'erreur..... act. 102 (7)

Vers un droit à l'erreur des collectivités territoriales ?..... act. 19 (1)

DROIT DE PRÉEMPTION URBAINE

Précisions sur le rôle du maire d'arrondissement en matière de droit de préemption urbain..... act. 359 (25)

DROIT FUNÉRAIRE

Le droit funéraire saisi par le Covid-19..... act. 222 (15)

EAU ET ASSAINISSEMENT

Loi engagement et proximité : la DGCL précise les articles 14 et 96..... act. 42 (3)

Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes..... act. 474 (35)

ÉCONOMIE MIXTE LOCALE

Remontées mécaniques, économie mixte locale et concurrence, commentaire..... 2128 (17)

ENTRÉES EN VIGUEUR

Collectivités territoriales : textes entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020..... act. 21 (2)

EPCI

À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI..... act. 94 (7)

Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît..... act. 728 (51-52)

Journal officiel du 13 au 19 novembre 2020..... act. 654 (47)

Le préfet arbitre constitutionnellement la restitution de compétences..... act. 729 (51-52)

Le préfet dans la loi « engagement et proximité », commentaire..... 2079 (13)

Ordonnance tendant à simplifier et uniformiser les pouvoirs de police spéciale en matière de lutte contre l'habitat indigne, commentaire..... 2300 (46)

Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI..... act. 93 (7)

ÉTAT CIVIL

Journal officiel du 10 au 16 janvier 2020..... act. 34 (3)

ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Évaluation des politiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales..... act. 525 (38-39)

EXHUMATION

Exhumation et inhumation mais restitution des restes mortels..... **act. 267 (18-19)**

EXPÉRIMENTATION

La simplification des expérimentations : un projet de loi organique en discussion, aperçu rapide..... **469 (35)**
Veille - Projets, propositions (Parlement)..... **act. 631 (45)**

FICHE PRATIQUE

Contenus pratiques : nouveautés 2020..... **act. 650 (46)**

FONCTIONNEMENT

Covid-19 : une ordonnance pour assurer la continuité du fonctionnement des collectivités territoriales, commentaire..... **2099 (14)**

FREE-FLOATING

Loi LOM : des transports aux « nouvelles mobilités », commentaire..... **2059 (9)**

HABITAT INDIGNE

Ordonnance tendant à simplifier et uniformiser les pouvoirs de police spéciale en matière de lutte contre l'habitat indigne, commentaire..... **2300 (46)**

IN HOUSE

La société d'économie mixte in house condamnée ? **act. 79 (6)**

INHUMATION

Exhumation et inhumation mais restitution des restes mortels..... **act. 267 (18-19)**

JOURNALISTE

Pas d'abattement forfaitaire journaliste pour la rédactrice de publications municipales périodiques..... **act. 609 (44)**

LAÏCITÉ

Blason communal, moins culturel qu'historico-culturel..... **act. 458 (30-34)**

LIGNE FERROVIAIRE

Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ?, étude..... **2062 (9)**

LOI ENGAGEMENT ET PROXIMITÉ

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, commentaire..... **2008 (2)**

Le préfet dans la loi « engagement et proximité », commentaire..... **2079 (13)**

LOI NOTRE

Évaluation de la loi NOTRe : un impact négatif..... **act. 18 (1)**

MAIRE

Circulaires et instructions..... **act. 175 (12)**

Les liens entre les procureurs de la République et les maires vont se renforcer..... **act. 422 (28)**

MARKETING

Marketing territorial : une commune ne peut utiliser un slogan en anglais s'il existe un équivalent en français..... **act. 574 (42)**

MASQUE

L'achat de masques par les collectivités territoriales et aide de l'État..... **act. 289 (20)**

MÉDIATEUR TERRITORIAL

Un cadre juridique a minima pour le médiateur territorial, commentaire..... **2031 (5)**

MÉTROPOLE

Impact de la crise sanitaire sur les finances locales et bilan de la mise en place des métropoles..... **act. 739 (51-52)**

MÉTROPOLE DE LYON

La métropole de Lyon dans la loi du 27 décembre 2019 « engagement et proximité », aperçu rapide..... **110 (8)**

MOBILITÉS

Loi LOM : les mobilités comme moteur de la transition écologique, commentaire..... **2060 (9)**

MUTUALISATION DES SERVICES

Le schéma de mutualisation ne fait pas grief..... **act. 38 (3)**

PLAN DE FINANCEMENT

Journal officiel du 11 au 17 septembre 2020..... **act. 519 (38-39)**

PLAN DE RELANCE

Plan de relance, une territorialisation en marche, aperçu rapide..... **594 (44)**

POLYNÉSIE FRANÇAISE

La lutte contre la corruption et les entreprises en Polynésie française, étude..... **2328 (51-52)**

POUVOIR DE POLICE DU MAIRE

Arrêtés municipaux autorisant l'ouverture de certains commerces durant le confinement : symbole d'un nouvel affrontement entre les maires et l'État ?, libres propos..... **634 (46)**

Ordonnance tendant à simplifier et uniformiser les pouvoirs de police spéciale en matière de lutte contre l'habitat indigne, commentaire..... **2300 (46)**

PRÉFET

Le préfet dans la loi « engagement et proximité », commentaire..... **2079 (13)**

PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊT

La nomination de la soeur du maire en qualité de directrice générale des services et la prise illégale d'intérêt, commentaire..... **2152 (21-22)**

PROJET DE LOI 3D

Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités, commentaire..... **2050 (8)**

RESCRIT

Le « rescrit » préfectoral : une nouvelle garantie pour les collectivités territoriales ?, aperçu rapide..... **308 (23)**

RETRAIT

À propos de la condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI..... **act. 94 (7)**

Adhésion à un syndicat mixte : quand la compétence disparaît..... **act. 728 (51-52)**

SCOLARISATION

Regroupement de fratrie : la commune de résidence est tenue de participer financièrement aux frais de la scolarité du cadet dans la commune d'accueil, commentaire..... **2001 (1)**

SECTION DE COMMUNE

Attribution de terres appartenant à une section de commune (CGCT, art. L. 2411-10)..... **act. 391 (27)**

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

La société d'économie mixte in house condamnée ? **act. 79 (6)**

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Pas d'attribution ou de renouvellement en catimini d'une délégation de service public au profit d'une société publique locale..... **act. 217 (14)**

Sociétés publiques locales : quand le soufflé retombe, commentaire..... **2038 (6)**

SPORT

Journal officiel du 2 au 8 octobre 2020..... **act. 550 (41)**

SUBVENTION

Attribution d'une subvention par une collectivité territoriale à une association et respect du principe de neutralité..... **act. 608 (44)**

La neutralité politique des subventions locales, étude..... **2311 (48)**

L'intérêt public local des actions d'une association LGBT malgré ses prises de positions politiques (PMA/GPA)..... **act. 430 (29)**

TITRES SÉCURISÉS

Du caractère d'une décision fondant une mesure gracieuse, à propos de la majoration annuelle de la dotation des titres sécurisés des communes **act. 148 (10-11)**

TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Question de recevabilité en matière de retrait de la compétence transférée à un EPCI **act. 93 (7)**

TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Pas de transfert facultatif de la compétence eau et assainissement au second semestre 2019 aux communautés de communes **act. 474 (35)**

Transfert dans le temps des compétences en matière d'eau et d'assainissement au bénéfice des communautés de communes, commentaire **2283 (44)**

VÉLO

Loi LOM : les mobilités comme moteur de la transition écologique, commentaire **2060 (9)**

Contrats / Commande publique

ACCORD-CADRE

Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent **act. 639 (46)**

ACHAT DURABLE

OECP : résultats de l'enquête réalisée auprès des acheteurs concernant certaines de leurs pratiques d'achat **act. 348 (24)**

ACHAT INNOVANT

OECP : résultats de l'enquête réalisée auprès des acheteurs concernant certaines de leurs pratiques d'achat **act. 348 (24)**

ACTION EN NULLITÉ

L'application de la prescription du Code civil aux actions en nullité et en responsabilité délictuelle consécutives à un dol, commentaire **2072 (12)**

ACTION EN RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE

L'application de la prescription du Code civil aux actions en nullité et en responsabilité délictuelle consécutives à un dol, commentaire **2072 (12)**

AGISSEMENT DOLOSIF

Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif **act. 213 (14)**

ANNULATION

L'inapplication de la prescription du Code civil à l'action en annulation introduite par les parties, étude **2071 (12)**

Recours Tarn-et-Garonne - Irrégularités qui justifient l'annulation du marché, À noter également **2332 (51-52)**

APPEL À PROJETS

L'appel à projet et son juge : illustration de la compétence du juge judiciaire dans un contexte d'apparence administrative, commentaire **2217 (30-34)**

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

Compétence du juge administratif pour connaître des litiges en matière de contrats soumis aux obligations de publicité et mise en concurrence conclus par les assemblées parlementaires..... **act. 437 (29)**

ASSOCIATION TRANSPARENTE

Association transparente : le critère du contrôle exercé par l'Administration éclairé par la jurisprudence du Tribunal des conflits, commentaire..... **2284 (44)**

AVANCE

Simplification des conditions de versement des avances dans les marchés publics **act. 577 (43)**

AVANCES

Les avances du marché sous-traité résilié **act. 168 (12)**

BAIL RURAL

Réserve foncière, concession précaire et bail rural **act. 174 (12)**

BIEN DE RETOUR

Pas d'hypothèque conventionnelle sur les biens de retour des concessions de service public **act. 622 (45)**

CANDIDAT

L'égalité de traitement des candidats à un contrat de concession et l'interdiction de modifier/ retraiter les offres, commentaire **2216 (30-34)**

CANDIDAT ÉVINCÉ

Droit à indemnisation du candidat évincé - Détermination de la marge bénéficiaire, À noter également **2331 (51-52)**

CCAG-MAÎTRISE D'OEUVRE

Création d'un CCAG-Maîtrise d'oeuvre pour les marchés publics : les propositions des organisations professionnelles **act. 576 (42)**

CCAG-TRAVAUX

Le juge du référé provision peut être le « tribunal administratif » au sens des dispositions de l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux de 2009, commentaire **2239 (37)**

CENTRALE D'ACHAT

Le recours à une centrale d'achat existante par les conseils nationaux des professions de santé **act. 364 (25)**

CHRONIQUE DE DROIT DES CONTRATS PUBLICS

Chronique de droit des contrats publics, chronique **2244 (38-39)**
2251 (40)

CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Code de la commande publique 2020 **act. 143 (9)**

COMPÉTENCE

La compétence -avant l'heure- de l'acheteur public ne regarde pas le juge du référé précontractuel **act. 360 (25)**

La mise en oeuvre anticipée d'une procédure de passation par une personne publique encore incompétente, commentaire **2227 (35)**

CONCESSION

L'information des candidats à la concession **act. 640 (46)**

CONCESSION D'AUTOROUTE		
L'équilibre économique des autoroutes et la couverture du risque : une lapalissade juridique étatisée, étude.....	2313	(48)
CONCESSION D'AUTOROUTES		
Convoquons les états généraux du Droit pour les concessions d'autoroutes !, étude.....	2312	(48)
CONSEIL		
Le conseil, juridique aussi, du maître d'oeuvre.....	act. 731	(51-52)
CONTRAT DE CONCESSION		
Les incohérences juridiques et économiques du régime prétorien de la résiliation anticipée des contrats de concession, commentaire.....	2146	(20)
CONTRAT DE DROIT PRIVÉ		
Commande publique : les distinctions - recours, délais-entre contrats de droit privé et contrats administratifs sont conformes à la Constitution.....	act. 551	(41)
CONTRAT DE PARTENARIAT		
Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, commentaire.....	2262	(42)
CONTRIBUABLE LOCAL		
Recours Tarn-et-Garonne : conditions dans lesquelles la qualité de contribuable local confère à celui-ci un intérêt suffisant pour former un recours en contestation de la validité d'un contrat, commentaire.....	2124	(16)
CONVENTION DE MISE À DISPOSITION		
Convention de mise à disposition d'un logiciel à titre gratuit conclue entre pouvoirs adjudicateurs : qualification de marché public et précisions sur le mécanisme de « coopération public-public », commentaire.....	2228	(35)
COOPÉRATION PUBLIC-PUBLIC		
Convention de mise à disposition d'un logiciel à titre gratuit conclue entre pouvoirs adjudicateurs : qualification de marché public et précisions sur le mécanisme de « coopération public-public », commentaire.....	2228	(35)
CORONAVIRUS		
COVID 19 et exécution des marchés publics (1), pratique.....	2078	(13)
CORRUPTION		
La prévention de la corruption dans les marchés publics a son mode d'emploi, aperçu rapide.....	425	(29)
COVID-19		
Assistant maternel, commande publique, urbanisme, fonction publique : de nouvelles ordonnances et une loi fourre-tout au journal officiel du 18 juin 2020.....	act. 353	(25)
Dans la revue Contrats et marchés publics, n° 5 - mai 2020.....	act. 270	(18-19)
La commande publique de l'État au soutien du BTP, aperçu rapide.....	352	(25)
La commande publique en temps de crise sanitaire après l'ordonnance du 25 mars 2020, commentaire.....	2089	(14)
Nouvelles dispositions exceptionnelles relatives aux marchés, commentaire.....	2182	(26)
Poursuite des chantiers en période de Covid-19 : prolongation de délai, indemnisation et résiliation, fiche pratique.....	2193	(27)
CRÉANCE		
L'ombrelle de l'anti-concurrence.....	act. 584	(43)
CRITÈRE		
Critères et transparence, le voile des éléments d'appréciation ne sera pas soulevé, commentaire.....	2329	(51-52)
Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères.....	act. 699	(49)
CRITÈRE GÉOGRAPHIQUE		
Une proposition de loi pour adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire.....	act. 466	(30-34)
DÉCHETS		
La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, commentaire.....	2075	(12)
DÉCOMPTE		
Articulation entre appel en garantie et notification du décompte général et définitif : l'hypothèse du maître d'oeuvre coresponsable de l'éviction illégale d'un candidat, commentaire.....	2212	(29)
DÉCOMPTE GÉNÉRAL		
Exécution financière du marché de travaux : la mise en demeure conduit à la provision sur solde du décompte.....	act. 362	(25)
DÉLAI D'EXÉCUTION		
La durée de la prorogation des délais d'exécution des contrats publics doit être appréciée au cas par cas.....	act. 376	(25)
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC		
Concession de fret maritime, un périmètre raisonnable.....	act. 521	(38-39)
DÉLÉGATION DE SERVICES PUBLICS		
DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat.....	act. 433	(29)
DÉMATÉRIALISATION		
Nouvelle édition des guides « très pratiques » de la dématérialisation des marchés publics.....	act. 322	(23)
DÉPENSE UTILE		
Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles.....	act. 361	(25)
DESIGN		
Commande publique : mise à jour de la fiche technique relative à la remise d'échantillons, maquettes et prototypes.....	act. 344	(24)
DIFFÉREND		
Pénalités contractuelles, un différend ?.....	act. 585	(43)
DISSOLUTION		
Dissolution de la société candidate - Exclusion possible uniquement à compter de son opposabilité aux tiers, À noter également.....	2334	(51-52)
DOCTRINE ADMINISTRATIVE		
Le contentieux de la doctrine administrative de la commande publique, un système de garanties inachevé, étude.....	2190	(27)
DOL		
L'application de la prescription du Code civil aux actions en nullité et en responsabilité délictuelle consécutives à un dol, commentaire.....	2072	(12)
Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles.....	act. 432	(29)
L'indemnisation consécutive à l'annulation d'un contrat au risque du dol, commentaire.....	2238	(37)

DOMAINE PUBLIC

Le contrat dont le lieu de réalisation se situe sur une dépendance du domaine public..... **act. 435 (29)**

DROIT SOUPLE

Le contentieux de la doctrine administrative de la commande publique, un système de garanties inachevé, étude..... **2190 (27)**

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

L'égalité de traitement des candidats à un contrat de concession et l'interdiction de modifier/ retraiter les offres, commentaire..... **2216 (30-34)**

ENSEMBLE CONTRACTUEL

Contrôle de qualification juridique exercé par le juge de cassation sur l'existence d'un ensemble contractuel..... **act. 567 (42)**

ENTENTE

Solidarité des participants et recours à la méthode comparative pour indemniser le préjudice issu d'une entente dans un marché public, commentaire..... **2153 (21-22)**

FORCE MAJEURE

Commande publique et pandémie : un premier aperçu de l'état d'urgence sanitaire, étude..... **2077 (13)**

Crise sanitaire et contrats publics (2) : libres propos sur la force majeure, commentaire..... **2123 (16)**

FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE

Fouilles archéologiques, travaux publics et clause exorbitante au profit de la personne publique..... **act. 620 (45)**

FRAIS FINANCIERS

Frais financiers du contrat annulé : des dépenses utiles..... **act. 361 (25)**

Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, commentaire..... **2262 (42)**

IMPARTIALITÉ

L'appréciation concrète de l'impartialité de l'autorité concédante en cas de candidature d'une de ses sociétés d'économie mixte, commentaire..... **2183 (26)**

IMPRÉVISION

Commande publique et pandémie : un premier aperçu de l'état d'urgence sanitaire, étude..... **2077 (13)**

IN HOUSE

In house et compétence, étude..... **2206 (28)**

In house et droit de la concurrence, étude..... **2207 (28)**

L'arrêt Teckal : généalogie du « in house », étude..... **2198 (28)**

Le choix entre opération interne et outsourcing en Grèce : une compétence nationale en négociation continue, étude..... **2203 (28)**

Le critère matériel de la quasi-régie : entre imprécisions et contradictions des droits, étude..... **2200 (28)**

Le in house en Italie, étude..... **2205 (28)**

Les entreprises publiques locales au défi de l'arrêt Teckal, étude..... **2208 (28)**

Le(s) in house au sein de la commande publique, étude..... **2201 (28)**

Le(s) in house, au-delà du droit de la commande publique, étude..... **2202 (28)**

L'évolution du critère du contrôle analogue, étude..... **2199 (28)**

L'exception de in house en Allemagne, étude..... **2204 (28)**

L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal, dossier..... **2197 (28)**

INDEMNISATION

Droit à indemnisation du candidat évincé - Détermination de la marge bénéficiaire, À noter également..... **2331 (51-52)**

Imprévision ou faute de l'autorité délégante : la responsabilisation du cocontractant, commentaire..... **2147 (20)**

Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, commentaire..... **2262 (42)**

Le droit à indemnisation d'un candidat évincé d'un contrat requalifié et résilié, commentaire..... **2235 (36)**

L'indemnisation consécutive à l'annulation d'un contrat au risque du dol, commentaire..... **2238 (37)**

Opposition aux travaux supplémentaires..... **act. 244 (16)**

INDEMNITÉS

Régime indemnitaire des contrats publics..... **act. 271 (18-19)**

INFORMATION

L'information des candidats à la concession..... **act. 640 (46)**

INTERDICTION DE SOUMISSIONNER

L'exclusion des marchés ne doit pas être absolue..... **act. 583 (43)**

INTÉRÊT À AGIR

L'intérêt à agir de l'auteur d'une offre irrégulière en référés précontractuel et contractuel, commentaire..... **2169 (24)**

L'intérêt à agir du contribuable local dans le domaine contractuel..... **act. 209 (14)**

Recours Tarn-et-Garonne : conditions dans lesquelles la qualité de contribuable local confère à celui-ci un intérêt suffisant pour former un recours en contestation de la validité d'un contrat, commentaire..... **2124 (16)**

IRRÉGULARITÉ

L'irrégularité de la procédure de passation lèse le candidat malheureux..... **act. 257 (17)**

Recours Tarn-et-Garonne - Irrégularités qui justifient l'annulation du marché, À noter également..... **2332 (51-52)**

LOCATION FINANCIÈRE

3 cocontractants - 2 contrats interdépendants - 1 mari trompé : quel sort pour le premier contrat lorsque le second disparaît à l'instigation de deux des trois cocontractants ?, commentaire..... **2259 (41)**

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, commentaire..... **2075 (12)**

MARCHÉ DE PARTENARIAT

Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, commentaire..... **2262 (42)**

MARCHÉ SUBSÉQUENT

Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent..... **act. 639 (46)**

MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Marché subséquent sous les feux du référé contractuel..... **act. 509 (37)**

MASSE SALARIALE

Critères et transparence, le voile des éléments d'appréciation ne sera pas soulevé, commentaire..... **2329 (51-52)**

NULLITÉ

Indemnisation des frais financiers en cas de nullité du contrat de partenariat, commentaire..... **2262 (42)**

OFFRE

L'unicité de l'offre, l'unicité de l'opérateur..... **act. 732 (51-52)**

Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères..... **act. 699 (49)**

OFFRE ANORMALEMENT BASSE			
Concessions de service public : détermination préalable des besoins et offres anormalement basses, commentaire.....	2115	(15)	
OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE			
Pondération consubstantiellement liée à l'offre économiquement la plus avantageuse.....	act. 363	(25)	
OFFRE IRRÉGULIÈRE			
La réhabilitation contentieuse de l'offre irrégulière.....	act. 315	(23)	
L'intérêt à agir de l'auteur d'une offre irrégulière en référés précontractuel et contractuel, commentaire.....	2169	(24)	
PASSATION			
Journal officiel du 20 au 27 février 2020.....	act. 133	(9)	
L'irrégularité de la procédure de passation lèse le candidat malheureux.....	act. 257	(17)	
PÉNALITÉ			
Pénalités contractuelles, un différend ?.....	act. 585	(43)	
PERTE DE CHANCE			
Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence.....	act. 150	(10-11)	
PONDÉRATION			
Recours Tarn-et-Garonne (rejet) - Application d'autres pondérations que celles annoncées ne lézant pas le candidat évincé, À noter également.....	2333	(51-52)	
PRATIQUE ANTICONCURRENTIELLE			
Les préjudices croisés des pratiques anticoncurrentielles.....	act. 432	(29)	
L'ombrelle de l'anti-concurrence.....	act. 584	(43)	
PRÉJUDICE			
Indemnisation de l'opérateur lésé : manquement, éviction, un lien subtil d'évidence.....	act. 150	(10-11)	
PRÉJUDICE FINANCIER			
Imprévision ou faute de l'autorité déléguée : la responsabilisation du cocontractant, commentaire.....	2147	(20)	
PRÉROGATIVE EXORBITANTE DE DROIT COMMUN			
Le contrat par lequel un maître d'ouvrage privé confie la réalisation d'opérations de fouilles d'archéologie préventive à un établissement public est un contrat administratif, commentaire.....	2336	(51-52)	
PRESCRIPTION QUINQUENNALE			
L'inapplication de la prescription du Code civil à l'action en annulation introduite par les parties, étude.....	2071	(12)	
PRESTATION COMPLÉMENTAIRE			
Concession : un critère spécial prestations complémentaires.....	act. 149	(10-11)	
PRESTATION JURIDIQUE			
Prestations juridiques - Limites du droit des AMO à rédiger des actes juridiques, À noter également.....	2335	(51-52)	
PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE			
Opposition aux travaux supplémentaires.....	act. 244	(16)	
PROCÉDURE CONCURRENTIELLE AVEC NÉGOCIATION			
La procédure concurrentielle avec négociation pour la première fois au Conseil d'État.....	act. 566	(42)	
PROJET DE LOI ASAP			
Mesures « commande publique » du projet de loi ASAP adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale.....	act. 575	(42)	
PUBLICITÉ ET MISE EN CONCURRENCE			
Le contrôle par le juge administratif des conventions d'occupation domaniale conclues par le Sénat, commentaire.....	2322	(50)	
RECOURS			
Commande publique : le droit au recours effectif ou le droit au recours est fictif ?, commentaire.....	2294	(46)	
Illustration des mesures de publicité appropriées selon l'arrêt Tarn-et-Garonne, commentaire.....	2194	(27)	
Précisions sur la publication faisant courir le délai d'action contentieuse des tiers intéressés à un contrat administratif.....	act. 331	(24)	
RECOURS EN VALIDITÉ			
La date de l'avenant déclenche le recours en validité.....	act. 674	(48)	
RECOURS TARN-ET-GARONNE			
Absence d'intérêt à agir des conseils régionaux de l'ordre des architectes pour contester la validité d'un marché de conception-réalisation.....	act. 332	(24)	
REDEVANCE			
DSP : l'omission du montant ou le mode de calcul de la redevance ne rend pas illicite le contrat.....	act. 433	(29)	
REDRESSEMENT JUDICIAIRE			
Nouvelles dispositions exceptionnelles relatives aux marchés, commentaire.....	2182	(26)	
RÉFÉRÉ-PRÉCONTRACTUEL			
Autant de référés précontractuels que le requérant en veut.....	act. 733	(51-52)	
La réception avec ou sous réserves qualifie le projet de décompte.....	act. 734	(51-52)	
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS			
La nullité du contrat conserve les clauses de règlement des différends.....	act. 434	(29)	
RÉSILIATION			
La réalité d'une résiliation tacite.....	act. 730	(51-52)	
La résiliation du contrat gravement illégal.....	act. 431	(29)	
Les incohérences juridiques et économiques du régime prétorien de la résiliation anticipée des contrats de concession, commentaire.....	2146	(20)	
RESPONSABILITÉ			
Quel régime de responsabilité si les modalités de calcul des redevances ne sont pas précisées dans le contrat de concession ?, commentaire.....	2288	(45)	
SANCTION DISCIPLINAIRE			
Sanction disciplinaire - Retard dans la mise en place d'un marché public, À noter également.....	2330	(51-52)	
SECRET DES AFFAIRES			
L'acheteur public et le défi du référé en matière de secret des affaires, étude.....	2176	(25)	
SÉLECTION			
Sélection des offres : un même élément pour plusieurs critères.....	act. 699	(49)	
SERVICE PUBLIC			
Rupture du contrat la liant à un groupement de collectivités : la Fédération française de rugby a-t-elle agi dans le cadre d'une mission de service public ?.....	act. 420	(28)	

SERVICE TÉLÉPHONIQUE

Internet, téléphonie, un service marchand comme un autre..... **act. 532 (40)**

SEUIL

Marchés publics : comment le covid-19 pourrait faire remonter les seuils, aperçu rapide..... **309 (23)**

Une histoire de seuils, l'ombre d'un doute pour les achats publics, aperçu rapide..... **548 (41)**

SEUILS

Relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires..... **act. 457 (30-34)**

SOCIÉTÉ DE COORDINATION

Les sociétés de coordination et leurs actionnaires : comment lever les obstacles juridiques et fiscaux, étude **2247 (38-39)**

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

L'appréciation concrète de l'impartialité de l'autorité concédante en cas de candidature d'une de ses sociétés d'économie mixte, commentaire..... **2183 (26)**

SOUS-TRAITANCE

Une étude inédite sur la sous-traitance dans les marchés publics **act. 450 (29)**

SURCÔÛ DES TRAVAUX

La commande publique de l'État au soutien du BTP, aperçu rapide **352 (25)**

TARN-ET-GARONNE

Recours Tarn-et-Garonne : conditions dans lesquelles la qualité de contribuable local confère à celui-ci un intérêt suffisant pour former un recours en contestation de la validité d'un contrat, commentaire **2124 (16)**

TITRE EXÉCUTOIRE

Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle **act. 436 (29)**

TITULAIRE UNIQUE

Le lauréat unique pour l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent **act. 639 (46)**

URGENCE IMPÉRIEUSE

L'exception d'« urgence impérieuse » **act. 591 (43)**

Contrats / Marchés publics**AMORTISSEMENT**

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour **act. 56 (5)**

BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF

La poursuite des contrats en cours en cas de retrait d'une compétence transférée à un EPCI, commentaire **2032 (5)**

BIEN DE RETOURS

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour **act. 56 (5)**

CANDIDATURE

Les candidatures des personnes publiques à un contrat administratif et le droit de la concurrence : modalités d'une cohabitation, commentaire **2002 (1)**

CLAUSE PROCÉDURALE

Les clauses procédurales d'un contrat illégal **act. 75 (6)**

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour..... **act. 56 (5)**

CONTINUITÉ CONTRACTUELLE

La poursuite des contrats en cours en cas de retrait d'une compétence transférée à un EPCI, commentaire..... **2032 (5)**

CONTRAT D'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ

Il ne peut être dérogé à la hausse aux tarifs applicables à EDF pour le rachat d'électricité..... **act. 57 (5)**

CRITÈRE SOCIAL

Critère de sélection des offres : la création d'emplois locaux, un bon critère..... **act. 8 (1)**

CRITÈRES

Des exigences de candidature excessives..... **act. 58 (5)**

DÉCOMPTE DÉFINITIF

Le couperet du décompte définitif **act. 55 (5)**

DÉLAI DE RECOURS

Délai de recours : une communication directe vaut une publication **act. 39 (3)**

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Des rapports ambigus de la procédure de délégation de service public aux variantes, commentaire **2015 (3)**

DSP : touche pas à mon offre **act. 6 (1)**

DÉLÉGATION DE SERVICES PUBLICS

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour **act. 56 (5)**

DÉLIT DE CONCUSSION

Le SIVOM confronté aux poursuites pour favoritisme et concussion, commentaire **2009 (2)**

DÉLIT DE FAVORITISME

Le SIVOM confronté aux poursuites pour favoritisme et concussion, commentaire **2009 (2)**

DÉSORDRES

Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux **act. 36 (3)**

EMPLOI LOCAL

Le nouveau critère de « l'emploi local » dans la commande publique, commentaire **2026 (4)**

IMPARTIALITÉ

DSP, personne publique actionnaire de l'un des candidats et principe d'impartialité **act. 7 (1)**

IN HOUSE

L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal **act. 53 (4)**

INDEMNISATION

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour **act. 56 (5)**

MAÎTRE D'OEUVRE

Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception **act. 37 (3)**

MARCHÉ DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

La fourniture d'armes à un service de police n'est pas un marché de défense et de sécurité **act. 9 (1)**

MARCHÉ DE PARTENARIAT

Le principe - attaquant - du recours au marché de partenariat **act. 30 (2)**

MÉDIATION

La médiation pas toujours synonyme de transaction act. 29 (2)

OFFRE

DSP : touche pas à mon offre act. 6 (1)

PERSONNE PUBLIQUE

Les candidatures des personnes publiques à un contrat administratif et le droit de la concurrence : modalités d'une cohabitation, commentaire 2002 (1)

RÉCEPTION DE TRAVAUX

Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux act. 36 (3)

RÉSERVE

Désordres apparaissant en cours de chantier : la mesure des effets de la réception de travaux act. 36 (3)

RÉSILIATION

Résiliation anticipée d'une DSP : précision sur l'amortissement économique du bien de retour act. 56 (5)

TRANSACTION

La médiation pas toujours synonyme de transaction act. 29 (2)

VARIANTE

Des rapports ambigus de la procédure de délégation de service public aux variantes, commentaire 2015 (3)

VOIES DE RECOURS

Chronique de droit des contrats publics, chronique 2024 (4)

Domaine / Patrimoine

ACTE DE GESTION

Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir, commentaire 2016 (3)

ACTE NOTARIÉ

Coronavirus : l'acte notarié à distance est autorisé pendant la période d'urgence sanitaire act. 223 (15)

ARCHIVE PUBLIQUE

Consultation anticipée des archives publiques, le juge aux commandes act. 366 (25)

ARCHIVES PUBLIQUES

Le Conseil d'État gardien du droit d'accès aux archives publiques, commentaire 2236 (36)

ASSOCIATION SYNDICALE DE PROPRIÉTAIRES

Domanialité publique et association syndicale de propriétaires : pas d'hypothèque légale ? act. 169 (12)

Hypothèques légales et biens publics : sortir de l'imbricatio, libres propos 388 (27)

ASSOCIATIONS FONCIÈRES URBAINES LIBRES

Bureaux administratifs et associations foncières urbaines : une jurisprudence sous hypothèque, commentaire 2039 (6)

ASTREINTE

Office du juge prononçant et/ou liquidant une astreinte act. 318 (23)

AUTORISATION PRÉCAIRE

Une abrogation (d'autorisation précaire) n'est pas un refus créateur de droits : conséquences sur le CRPA act. 365 (25)

BAIL

Location de parcelles agricoles par la commune et résiliation pour non respect des clauses environnementales act. 511 (37)

CESSION GRATUITE

Recycler, c'est bien. Connaître le droit domanial, c'est bien aussi, À noter également 2109 (14)

CHEMIN RURAL

Chemin rural : conserver n'est pas entretenir, À noter également 2103 (14)

CIRCULATION

Proportionnalité de la mesure d'interdiction de circulation et de stationnement au regard de la réalisation d'un aménagement léger, À noter également 2101 (14)

CLAUSE ANTI-BRUIT

Insérer des « clauses anti-bruit » dans une convention d'occupation du domaine public ne suffit pas !, À noter également 2268 (42)

CLAUSE D'OCCUPATION ILLIMITÉE

Domanialité publique et clause d'occupation illimitée : une répulsion réciproque ?, commentaire 2073 (12)

COMPÉTENCE

Course d'escargots au Palais-Royal, À noter également 2220 (30-34)

CONCESSIONNAIRE DE SERVICE PUBLIC

Quelle est l'autorité compétente pour autoriser l'occupation par d'autres occupants d'un réseau public implanté sur le domaine public départemental par un concessionnaire de service public ?, commentaire 2154 (21-22)

CONTRAT DE FORTAGE

Le contentieux administratif du fortage domanial, commentaire 2100 (14)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La mise à disposition de matériel balnéaire n'est pas une délégation de service public, À noter également 2020 (3)

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

La résiliation des conventions d'occupation temporaires du domaine public pour un motif d'intérêt général, commentaire 2116 (15)

COPROPRIÉTÉ

Hypothèques légales et biens publics : sortir de l'imbricatio, libres propos 388 (27)

COVID-19

Coronavirus : l'acte notarié à distance est autorisé pendant la période d'urgence sanitaire act. 223 (15)

DÉCLASSEMENT

Désaffectation et déclassement : vade-mecum pour éviter la sortie de route, À noter également 2104 (14)

Domanialité d'un hangar municipal et « indices concordants » de déclassement, À noter également 2222 (30-34)

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

La mise à disposition de matériel balnéaire n'est pas une délégation de service public, À noter également 2020 (3)

DÉONTOLOGIE

Gestion domaniale et déontologie, étude 2306 (47)

DÉSFFECTATION

Désaffectation et déclassement : vade-mecum pour éviter la sortie de route, À noter également 2104 (14)

DOMAINE MOBILIER

Recycler, c'est bien. Connaître le droit domanial, c'est bien aussi, À noter également **2109 (14)**

DOMAINE PRIVÉ

Bureaux administratifs et associations foncières urbaines : une jurisprudence sous hypothèque, commentaire **2039 (6)**

Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir, commentaire **2016 (3)**

Occupation du domaine privé et mise en concurrence : et un (e), et deux, et trois !, libres propos **564 (42)**

DOMAINE PUBLIC

Bureaux administratifs et associations foncières urbaines : une jurisprudence sous hypothèque, commentaire **2039 (6)**

Dégâts causés par les « sangliers pénitentiaires » : quel juge pour *Singularis porcus* ? **act. 296 (21-22)**

La motivation des décisions autorisant ou mettant fin à l'occupation du domaine public, commentaire **2229 (35)**

La résiliation des conventions d'occupation temporaires du domaine public pour un motif d'intérêt général, commentaire **2116 (15)**

L'inaliénabilité du domaine public à l'épreuve de la théorie de l'inexistence juridique, À noter également **2017 (3)**

Nouvelles illustrations jurisprudentielles de la distinction entre redevances et taxes, commentaire **2289 (45)**

DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER

Occupation irrégulière du domaine public autoroutier : les affres de la répartition des compétences juridictionnelles, commentaire **2218 (30-34)**

DOMAINE PUBLIC MARITIME

La modernisation du régime des zones de mouillages et d'équipements légers, commentaire **2195 (27)**

DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Les déblais dans les cordes du règlement de voirie **act. 392 (27)**

Manège non autorisé sur une place publique : quelle juridiction saisir ?, étude **2051 (8)**

DROIT À L'USAGE DE L'EAU

« Que d'eau, que d'eau » par décès et transmission de droit réel au nouveau propriétaire **act. 384 (26)**

DROIT DE PRÉEMPTION

Expropriation et préemption **act. 324 (23)**

DROIT DE PRÉSENTATION

Droit de présentation sur les marchés : la clientèle propre peut-elle être prise en compte ?, commentaire **2263 (42)**

DROIT DE VOIRIE ADDITIONNEL

Droits de voirie additionnels des terrasses chauffées : la différenciation tarifaire en attendant leur interdiction, À noter également **2267 (42)**

ÉCHANGE DE PARCELLES

Cap d'Agde : les risques de l'échange, À noter également **2106 (14)**

ÉDIFICE PUBLIC

Pavoisement d'un édifice public et principe de neutralité : quel sort pour le drapeau arc-en-ciel ?, commentaire **2010 (2)**

EMBLÈME DE LA RÉPUBLIQUE

Circulaires et instructions **act. 140 (9)**

EMPRISE IRRÉGULIÈRE

Application de la jurisprudence Panizzon : l'emprise irrégulière indemnisée par le juge administratif, À noter également **2102 (14)**

Emprises irrégulières discutées et dépossession d'arbres condamnée **act. 127 (8)**

Et semper manet ! Le juge judiciaire face à l'extinction du droit de propriété, commentaire **2248 (38-39)**

EXPROPRIATION

Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation **act. 726 (51-52)**

Expropriation : modalités d'évaluation du montant de l'indemnité de remploi **act. 563 (41)**

EXPULSION

Expulsion des gens du voyage : saisine du préfet et saisine du juge des référés, c'est possible **act. 459 (30-34)**

Expulsion des occupants sans titre d'une propriété privée : la continuité du service public administratif attractive de la compétence du juge administratif, À noter également **2105 (14)**

Occupation irrégulière du domaine public autoroutier : les affres de la répartition des compétences juridictionnelles, commentaire **2218 (30-34)**

FONDS DE COMMERCE

Droit de présentation sur les marchés : la clientèle propre peut-elle être prise en compte ?, commentaire **2263 (42)**

GENS DU VOYAGE

Expulsion des gens du voyage : saisine du préfet et saisine du juge des référés, c'est possible **act. 459 (30-34)**

Gens du voyage : la péniche n'est pas une caravane **act. 76 (6)**

GESTION

Quelle est l'autorité compétente pour autoriser l'occupation par d'autres occupants d'un réseau public implanté sur le domaine public départemental par un concessionnaire de service public ?, commentaire **2154 (21-22)**

HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE

Pas d'hypothèque conventionnelle sur les biens de retour des concessions de service public **act. 622 (45)**

IMMEUBLE

Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir, À noter également **2022 (3)**

IMMEUBLE DE BUREAUX

Bureaux administratifs et associations foncières urbaines : une jurisprudence sous hypothèque, commentaire **2039 (6)**

INALIÉNABILITÉ

L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels, À noter également **2264 (42)**

L'inaliénabilité du domaine public à l'épreuve de la théorie de l'inexistence juridique, À noter également **2017 (3)**

INDEMNISATION

Application de la jurisprudence Panizzon : l'emprise irrégulière indemnisée par le juge administratif, À noter également **2102 (14)**

INTANGIBILITÉ

Intangibilité et ouvrage public provisoire, commentaire 2068 (10-11)

LOI DE FINANCES POUR 2020

Les apports de la loi de finances pour 2020 au droit des propriétés publiques, À noter également 2107 (14)

MANÈGE

Manège non autorisé sur une place publique : quelle juridiction saisir ?, étude 2051 (8)

MARCHÉ MUNICIPAL

Droit de présentation sur les marchés : la clientèle propre peut-elle être prise en compte ?, commentaire 2263 (42)

MISE À DISPOSITION

Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir, À noter également 2022 (3)

MISE À DISPOSITION DE BIENS

Les pendants de la mise à disposition de biens pour l'exercice des compétences en matière d'enseignement act. 138 (9)

MISE EN CONCURRENCE

Occupation du domaine privé et mise en concurrence : et un (e), et deux, et trois !, libres propos 564 (42)

NEUTRALITÉ

Pavoisement d'un édifice public et principe de neutralité : quel sort pour le drapeau arc-en-ciel ?, commentaire 2010 (2)

NUISANCE

Grillades sur le domaine public et Amora, déesse de la moutarde, À noter également 2021 (3)

OCCUPANT IRRÉGULIER

La (longue) route des Roms : de La Courneuve à Strasbourg, À noter également 2219 (30-34)

OCCUPANT SANS TITRE

Expulsion des occupants sans titre d'une propriété privée : la continuité du service public administratif attractive de la compétence du juge administratif, À noter également 2105 (14)

OCCUPATION

La motivation des décisions autorisant ou mettant fin à l'occupation du domaine public, commentaire 2229 (35)

OUVRAGE MAL PLANTÉ

La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée act. 151 (10-11)

OUVRAGE PUBLIC

Intangibilité et ouvrage public provisoire, commentaire 2068 (10-11)

PATRIMOINE SENSORIEL

Le patrimoine sensoriel des campagnes, aperçu rapide 132 (9)

PÉNICHE

Gens du voyage : la péniche n'est pas une caravane act. 76 (6)

PORT DE PLAISANCE

Ports de plaisance : après l'amodiation, « sécuriser » les postes d'amarrage grâce aux droits réels ?, commentaire 2252 (40)

PRÉFET

Représentation étatique préfectorale (et non ministérielle) à propos d'un bien immobilier militaire et forestier act. 668 (47)

REDEVANCE

Covid-19 : exonération temporaire de redevances domaniales, À noter également 2223 (30-34)

Nouvelles illustrations jurisprudentielles de la distinction entre redevances et taxes, commentaire 2289 (45)

Redevances domaniales et principe d'égalité : le mariage (coûteux) de ma meilleure amie, À noter également 2221 (30-34)

REDEVANCE D'OCCUPATION

Du principe de fixation des redevances d'occupation du domaine public concédé act. 136 (9)

REDEVANCE DOMANIALE

La compensation magique des annulations de redevance domaniale, À noter également 2266 (42)

RÉGULARISATION

La Palice et l'ouvrage public irrégulièrement implanté, commentaire 2275 (43)

La régularisation d'un ouvrage mal planté doit être envisageable et envisagée act. 151 (10-11)

RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Pas de droit de passage sur le domaine public non routier pour les exploitants de réseaux de télécommunications act. 317 (23)

RÉSILIATION

La résiliation des conventions d'occupation temporaires du domaine public pour un motif d'intérêt général, commentaire 2116 (15)

RESPONSABILITÉ

Compétence administrative pour juger des fautes étatiques commises lors de la phase administrative d'expropriation act. 726 (51-52)

SPIC

SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire, À noter également 2265 (42)

STATIONNEMENT

Proportionnalité de la mesure d'interdiction de circulation et de stationnement au regard de la réalisation d'un aménagement léger, À noter également 2101 (14)

STATUE

Faut-il déboulonner nos statues ?, libres propos 409 (28)

TANGIBILITÉ

Intangibilité et ouvrage public provisoire, commentaire 2068 (10-11)

TAXE

Nouvelles illustrations jurisprudentielles de la distinction entre redevances et taxes, commentaire 2289 (45)

TRANSFERT

Intérêt à l'action et transfert étatique d'office de propriété intégrée au domaine public communal act. 316 (23)

Une intention de transfert d'un bien immobilier crée des droits act. 476 (35)

TRANSFERT DE GESTION

Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné, À noter également 2108 (14)

TRANSFERT DOMANIAL

Précisions sur les transferts domaniaux entre communes et EPCI, À noter également 2019 (3)

TRÉSOR NATIONAL

Trésors nationaux : incertitudes et persistances sur les refus de certificats d'exportation de biens culturels, commentaire 2052 (8)

USAGER

SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire, À noter également 2265 (42)

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le bon coin des collectivités : les ventes aux enchères de matériels par les communes ou intercommunalités, À noter également 2269 (42)

VÉTUSTÉ

La vétusté d'un ouvrage reste à quai, À noter également 2018 (3)

VOIE DE FAIT

Emprises irrégulières discutées et dépossession d'arbres condamnée act. 127 (8)

Et semper manet ! Le juge judiciaire face à l'extinction du droit de propriété, commentaire 2248 (38-39)

Quand la théorie de la voie de fait ne s'applique pas mais s'invoque, commentaire 2033 (5)

ZONE DE MOUILLAGE

La modernisation du régime des zones de mouillages et d'équipements légers, commentaire 2195 (27)

Droits fondamentaux

ACTIVITÉ SPORTIVE

Pratique des activités sportives en lieu clos : les précisions du Conseil d'État, commentaire 2276 (43)

CONFINEMENT

La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres act. 641 (46)

COUVRE-FEU

Covid-19 : un couvre-feu illisible act. 611 (44)

Instauration de couvre-feu par les préfets : pas d'atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales act. 603 (44)

COVID-19

Conditions de détention en état d'urgence sanitaire : pas de carence de l'État, commentaire 2125 (16)

Covid : le déconfinement vaut bien une messe act. 298 (21-22)

Détention provisoire prolongée de plein droit : l'État de droit en quarantaine ?, commentaire 2129 (17)

Pratique des activités sportives en lieu clos : les précisions du Conseil d'État, commentaire 2276 (43)

DÉTENTION

Conditions de détention en état d'urgence sanitaire : pas de carence de l'État, commentaire 2125 (16)

DÉTENU

Un détenu peut-il librement adresser un courrier à la presse ?, commentaire 2296 (46)

DÉTENUS

Détention provisoire prolongée de plein droit : l'État de droit en quarantaine ?, commentaire 2129 (17)

DISSIMULATION DU VISAGE

Port du masque obligatoire à Strasbourg : le juge des référés préfère le respect de la vie privée à la liberté d'aller et venir !, aperçu rapide 311 (23)

LAÏCITÉ

Quand une ville célèbre son saint-patron : vivent la fête, le rock et la culture mais RIP la laïcité, aperçu rapide 633 (46)

LIBERTÉ DE CULTE

Covid : le déconfinement vaut bien une messe act. 298 (21-22)

La liberté de culte, une liberté particulièrement fondamentale, aperçu rapide 692 (49)

La liberté religieuse, aussi (mais pas plus) confinée que les autres act. 641 (46)

Liberté de culte et urgence sanitaire : les leçons de la jurisprudence, étude 2155 (21-22)

Rejet du recours contre l'arrêté de fermeture de la Grande mosquée de Pantin act. 610 (44)

LIBERTÉ DE MANIFESTER

Covid 19 : l'interdiction des manifestations, une strate de trop act. 367 (25)

Le Conseil d'État suspend l'obligation d'obtenir une autorisation avant d'organiser une manifestation act. 413 (28)

L'exercice de la liberté de manifestation en France au prisme du droit européen des droits de l'homme, étude 2184 (26)

LIBERTÉ DE RÉUNION

Légalité d'une mesure de police administrative et contrôle proportionné du juge administratif, commentaire 2143 (18-19)

LIBERTÉ FONDAMENTALE

Covid-19 : la liberté fondamentale à vélo act. 284 (20)

La liberté de culte, une liberté particulièrement fondamentale, aperçu rapide 692 (49)

LIBRAIRIE

Le juge des référés ne suspend pas la fermeture des librairies au public act. 658 (47)

LIEU DE CULTE

Rejet de la demande de suspension de la fermeture de la Grande mosquée de Pantin act. 675 (48)

PRISON

Conditions de détention indignes dans une prison française : un recours presque effectif act. 689 (48)

Contrôle des parlementaires dans les centres de détention et crise sanitaire : quels enseignements tirer de l'ordonnance du juge des référés du TA de Lille du 16 avril 2020 ?, aperçu rapide 264 (18-19)

Régime alimentaire et conversion religieuse en détention act. 690 (48)

RÉFÉRÉ-LIBERTÉ

En un combat douteux : défendre les « échappés du confinement » au nom des libertés ?, libres propos 290 (21-22)

L'effectivité du référé-liberté : le Conseil d'État renvoie la balle au législateur !, étude 2295 (46)

Pas de suspension de l'arrêté interdisant la distribution gratuite de denrées et boissons dans le centre-ville de Calais act. 533 (40)

Élections / Élus

ASSOCIATION TRANSPARENTE

L'appréciation de la notion d'association transparente par le juge électoral en cas de contestation de l'éligibilité d'un candidat, essentiel sur **act. 2053 (8)**

BULLETIN

Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin **act. 719 (50)**

BUREAU DE VOTE

Neutralité du bureau de vote : une statuette ne peut altérer la sincérité du scrutin **act. 421 (28)**

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité » **act. 604 (44)**

CHARTE DE DÉONTOLOGIE

Du bon usage des chartes de déontologie des élus locaux, défense et illustration d'une culture déontologique en devenir, étude **2307 (47)**

CODE ÉLECTORAL

La nécessaire mais partielle clarification de certaines dispositions du Code électoral, commentaire **2045 (7)**

COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE

Appréciation obligée du manquement par la Commission nationale des comptes de campagne **act. 139 (9)**

COMMUNICATION

Circulaires et instructions **act. 496 (36)**

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Municipal conflit d'intérêt(s) et procédure(s) **act. 69 (6)**
Participation des élus locaux à des organismes extérieurs et conflits d'intérêts, étude **2305 (47)**

CONTENTIEUX

Validation « traditionnelle » d'élections même sous pandémie abstentionniste « exceptionnelle » **act. 642 (46)**

CONTESTATION

Élections des maires et des adjoints en mai 2020 : pas de prolongation du délai de contestation **act. 700 (49)**

CONTRATS PUBLICS

La déontologie et l'attribution des contrats publics, étude **2304 (47)**

CORONAVIRUS

Municipales 2020 : report du 2nd tour des élections pour cause de Coronavirus **act. 160 (12)**

COVID-19

De l'effet du covid-19 sur les délais en matière de contentieux électoral, commentaire **2117 (15)**

Élections municipales, covid-19 et quorum, attention aux subtilités..., aperçu rapide **310 (23)**

La sincérité du scrutin municipal à la mode du covid-19 **act. 320 (23)**

Le candidat qui voulait expertiser le coronavirus **act. 172 (12)**

L'installation du conseil municipal en période d'état d'urgence sanitaire, aperçu rapide **291 (21-22)**

DÉCLARATION DE SITUATION DE PATRIMOINE

Déclaration de situation patrimoniale de fin de mandat : attention à l'échéance du 29 février 2020 **act. 130 (8)**

DÉLAI

Nullité de l'avis d'audience qui ne respecte pas le délai de 3 jours pour atteinte au droit de la défense **act. 493 (36)**

DÉLIT DE FAVORITISME

Délit de favoritisme : pas d'infraction pour celui qui intervient trop tard et sans savoir **act. 539 (40)**

DÉONTOLOGIE

« Une mise en oeuvre efficace des dispositifs déontologiques au sein d'une collectivité passe par l'association de tous, élus et agents publics », étude **2302 (47)**

Actes administratifs unilatéraux et déontologie des élus locaux : identifier les risques juridiques pour mieux les prévenir, étude **2303 (47)**

Déontologie des élus locaux : les risques juridiques de l'action publique locale, dossier **2301 (47)**

Gestion domaniale et déontologie, étude **2306 (47)**

La déontologie et l'attribution des contrats publics, étude **2304 (47)**

Participation des élus locaux à des organismes extérieurs et conflits d'intérêts, étude **2305 (47)**

DIFFAMATION

Caractérisation de la diffamation envers un citoyen investi d'un mandat public et de l'excuse de bonne foi, commentaire **2122 (16)**

Règles procédurales applicables en cas de diffamation en période électorale : le Conseil constitutionnel valide le délai de 10 jours **act. 655 (47)**

DONS

Appréciation obligée du manquement par la Commission nationale des comptes de campagne **act. 139 (9)**

ÉLECTION DÉPARTEMENTALE

Report des élections départementales et régionales : les propositions de la mission Debré **act. 670 (47)**

ÉLECTION MUNICIPALE

Circulaires et instructions **act. 81 (6)**

De l'effet du covid-19 sur les délais en matière de contentieux électoral, commentaire **2117 (15)**

Élections municipales, covid-19 et quorum, attention aux subtilités..., aperçu rapide **310 (23)**

Élections municipales : les principaux contentieux et jurisprudences à connaître, essentiel sur **2003 (1)**

Journal officiel du 22 mai au 4 juin 2020 **act. 313 (23)**

La question de la constitutionnalité du report du second tour des élections municipales et communautaires, libres propos **181 (13)**

La sincérité du scrutin municipal à la mode du covid-19 **act. 320 (23)**

Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral **act. 70 (6)**

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Circulaires et instructions **act. 60 (5)**

Entretien avec les auteurs de l'ouvrage « Guide pratique des élections municipales », aperçu rapide **111 (8)**

GUIDE PRATIQUE DES ELECTIONS MUNICIPALES **act. 108 (7)**

Journal officiel du 23 au 30 janvier 2020 **act. 54 (5)**

L'installation du conseil municipal en période d'état d'urgence sanitaire, aperçu rapide **291 (21-22)**

Loi d'urgence covid-19 : dispositions électorales et d'adaptation du fonctionnement des collectivités territoriales, aperçu rapide **186 (13)**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires **act. 262** (17)

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020

La loi sur la sécurisation de l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, aperçu rapide..... **380** (26)

QPC sur l'article 19 (dispositions électorales) de la loi du 23 mars 2020 : une décision du Conseil constitutionnel attendue et prévisible, aperçu rapide..... **379** (26)

ENVELOPPE INDEMNITAIRE GLOBALE

Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale..... **act. 534** (40)

EPCI

Établissements publics territoriaux du Grand Paris : précisions sur le calcul de l'enveloppe indemnitaire globale..... **act. 534** (40)

ÉTIQUETTE POLITIQUE

Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral..... **act. 70** (6)

Regards croisés sur la suspension de la circulaire Castaner : les seuils et les nuances, commentaire **2069** (10-11)

EXÉCUTIFS LOCAUX

Journal officiel du 9 avril 2020 **act. 226** (15)

FEMME

La part des femmes dans les conseils communautaires augmente **act. 629** (45)

La part des femmes dans les conseils municipaux augmente après les élections de 2020 **act. 514** (37)

FINANCEMENT

Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité » **act. 604** (44)

FRAUDE

Financement des dépenses électorales et fraude sénatoriale d'une « particulière gravité » **act. 604** (44)

IMPRUDENCE

Le maire confronté au droit pénal de l'imprudence, étude **2270** (42)

INCIVILITÉ

Élus victimes d'actes d'incivilité ou d'agressions : Eric Dupond-Moretti adresse sa circulaire de politique pénale aux procureurs **act. 522** (38-39)

INCOMPATIBILITÉ

Précisions sur les incompatibilités avec le mandat de conseiller communautaire **act. 717** (50)

NUANCE POLITIQUE

Le Gouvernement pris en flagrance de maquillage électoral..... **act. 70** (6)

Regards croisés sur la suspension de la circulaire Castaner : les seuils et les nuances, commentaire **2069** (10-11)

OBLIGATION DE RÉSERVE

Obligation de réserve et élections municipales : un rappel aux membres du Gouvernement **act. 16** (1)

OPPOSITION MUNICIPALE

Droits d'expression - bafoués - de l'opposition municipale **act. 665** (47)

QUORUM

Élections municipales, covid-19 et quorum, attention aux subtilités..., aperçu rapide..... **310** (23)

RÉGIME INDEMNITAIRE

Pour une réforme du régime indemnitaire des élus municipaux dans une démocratie en souffrance ?, libres propos..... **504** (37)

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée..... **act. 444** (29)

RESPONSABILITÉ PÉNALE

La responsabilité des décideurs locaux dans la tourmente de la crise sanitaire du Covid-19, aperçu rapide..... **272** (20)

SCRUTIN

Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin..... **act. 719** (50)

SEUILS

Regards croisés sur la suspension de la circulaire Castaner : les seuils et les nuances, commentaire **2069** (10-11)

SINCÉRITÉ

Quand la taille du bulletin compte et affecte la sincérité du scrutin **act. 719** (50)

SINCÉRITÉ DU SCRUTIN

Annulation du premier tour des élections municipales de la commune du Chesnay-Rocquencourt pour altération de la sincérité du scrutin **act. 666** (47)

L'abstention ne compromet pas la sincérité du scrutin . **act. 460** (30-34)

TEMPS DE PAROLE

L'encadrement du temps de parole en séance des élus d'un conseil régional, commentaire **2054** (8)

VOTE PAR PROCURATION

La circulaire du ministre de l'Intérieur du 9 mars 2020 relative au vote par procuration : une entorse au Code électoral validée par le Conseil d'État, commentaire **2185** (26)

Environnement

AIR

Qualité de l'air : la Commission engage à nouveau une action contre la France devant la CJUE **act. 632** (45)

AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE

Make Our Mountains Great Again !, libres propos **131** (9)

ANTENNE-RELAIS

Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire **2135** (17)

ARRÊTÉ ANTI-GLYPHOSATE

Les distances de sécurité contre les produits phytopharmaceutiques ne créent aucune situation d'urgence **act. 115** (8)

AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Décret portant prorogation de la durée de validité des autorisations de défrichement et principes directeurs du droit de l'environnement, commentaire **2011** (2)

AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le préfet de région et l'autorité environnementale d'un dossier d'ICPE relevant de la décision administrative d'un préfet de département de sa région, commentaire **2297** (46)

AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE		ÉCONOMIE SOLIDAIRE	
Journal officiel du 3 au 9 juillet 2020.....	act. 412 (28)	Publication de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.....	act. 87 (7)
BOUE		ENSEIGNE	
Covid-19 et épandage des boues résiduaires urbaines.....	act. 279 (20)	Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, pré-enseigne et publicité.....	act. 210 (14)
CONSULTATION DU PUBLIC		ÉOLIEN	
La décision d'autoriser l'exploitation d'une centrale électrique nécessite la consultation du public.....	act. 314 (23)	Le contentieux de l'éolien en mer devant la CAA de Nantes.....	act. 561 (41)
CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE		ÉOLIENNE	
Veille - Circulaires et instructions.....	act. 691 (48)	La compensation végétalisée des éoliennes.....	act. 231 (15)
CONVENTION CITOYENNE		ESPÈCES PROTÉGÉES	
Les propositions de la Convention citoyenne pour le climat.....	act. 387 (26)	Dérogation aux espèces protégées : faut-il rester de marbre face à la condition de raison impérative d'intérêt public majeur ?, commentaire.....	2230 (35)
CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT		ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE	
Le Gouvernement présente les premières mesures issues de la Convention citoyenne pour le climat.....	act. 489 (35)	L'État d'urgence climatique : une simple déclaration d'intention municipale ?, aperçu rapide.....	453 (30-34)
Retours de l'exécutif sur les propositions de la Convention citoyenne pour le climat.....	act. 406 (27)	ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE	
COVID-19		Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire.....	2135 (17)
Covid-19 : décret portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.....	act. 224 (15)	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	
Covid-19 et épandage des boues résiduaires urbaines.....	act. 279 (20)	Obligation d'évaluation environnementale d'une construction, composante d'une opération plus vaste, qui est-elle, non soumise.....	act. 419 (28)
Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire.....	2135 (17)	Un arrêté et une circulaire portant sur l'installation et l'exploitation d'éoliennes relèvent des « plans et programmes » soumis à une évaluation environnementale.....	act. 401 (27)
Le Conseil d'État sceptique face à une relation entre infection par le Covid-19 et pollution aux particules fines, commentaire.....	2148 (20)	GAZ À EFFET DE SERRE	
Les pesticides se rapprochent sans concertation.....	act. 299 (21-22)	Gaz à effet de serre : de la théorie à la pratique.....	act. 676 (48)
Les pesticides tenus à bonnes distances.....	act. 300 (21-22)	GESTION D'UN SITE	
CRISE SANITAIRE		Responsabilité environnementale : la CJUE clarifie les notions de « gestion normale » et d'« activité professionnelle ».....	act. 449 (29)
Crise sanitaire, crise du droit de l'environnement ?, aperçu rapide.....	454 (30-34)	GLYPHOSATE	
DÉCHETS		Le glyphosate ne passe toujours pas.....	act. 154 (10-11)
Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : présentation des dispositions intéressant les collectivités, commentaire.....	2074 (12)	INACTION CLIMATIQUE	
DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE		Actions de collectivités territoriales contre l'inaction climatique, libres propos.....	64 (6)
Une déclaration d'utilité publique d'un ouvrage routier : une décision hors d'eau par principe... à moins que.....	act. 677 (48)	INFORMATION	
DROITS D'EAU		Circulaires et instructions.....	act. 304 (21-22)
Les droits d'eau de l'Ancien régime vus par la modernité.....	act. 355 (25)	INSTALLATION CLASSÉE	
ÉCOLOGIE		Le préfet peut tout à la fois procéder à l'examen au cas par cas puis statuer sur l'autorisation environnementale, commentaire.....	2171 (24)
Les réformes prioritaires du ministère de la Transition écologique.....	act. 740 (51-52)	Non-lieu à statuer en matière d'ICPE.....	act. 10 (1)
ÉCONOMIE CIRCULAIRE		INTÉRÊT LOCAL	
Entrées en vigueur au 1 ^{er} janvier 2021.....	act. 697 (49)	Objectif de réduction des émissions de gaz... à effet normatif ?, commentaire.....	2337 (51-52)
La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, commentaire.....	2075 (12)	LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE	
Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : présentation des dispositions intéressant les collectivités, commentaire.....	2074 (12)	La commande publique après la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, commentaire.....	2075 (12)
		Publication de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.....	act. 87 (7)

MOBILITÉS

Veille - Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement)..... **act. 499** (36)

MONTAGNE

Make Our Mountains Great Again !, libres propos..... **131** (9)

PESTICIDE

Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire..... **2135** (17)

L'épandage de pesticides en période de covid-19 : pas d'urgence selon le Conseil d'État, commentaire..... **2170** (24)

Les pesticides se rapprochent sans concertation..... **act. 299** (21-22)

Les pesticides tenus à bonnes distances..... **act. 300** (21-22)

PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES

TECHNOLOGIQUES

Recours effectif et mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques..... **act. 116** (8)

POLLUTION

Le Conseil d'État sceptique face à une relation entre infection par le Covid-19 et pollution aux particules fines, commentaire..... **2148** (20)

Pollution de l'air : l'État doit agir dans les 6 mois pour échapper à l'astreinte de 10 millions d'euros..... **act. 438** (29)

POLLUTION DE L'AIR

Les résultats insuffisants des politiques de lutte contre la pollution de l'air..... **act. 545** (40)

PRÉENSEIGNE

Préenseignes, constat du nombre d'habitants de l'agglomération communale et questions contentieuses..... **act. 191** (13)

PRÉFET

Autorité compétente en matière d'environnement..... **act. 95** (7)

Le préfet de région n'est plus autorité environnementale mais devient l'autorité compétente pour l'examen « au cas par cas », aperçu rapide..... **455** (30-34)

PRINCIPE DE NON-RÉGRESSION

Des aménagements légers dans des espaces protégés ne font pas régression..... **act. 439** (29)

PROTECTION

La protection de l'environnement est un objectif à valeur constitutionnelle..... **act. 67** (6)

La protection de l'environnement face à l'ordonnance de l'article 38 de la Constitution : l'important, c'est de participer !, libres propos..... **326** (24)

Un nouvel objectif de valeur constitutionnelle : la protection de l'environnement, patrimoine commun des êtres humains, étude..... **2156** (21-22)

PUBLICITÉ

Nouvelle précision sur les notions d'enseigne, préenseigne et publicité..... **act. 210** (14)

RAISON IMPÉRATIVE D'INTÉRÊT PUBLIC MAJEUR

Dérogation aux espèces protégées : faut-il rester de marbre face à la condition de raison impérative d'intérêt public majeur ?, commentaire..... **2230** (35)

Protection de l'environnement : illustration de la raison impérative d'intérêt public majeur..... **act. 333** (24)

RECOURS EN RESPONSABILITÉ

Actions de collectivités territoriales contre l'inaction climatique, libres propos..... **64** (6)

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ

Objectif de réduction des émissions de gaz... à effet normatif ?, commentaire..... **2337** (51-52)

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Premier hackathon sur la rénovation énergétique du 11 au 20 juin 2020..... **act. 349** (24)

Veille - Circulaires et instructions..... **act. 718** (50)

RÉSERVE NATURELLE

Le périmètre attractif de la réserve naturelle..... **act. 335** (24)

SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Le troisième cycle des SDAGE (2022-2027)..... **act. 293** (21-22)

SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Modification du régime des schémas d'aménagement et de gestion des eaux..... **act. 192** (13)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Loi LOM : les mobilités comme moteur de la transition écologique, commentaire..... **2060** (9)

ZONE NATURELLE D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

La délimitation d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ne fait pas grief..... **act. 334** (24)

Étrangers

APATRIDE

Inflexion de la jurisprudence du Conseil d'État sur l'acquisition du statut d'apatride en France, commentaire..... **2080** (13)

CONVOCAION

Nature de la convocation en vue du dépôt de demandes de titre de séjour et critères d'appréciation..... **act. 440** (29)

COUR DES COMPTES

L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères en France : le rapport de la Cour des comptes..... **act. 306** (21-22)

ENFANT MINEUR ÉTRANGER

Les enfants mineurs étrangers sur le territoire français doivent tous pouvoir bénéficier de l'AME..... **act. 615** (44)

FRAUDE DOCUMENTAIRE

Le poids de la fraude : quelques illustrations jurisprudentielles, commentaire..... **2027** (4)

MINEUR ISOLÉ

Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés..... **act. 98** (7)

Veille - Circulaires et instructions..... **act. 542** (40)

MINEUR NON ACCOMPAGNÉ

Évaluation de la situation des MNA : modèle de la convention-type entre l'État et le département..... **act. 596** (44)

Journal officiel du 2 au 8 octobre 2020..... **act. 550** (41)

MNA : publication de l'arrêté qui conditionne la contribution forfaitaire de l'État à la conclusion d'une convention département/préfet..... **act. 595** (44)

PROTECTION SUBSIDIAIRE

Retrait de la protection subsidiaire : appréciation de la notion de « crime grave » par le juge administratif..... **act. 659** (47)

Fonctions publiques

ACCORD COLLECTIF

De nombreuses propositions pour renforcer la négociation collective dans la fonction publique..... **act. 346 (24)**

AFFECTATION

Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT..... **act. 644 (46)**

AGENT CONTRACTUEL

La professionnalisation du recrutement des agents contractuels de la fonction publique, commentaire..... **2046 (7)**

Le régisseur n'est pas un artiste..... **act. 297 (21-22)**

AGENT IRRÉGULIÈREMENT ÉVINCÉ

Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle..... **act. 117 (8)**

AGENT NON TITULAIRE

Personnels des collectivités locales : à la recherche des faux vacataires, commentaire..... **2111 (14)**

Personnels des collectivités locales : à la recherche des faux vacataires, commentaire..... **2130 (17)**

ALLOCATION SPÉCIFIQUE DE CESSATION D'ACTIVITÉ

Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État..... **act. 370 (25)**

AMIANTE

Bénéfice de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les anciens ouvriers de l'État..... **act. 370 (25)**

ASTREINTE

Comment évaluer le préjudice financier résultant de l'illégalité d'un régime d'« astreinte sur site » imposé aux agents d'un centre hospitalier ?, commentaire..... **2126 (16)**

AUTORISATION D'ABSENCE

Absent pour cause de PACS..... **act. 40 (3)**

AVANCEMENT

Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel..... **act. 535 (40)**

BASE DE DONNÉES SOCIALES

Publication du décret sur le rapport social unique dans la fonction publique et la base de données sociales..... **act. 695 (49)**

CDD

L'Administration peut-elle légalement refuser de renouveler le CDD d'un agent enceinte ?, commentaire..... **2249 (38-39)**

CDI

Retours sur l'appréciation concrète et prétorienne d'une transformation potentielle de CDD en CDI..... **act. 701 (49)**

CHST

Absence de vice de procédure lorsqu'une formalité superfétatoire, requise par un conseil et non par l'administration elle-même, n'a pas été respectée..... **act. 680 (48)**

COMITÉ TECHNIQUE

Plan de formation dans la fonction publique d'État (DGFIP) : ne pas oublier de consulter le comité technique..... **act. 461 (30-34)**

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE

Journal officiel du 4 au 10 décembre 2020..... **act. 716 (50)**

COMMISSION D'ÉVALUATION PROFESSIONNELLE

Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de concours ?, commentaire..... **2298 (46)**

COMPTE ÉPARGNE-TEMPS

Journal officiel du 20 au 26 mars 2020..... **act. 187 (13)**

CONCOURS

Déroulement des concours et examens de la fonction publique en période de crise sanitaire : recommandations..... **act. 626 (45)**

Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de concours ?, commentaire..... **2298 (46)**

Recrutement des enseignants-chercheurs : pas de méconnaissance du principe d'impartialité malgré les liens professionnels existant entre les membres du comité de sélection et le candidat, commentaire..... **2323 (50)**

CONDAMNATION PÉNALE

Obligations pour l'employeur public de tirer les conséquences d'une condamnation pénale, même d'interdiction temporaire d'exercice d'un agent..... **act. 735 (51-52)**

CONGÉ DE PRÉSENCE PARENTALE

Diverses dispositions relatives au congé de présence parentale et au congé de solidarité familiale dans la fonction publique..... **act. 694 (49)**

CONGÉ POUR INVALIDITÉ TEMPORAIRE

Journal officiel du 15 au 20 mai 2020..... **act. 295 (21-22)**

Le congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique, étude..... **2186 (26)**

CONGÉS

De quelques ajustements en matière sanitaire et sociale avant... inventaire..... **act. 265 (18-19)**

Prise de congés dans la fonction publique : l'ordonnance est publiée..... **act. 242 (16)**

CONGÉS DE MALADIE

Congés de maladie et aménagement du temps de travail..... **act. 643 (46)**

CONTRACTUALISATION

Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, étude..... **2028 (4)**

CONTRACTUEL

Les recommandations de la Cour des comptes pour mieux organiser la coexistence entre contractuels et titulaires..... **act. 546 (40)**

Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, étude..... **2028 (4)**

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service..... **act. 12 (1)**

CONTRAT DE PROJET

Journal officiel du 28 février au 5 mars 2020..... **act. 146 (10-11)**

CORONAVIRUS

Covid-19 : la DGAFP publie des fiches d'aide pour les agents publics..... **act. 196 (13)**

COVID-19

Circulaires et instructions..... **act. 669 (47)**

Écoles fermées pour cause de Covid-19 : des ASA pour les fonctionnaires..... **act. 516 (37)**

Les agents publics confrontés à la crise sanitaire du covid-19 : l'assouplissement des règles statutaires, commentaire.....	2110 (14)	Portée et limite du droit à la communication du dossier act. 96 (7)
Préparer la sortie pendant les phases psychologiques du confinement : quelles recommandations et bonnes pratiques dans le cadre de la fonction publique ?, pratique.....	2139 (18-19)	DROIT DE LA DÉFENSE
Protocole sanitaire face à l'épidémie Covid-19 : publication d'une FAQ à l'attention des employeurs et des agents publics.....	act. 515 (37)	Respect des droits de la défense et enquête administrative, commentaire.....
Une prime exceptionnelle mais pas universelle.....	act. 294 (21-22)	2179 (25)
CRÉATION D'ENTREPRISE		DROIT DE RETRAIT
Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise.....	act. 24 (2)	Droit de retrait et alerte sanitaire, aperçu rapide.....
CULTURE		159 (12)
Le régisseur n'est pas un artiste.....	act. 297 (21-22)	Les agents publics confrontés à la crise sanitaire du covid-19 : l'assouplissement des règles statutaires, commentaire.....
CUMUL		2110 (14)
Étonnante mise en oeuvre, même sans décret d'application, de la prohibition du cumul d'activités des praticiens hospitaliers.....	act. 679 (48)	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT
DÉLÉGUÉ SYNDICAL		Unité des fonctions publiques et égalité de traitement des allocations temporaires d'invalidité.....
Avancement non automatique à titre syndical sur un emploi fonctionnel.....	act. 535 (40)	act. 702 (49)
La liberté d'expression des délégués syndicaux à l'épreuve de la déontologie, commentaire.....	2178 (25)	ENQUÊTE ADMINISTRATIVE
DÉONTOLOGIE		Respect des droits de la défense et enquête administrative, commentaire.....
Journal officiel du 31 janvier au 6 février 2020.....	act. 66 (6)	2179 (25)
Journal officiel du 7 au 13 février 2020.....	act. 89 (7)	ENSEIGNANTS-CERCHEURS
La mission de conseil auprès d'un établissement public incompatible avec la fonction de juge administratif.....	act. 536 (40)	Précisions sur l'étendue des missions statutaires des enseignants-chercheurs.....
Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel.....	act. 59 (5)	act. 119 (8)
Un magistrat administratif, conseiller municipal et communautaire, peut-il siéger au conseil d'administration d'un OPH ?.....	act. 483 (35)	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DÉTACHEMENT		Le dirigeant d'un établissement public d'enseignement supérieur peut-il mettre fin à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur ?, commentaire.....
Pas de référé-liberté pour permettre un recrutement détaché.....	act. 319 (23)	2041 (6)
DÉTACHEMENT D'OFFICE		ENTRETIEN PRÉALABLE
Détachement d'office et atteinte à la sécurité de l'emploi, aperçu rapide.....	456 (30-34)	La professionnalisation du recrutement des agents contractuels de la fonction publique, commentaire.....
Journal officiel du 12 au 18 juin 2020.....	act. 354 (25)	2046 (7)
DGS		EXAMEN
Une commune doit-elle rechercher à reclasser un DGS recruté par contrat ?, commentaire.....	2214 (29)	Déroulement des concours et examens de la fonction publique en période de crise sanitaire : recommandations.....
DISCRIMINATION		act. 626 (45)
Contrariété à la Constitution d'une discrimination syndicale.....	act. 580 (43)	Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de concours ?, commentaire.....
Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique.....	act. 188 (13)	2298 (46)
DISPONIBILITÉ		EXAMEN ET CONCOURS
Fonctionnaire placé en disponibilité n'exerçant pas une activité d'agent public.....	act. 385 (26)	Journal officiel du 17 au 22 avril 2020.....
DONNÉES PERSONNELLES		act. 253 (17)
La communication des heures supplémentaires d'un agent public (enseignant) : secret.....	act. 636 (46)	FIDÉLISATION
DOSSIER		Création d'une prime de fidélisation territoriale dans la fonction publique de l'État dans le ressort du département de la Seine-Saint-Denis.....
Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi.....	act. 568 (42)	act. 600 (44)
		FIN DE DÉTACHEMENT
		Fin de détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel : quelle date prendre en compte pour apprécier l'existence d'emplois vacants ?.....
		act. 441 (29)
		FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT
		Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, étude.....
		2028 (4)
		FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE
		Journal officiel du 4 au 10 septembre 2020.....
		act. 506 (37)
		Un pas de plus vers la contractualisation de la fonction publique hospitalière.....
		act. 470 (35)
		FORFAIT MOBILITÉ DURABLE
		Journal officiel du 1 ^{er} au 14 mai 2020.....
		act. 283 (20)
		FORMATION
		Veille - Circulaires et instructions.....
		act. 648 (46)
		HARCÈLEMENT
		Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique.....
		act. 188 (13)

HARCÈLEMENT MORAL

- Harcèlement moral, mesure imposée à l'agent et appréciation du juge **act. 11 (1)**
- Le traitement du harcèlement sous le regard renforcé du juge administratif, commentaire **2196 (27)**

HAUTE FONCTION PUBLIQUE

- Haute fonction publique : le rapport Thiriez, un rapport pointilliste dans le ton de la mode **act. 129 (8)**

HEURE SUPPLÉMENTAIRE

- Les alertes de la Cour des comptes sur les heures supplémentaires dans la fonction publique **act. 630 (45)**

IMPARTIALITÉ

- Recrutement des enseignants-chercheurs : pas de méconnaissance du principe d'impartialité malgré les liens professionnels existant entre les membres du comité de sélection et le candidat, commentaire **2323 (50)**

INDEMNITÉ DE DÉPART

- Indemnité de départ volontaire et création d'entreprise **act. 24 (2)**

INDEMNITÉ DE GARANTIE INDIVIDUELLE

- L'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat est prolongée jusqu'en 2021 **act. 598 (44)**

INSUFFISANCE PROFESSIONNELLE

- Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi **act. 568 (42)**
- Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement **act. 368 (25)**

INTÉRÊT DU SERVICE

- Refus de renouvellement du contrat et appréciation du motif tiré de l'intérêt du service **act. 12 (1)**

JURY

- Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de concours ?, commentaire **2298 (46)**
- Recrutement des enseignants-chercheurs : pas de méconnaissance du principe d'impartialité malgré les liens professionnels existant entre les membres du comité de sélection et le candidat, commentaire **2323 (50)**

LIBERTÉ D'EXPRESSION

- La liberté d'expression des délégués syndicaux à l'épreuve de la déontologie, commentaire **2178 (25)**

LICENCIEMENT

- Caractère « ferme et précis » des offres d'emploi dont le refus justifie le licenciement **act. 395 (27)**
- Licenciement pour insuffisance professionnelle : pas d'obligation de communiquer avant le conseil de discipline le rapport de l'autorité l'ayant saisi **act. 568 (42)**
- Quand la distinction de l'emploi et du grade est encore efficiente en matière de licenciement **act. 368 (25)**

LIGNE DIRECTRICE DE GESTION

- Comment établir les lignes directrices de gestion dans la fonction publique territoriale ?, pratique **2338 (51-52)**

LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Point d'étape sur l'application de la loi de transformation de la fonction publique **act. 407 (27)**

MÉDECIN LIBÉRAL

- Le contrat entre l'établissement hospitalier et le médecin ne lui confère pas la qualité d'agent public **act. 396 (27)**

MÉDIATION

- Report de la date de fin de l'expérimentation de la médiation pour les litiges sociaux et de la fonction publique **act. 597 (44)**

MUTABILITÉ

- Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, étude **2028 (4)**

NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE

- Suppression de la nouvelle bonification indiciaire **act. 118 (8)**

OBLIGATIONS

- Au nez et à la barbe des juges du fond, le Conseil d'État rappelle (enfin) qu'en soi porter la barbe n'est ni illégal ni contraire au principe de laïcité, libres propos **109 (8)**

PANTOUFLE

- Si un acte administratif rétroactif peut exceptionnellement être validé, la « pantoufle » tardivement réclamée par l'État ne peut plus être chaussée ! **act. 336 (24)**

PERSONNES HANDICAPÉES

- Journal officiel du 10 au 16 avril 2020 **act. 243 (16)**

POSITION D'ACTIVITÉ

- Double punition : pas d'occupation professionnelle, pas de RTT **act. 644 (46)**

PRÉJUDICE

- Agent irrégulièrement évincé, réparation et procédure juridictionnelle **act. 117 (8)**

PRIME DE PRÉCARITÉ

- Prime de précarité dans la fonction publique : le décret est publié **act. 601 (44)**

PRIME EXCEPTIONNELLE

- Coronavirus : extension des personnels pouvant bénéficier de la prime exceptionnelle **act. 599 (44)**
- Une prime exceptionnelle mais pas universelle **act. 294 (21-22)**

PRIME GRAND ÂGE

- Une prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale **act. 528 (40)**

PROTECTION FONCTIONNELLE

- Précisions en matière de protection fonctionnelle d'une fonctionnaire candidate à des élections **act. 394 (27)**
- Protection fonctionnelle lors d'un différend avec un supérieur hiérarchique : un octroi conditionné, commentaire **2241 (37)**
- Une protection fonctionnelle contre... le supérieur hiérarchique **act. 393 (27)**
- Une protection fonctionnelle renforcée et plus réactive des agents publics **act. 625 (45)**

PROTECTION SOCIALE

- Ordonnance portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique **act. 671 (48)**

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

- Publication du décret sur le rapport social unique dans la fonction publique et la base de données sociales **act. 695 (49)**

RECRUTEMENT

- La professionnalisation du recrutement des agents contractuels de la fonction publique, commentaire **2046 (7)**

RÉFORME

Un point sur les réformes prioritaires du ministère de la Transformation et de la Fonction publiques..... **act. 649** (46)

RÉGIME INDEMNITAIRE

Journal officiel du 28 février au 5 mars 2020..... **act. 146** (10-11)

RÉGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT

L'application du RIFSEEP aux établissements publics, commentaire..... **2029** (4)

RÉINTÉGRATION ANTICIPÉE

Enjeux et conséquences d'une demande de réintégration anticipée d'un fonctionnaire, commentaire..... **2318** (49)

RÉMUNÉRATION

Reprise des conditions de rémunération des salariés transférés dans un service public administratif, commentaire..... **2055** (8)

RENTE VIAGÈRE D'INVALIDITÉ

Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité..... **act. 678** (48)

REPRÉSENTANT DU PERSONNEL

Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel..... **act. 59** (5)

RESPONSABILITÉ SANS FAUTE

Les agents publics confrontés à la crise sanitaire de covid-19 : l'assouplissement des règles statutaires, commentaire..... **2110** (14)

RÉVOCAION

Avoir une relation sexuelle par abus de faiblesse justifie une révocation..... **act. 232** (15)

La diffusion par un fonctionnaire d'images à caractère pornographique impliquant des mineurs justifie-t-elle sa révocation ?, commentaire..... **2277** (43)

RIFSEEP

L'application du RIFSEEP aux établissements publics, commentaire..... **2029** (4)

Le RIFSEEP et l'obligation d'instaurer un CIA, commentaire..... **2138** (18-19)

Régime indemnitaire dans la FPT : le bilan des juridictions financières, étude..... **2137** (18-19)

RUPTURE CONVENTIONNELLE

Contrariété à la Constitution d'une discrimination syndicale..... **act. 580** (43)

La rupture conventionnelle dans la fonction publique est effective depuis le 1^{er} janvier 2020, commentaire..... **2040** (6)

Publication des modèles de convention de rupture conventionnelle..... **act. 86** (7)

Transformation et mutabilité de la fonction publique d'État, le nouveau fonctionnaire ?, étude..... **2028** (4)

SALAIRE

Le salaire net moyen dans la fonction publique a baissé de 1,2 % en euros constants en 2018..... **act. 467** (30-34)

SANCTION

Militaires emportés par une avalanche et proportionnalité de la sanction infligée au sous-officier responsable..... **act. 31** (2)

SANCTION DISCIPLINAIRE

Le principe de déontologie s'applique également aux représentants du personnel..... **act. 59** (5)

SAPEUR-POMPIER

De l'incidence du droit de l'Union européenne sur le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels, commentaire..... **2291** (45)

Du temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels : de la semaine calendaire au semestre glissant, commentaire..... **2290** (45)

Pour les sapeurs-pompiers : la Sainte-Barbe, oui ! La barbe, non ?..... **act. 538** (40)

SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL

Encadrement de la durée maximale hebdomadaire de travail chez les sapeurs-pompiers (suite)..... **act. 369** (25)

SÉLECTION

La professionnalisation du recrutement des agents contractuels de la fonction publique, commentaire..... **2046** (7)

SIGNALEMENT

Journal officiel du 6 au 19 mars 2020..... **act. 164** (12)

STAGE

Refus de titularisation en fin de stage..... **act. 137** (9)

STATISTIQUES

La fonction publique française en 2018, en chiffres..... **act. 378** (25)

SUPPLÉMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Modalités de versement du supplément familial après un divorce..... **act. 80** (6)

Publication du décret sur les modalités de partage du supplément familial de traitement en cas de séparation..... **act. 635** (46)

SYNDICAT

Intérêt à agir des syndicats..... **act. 25** (2)

TÉLÉTRAVAIL

Confinement 2 : circulaire relative à la continuité du service public dans les administrations et les établissements publics de l'État..... **act. 624** (45)

Port du masque, organisation du travail et protection des agents les plus vulnérables dans la fonction publique de l'État..... **act. 495** (36)

Recours au télétravail dans la fonction publique : un pas supplémentaire pour aligner le droit sur la pratique, aperçu rapide..... **274** (20)

TEMPS DE TRAVAIL

Congés de maladie et aménagement du temps de travail..... **act. 643** (46)

De l'incidence du droit de l'Union européenne sur le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels, commentaire..... **2291** (45)

Du temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels : de la semaine calendaire au semestre glissant, commentaire..... **2290** (45)

TEMPS NON COMPLET

Élargissement des possibilités de recours à des emplois de fonctionnaires à temps non complet dans la FPT..... **act. 112** (8)

TEMPS PARTIEL

Journal officiel du 24 au 30 avril 2020..... **act. 266** (18-19)

TITULARISATION

Journal officiel du 24 juillet au 27 août 2020..... **act. 471** (35)

Refus de titularisation en fin de stage..... **act. 137** (9)

TRANSFERT

Reprise des conditions de rémunération des salariés transférés dans un service public administratif, commentaire..... **2055** (8)

VACATAIRE

- Personnels des collectivités locales : à la recherche des faux vacataires, commentaire..... 2111 (14)
- Personnels des collectivités locales : à la recherche des faux vacataires, commentaire..... 2130 (17)

VIOLENCE

- Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique..... act. 188 (13)

VISITE MÉDICALE

- Recrutement de collaborateurs occasionnels : vers une seule visite médicale..... act. 613 (44)

Intercommunalités

ASSAINISSEMENT

- Méli-mélo dans le bloc communal : la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'épreuve de la standardisation, étude..... 2240 (37)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

- Loi d'orientation des mobilités et communautés de communes : le transfert de la compétence « mobilités » aura-t-il lieu ?, commentaire..... 2058 (9)

COMPÉTENCE

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

COMPÉTENCE MOBILITÉ

- Loi d'orientation des mobilités et communautés de communes : le transfert de la compétence « mobilités » aura-t-il lieu ?, commentaire..... 2058 (9)

CONTENTIEUX

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

EAU

- Méli-mélo dans le bloc communal : la gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'épreuve de la standardisation, étude..... 2240 (37)

ÉLUS

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

FONCTIONNEMENT

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

FONDS DE CONCOURS

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

MUTUALISATION INTERCOMMUNALE

- La mutualisation intercommunale des services : mythe ou réalité ?, étude..... 2067 (10-11)

PÉRIMÈTRE

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

RETRAIT

- La condition d'urgence du référé-suspension en matière de retrait d'un EPCI, commentaire..... 2082 (13)

TRANSFERT

- Contentieux intercommunal : panorama de jurisprudences de mars à décembre 2019, commentaire..... 2081 (13)

TRANSFERT DE COMPÉTENCE

- Loi d'orientation des mobilités et communautés de communes : le transfert de la compétence « mobilités » aura-t-il lieu ?, commentaire..... 2058 (9)

Interventions économiques

AÉROPORT

- Aides d'État : la Commission ouvre une enquête sur l'aéroport de Béziers et ses accords avec Ryanair..... act. 179 (12)

AIDE AUX ENTREPRISES

- De quelques ajustements nécessaires en matière d'aides aux entreprises en période de covid-19..... act. 288 (20)

AIDE D'ÉTAT

- L'aide d'État compatible brave la notification oubliée..... act. 397 (27)
- Les aides purement locales sont-elles des aides d'État ?, étude..... 2034 (5)

AIDE D'ÉTAT ILLÉGALE

- La récupération des aides d'État illégales : vers une décentralisation des procédures au profit des États membres ?, commentaire..... 2292 (45)

AIDE LOCALE

- Les aides purement locales sont-elles des aides d'État ?, étude..... 2034 (5)

AIDES AUX ENTREPRISES

- Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire, aperçu rapide..... 200 (14)

AIDES D'ÉTAT

- Aides d'État : la Commission ouvre une enquête sur l'aéroport de Béziers et ses accords avec Ryanair..... act. 179 (12)
- Coronavirus : Bruno le Maire annonce le déblocage de 45 Md euro d'aides directes pour les entreprises..... act. 178 (12)
- COVID-19 et droit des aides d'État, étude..... 2083 (13)
- Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire, aperçu rapide..... 200 (14)
- Les aides d'État dans le contexte de la pandémie de Covid-19..... act. 541 (40)
- Les mesures économiques de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », aperçu rapide..... 184 (13)
- Prolongation des règles de l'UE en matière d'aides d'État et adaptations ciblées pour atténuer l'impact de la pandémie de Coronavirus..... act. 451 (29)

- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, étude..... 2177 (25)

AVANCES RÉCUPÉRABLES

- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, étude..... 2177 (25)

CONCURRENCE

- Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ?, étude..... 2062 (9)

CORONAVIRUS

- COVID-19 et droit des aides d'État, étude..... 2083 (13)
- Les mesures économiques de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », aperçu rapide..... 184 (13)

COVID-19

- COVID-19 et droit des aides d'État, étude..... 2083 (13)

Covid-19 : pour une réponse ambitieuse des collectivités territoriales face à la crise économique ?, essentiel sur 2118 (15)

De quelques ajustements nécessaires en matière d'aides aux entreprises en période de covid-19 act. 288 (20)

La création d'un fonds de solidarité : une participation financière de l'État et des régions auprès des entreprises dont l'activité est impactée par l'épidémie du Covid-19, commentaire 2091 (14)

Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire, aperçu rapide 200 (14)

DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Droit public des affaires act. 502 (36)

ENCADREMENT DES PRIX DE VENTE

Encadrement des prix de vente des gels hydro-alcooliques en cas de COVID-19 act. 161 (12)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

COVID-19 et droit des aides d'État, étude 2083 (13)

FONDS DE SOLIDARITÉ

La création d'un fonds de solidarité : une participation financière de l'État et des régions auprès des entreprises dont l'activité est impactée par l'épidémie du Covid-19, commentaire 2091 (14)

Retour sur le fonds de solidarité en faveur des très petites entreprises, commentaire 2120 (15)

FRANCE RELANCE

« Libérer les territoires, c'est libérer les énergies. C'est faire le pari de l'intelligence collective », aperçu rapide 505 (37)

LOYERS

Les loyers et l'accès aux fluides sous le régime de la loi d'urgence sanitaire, commentaire 2097 (14)

PRÊTS

Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, étude 2177 (25)

REDEVANCE D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

La redevance d'archéologie préventive au régime de l'aide d'État act. 667 (47)

SERVICES PUBLICS

Premières reconnaissances de l'interventionnisme public local en temps de crise, commentaire 2119 (15)

SUBVENTION EUROPÉENNE

Heurs et malheurs des candidats à l'obtention d'une subvention européenne, commentaire 2224 (30-34)

SUBVENTIONS

Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises, étude 2177 (25)

Libertés fondamentales

CONFINEMENT

Pas de question sérieuse sur la constitutionnalité du confinement ! act. 477 (35)

Libertés publiques

DEVOIR DE RÉSERVE

Attentats de Charlie Hebdo : la CEDH rejette la requête d'un professeur belge sanctionné pour ses propos incompatibles avec son devoir de réserve act. 510 (37)

LIBERTÉ FONDAMENTALE

Covid-19 : à l'impossible... act. 230 (15)

Numérique

DONNÉES DE TRANSPORT

LOM et ouverture des données : la révolution numérique de la mobilité ?, étude 2061 (9)

Organisation administrative

ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

L'administration de l'État act. 408 (27)

AGENCE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL DE L'ÉTAT

L'APIE au tapis : requiem pour l'agence du patrimoine immatériel de l'État, libres propos 33 (3)

CORONAVIRUS

Le coronavirus va-t-il mettre à mal le fonctionnement de nos institutions ?, aperçu rapide 157 (12)

Loi d'urgence covid-19 : adaptation des délais et simplification des procédures administratives et juridictionnelles, aperçu rapide 185 (13)

COVID-19

Le régime des établissements sociaux et médico-sociaux à l'épreuve du Covid-19, commentaire 2093 (14)

Le retour de l'État, d'urgence, commentaire 2140 (18-19)

ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

Le régime des établissements sociaux et médico-sociaux à l'épreuve du Covid-19, commentaire 2093 (14)

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

Le retour de l'État, d'urgence, commentaire 2140 (18-19)

INSTANCE COLLÉGIALE ADMINISTRATIVE

Droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire, commentaire 2096 (14)

MAÎTRE DES REQUÊTES AU CONSEIL D'ÉTAT

Au Conseil d'État act. 180 (12)

RÉFORME TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Organisation des secrétariats généraux communs : la départementalisation de la réforme territoriale de l'État act. 88 (7)

SOUS-PRÉFET À LA RELANCE

Circulaires et instructions act. 523 (38-39)

Procédure contentieuse

ACTE DE GOUVERNEMENT

Impossibilité de contester les actes de gouvernement : le Conseil d'État refuse de renvoyer une QPC act. 520 (38-39)

ACTION INDEMNITAIRE

Compétence et action indemnitaire act. 193 (13)

AIDE D'ÉTAT

Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales act. 211 (14)

AIDE D'ÉTAT ILLÉGALE

Précisions sur l'office du juge en cas d'aides d'État illégales act. 211 (14)

AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Permis de construire en matière d'aménagement commercial **act. 681 (48)**

AVOCAT

La suspension de l'avocat suspend le délai pour produire un mémoire complémentaire **act. 27 (2)**

L'avocat mandaté n'est pas forcément désigné **act. 553 (41)**

Ministère d'avocat et litige en matière de pension militaire d'invalidité **act. 372 (25)**

CASSATION

PGD de la cassation - même sans texte - de toute décision juridictionnelle administrative de dernier ressort, commentaire **2157 (21-22)**

CHARTRE DE DÉONTOLOGIE

La charte de déontologie de la juridiction administrative passe le contrôle du Conseil d'État **act. 212 (14)**

Le contrôle juridictionnel de la Charte de déontologie de la juridiction administrative : le Conseil d'État face à lui-même, commentaire **2278 (43)**

CHRONIQUE

Chronique de contentieux administratif, chronique **2280 (44)**

CLAUSE RÉGLEMENTAIRE

Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial **act. 569 (42)**

CODE DE PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Code de procédure administrative **act. 325 (23)**

CONCLUSIONS DU RAPPORTEUR PUBLIC

La communication du sens de ses conclusions du rapporteur public doit avoir un sens **act. 120 (8)**

CONSEIL D'ÉTAT

Au Conseil d'État **act. 237 (15)**

Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'État ?, libres propos **251 (17)**

Publication du rapport annuel 2019 du Conseil d'État et de la juridiction administrative **act. 269 (18-19)**

CONTINUITÉ TERRITORIALE

Les aides à la continuité territoriale ne sont pas des aides sociales **act. 462 (30-34)**

CONTRÔLE DE CASSATION

La cassation administrative des décisions de référé, étude **2047 (7)**

COVID-19

Adaptation des règles applicables devant les juridictions administratives : des précisions limitées, aperçu rapide **240 (16)**

Circulaires et instructions **act. 218 (14)**

État d'urgence sanitaire : les juridictions administratives s'organisent, commentaire **2090 (14)**

Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'État ?, libres propos **251 (17)**

Prorogation de l'état d'urgence : adaptation des règles applicables devant les juridictions administratives **act. 280 (20)**

Un fonctionnement des juridictions administratives en période de crise conforté, commentaire **2131 (17)**

CRISTALLISATION DES MOYENS

La cristallisation des moyens souffle sur les éoliennes **act. 245 (16)**

CZABAJ

Czabaj par ordonnance, commentaire **2063 (9)**

Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir **act. 605 (44)**

DALO

De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO **act. 26 (2)**

DÉFENDEUR

Autorisation d'urbanisme : notion de défendeur (pré-fet) pour avis conforme et qualité du ministre pour faire appel **act. 588 (43)**

DÉLAI

Jusqu'ou ira la jurisprudence Czabaj ?, commentaire **2319 (49)**

DÉLAI DE RECOURS

Applicabilité du délai raisonnable de recours d'un an aux décisions implicites de rejet relevant du plein contentieux nées avant l'entrée en vigueur du décret JADE, commentaire **2271 (42)**

Le délai « raisonnable » de recours d'un an ne s'applique pas aux actions en responsabilité, commentaire **2004 (1)**

Offre partielle ou refus partiel d'indemnisation de l'ONIAM : quel délai de recours ? **act. 442 (29)**

Pas de Czabaj là où aucun délai de recours contentieux n'est susceptible de courir **act. 605 (44)**

DÉLAI RAISONNABLE

Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux **act. 586 (43)**

Czabaj par ordonnance, commentaire **2063 (9)**

Simple ordonnance de rejet pour l'expiration du délai « raisonnable » **act. 97 (7)**

DÉNI DE JUSTICE

Le déni de justice saisit le Tribunal des conflits au fond **act. 621 (45)**

DROIT ADMINISTRATIF

Droit administratif général **act. 503 (36)**

DROITS D'EAU

Quid du contentieux des droits d'eau fondés en titre en cas de décès ou de vente du moulin ?, commentaire **2213 (29)**

EXCÈS DE POUVOIR

Précisions sur l'office du juge de l'excès de pouvoir en matière de contrôle d'une mesure de suspension provisoire prononcée à titre disciplinaire, commentaire **2314 (48)**

FOOTBALL

Confirmation de la fin de saison anticipée de football professionnel mais suspension des relégations en Ligue 2 **act. 337 (24)**

FORMALISME

Le formalisme des décisions administratives, étude **2162 (23)**

GRANDE VOIRIE

Quelques précisions sur les singularités du contentieux de grande voirie **act. 170 (12)**

INSTANCE

Chronique de contentieux administratif, chronique **2036 (6)**

JUGE DE L'ASTREINTE

Compétence entre TA et CAA : le juge de la liquidation de l'astreinte est le juge de l'astreinte **act. 246 (16)**

JUGEMENT

Chronique de contentieux administratif, chronique 2036 (6)

JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Adaptation des règles applicables devant les juridictions administratives : des précisions limitées, aperçu rapide 240 (16)

État d'urgence sanitaire : les juridictions administratives s'organisent, commentaire 2090 (14)

Journal officiel du 13 au 19 novembre 2020 act. 654 (47)

Journal officiel du 9 avril 2020 act. 226 (15)

Prorogation de l'état d'urgence : adaptation des règles applicables devant les juridictions administratives act. 280 (20)

Un fonctionnement des juridictions administratives en période de crise conforté, commentaire 2131 (17)

MÉMOIRE RÉCAPITULATIF

Délai déclenché du mémoire récapitulatif act. 233 (15)

MESURE DE SUSPENSION PROVISoire

REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD act. 152 (10-11)

MOYEN NOUVEAU

Condition pour fixer une date à compter de laquelle les parties ne peuvent plus invoquer de moyens nouveaux act. 71 (6)

MOYENS

L'intervenant ne dispose pas de plus de droits que les parties pour présenter des moyens act. 587 (43)

ORDONNANCE

Ordonnances : la QPC compatible avec le recours en excès de pouvoir act. 736 (51-52)

ORDONNANCE DE TRI

Ordonnances de tri : laissons le temps au requérant act. 371 (25)

PLEIN CONTENTIEUX

L'office du juge saisi uniquement de conclusions tendant à l'annulation d'une décision refusant de mettre fin à un dommage de travaux publics, commentaire 2180 (25)

POURVOI

La procédure d'admission des pourvois peut intervenir juste après la cassation d'un arrêt act. 254 (17)

PRESCRIPTION QUADRIENNALE

Exécution d'une décision condamnant une collectivité publique au versement d'une somme d'argent act. 114 (8)

PREUVE

Production de la preuve de la publication régulière d'un arrêté portant délégation de signature après la clôture de l'instruction act. 443 (29)

QUESTION PRÉJUDICIELLE

Question préjudicielle, pourvoi, sursis ? act. 645 (46)

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Modalités de contestation d'un refus de transmission de QPC par une juridiction de premier ressort act. 720 (50)

RAPPORTEUR PUBLIC

Motivation par renvoi des conclusions du rapporteur public : régularité de la décision juridictionnelle act. 721 (50)

RECOURS

Chronique de contentieux administratif, chronique 2036 (6)

Le recours au fond consécutif à un référé-provision : une voie d'achèvement act. 661 (47)

RECOURS GRACIEUX

Application de la jurisprudence Czabaj aux décisions prises sur recours gracieux act. 586 (43)

RECOURS INDEMNITAIRE

De la nature du recours indemnitaire présenté par l'ayant-droit d'un bénéficiaire du DALO act. 26 (2)

RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR

Le délai de recours contentieux court désormais à l'encontre des circulaires fiscales, commentaire 2163 (23)

Ordonnance en instance de ratification, l'excès de pouvoir veille act. 414 (28)

Recours pour excès de pouvoir contre l'avis d'incompatibilité émis en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 114-2 du Code de la sécurité intérieure act. 373 (25)

REP contre une mesure de suspension provisoire prise par le président de l'AFLD act. 152 (10-11)

RECOUVREMENT D'UNE CRÉANCE

Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle act. 436 (29)

RÉFÉRÉ

Chronique de contentieux administratif, chronique 2036 (6)

RÉFÉRÉ SECRET DES AFFAIRES

Dispositions relatives aux juridictions administratives et mesures relatives à la procédure contentieuse administrative act. 22 (2)

RÉFÉRÉ-LIBERTÉ

Le juge des référés du Conseil d'État face aux mesures de lutte contre le Covid-19, aperçu rapide 182 (13)

L'office du juge du référé-liberté dans l'urgence du covid-19, aperçu rapide 201 (14)

RÉFÉRÉS ADMINISTRATIFS

La cassation administrative des décisions de référé, étude 2047 (7)

RÈGLEMENT ILLÉGAL

L'office du juge saisi d'une décision de refus de réformer un règlement illégal, commentaire 2279 (43)

REJET PAR LE TRI

Czabaj par ordonnance, commentaire 2063 (9)

SURSIS À EXÉCUTION

Point de provision après sursis à exécution act. 646 (46)

TIERCE-OPPOSITION

De la tierce-opposition en cas de transfert de compétences entre juridictions act. 660 (47)

URBANISME COMMERCIAL

Urbanisme commercial : le vainqueur du RAPO en défense act. 415 (28)

Responsabilité

ADMINISTRATION FISCALE

La compensation fautive de taxe professionnelle act. 417 (28)

ANORMALITÉ

ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse act. 683 (48)

ASSISTANCE ET SECOURS

Les communes de la petite couronne sont-elles seules responsables des fautes commises par la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ?, commentaire 2325 (50)

CARENCE

La responsabilité de l'État du fait de sa carence fautive dans l'attribution d'un logement et le recours des ayants droit du bénéficiaire du DALO décédé, commentaire 2260 (41)

COMPTABLE PUBLIC

Irrégularités en dépenses du comptable et préjudice financier, commentaire 2142 (18-19)

La responsabilité du comptable public : une évolution sans fin ?, étude 2141 (18-19)

Responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics : l'état d'urgence sanitaire est constitutif de la force majeure, commentaire 2088 (14)

CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE

Expulsion d'un local après décision judiciaire : une demande de concours de la force publique nécessaire pour chaque période d'occupation, commentaire 2158 (21-22)

COVID-19

Crise sanitaire du Covid-19 et responsabilité administrative, étude 2149 (20)

État d'urgence sanitaire et fonds d'indemnisation des dommages médicaux et des victimes d'amiante, commentaire 2095 (14)

La responsabilité des décideurs locaux dans la tourmente de la crise sanitaire du Covid-19, aperçu rapide 272 (20)

DÉPARTEMENT

Modulation de la vitesse maximale par les présidents de département et engagement de leur responsabilité act. 501 (36)

DOMMAGE

Dommage de travaux publics : abstention fautive mais pas d'urgence à réparer act. 338 (24)

Usager et usage d'un ouvrage public en cas de dommage, commentaire 2324 (50)

DOMMAGES DE TRAVAUX PUBLICS

L'office du juge saisi uniquement de conclusions tendant à l'annulation d'une décision refusant de mettre fin à un dommage de travaux publics, commentaire 2180 (25)

ENTRETIEN

Entretien des barrages / digues : précisions sur le partage de responsabilité entre le propriétaire et l'exploitant act. 446 (29)

EXPERTISE

Rapport d'expertise se prononçant sur des questions excédant le champ de l'expertise ordonnée par la juridiction act. 398 (27)

EXPERTISE EN CARENCE

Médiateur : expertise en carence mais cumul accepté des demandes d'indemnisation act. 28 (2)

FAUTE DE L'ÉTAT

Aide publique : la faute de l'inutilité act. 722 (50)

FAUTE DE SERVICE

Cumul des fautes personnelle et de service y compris pour un même fait, commentaire 2150 (20)

FAUTE PERSONNELLE

Cumul des fautes personnelle et de service y compris pour un même fait, commentaire 2150 (20)

IMPLANT PIP

Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006 act. 685 (48)

Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009 act. 684 (48)

INDEMNISATION

État d'urgence sanitaire et fonds d'indemnisation des dommages médicaux et des victimes d'amiante, commentaire 2095 (14)

INFECTION NOSOCOMIALE

Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance act. 123 (8)

MAÎTRE D'OEUVRE

Le maître d'oeuvre à l'épreuve de la réception act. 37 (3)

ONIAM

État d'urgence sanitaire et fonds d'indemnisation des dommages médicaux et des victimes d'amiante, commentaire 2095 (14)

La solidarité nationale envisage la perte de chance act. 374 (25)

ONIAM : la condition d'anormalité enrichie d'une nouvelle hypothèse act. 683 (48)

OUVRAGE PUBLIC

Usager et usage d'un ouvrage public en cas de dommage, commentaire 2324 (50)

OUVRAGES PUBLICS

La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public act. 47 (4)

PERTE DE CHANCE

Du calcul de l'incapacité résultant d'une infection nosocomiale ayant entraîné une perte de chance act. 123 (8)

Indemnisation d'un patient par l'ONIAM : modalités de calcul du taux de perte de chance act. 445 (29)

Mesure concrète, par le juge administratif, de la probabilité d'un consentement au regard de l'obligation d'information du patient et de la perte de chance consécutrice act. 682 (48)

PRÉJUDICE

Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi act. 14 (1)

Rétroactivité jurisprudentielle dans l'appréciation de la faute. Calcul du préjudice, commentaire 2339 (51-52)

PRÉJUDICE FINANCIER

Comment évaluer le préjudice financier résultant de l'illégalité d'un régime d'« astreinte sur site » imposé aux agents d'un centre hospitalier ?, commentaire 2126 (16)

PRESCRIPTION

La loi de 2008 (prescription en matière civile) ne change pas le jeu de l'interruption/suspension de la prescription act. 703 (49)

PRESCRIPTION DÉCENNALE

Les infections nosocomiales à l'épreuve de la prescription act. 122 (8)

PRESCRIPTION QUINQUENNALE

Quel est le terminus a quo de la prescription quinquennale ? act. 704 (49)

PUISSANCE PUBLIQUE

Fin de l'irresponsabilité de principe de la puissance publique, commentaire 2084 (13)

RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

Crise sanitaire du Covid-19 et responsabilité administrative, étude 2149 (20)

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Distribution défectueuse de la propagande électorale : la responsabilité de l'État peut être engagée act. 444 (29)

Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2006 act. 685 (48)

Implants PIP : l'État n'a pas fauté en 2009 act. 684 (48)

Reconnaissance de la responsabilité de l'État-législateur au titre de l'inconstitutionnalité d'une loi act. 14 (1)

Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours act. 99 (7)

Rodéos urbains motorisés : la responsabilité de l'État engagée pour faute, commentaire 2231 (35)

Violation du droit communautaire par le juge national act. 570 (42)

RESPONSABILITÉ DES MAIRES

Obligation légale de débroussaillage et responsabilité des maires act. 156 (10-11)

RESPONSABILITÉ EXTRA-CONTRACTUELLE

Cumul possible entre l'émission d'un titre exécutoire et recours en responsabilité extra-contractuelle act. 436 (29)

RESPONSABILITÉ EXTRA-CONTRACTUELLE

Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif act. 213 (14)

RESPONSABILITÉ MÉDICALE ET HOSPITALIÈRE

Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière, chronique 2042 (7)

RESPONSABILITÉ PÉNALE

La responsabilité des décideurs locaux dans la tourmente de la crise sanitaire du Covid-19, aperçu rapide 272 (20)

La responsabilité pénale du maire en cas de menace sanitaire, étude 2172 (24)

RESPONSABILITÉ QUASI-DÉLICTUELLE

Les manoeuvres dolosives du tiers devant le juge administratif act. 213 (14)

RESPONSABILITÉ SANS FAUTE

La solidarité nationale envisage la perte de chance act. 374 (25)

Responsabilité sans faute de la puissance publique pour rupture d'égalité devant les charges publiques, commentaire 2127 (16)

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

Matérialisation des responsabilités publiques au-delà d'une rente viagère d'invalidité act. 678 (48)

RETARD

Le préjudice d'une commune des procédures juridictionnelles interminables act. 356 (25)

RUPTURE D'ÉGALITÉ DEVANT LES CHARGES PUBLIQUES

Responsabilité sans faute de la puissance publique pour rupture d'égalité devant les charges publiques, commentaire 2127 (16)

TRAVAUX PUBLICS

Le camion responsable, la signalisation du chantier coupable act. 35 (3)

USAGER

La qualité d'usager en puissance d'un ouvrage public act. 47 (4)

Usager et usage d'un ouvrage public en cas de dommage, commentaire 2324 (50)

VICTIME D'ESSAI NUCLÉAIRE

Indemnisation des victimes d'essais nucléaires et application des multiples lois successives act. 662 (47)

COMPTABLE

Le comptable public et le contrôle des pièces justificatives, commentaire 2065 (10-11)

COMPTABLE PUBLIC

Responsabilité du comptable public à raison des agissements d'un régisseur : le jugement des comptes passe toujours avant celui des comptables, commentaire 2066 (10-11)

LOI INCONSTITUTIONNELLE

Attendue et décevante : la responsabilité de l'État du fait des lois déclarées inconstitutionnelles, commentaire 2076 (12)

SUBROGATION CONVENTIONNELLE

La subrogation conventionnelle ne disqualifie pas le juge compétent act. 166 (12)

Santé / Affaires sociales

AGRÈMENT

Le renouvellement de l'agrément de l'assistant maternel act. 259 (17)

AIDE

Report et étalement des factures d'eau et d'énergie pour les familles modestes act. 614 (44)

ASSISTANT MATERNEL

Le renouvellement de l'agrément de l'assistant maternel act. 259 (17)

Les assistants maternels au défi de la vaccination act. 171 (12)

ASSISTANTE MATERNELLE

Covid-19 : le tableau des gardes d'enfants à domicile et celui de l'accès des personnes vulnérables aux droits et prestations sociales redessiné, commentaire 2092 (14)

CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES

La continuité du fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques à l'épreuve des mesures de confinement, commentaire 2098 (14)

CHÈQUE-VACANCES

Circulaires et instructions act. 487 (35)

CONTENTIEUX

Covid-19 : le tableau des gardes d'enfants à domicile et celui de l'accès des personnes vulnérables aux droits et prestations sociales redessiné, commentaire 2092 (14)

CONTENTIEUX DE L'AIDE SOCIALE

Le recours en récupération sur succession devant le Conseil d'État, commentaire 2321 (49)

CORONAVIRUS

Le juge des référés du Conseil d'État face aux mesures de lutte contre le Covid-19, aperçu rapide 182 (13)

Mesures générales nécessaires pour faire face au covid-19 act. 189 (13)

Organisation et fonctionnement du système de santé en période covid-19 act. 190 (13)

COVID-19

Coronavirus : des tests et des traitements pour la population.....	act. 214 (14)
Coronavirus : le confinement maritime de Marie-Galante trop attentatoire aux libertés.....	act. 215 (14)
Covid-19 et ordre public sanitaire, aperçu rapide.....	158 (12)
Covid-19 : pas de discrimination dans les soins.....	act. 255 (17)
Covid-19 : RAS pour les EHPAD.....	act. 256 (17)
Déconfinement : mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie.....	act. 281 (20)
Port du masque obligatoire à Strasbourg : le juge des référés préfère le respect de la vie privée à la liberté d'aller et venir !, aperçu rapide.....	311 (23)

CRISE SANITAIRE

Covid-19 et ordre public sanitaire, aperçu rapide.....	158 (12)
--	----------

DALO

Droit au logement opposable : précisions sur les délais de recours et la notion de logement adapté.....	act. 571 (42)
---	---------------

DÉCONFINEMENT

Déconfinement : mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie.....	act. 281 (20)
---	---------------

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

Droit au logement opposable : quels effets, sur les obligations du préfet, de la radiation du fichier des demandeurs de logement social ?.....	act. 447 (29)
--	---------------

EHPAD

Covid-19 : pas de discrimination dans les soins.....	act. 255 (17)
Covid-19 : RAS pour les EHPAD.....	act. 256 (17)

ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ

L'État au chevet des établissements de santé : une garantie ponctuelle mais bienvenue, commentaire.....	2094 (14)
---	-----------

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

État d'urgence sanitaire, saison 2.....	act. 547 (40)
État d'urgence sanitaire, un objet juridique mal identifié, aperçu rapide.....	183 (13)
Journal officiel du 10 au 16 juillet 2020.....	act. 426 (29)
La fin sans fin de l'état d'urgence sanitaire, commentaire.....	2215 (29)
Prorogation de l'état d'urgence sanitaire : la loi est publiée au Journal officiel.....	act. 653 (47)

EXPULSION LOCATIVE

Coronavirus : fin de la trêve hivernale.....	act. 452 (29)
--	---------------

FRAUDE

Fraudes aux prestations sociales : la Cour des comptes appelle à « changer d'échelle ».....	act. 513 (37)
---	---------------

GARDE D'ENFANTS

Covid-19 : le tableau des gardes d'enfants à domicile et celui de l'accès des personnes vulnérables aux droits et prestations sociales redessiné, commentaire.....	2092 (14)
--	-----------

HABITAT INDIGNE

Loi ELAN : publication de l'ordonnance relative à la lutte contre l'habitat indigne.....	act. 518 (38-39)
--	------------------

HANDICAPÉS

Intégration des personnes en situation de handicap : E. Macron appelle les candidats aux élections municipales à s'engager.....	act. 107 (7)
---	--------------

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le Premier ministre présente de nouvelles mesures de lutte contre la pauvreté.....	act. 616 (44)
--	---------------

MAJEUR

De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur.....	act. 48 (4)
---	-------------

MAJEUR PROTÉGÉ

Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires.....	act. 121 (8)
--	--------------

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Participation des majeurs protégés au financement des mandataires judiciaires.....	act. 121 (8)
--	--------------

MINEUR

De l'obligation d'accompagnement d'un mineur devenant majeur.....	act. 48 (4)
---	-------------

MINEUR ISOLÉ

Légalité - au fond - du décret sur le fichage controversé des mineurs dits isolés.....	act. 98 (7)
--	-------------

MINEURS ÉTRANGERS NON ACCOMPAGNÉS

Mineurs étrangers non accompagnés : le Conseil d'État valide le décret mais encadre la façon de l'appliquer.....	act. 72 (6)
--	-------------

ORDRE PUBLIC SANITAIRE

Covid-19 et ordre public sanitaire, aperçu rapide.....	158 (12)
--	----------

PAUVRETÉ

Veille - Circulaires et instructions.....	act. 710 (49)
---	---------------

PROTECTION DE L'ENFANCE

Coronavirus : point sur la protection de l'enfance fait dans le cadre de la gestion de la crise.....	act. 199 (13)
Gouvernance nationale de l'enfance : les recommandations de la Cour des comptes.....	act. 498 (36)
Protection de l'enfance : « Une politique inadaptée au temps de l'enfant ».....	act. 711 (49)

PROTOCOLE SANITAIRE

Protocole sanitaire : le Conseil d'État met en avant son caractère non contraignant pour refuser sa suspension.....	act. 606 (44)
---	---------------

RELOGEMENT D'URGENCE

Journal officiel du 28 août au 3 septembre 2020.....	act. 492 (36)
--	---------------

RSA

Bénévolat et allocation RSA : un mode d'emploi sous conditions, commentaire.....	2164 (23)
Contentieux du RSA : précisions sur le contrat d'engagements réciproques, commentaire.....	2048 (7)
Contentieux du RSA : précisions sur le droit de communication et sur les ressources à prendre en compte, commentaire.....	2320 (49)
Contentieux social : quel office du juge face aux allégations du demandeur ?, commentaire.....	2187 (26)
Gérants de société et droit au RSA : du nouveau au Conseil d'État, commentaire.....	2253 (40)
Le bénévolat des bénéficiaires du RSA.....	act. 258 (17)
Revalorisation du RSA entre 2013 et 2017 : un arrêté fixe le montant des compensations pour les départements.....	act. 715 (50)
Subsidiarité du RSA, Télérecours social : de nouvelles avancées au Conseil d'État !, commentaire.....	2012 (2)

VACCINATION

Les assistants maternels au défi de la vaccination **act. 171 (12)**

Sécurité / Police

ARRÊTÉ ANTI-GLYPHOSATE

Les arrêtés « anti-glyphosate » et le concours de polices administratives, étude **2005 (1)**

ASSOCIATION

Rejet de la demande de suspension de la dissolution de l'association Barakacity **act. 687 (48)**

CAMÉRA THERMIQUE

Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ? **act. 399 (27)**

CONFINEMENT

Coronavirus : les personnes ne respectant pas les règles de confinement s'exposent à une amende de 135 euro **act. 163 (12)**

CONTRAT DE SÉCURITÉ INTÉGRÉE

Le contrat de sécurité intégrée : un symbole et des interrogations, étude **2299 (46)**

COURS D'EAU

Libre cours des eaux, l'État seul responsable **act. 478 (35)**

COUVRE-FEU

Covid : pas de couvre-feu pour ceux qui l'allument **act. 302 (21-22)**

COVID-19

Coronavirus et le contentieux de la fermeture des salles de sport **act. 562 (41)**

Covid : finalement pas si drone **act. 301 (21-22)**

Covid : l'intelligence du port du masque **act. 508 (37)**

Covid 19 : la caméra thermique brûle-t-elle le RGPD ? **act. 399 (27)**

Covid 19 : le groupement statique n'augmente pas le risque de contamination **act. 260 (17)**

En un combat douteux : défendre les « échappés du confinement » au nom des libertés ?, libres propos **290 (21-22)**

Le maire, acteur local majeur dans la lutte contre le Covid-19, étude **2133 (17)**

L'état d'urgence sanitaire : de l'empirisme avant toute chose, étude **2132 (17)**

Présentation du projet de loi organisant la fin de l'état d'urgence sanitaire et des principales mesures du PLFR3 pour 2020 **act. 347 (24)**

Un drone de Covid **act. 286 (20)**

Zèle municipal et pouvoirs de police sanitaire, aperçu rapide **241 (16)**

DÉONTOLOGIE

Forces de police, service public et déontologie : s'inspirer du moment « 1985 », libres propos **327 (24)**

DÉPARTEMENT

Passage aux 90 km/h : les instructions données aux préfets **act. 52 (4)**

DONNÉES PERSONNELLES

Prévention de la délinquance et traitement de données personnelles par les mairies : les bonnes pratiques à adopter **act. 45 (3)**

DRONE

Covid : finalement pas si drone **act. 301 (21-22)**

Surveillance policière par les drones : l'avis du Conseil d'État au Gouvernement **act. 686 (48)**

Un drone de Covid **act. 286 (20)**

ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Établissement recevant du public : un maire ne peut détourner son pouvoir de police pour refuser l'installation de l'Église de Scientologie **act. 590 (43)**

FORFAIT DE POST STATIONNEMENT

Le Défenseur des droits dénonce la défaillance du forfait de post-stationnement **act. 43 (3)**

FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT

Inconstitutionnalité des dispositions subordonnant la contestation des forfaits de post-stationnement à leur paiement préalable **act. 507 (37)**

Le forfait de post-stationnement dans ses états contentieux **act. 375 (25)**

L'inconstitutionnalité de l'exigence du paiement préalable du forfait post-stationnement pour saisir la CCSP, aperçu rapide **517 (38-39)**

FORFAIT POST-STATIONNEMENT

Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction contraire aux droits de la défense **act. 555 (41)**

HABITAT INDIGNE

Ratification de l'ordonnance relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations **act. 712 (49)**

IMMEUBLE MENAÇANT RUINE

Immeubles menaçant ruine : charge des travaux et responsabilité **act. 554 (41)**

LIBERTÉ FONDAMENTALE

Coronavirus et le contentieux de la fermeture des salles de sport **act. 562 (41)**

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La loi sur la sûreté antiterroriste vidée de son contenu par le Conseil constitutionnel **act. 472 (35)**

MASQUE

Covid : l'intelligence du port du masque **act. 508 (37)**

PASSAGE À NIVEAU

Circulaires et instructions **act. 81 (6)**

POLICE MUNICIPALE

Polices municipales et sécurité privée : quelques pas supplémentaires vers une « sécurité globale », aperçu rapide **65 (6)**

POUVOIR DE POLICE DU MAIRE

Concours des polices administratives générale et spéciale, commentaire **2134 (17)**

Confinement : suspension des arrêtés de maires autorisant l'ouverture des commerces non-alimentaires **act. 623 (45)**

Covid-19, la police du maire sur un strapontin, aperçu rapide **220 (15)**

Le maire, acteur local majeur dans la lutte contre le Covid-19, étude **2133 (17)**

Légalité d'une mesure de police administrative et contrôle proportionné du juge administratif, commentaire **2143 (18-19)**

L'étendue de l'obligation d'information du maire en cas d'interdiction de baignade, commentaire **2035 (5)**

Ouverture des parcs et jardins ou la consécration tardive mais heureuse des pouvoirs du maire.....	act. 312 (23)	ACTIVITÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	
Zèle municipal et police sanitaire : dénouement, aperçu rapide.....	252 (17)	Un contrat administratif au nom du service public, commentaire.....	2112 (14)
Zèle municipal et pouvoirs de police sanitaire, aperçu rapide.....	241 (16)	ALGORITHME	
POUVOIR DE POLICE GÉNÉRALE		De la préservation du secret des délibérations en cas de recours aux algorithmes locaux de sélection à l'université, commentaire.....	2160 (23)
Responsabilité étatique (et non communale) en matière d'assistance et de secours.....	act. 99 (7)	AUTORISATION D'URBANISME	
POUVOIR DE RÉQUISITION		L'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme est un SPA sans redevance en l'absence de prestations particulières.....	act. 465 (30-34)
Pouvoir de réquisition et police administrative spéciale de prévention des épidémies.....	act. 162 (12)	AUTOROUTE	
PRÉFET		Autoroute : les coûts liés à la police de la route ne sont pas des « coûts d'exploitation ».....	act. 612 (44)
Pouvoir de réquisition et police administrative spéciale de prévention des épidémies.....	act. 162 (12)	Les concessions d'autoroutes : mythes et réalité, étude.....	2340 (51-52)
PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES		BARBE	
Covid : finalement pas si drone.....	act. 301 (21-22)	Au nez et à la barbe des juges du fond, le Conseil d'État rappelle (enfin) qu'en soi porter la barbe n'est ni illégal ni contraire au principe de laïcité, libres propos.....	109 (8)
RECONNAISSANCE FACIALE		COLLABORATEUR OCCASIONNEL	
Pas de reconnaissance faciale chez les lycéens.....	act. 155 (10-11)	Le « citoyen sauveteur » : un collaborateur occasionnel du service public.....	act. 410 (28)
RODÉO		Le citoyen sauveteur : une intervention encouragée par la loi du 3 juillet 2020, commentaire.....	2233 (36)
Rodéos urbains motorisés : la responsabilité de l'État engagée pour faute, commentaire.....	2231 (35)	CONCURRENCE	
SDIS		L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus, étude.....	2326 (50)
Circulaires et instructions.....	act. 128 (8)	CONTRAT DE TRAVAIL	
Les communes de la petite couronne sont-elles seules responsables des fautes commises par la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ?, commentaire.....	2325 (50)	Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération.....	act. 153 (10-11)
SÉCURITÉ GLOBALE		CORONAVIRUS	
Le Défenseur des droits alerte sur la proposition de loi « Sécurité globale ».....	act. 647 (46)	Continuité des services publics locaux dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.....	act. 197 (13)
SÉCURITÉ PRIVÉE		COVID-19	
Polices municipales et sécurité privée : quelques pas supplémentaires vers une « sécurité globale », aperçu rapide.....	65 (6)	Adaptation des dispositions relatives aux opérations funéraires en période de Covid-19.....	act. 204 (14)
STATIONNEMENT		Covid-19 : à la maternelle, on instruit, on éduque.....	act. 321 (23)
Un maire peut autoriser, sous conditions, le stationnement des voitures sur le trottoir.....	act. 448 (29)	DÉCHET	
Verbalisation par lecture automatisée des plaques d'immatriculation (LAPI) : la CNIL met en demeure 4 communes.....	act. 500 (36)	Journal officiel du 11 au 17 décembre 2020.....	act. 725 (51-52)
SUPPORTER		GRÈVE	
Le Conseil d'État précise les « règles du jeu » en matière de restriction de déplacement de supporters de football, commentaire.....	2242 (37)	Et revoilà le service minimum dans les transports publics de voyageurs.....	act. 103 (7)
SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE		INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE	
Le sapeur-pompier volontaire exerce-t-il une activité professionnelle ?, commentaire.....	2014 (3)	Les arcanes de la tarification de l'infrastructure ferroviaire.....	act. 705 (49)
SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS		LABORATOIRE DE BIOLOGIE MÉDICALE	
Le sapeur-pompier volontaire exerce-t-il une activité professionnelle ?, commentaire.....	2014 (3)	Les laboratoires de biologie médicale (dont les laboratoires départementaux d'analyse) au secours de l'état d'urgence sanitaire.....	act. 225 (15)
Services publics		LAÏCITÉ	
ACCÈS		Au nez et à la barbe des juges du fond, le Conseil d'État rappelle (enfin) qu'en soi porter la barbe n'est ni illégal ni contraire au principe de laïcité, libres propos.....	109 (8)
Du droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement.....	act. 216 (14)	MAISON DE SERVICES AU PUBLIC	
		Quel avenir pour les maisons de services au public ?.....	act. 628 (45)

MENU DE SUBSTITUTION

Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc **act. 737 (51-52)**

NEUTRALITÉ

Au nez et à la barbe des juges du fond, le Conseil d'État rappelle (enfin) qu'en soi porter la barbe n'est ni illégal ni contraire au principe de laïcité, libres propos **109 (8)**

PLAINTÉ

Panne d'électricité : il n'est pas nécessaire d'avoir signé un contrat avec le gestionnaire de réseau national pour exercer un recours contre lui **act. 573 (42)**

PRINCIPES RÉPUBLICAINS

Conforter les principes républicains, mais comment ?, libres propos **652 (47)**

PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL

Que de l'excès de pouvoir pour la clause réglementaire d'un projet éducatif territorial **act. 569 (42)**

RÉSEAU CABLÉ

L'appréciation par le juge administratif de la régularité de la cession des réseaux câblés et de la méthode de valorisation des réseaux au regard de la qualification de libéralité, commentaire **2165 (23)**

RÉSEAU DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

La continuité du fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques à l'épreuve des mesures de confinement, commentaire **2098 (14)**

RESTAURATION COLLECTIVE

Les services communaux de la restauration collective : une maîtrise des coûts inégale, des attentes nouvelles **act. 141 (9)**

RESTAURATION SCOLAIRE

Laïcité des menus dits de substitution : la République n'oblige pas au porc **act. 737 (51-52)**

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Sapeur-pompier : précisions sur les dérogations assurant la réglementation de leur durée de travail **act. 2 (1)**

SERVICE FUNÉRAIRE

Adaptation des dispositions relatives aux opérations funéraires en période de Covid-19 **act. 204 (14)**

Fiche d'actualité relative aux impacts de l'épidémie de covid-19 dans le domaine funéraire **act. 627 (45)**

SERVICE PUBLIC COMMERCIAL DES REMONTÉES MÉCANIQUES

Divers questionnements d'emploi public au coeur du service public d'hiver, libres propos **53 (5)**

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Quelles conséquences des impayés d'eau pour les communes ? **act. 17 (1)**

SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION

La portée de l'aide individuelle à un élève handicapé **act. 688 (48)**

SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ

Les loyers et l'accès aux fluides sous le régime de la loi d'urgence sanitaire, commentaire **2097 (14)**

SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS

Changement d'attributaire d'un service public de transport : quand l'allocation familiale devient une rémunération **act. 153 (10-11)**

Et revoilà le service minimum dans les transports publics de voyageurs..... **act. 103 (7)**

LOM : le décret relatif aux dispositifs de descente à la demande est publié **act. 578 (43)**

Vers un transfert de gestion des lignes ferroviaires locales aux régions ?, étude **2062 (9)**

SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE

Les contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs, étude **2327 (50)**

L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus, étude **2326 (50)**

Un pas de plus vers la fragilisation des contrats de service public en matière ferroviaire, étude **2225 (30-34)**

SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE

Surpopulation carcérale : la CEDH condamne la France à agir **act. 78 (6)**

SERVICES PUBLICS DE MOBILITÉ

Journal officiel du 26 juin au 2 juillet 2020 **act. 390 (27)**

TRANSPORT ROUTIER

L'exploitation des services routiers antérieurs au 3 décembre 2009 **act. 268 (18-19)**

UNIVERSITÉ

Légalité des tarifs différenciés et « modiques » d'entrée à l'université « dite » gratuite **act. 416 (28)**

Non, vraiment non à la loi de Programmation de la Recherche I, libres propos **651 (47)**

Urbanisme

ACCEPTATION TACITE

Un certificat d'urbanisme tacite après annulation **act. 41 (3)**

ANTENNE-RELAIS

La continuité du fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques à l'épreuve des mesures de confinement, commentaire **2098 (14)**

AUTORISATION COMMERCIALE

Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant **act. 73 (6)**

AUTORISATION D'URBANISME

Autorisation d'urbanisme : le juge de cassation ne suspend pas **act. 285 (20)**

AUTORISATION TACITE

L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit **act. 124 (8)**

CERTIFICAT D'URBANISME

Un certificat d'urbanisme tacite après annulation **act. 41 (3)**

Une prolongation du certificat d'urbanisme **act. 100 (7)**

COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après **act. 74 (6)**

COVID-19

Déconfinement accéléré du droit de l'urbanisme **act. 282 (20)**

DÉLAI

Déconfinement accéléré du droit de l'urbanisme **act. 282 (20)**

ILLÉGALITÉ

Le sursis à statuer hors champ des six mois de critique des vices de forme..... **act. 50 (4)**

INTÉRÊT À AGIR

Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après..... **act. 74 (6)**

PANNEAU D’AFFICHAGE

Quelles sont les conséquences de l'omission, sur le panneau d'affichage d'une autorisation d'urbanisme, d'une mention prévue par le code, ou d'une erreur affectant celle-ci ?, commentaire..... **2006 (1)**

PARTICIPATION DU PUBLIC

Prise en compte des besoins de la défense nationale en matière de participation et de consultation du public, d'accès à l'information et d'urbanisme..... **act. 23 (2)**

PERMIS DE CONSTRUIRE

Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après..... **act. 74 (6)**

Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant..... **act. 73 (6)**

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

Quelles sont les conséquences, sur l'arrêté interruptif de travaux, de la délivrance d'un permis de régularisation au moins partielle ?, commentaire..... **2023 (3)**

PERMIS DE CONSTRUIRE TACITE

Le délai du déferé contre le permis tacite exige une connaissance parfaite..... **act. 101 (7)**

PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT AUTORISATION D’EXPLOITATION COMMERCIALE

L'intérêt à agir des concurrents en urbanisme commercial, étude..... **2188 (26)**

PERMIS DE DÉMOLIR

L'autorisation tacite de démolir n'existe pas dans un site inscrit..... **act. 124 (8)**

PIÈCE COMPLÉMENTAIRE

Quelles conséquences l'autorité administrative peut-elle tirer des vérifications et démarches qu'elle a faites lors de l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme ?, commentaire..... **2042 (6)**

PLU

Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps..... **act. 125 (8)**

Le sursis à statuer hors champ des six mois de critique des vices de forme..... **act. 50 (4)**

Pour l'application d'un PLU à une autorisation d'urbanisme, il y a mur et mur..... **act. 13 (1)**

PROMESSE DE VENTE

La promesse de vente vaut titre pour construire..... **act. 126 (8)**

REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Le délai du déferé contre le permis tacite exige une connaissance parfaite..... **act. 101 (7)**

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

La confrontation du SCOT et des autres documents d'urbanisme..... **act. 49 (4)**

TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Communauté de communes, l'héritage du PLU décalé dans le temps..... **act. 125 (8)**

URBANISME COMMERCIAL

Commission nationale d'aménagement commercial : décision avant, avis après..... **act. 74 (6)**

L'intérêt à agir des concurrents en urbanisme commercial, étude..... **2188 (26)**

Permis de construire : autorisation commerciale après, rien avant..... **act. 73 (6)**

VICE DE FORME

Le sursis à statuer hors champ des six mois de critique des vices de forme..... **act. 50 (4)**

Urbanisme / Aménagement

La piste cyclable dans la roue de la voie nouvelle..... **act. 723 (50)**

AGRANDISSEMENT

Agrandir une construction n'étend pas l'urbanisation..... **act. 248 (16)**

AIRE DE GRAND PASSAGE

L'aménagement des aires de grand passage..... **act. 560 (41)**

AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

La préservation des commerces face à l'extension d'un centre commercial devant le juge, commentaire..... **2261 (41)**

AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE

Make Our Mountains Great Again !, libres propos..... **131 (9)**

ANIMATION

La préservation des commerces face à l'extension d'un centre commercial devant le juge, commentaire..... **2261 (41)**

ARTIFICIALISATION DES SOLS

Aménagement commercial : les préfets garants de l'objectif « zéro artificialisation »..... **act. 486 (35)**

ATTEINTE

Soleil caché, atteinte non démontrée au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants..... **act. 194 (13)**

AUTORISATION DE CONSTRUIRE

Le PPRI au secours de l'autorisation de construire..... **act. 481 (35)**

AUTORISATION D’EXPLOITATION COMMERCIALE

La préservation des commerces face à l'extension d'un centre commercial devant le juge, commentaire..... **2261 (41)**

Le régime de délivrance des autorisations d'exploitation commerciale issu de la loi ELAN validé par le Conseil constitutionnel..... **act. 165 (12)**

Pas de QPC pour la faculté préfectorale de suspension de la procédure d'autorisation d'exploitation commerciale dans la loi ELAN, aperçu rapide..... **202 (14)**

AUTORISATION D’URBANISME

L'acte authentique de servitude de passage donnant accès à une voie ouverte à la circulation publique peut être produit après la délivrance du permis comportant cette réserve, commentaire..... **2285 (44)**

Qualité pour déposer une demande d'autorisation d'urbanisme : suite sans fin, ou suite et fin ?, commentaire..... **2173 (24)**

Quelles limites à la sécurité juridique des autorisations d'urbanisme ?, commentaire..... **2272 (42)**

CERTIFICAT D’URBANISME NÉGATIF

Un aménagement d'ensemble partiel..... **act. 559 (41)**

CHAMBRE D’HÔTES

Destination des chambres d'hôtes au sens du Code de l'urbanisme..... **act. 404 (27)**

CHANGEMENT DE DESTINATION

Application de la loi Élan et l'interdiction de changement de destination (art. 42)..... **act. 592 (43)**

CNAC

L'avis de la CNAC devient préparatoire..... **act. 235 (15)**

COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT

COMMERCIAL

Le calcul du seuil d'auto-saisine de la commission nationale d'aménagement commercial..... **act. 303 (21-22)**

COPROPRIÉTÉ

L'étanchéité à la copropriété de l'autorisation de construire..... **act. 607 (44)**

COVID-19

Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire..... **2135 (17)**

DÉCLARATION PRÉALABLE DE DIVISION

Déclaration préalable de division ou permis d'aménager ? **act. 403 (27)**

DÉLAI D'INSTRUCTION

Modification par pièces interposées de la demande d'autorisation **act. 249 (16)**

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION

COMMERCIALE

L'aménagement commercial dépourvu de test économique ajouté **act. 464 (30-34)**

DÉMOLITION

L'action en démolition d'un ouvrage édifié sans permis de construire validée par le Conseil constitutionnel **act. 473 (35)**

DIVISION PRIMAIRE

Division primaire, permis de construire modificatif après division et appréciation des règles d'urbanisme par le juge **act. 663 (47)**

DROIT DE PRÉEMPTION

La préemption crée l'urgence, à moins que... **act. 400 (27)**

L'exception d'intérêt général à la rétrocession d'un bien irrégulièrement préempté, commentaire **2293 (45)**

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Le droit de préemption urbain peut s'exercer pour des projets réalistes et non plus seulement réels **act. 463 (30-34)**

Le fragile équilibre de la procédure de préemption, commentaire **2243 (37)**

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire **2135 (17)**

ÉTUDE D'IMPACT

Permis en sursis pour étude d'impact à dévoiler **act. 340 (24)**

EXPROPRIATION

Expropriation : effet de la cession amiable consentie après une déclaration d'utilité publique **act. 540 (40)**

HYGIÉNISME

L'hygiénisme, nouvel objectif du droit de l'urbanisme ?, libres propos **307 (23)**

ILLÉGALITÉ

Les illégalités étrangères du document d'urbanisme **act. 556 (41)**

INTÉRÊT POUR AGIR

L'intérêt pour agir d'un propriétaire de terrains non constructibles au regard de la défense de la qualité environnementale d'un site, commentaire..... **2255 (40)**

LOI LITTORAL

Le schéma de cohérence territoriale et la loi Littoral depuis la loi Élan, étude..... **2254 (40)**

Loi Littoral : de l'actualité jurisprudentielle du principe d'extension en continuité de l'urbanisation, libres propos..... **263 (18-19)**

Même imprécis le SCOT du littoral s'impose..... **act. 558 (41)**

MODIFICATION DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Modification par pièces interposées de la demande d'autorisation..... **act. 249 (16)**

MONTAGNE

Loi Montagne II : bilan et perspectives..... **act. 468 (30-34)**

L'urbanisme de montagne : résistances et inflexions de la jurisprudence face aux assouplissements législatifs, commentaire **2085 (13)**

MONUMENT HISTORIQUE

Monument historique : la co-visibilité n'est pas l'oeil du photographe **act. 343 (24)**

Travaux sur un immeuble situé près d'un monument historique : modalités d'affichage de l'autorisation **act. 549 (41)**

OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE

Un aménagement d'ensemble partiel **act. 559 (41)**

PARTICIPATION

Permis de construire modificatif et participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement **act. 572 (42)**

PERMIS D'AMÉNAGER

Déclaration préalable de division ou permis d'aménager ? **act. 403 (27)**

PERMIS DE CONSTRUIRE

Affichage du permis de construire, foire de l'adresse de la mairie **act. 589 (43)**

Le permis régularisateur à part entière **act. 707 (49)**

Permis de construire un ERP et la mention inéluctable **act. 706 (49)**

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

Communication aux parties de l'autorisation de régularisation **act. 261 (17)**

PERMIS DE CONSTRUIRE TACITE

Pas de permis tacite en site inscrit pour un projet de construction comportant des démolitions, commentaire **2237 (36)**

PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT DIVISION

Jardins privés et PCVD : diviser pour mieux régner ?, commentaire **2250 (38-39)**

PÉTITIONNAIRE

Précision sur le titre du copropriétaire pour construire **act. 234 (15)**

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

La renaissance provisoire du POS **act. 247 (16)**

PLANS DE MOBILITÉ

Journal officiel du 26 juin au 2 juillet 2020 **act. 390 (27)**

PLU

Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir **act. 479 (35)**

PLU	
PLU : un nouveau report du délai de caducité des POS n'est pas envisagé.....	act. 709 (49)
POLITIQUE DE LA VILLE	
L'attractivité des quartiers prioritaires a peu progressé depuis 10 ans selon la Cour des comptes.....	act. 713 (49)
PRÉEMPTION	
Annulation de la préemption, toujours l'intérêt général d'abord.....	act. 537 (40)
PROJET STRATÉGIQUE OPÉRATIONNEL	
Le projet stratégique et opérationnel d'un établissement d'aménagement ne faisait pas grief.....	act. 342 (24)
QUALITÉ À AGIR	
Le voisin du parking.....	act. 173 (12)
QUARTIER PRIORITAIRE	
L'attractivité des quartiers prioritaires a peu progressé depuis 10 ans selon la Cour des comptes.....	act. 713 (49)
RÉGIME DÉROGATOIRE	
Droits de l'environnement et de l'urbanisme au temps du Covid-19, commentaire.....	2135 (17)
RÉGULARISATION	
Autorisation régularisable, sursis obligatoire, à moins que.....	act. 557 (41)
Communication aux parties de l'autorisation de régularisation.....	act. 261 (17)
Compétence de régularisation du document d'urbanisme.....	act. 482 (35)
Permis en sursis pour étude d'impact à dévoiler.....	act. 340 (24)
Permis en sursis tous vices confondus.....	act. 339 (24)
Quelles limites à la sécurité juridique des autorisations d'urbanisme ?, commentaire.....	2272 (42)
RÉSERVE FONCIÈRE	
Réserve foncière, concession précaire et bail rural.....	act. 174 (12)
RESTAURATION IMMOBILIÈRE	
La restauration immobilière du local commercial.....	act. 386 (26)
SCOT	
Le schéma de cohérence territoriale et la loi Littoral depuis la loi Élan, étude.....	2254 (40)
L'urbanisation limitée au sens du SCOT.....	act. 195 (13)
Même imprécis le SCOT du littoral s'impose.....	act. 558 (41)
SERVITUDE DE PASSAGE	
Littoral : précisions sur la modification et la suspension des servitudes de passage des piétons.....	act. 418 (28)
STATIONNEMENT	
Le stationnement en enfilade.....	act. 480 (35)
Liberté de la preuve de l'affectation de la participation pour le stationnement.....	act. 236 (15)
SURSIS À STATUER	
Sursis à statuer : la nécessaire légalité du PLU à venir.....	act. 479 (35)
VICE	
Permis en sursis tous vices confondus.....	act. 339 (24)
ZONE AGRICOLE	
Classement en zone agricole : la vocation l'emporte.....	act. 341 (24)

Table chronologique de jurisprudence

CE, 20 sept. 2019 , n° 419381 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 8 nov. 2019 , n° 421491 : JurisData n° 2019-019672 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 23 sept. 2019 , n° 427923 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2036 (6)	CE, 8 nov. 2019 , n° 421491 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2073 (12)
CE, 23 sept. 2019 , n° 424270 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2036 (6)	TA Rennes, 8 nov. 2019 , n° 1705492 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2021 (3)
CE, 25 sept. 2019 , n° 422437 : JurisData n° 2019-016469 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2029 (4)	CE, 13 nov. 2019 , n° 419067 : JurisData n° 2019-020269 (<i>Urbanisme</i>).....	2042 (6)
CE, 25 sept. 2019 , n° 428508 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 13 nov. 2019 , n° 421299 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	2065 (10-11)
CE, 25 sept. 2019 , n° 428508 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2036 (6)	CAA Lyon, 14 nov. 2019 , n° 18LY02795 : JurisData n° 2019-020417 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2017 (3)
CE, 25 sept. 2019 , n° 427145 (<i>Environnement</i>).....	2171 (24)	TA Amiens, 15 nov. 2019 , n° 1800118 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	2175 (25)
Octobre			
CE, 2 oct. 2019 , n° 418930 : JurisData n° 2019-016971 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2012 (2)	CE, 20 nov. 2019 , n° 435785 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
CE, 2 oct. 2019 , n° 420808 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 22 nov. 2019 , n° 417631 : JurisData n° 2019-020630 (<i>Responsabilité</i>).....	2158 (21-22)
CE, 2 oct. 2019 , n° 418666 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2085 (13)	CE, 22 nov. 2019 , n° 418460 : JurisData n° 2019-020724 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CJUE, 3 oct. 2019 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)	CE, 22 nov. 2019 , n° 417752 : JurisData n° 2019-021112 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CJUE, 3 oct. 2019 , n° C-285/18 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)	CE, 22 nov. 2019 , n° 418645 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)
TA Poitiers, 3 oct. 2019 , n° 1700462 (<i>Responsabilité</i>).....	2126 (16)	CE, 22 nov. 2019 , n° 418645 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2072 (12)
CE, 4 oct. 2019 , n° 422992 : JurisData n° 2019-018044 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	2001 (1)	CE, 22 nov. 2019 , n° 422655 (<i>Sécurité / Police</i>).....	2035 (5)
CE, 9 oct. 2019 , n° 430538 : JurisData n° 2019-017522 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)	TA Toulouse, 22 nov. 2019 , n° 1705230 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2100 (14)
CE, 9 oct. 2019 , n° 416814 : JurisData n° 2019-017562 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	2066 (10-11)	CE, 27 nov. 2019 , n° 422600 : JurisData n° 2019-021116 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 9 oct. 2019 , n° 422712 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CAA Lyon, 28 nov. 2019 , n° 18LY02621 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2018 (3)
TA Amiens, 11 oct. 2019 , n° 1700865 : JurisData n° 2019-017804 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2019 (3)	CE, 29 nov. 2019 , n° 410689 : JurisData n° 2019-021157 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2068 (10-11)
TA Amiens, 11 oct. 2019 , n° 1700861 : JurisData n° 2019-017805 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2019 (3)	CE, 29 nov. 2019 , n° 410689 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
CE, 14 oct. 2019 , n° 432543 : JurisData n° 2019-017921 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2012 (2)	CE, 29 nov. 2019 , n° 426372 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
CE, 14 oct. 2019 , n° 418317 : JurisData n° 2019-017932 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2015 (3)	CE, 29 nov. 2019 , n° 411145 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
	2030 (5)	CE, 29 nov. 2019 , n° 429248 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
Cass. crim., 15 oct. 2019 , n° 18-83.255 : JurisData n° 2019-017934 (<i>Élections / Élus</i>).....	2122 (16)	TA Nice, 29 nov. 2019 , n° 1905097 : JurisData n° 2019-021540 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2020 (3)
CE, 16 oct. 2019 , n° 423275 : JurisData n° 2019-017916 (<i>Urbanisme</i>).....	2023 (3)	TA Caen, 29 nov. 2019 , n° 1802609 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2021 (3)
CE, 16 oct. 2019 , n° 419756 : JurisData n° 2019-017919 (<i>Urbanisme</i>).....	2006 (1)	Décembre	
CE, 16 oct. 2019 , n° 433069 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 2 déc. 2019 , n° 418026 : JurisData n° 2019-021459 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	2057 (9)
CE, 16 oct. 2019 , n° 419756 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 2 déc. 2019 , n° 421715 : JurisData n° 2019-021713 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2055 (8)
CE, 21 oct. 2019 , n° 419155 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 2 déc. 2019 , n° 412941 : JurisData n° 2019-021743 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2111 (14)
CE, 21 oct. 2019 , n° 419996 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 2 déc. 2019 , n° 412941 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2130 (17)
CE, 21 oct. 2019 , n° 420086 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 2 déc. 2019 , n° 422615 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 21 oct. 2019 , n° 419155 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 2 déc. 2019 , n° 423544 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 21 oct. 2019 , n° 419155 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2147 (20)	CE, 2 déc. 2019 , n° 422307 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 23 oct. 2019 , n° 423630 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 2 déc. 2019 , n° 425204 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)
CE, 23 oct. 2019 , n° 419274 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 2 déc. 2019 , n° 423936 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)
CE, 24 oct. 2019 , n° 425546 : JurisData n° 2019-018477 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2016 (3)	CAA Lyon, 3 déc. 2019 , n° 17LY04277 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2214 (29)
Novembre			
T. confl., 4 nov. 2019 , n° C4172 : JurisData n° 2019-020090 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2030 (5)	CE, 4 déc. 2019 , n° 418975 : JurisData n° 2019-021705 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2048 (7)
CE, 7 nov. 2019 , n° 431146 : JurisData n° 2019-019584 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2032 (5)	CE, 4 déc. 2019 , n° 415550 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
CE, 7 nov. 2019 , n° 431146 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)	CE, 4 déc. 2019 , n° 416798 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)
CE, 7 nov. 2019 , n° 431146 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2070 (12)	CE, 4 déc. 2019 , n° 420655 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2187 (26)
		CE, 4 déc. 2019 , n° 418975 (<i>Contrats / Marchés publics</i>).....	2024 (4)
		CAA Marseille, 6 déc. 2019 , n° 18MA04157 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 31 (2)

Table de jurisprudence

TA Montreuil, 3 mars 2020 , n° 2002102 (Environnement).....	act. 154 (10-11)
TA Grenoble, 3 mars 2020 , n° 1802219 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 173 (12)
Cass. crim., 4 mars 2020 , n° 19-83.390 (Collectivités territoriales).....	2152 (21-22)
CE, 4 mars 2020 , n° 423443 (Contrats / Commande publique).....	act. 168 (12)
CE, 4 mars 2020 , n° 426633 (Santé / Affaires sociales).....	act. 171 (12)
CAA Nantes, 6 mars 2020 , n° 19NT02933 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 263 (18-19)
T. confl., 9 mars 2020 , n° 4179 (Responsabilité).....	act. 166 (12)
TA Châlons-en-Champagne, 9 mars 2020 , n° 2000513 (Élections / Élus).....	act. 172 (12)
CE, 10 mars 2020 , n° 430550 (Procédure contentieuse).....	act. 170 (12)
CE, 10 mars 2020 , n° 432555 (Domaine / Patrimoine).....	act. 169 (12)
CE, 10 mars 2020 , n° 436879 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 167 (12)
CE, 10 mars 2020 , n° 425889 (Procédure contentieuse).....	act. 193 (13)
CEDH, 10 mars 2020 , n° 24816/14 (Services publics).....	act. 216 (14)
CE, 11 mars 2020 , n° 426366 (Actes administratifs).....	act. 206 (14)
CE, 11 mars 2020 , n° 421445 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 236 (15)
CE, 11 mars 2020 , n° 422704 (Environnement).....	act. 192 (13)
CE, 11 mars 2020 , n° 436693 (Collectivités territoriales).....	act. 208 (14)
CE, 11 mars 2020 , n° 419861 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 195 (13)
CE, 11 mars 2020 , n° 439434 (Élections / Élus).....	2185 (26)
TA Montreuil, 11 mars 2020 , n° 1901122 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 249 (16)
CAA Lyon, 12 mars 2020 , n° 18LY00564 (Fonctions publiques).....	2249 (38-39)
Cons. const., 12 mars 2020 , n° 2019-830 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 165 (12)
CE, 13 mars 2020 , n° 427408 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 194 (13)
CE, 13 mars 2020 , n° 414032 (Environnement).....	act. 231 (15)
CE, 13 mars 2020 , n° 427207 (Environnement).....	act. 191 (13)
CE, 13 mars 2020 , n° 435634 (Procédure contentieuse).....	2163 (23)
CE, 16 mars 2020 , n° 434918 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 202 (14)
CE, 18 mars 2020 , n° 425990 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 207 (14)
CE, 18 mars 2020 , n° 396651 (Procédure contentieuse).....	act. 211 (14)
CE, 18 mars 2020 , n° 425990 (Budget / Finances / Fiscalité).....	2287 (45)
CE, 18 mars 2020 , n° 424413 (Santé / Affaires sociales).....	2320 (49)
CE, 18 mars 2020 , n° 421911 (Santé / Affaires sociales).....	2320 (49)
CE, 22 mars 2020 , n° 439674 (Procédure contentieuse).....	act. 182 (13)
CE, 25 mars 2020 , n° 427737 (Actes administratifs).....	act. 205 (14)
CE, 25 mars 2020 , n° 432717 (Procédure contentieuse).....	act. 233 (15)
CE, 25 mars 2020 , n° 411070 (Procédure contentieuse).....	act. 212 (14)
CE, 25 mars 2020 , n° 409675 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 235 (15)
CE, 25 mars 2020 , n° 421149 (Procédure contentieuse).....	act. 212 (14)
CE, 25 mars 2020 , n° 411070 (Procédure contentieuse).....	2278 (43)
CE, 25 mars 2020 , n° 416731 (Urbanisme / Aménagement).....	2261 (41)
CE, 25 mars 2020 , n° 421149 (Procédure contentieuse).....	2278 (43)
CE, 27 mars 2020 , n° 426955 (Contrats / Commande publique).....	act. 244 (16)
CE, 27 mars 2020 , n° 434228 (Procédure contentieuse).....	act. 246 (16)

CE, 27 mars 2020 , n° 426291 (Contrats / Commande publique).....	act. 209 (14)
CE, 27 mars 2020 , n° 420491 (Responsabilité).....	act. 213 (14)
CE, 27 mars 2020 , n° 426623 (Actes administratifs).....	act. 229 (15)
CE, 27 mars 2020 , n° 435277 (Actes administratifs).....	act. 228 (15)
CE, 27 mars 2020 , n° 421758 (Responsabilité).....	act. 213 (14)
CE, 27 mars 2020 , n° 399922 (Administration / Citoyens).....	act. 239 (16)
CE, 27 mars 2020 , n° 427868 (Fonctions publiques).....	act. 232 (15)
CE, 27 mars 2020 , n° 421758 (Contrats / Commande publique).....	2153 (21-22)
CE, 27 mars 2020 , n° 435277 (Actes administratifs).....	2145 (20)
CE, 27 mars 2020 , n° 426291 (Contrats / Commande publique).....	2124 (16)
CE, 27 mars 2020 , n° 420491 (Contrats / Commande publique).....	2153 (21-22)
CE, 27 mars 2020 , n° 432076 (Domaine / Patrimoine).....	2116 (15)
TA Guadeloupe, 27 mars 2020 , n° 2000295 : JurisData n° 2020-004122 (Santé / Affaires sociales).....	act. 214 (14)
TA Guadeloupe, 27 mars 2020 , n° 2000294 (Santé / Affaires sociales).....	act. 215 (14)
CE, 28 mars 2020 , n° 439693 (Procédure contentieuse).....	act. 201 (14)
CE, 30 mars 2020 , n° 439809 (Droits fondamentaux).....	2155 (21-22)

Avril

CAA Lyon,, 2 avr. 2020 , n° 19LY03706 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 261 (17)
CAA Lyon, 2 avr. 2020 , n° 18LY02847 (Santé / Affaires sociales).....	act. 259 (17)
CAA Lyon, 2 avr. 2020 , n° 18LY04130 (Urbanisme / Aménagement).....	2250 (38-39)
TA Paris, 2 avr. 2020 , n° 1806096 (Services publics).....	act. 268 (18-19)
CE, 3 avr. 2020 , n° 426941 (Procédure contentieuse).....	act. 245 (16)
CE, 3 avr. 2020 , n° 436549 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 247 (16)
CE, 3 avr. 2020 , n° 419139 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 248 (16) 2255 (40)
CE, 3 avr. 2020 , n° 439894 (Droits fondamentaux).....	2129 (17)
Cons. const., 3 avr. 2020 , n° 2020-834 (Actes administratifs).....	act. 227 (15) 2160 (23)
CE, 4 avr. 2020 , n° 439904 (Droits fondamentaux).....	act. 230 (15)
CE, 4 avr. 2020 , n° 439816 (Droits fondamentaux).....	2155 (21-22)
CAA Nancy, 8 avr. 2020 , n° 18NC01751 (Santé / Affaires sociales).....	act. 258 (17) 2164 (23)
CE, 8 avr. 2020 , n° 439837 (Droits fondamentaux).....	2155 (21-22)
CE, 8 avr. 2020 , n° 439827 (Droits fondamentaux).....	2125 (16)
TA Nantes, 8 avr. 2020 , n° 1801255 (Collectivités territoriales).....	act. 267 (18-19)
TA Cergy-Pontoise, 9 avr. 2020 , n° 2003905 (Sécurité / Police).....	act. 241 (16)
CE, 10 avr. 2020 , n° 439903 (Procédure contentieuse).....	2131 (17)
TA Lyon, 10 avr. 2020 , n° 2001965 (Contrats / Commande publique).....	act. 257 (17)
CE, 15 avr. 2020 , n° 440002 (Santé / Affaires sociales).....	act. 256 (17)
CE, 15 avr. 2020 , n° 439910 (Santé / Affaires sociales).....	act. 255 (17)
TA Lille, 16 avr. 2020 , n° 2002968 (Droits fondamentaux).....	act. 264 (18-19)
CE, 17 avr. 2020 , n° 440057 (Sécurité / Police).....	act. 252 (17)
CE, 20 avr. 2020 , n° 440005 (Environnement).....	2148 (20)
CE, 20 avr. 2020 , n° 440119 (Droits fondamentaux).....	2155 (21-22)
TA, 21 avr. 2020 , n° 2001055 (Sécurité / Police).....	act. 260 (17)
CAA Paris, 22 avr. 2020 , n° 17PA03926 (Domaine / Patrimoine).....	2221 (30-34)

TA Grenoble, 28 avr. 2020 , n° 2002394 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 290 (21-22)	CE, 3 juin 2020 , n° 427781 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 340 (24)
CE, 30 avr. 2020 , n° 440179 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 284 (20)	CE, 3 juin 2020 , n° 428222 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 329 (24)
CJUE, 30 avr. 2020 , n° C-627/18 (<i>Interventions économiques</i>).....	2292 (45)	CE, 3 juin 2020 , n° 425395 (<i>Environnement</i>).....	act. 333 (24)
Mai			
TA Paris, 5 mai 2020 , n° 2006861 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 286 (20)	CE, 3 juin 2020 , n° 428845 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 331 (24)
CE, 7 mai 2020 , n° 440279 (<i>Urbanisme</i>).....	act. 285 (20)	CE, 3 juin 2020 , n° 423502 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 342 (24)
Cons. const., 11 mai 2020 , n° 2020-800 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 273 (20)	CE, 3 juin 2020 , n° 425395 (<i>Environnement</i>).....	2230 (35)
T. confl., 11 mai 2020 , n° 4180 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 297 (21-22)	CE, 3 juin 2020 , n° 428222 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2271 (42)
T. confl., 11 mai 2020 , n° C4181 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 296 (21-22)	CE, 3 juin 2020 , n° 427781 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2285 (44)
CAA Nantes, 13 mai 2020 , n° 19NT00846 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 303 (21-22)	CE, 3 juin 2020 , n° 428845 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2194 (27)
CEDH, 14 mai 2020 , n° 24720/13 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2219 (30-34)	CE, 5 juin 2020 , n° 431994 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 343 (24)
CE, 15 mai 2020 , n° 440346 (<i>Environnement</i>).....	act. 300 (21-22)	CE, 5 juin 2020 , n° 435126 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 338 (24)
CE, 15 mai 2020 , n° 440211 (<i>Environnement</i>).....	act. 299 (21-22)	T. confl., 8 juin 2020 , n° C4190 (<i>Environnement</i>).....	act. 355 (25)
CE, 15 mai 2020 , n° 440346 (<i>Environnement</i>).....	2170 (24)	T. confl., 8 juin 2020 , n° C4185 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 356 (25)
CE, 15 mai 2020 , n° 440211 (<i>Environnement</i>).....	2170 (24)	T. confl., 8 juin 2020 , n° C4185 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2220 (30-34)
TA Amiens, 16 mai 2020 , n° 2001452 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 302 (21-22)	CE, 9 juin 2020 , n° 438418 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 369 (25)
CE, 18 mai 2020 , n° 440442 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 301 (21-22)	CE, 9 juin 2020 , n° 436922 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 360 (25)
CE, 18 mai 2020 , n° 440366 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 298 (21-22) 2155 (21-22)	CE, 9 juin 2020 , n° 438406 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 364 (25)
TA Montreuil, 20 mai 2020 , n° 2004683 : JurisData n° 2020-007205 (<i>Services publics</i>).....	act. 321 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 425620 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 368 (25)
CE, 25 mai 2020 , n° 440707 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 319 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 434117 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 365 (25)
TA Strasbourg, 25 mai 2020 , n° 2003058 : JurisData n° 2020-007206 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 311 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 440809 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 337 (24)
TA Strasbourg, 25 mai 2020 , n° 2003058 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 312 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 420282 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 361 (25)
TA Rennes, 26 mai 2020 , n° 2002084 : JurisData n° 2020-007315 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 320 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 438418 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2290 (45)
TA Montreuil, 26 mai 2020 , n° 1908154 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	2168 (24)	CE, 9 juin 2020 , n° 420282 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2262 (42)
CE, 27 mai 2020 , n° 435982 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 315 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 434117 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2229 (35)
CE, 27 mai 2020 , n° 432977 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 318 (23)	CE, 9 juin 2020 , n° 436922 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2227 (35)
CE, 27 mai 2020 , n° 433608 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 316 (23)	CE, 10 juin 2020 , n° 437866 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 372 (25)
CE, 27 mai 2020 , n° 430972 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 317 (23)	CE, 10 juin 2020 , n° 418166 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 374 (25)
CE, 27 mai 2020 , n° 435982 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2169 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 425417 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 358 (25)
CJUE, 28 mai 2020 , n° C-796-18 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2228 (35)	CE, 10 juin 2020 , n° 428072 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 359 (25)
Cons. const., 28 mai 2020 , n° 2020-843 (<i>Environnement</i>).....	act. 314 (23)	CE, 10 juin 2020 , n° 427155 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 375 (25)
Cons. const., 28 mai 2020 , n° 2020-843 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 350 (25)	CE, 10 juin 2020 , n° 435379 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 373 (25)
Cons. const., 28 mai 2020 , n° 2020-843 (<i>Environnement</i>).....	act. 326 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 431003 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 370 (25)
TA Cergy-Pontoise, 28 mai 2020 , n° 2004706 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 312 (23)	CE, 10 juin 2020 , n° 431194 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 363 (25)
CE, 29 mai 2020 , n° 424367 (<i>Fonctions publiques</i>).....	2323 (50)	CE, 10 juin 2020 , n° 427806 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 371 (25)
Juin			
CE, 3 juin 2020 , n° 429515 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 341 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 425993 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 362 (25)
CE, 3 juin 2020 , n° 432172 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 336 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 435348 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 357 (25)
CE, 3 juin 2020 , n° 420736 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 339 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 428072 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2243 (37)
CE, 3 juin 2020 , n° 421615 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 330 (24)	CE, 10 juin 2020 , n° 425993 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2239 (37)
CE, 3 juin 2020 , n° 426932 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 332 (24)	CE, 12 juin 2020 , n° 422327 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 366 (25)
CE, 3 juin 2020 , n° 414018 (<i>Environnement</i>).....	act. 335 (24)	CE, 12 juin 2020 , n° 418142 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 351 (25)
CE, 3 juin 2020 , n° 422182 (<i>Environnement</i>).....	act. 334 (24)	CE, 12 juin 2020 , n° 422327 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2236 (36)
		CE, 13 juin 2020 , n° 440856 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 367 (25)
		CAA Marseille, 15 juin 2020 , n° 18MA01339 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2252 (40)
		CE, 17 juin 2020 , n° 426887 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 384 (26)
		CE, 17 juin 2020 , n° 431681 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 385 (26)
		CE, 17 juin 2020 , n° 427957 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 386 (26)
		CE, 17 juin 2020 , n° 426887 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	2213 (29)

Table de jurisprudence

CAA Marseille, 19 juin 2020, n° 18MA02642 (Domaine / Patrimoine).....	2222 (30-34)
CAA Marseille, 19 juin 2020, n° 18MA01642 (Domaine / Patrimoine).....	2218 (30-34)
CE, 19 juin 2020, n° 430810 (Administration / Citoyens).....	act. 382 (26)
CE, 19 juin 2020, n° 434684 (Administration / Citoyens).....	act. 383 (26)
TA, 24 juin 2020, n° 2000646 (Élections / Élus).....	act. 421 (28)
CE, 25 juin 2020, n° 423455 (Collectivités territoriales).....	act. 391 (27)
CE, 25 juin 2020, n° 418446 (Interventions économiques).....	act. 397 (27)
CE, 25 juin 2020, n° 421643 (Fonctions publiques).....	act. 394 (27)
CE, 25 juin 2020, n° 421399 (Fonctions publiques).....	act. 395 (27)
CJUE, 25 juin 2020, n° C-24/19 (Environnement).....	act. 401 (27)
CE, 26 juin 2020, n° 441065 (Sécurité / Police).....	act. 399 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 420850 (Responsabilité).....	act. 398 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 421609 (Fonctions publiques).....	act. 396 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 423996 (Fonctions publiques).....	act. 393 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 435502 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 400 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 433662 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 418 (28)
CE, 29 juin 2020, n° 425514 (Domaine / Patrimoine).....	act. 392 (27)
CE, 29 juin 2020, n° 423996 (Fonctions publiques).....	2241 (37)

Juillet

CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 419081 (Responsabilité).....	act. 417 (28)
CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 430121 (Services publics).....	act. 416 (28)
CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 436288 (Étrangers).....	act. 440 (29)
CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 429132 (Procédure contentieuse).....	act. 414 (28)
CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 423076 (Environnement).....	act. 419 (28)
CE, 1 ^{er} juill. 2020, n° 424288 (Budget / Finances / Fiscalité).....	2316 (49)
CE, 3 juill. 2020, n° 420346 (Procédure contentieuse).....	act. 415 (28)
TA Versailles, 3 juill. 2020, n° 1801011 (Contrats / Commande publique).....	act. 420 (28)
CE, 6 juill. 2020, n° 441257 (Droits fondamentaux).....	act. 413 (28)
T. confl., 6 juill. 2020, n° C4191 (Contrats / Commande publique).....	2284 (44)
TA Lyon, 6 juill. 2020, n° 1800990 (Domaine / Patrimoine).....	2263 (42)
CAA Paris, 7 juill. 2020 (Domaine / Patrimoine).....	2267 (42)
CEDH, 7 juill. 2020, n° 57462/19 (Libertés publiques).....	act. 510 (37)
CE, 8 juill. 2020, n° 425556 (Sécurité / Police).....	act. 448 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 420472 (Santé / Affaires sociales).....	act. 447 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 420570 (Procédure contentieuse).....	act. 443 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 438228 (Responsabilité).....	act. 444 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 425926 (Collectivités territoriales).....	act. 430 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 426049 (Procédure contentieuse).....	act. 442 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 423759 (Fonctions publiques).....	act. 441 (29)
CE, 8 juill. 2020, n° 425229 (Responsabilité).....	act. 445 (29)
CAA Nancy, 9 juill. 2020, n° 18NC01505 (Administration / Citoyens).....	2281 (44)
CAA Bordeaux, 9 juill. 2020, n° 18BX03424 (Contrats / Commande publique).....	2335 (51-52)
CJUE, 9 juill. 2020, n° C-297/19 (Environnement).....	act. 449 (29)
CAA Nantes, 10 juill. 2020, n° 19NT01157 (Domaine / Patrimoine).....	2265 (42)
CE, 10 juill. 2020, n° 427165 (Responsabilité).....	act. 446 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 430769 (Actes administratifs).....	act. 428 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 428409 (Environnement).....	act. 438 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 429522 (Contrats / Commande publique).....	act. 436 (29)

CE, 10 juill. 2020, n° 427216 (Contrats / Commande publique).....	act. 435 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 434353 (Contrats / Commande publique).....	act. 433 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 434582 (Contrats / Commande publique).....	act. 437 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 420045 (Contrats / Commande publique).....	act. 432 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 432944 (Environnement).....	act. 439 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 439367 (Actes administratifs).....	act. 429 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 433643 (Contrats / Commande publique).....	act. 434 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 430864 (Contrats / Commande publique).....	act. 431 (29)
CE, 10 juill. 2020, n° 420045 (Contrats / Commande publique).....	2238 (37)
CE, 10 juill. 2020, n° 434353 (Contrats / Commande publique).....	2288 (45)
CE, 10 juill. 2020, n° 434582 (Contrats / Commande publique).....	2322 (50)
CE, 15 juill. 2020, n° 440055 (Élections / Élus).....	act. 460 (30-34)
CE, 15 juill. 2020, n° 423333 (Fonctions publiques).....	act. 461 (30-34)
CE, 15 juill. 2020, n° 436155 (Actes administratifs).....	act. 427 (29)
CE, 15 juill. 2020, n° 423702 (Collectivités territoriales).....	act. 458 (30-34)
CE, 15 juill. 2020, n° 432325 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 463 (30-34)
CE, 15 juill. 2020, n° 436276 (Procédure contentieuse).....	act. 462 (30-34)
CE, 15 juill. 2020, n° 431703 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 464 (30-34)
CE, 16 juill. 2020, n° 437113 (Domaine / Patrimoine).....	act. 459 (30-34)
CAA Marseille, 17 juill. 2020, n° 18MA03484 (Domaine / Patrimoine).....	2268 (42)
TA, 21 juill. 2020, n° 1901576 (Services publics).....	act. 465 (30-34)
CE, 22 juill. 2020, n° 440149 (Libertés fondamentales).....	act. 477 (35)
CE, 22 juill. 2020, n° 427163 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 479 (35)
CE, 22 juill. 2020, n° 426210 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 475 (35)
CE, 22 juill. 2020, n° 426139 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 481 (35)
CE, 22 juill. 2020, n° 425969 (Sécurité / Police).....	act. 478 (35)
CE, 22 juill. 2020, n° 427398 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 480 (35)
TA Paris, 22 juill. 2020, n° 2009189 (Contrats / Commande publique).....	act. 509 (37)
CAA Bordeaux, 29 juill. 2020, n° 18BX03939 (Collectivités territoriales).....	act. 609 (44)
CE, 29 juill. 2020, n° 428158 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 482 (35)
CE, 29 juill. 2020, n° 437283 (Collectivités territoriales).....	act. 474 (35)
CE, 29 juill. 2020, n° 427738 (Domaine / Patrimoine).....	act. 476 (35)
CE, 29 juill. 2020, n° 437283 (Collectivités territoriales).....	2283 (44)
CE, 29 juill. 2020, n° 429517 (Procédure contentieuse).....	2279 (43)
Cons. const., 31 juill. 2020, n° 2020-853 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 473 (35)

Août

TA Marseille, 3 août 2020, n° 1800819 (Sécurité / Police).....	2231 (35)
Cons. const., 7 août 2020, n° 2020-805 (Sécurité / Police).....	act. 472 (35)
TA Pau, 25 août 2020, n° 2001586 : JurisData n° 2020-012536 (Sécurité / Police).....	act. 508 (37)
Cass., 26 août 2020, n° 20-60.214 (Élections / Élus).....	act. 493 (36)
TA Saint-Pierre-et-Miquelon, 27 août 2020, n° 2000410 (Contrats / Commande publique).....	act. 521 (38-39)

TA Melun, **31 août 2020** : JurisData n° 2020-014717
(Fonctions publiques) **act. 538** (40)

Septembre

TA Strasbourg, **2 sept. 2020**, n° 2005349 : JurisData n° 2020-012312 (Sécurité / Police) **act. 508** (37)

TA Pau, **2 sept. 2020**, n° 2001639 : JurisData n° 2020-012537 (Sécurité / Police) **act. 508** (37)

TA Lyon, **4 sept. 2020**, n° 2006185 : JurisData n° 2020-012373 (Sécurité / Police) **act. 508** (37)

CE, **6 sept. 2020**, n° 443751 : JurisData n° 2020-012524 (Sécurité / Police) **act. 508** (37)

CE, **6 sept. 2020**, n° 443750 : JurisData n° 2020-012540 (Sécurité / Police) **act. 508** (37)

Cass., **9 sept. 2020**, n° 19-85.374 : JurisData n° 2020-013008 (Élections / Élus) **act. 539** (40)

CE, **9 sept. 2020**, n° 439520 (Procédure contentieuse) **act. 520** (38-39)

Cons. const., **9 sept. 2020**, n° 2020-855 (Sécurité / Police) **act. 517** (38-39)
act. 507 (37)

CE, **20 sept. 2020**, n° 401214 (Sécurité / Police) **act. 686** (48)

CE, **21 sept. 2020**, n° 428683 (Actes administratifs) **act. 530** (40)

CE, **21 sept. 2020**, n° 426376 (Élections / Élus) **act. 534** (40)

CE, **21 sept. 2020**, n° 425960 (Actes administratifs) **act. 530** (40)

CE, **21 sept. 2020**, n° 430915 (Budget / Finances / Fiscalité) **2309** (48)

CE, **21 sept. 2020**, n° 428683 (Actes administratifs) **2257** (41)

CE, **21 sept. 2020**, n° 426859 (Budget / Finances / Fiscalité) **2315** (49)

Cass., **23 sept. 2020**, n° 19-18.031 : JurisData n° 2020-014756 (Urbanisme / Aménagement) **act. 540** (40)

Cass., **23 sept. 2020**, n° 19-15.907 (Domaine / Patrimoine) **act. 563** (41)

CE, **25 sept. 2020**, n° 440634 (Administration / Citoyens) **act. 531** (40)

CE, **25 sept. 2020**, n° 431200 (Fonctions publiques) **act. 535** (40)

CE, **25 sept. 2020**, n° 430945 (Actes administratifs) **act. 529** (40)

CE, **25 sept. 2020**, n° 432727 (Contrats / Commande publique) **act. 532** (40)

CE, **25 sept. 2020**, n° 430945 (Procédure contentieuse) **2319** (49)

CE, **28 sept. 2020**, n° 444793 (Droits fondamentaux) **act. 533** (40)

CE, **28 sept. 2020**, n° 430521 (Urbanisme / Aménagement) **act. 560** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 436978 (Urbanisme / Aménagement) **act. 537** (40)

CE, **28 sept. 2020**, n° 430951 (Urbanisme / Aménagement) **act. 537** (40)

CE, **28 sept. 2020**, n° 423129 (Procédure contentieuse) **act. 553** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 441059 (Actes administratifs) **act. 552** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 429980 (Sécurité / Police) **act. 554** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 426290 (Sécurité / Police) **act. 554** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 423087 (Urbanisme / Aménagement) **act. 558** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 432063 (Urbanisme / Aménagement) **act. 537** (40)

CE, **28 sept. 2020**, n° 426961 (Urbanisme / Aménagement) **act. 559** (41)

CE, **28 sept. 2020**, n° 436978 (Urbanisme / Aménagement) **2293** (45)

CE, **28 sept. 2020**, n° 430951 (Urbanisme / Aménagement) **2293** (45)

CE, **28 sept. 2020**, n° 432063 (Urbanisme / Aménagement) **2293** (45)

TA Pau, **29 sept. 2020**, n° 1801241 (Domaine / Patrimoine) **2289** (45)

CE, **30 sept. 2020**, n° 438253 (Sécurité / Police) **act. 555** (41)

TA Rennes, **30 sept. 2020**, n° 2004134 : JurisData n° 2020-015029 (Sécurité / Police) **act. 562** (41)

TA, **30 sept. 2020**, n° 2003885 : JurisData n° 2020-015228 (Sécurité / Police) **act. 562** (41)

TA, **30 sept. 2020**, n° 1900697 (Droits fondamentaux) **2296** (46)

Octobre

TA Paris, **1^{er} oct. 2020**, n° 2015655 : JurisData n° 2020-015084 (Sécurité / Police) **act. 562** (41)

TA, **1^{er} oct. 2020**, n° 2009729 : JurisData n° 2020-015226 (Sécurité / Police) **act. 562** (41)

CE, **2 oct. 2020**, n° 438318 (Urbanisme / Aménagement) **act. 557** (41)

CE, **2 oct. 2020**, n° 436934 (Urbanisme / Aménagement) **act. 556** (41)
2272 (42)

CE, **2 oct. 2020**, n° 438318 (Urbanisme / Aménagement) **2272** (42)

Cons. const., **2 oct. 2020**, n° 2020-857 (Contrats / Commande publique) **act. 551** (41)

Cons. const., **2 oct. 2020**, n° 2020-857 (Contrats / Commande publique) **2294** (46)

CE, **5 oct. 2020**, n° 423928 (Domaine / Patrimoine) **2289** (45)

CAA Nantes, **6 oct. 2020**, n° 19NT01714 (Environnement) **act. 561** (41)

CAA Nantes, **6 oct. 2020**, n° 19NT02389 (Environnement) **act. 561** (41)

CE, **7 oct. 2020**, n° 433986 (Contrats / Commande publique) **act. 567** (42)

CE, **7 oct. 2020**, n° 426477 (Urbanisme / Aménagement) **act. 572** (42)

CE, **7 oct. 2020**, n° 440575 (Contrats / Commande publique) **act. 566** (42)

CE, **8 oct. 2020**, n° 431100 (Santé / Affaires sociales) **act. 571** (42)

CE, **8 oct. 2020**, n° 431618 (Santé / Affaires sociales) **act. 571** (42)

CJUE, **8 oct. 2020**, n° C-360/19 (Services publics) **act. 573** (42)

CE, **9 oct. 2020**, n° 422483 (Procédure contentieuse) **act. 569** (42)

CE, **9 oct. 2020**, n° 414423 (Responsabilité) **act. 570** (42)

CE, **9 oct. 2020**, n° 429563 (Fonctions publiques) **act. 568** (42)

CE, **12 oct. 2020**, n° 419146 (Contrats / Commande publique) **act. 583** (43)

CE, **12 oct. 2020**, n° 429185 (Procédure contentieuse) **act. 586** (43)

CE, **12 oct. 2020**, n° 432981 (Contrats / Commande publique) **act. 584** (43)

CE, **12 oct. 2020**, n° 431903 (Contrats / Commande publique) **act. 585** (43)

CE, **12 oct. 2020**, n° 429185 (Procédure contentieuse) **2319** (49)

CE, **14 oct. 2020**, n° 428524 (Procédure contentieuse) **act. 587** (43)

TA Montreuil, **14 oct. 2020**, n° 1912506 (Sécurité / Police) **act. 590** (43)

CE, **15 oct. 2020**, n° 444425 (Administration / Citoyens) **act. 582** (43)

CE, **15 oct. 2020**, n° 420092 (Responsabilité) **2339** (51-52)

CE, **15 oct. 2020**, n° 420040 (Responsabilité) **2339** (51-52)

Cons. const., **15 oct. 2020**, n° 2020-862 (Budget / Finances / Fiscalité) **act. 579** (43)

Cons. const., **15 oct. 2020**, n° 2020-860 (Fonctions publiques) **act. 580** (43)

CAA Nantes, **16 oct. 2020**, n° 20NT00615 (Domaine / Patrimoine) **act. 622** (45)

CE, **16 oct. 2020**, n° 429357 (Urbanisme / Aménagement) **act. 589** (43)

CE, **16 oct. 2020**, n° 427620 (Procédure contentieuse) **act. 588** (43)

CE, **16 oct. 2020**, n° 445102 (Droits fondamentaux) **2276** (43)

CE, **19 oct. 2020**, n° 439372 (Administration / Citoyens) **act. 581** (43)

CE, **19 oct. 2020**, n° 437711 (Élections / Élus) **act. 604** (44)

CE, **19 oct. 2020**, n° 444809 (Santé / Affaires sociales) **act. 606** (44)

TA Dijon, **20 oct. 2020**, n° 1902037 (Collectivités territoriales) **act. 608** (44)

CE, **21 oct. 2020**, n° 443327 (Procédure contentieuse) **act. 605** (44)

Table de jurisprudence

CAA Nantes, 23 oct. 2020 , n° 18NT04279 (<i>Interventions économiques</i>).....	act. 667 (47)
CE, 23 oct. 2020 , n° 425457 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 607 (44)
CE, 23 oct. 2020 , n° 445430 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 603 (44)
TA Marseille, 24 oct. 2020 , n° 2008004 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 611 (44)
TA Lyon, 26 oct. 2020 , n° 1803391 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	act. 664 (47)
TA Montreuil, 27 oct. 2020 , n° 2011260 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 610 (44)
CE, 28 oct. 2020 , n° 438048 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 602 (44)
CJUE, 28 oct. 2020 , n° C-321/19 (<i>Services publics</i>).....	act. 612 (44)

Novembre

T. confl., 2 nov. 2020 , n° C4196 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 620 (45)
T. confl., 2 nov. 2020 , n° C4194 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 621 (45)
T. confl., 2 nov. 2020 , n° C4196 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2336 (51-52)
TA Montpellier, 3 nov. 2020 , n° 1804799 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 633 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 440355 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 642 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 427401 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 636 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 434757 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 645 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 426093 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 643 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 433311 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 638 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 426650 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 644 (46)
CE, 4 nov. 2020 , n° 440963 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 637 (46)
TA Montpellier, 4 nov. 2020 , n° 2004875 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 623 (45)
CAA Bordeaux, 5 nov. 2020 , n° 18BX02074 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2333 (51-52) 2334 (51-52)
CE, 6 nov. 2020 , n° 437718 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 639 (46)
CE, 6 nov. 2020 , n° 433940 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 661 (47)
CE, 6 nov. 2020 , n° 439003 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 662 (47)
CE, 6 nov. 2020 , n° 437946 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 640 (46)
CE, 6 nov. 2020 , n° 439598 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 646 (46)
CE, 7 nov. 2020 , n° 445825 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 641 (46)
CE, 9 nov. 2020 , n° 438285 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	act. 657 (47)
CEDH, 10 nov. 2020 , n° 21969/15 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 690 (48)
CAA Douai, 12 nov. 2020 , n° 18DA00158 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2331 (51-52) 2332 (51-52)
Cass., 12 nov. 2020 , n° 18-19.077 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 668 (47)
CE, 12 nov. 2020 , n° 441681 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 660 (47)
CE, 12 nov. 2020 , n° 421590 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 663 (47)
CAA Paris, 13 nov. 2020 , n° 18PA02928 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2330 (51-52)
CE, 13 nov. 2020 , n° 427750 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 683 (48)
CE, 13 nov. 2020 , n° 428582 (<i>Étrangers</i>).....	act. 659 (47)
CE, 13 nov. 2020 , n° 429706 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 679 (48)
CE, 13 nov. 2020 , n° 445883 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 658 (47)
CE, 13 nov. 2020 , n° 432832 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 656 (47)
Cons. const., 13 nov. 2020 , n° 2020-808 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 653 (47)

Cons. const., 13 nov. 2020 , n° 2020-863 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 655 (47)
CE, 16 nov. 2020 , n° 431159 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 685 (48)
CE, 16 nov. 2020 , n° 440418 (<i>Actes administratifs</i>).....	act. 673 (48)
CE, 16 nov. 2020 , n° 437600 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 684 (48)
TA Versailles, 16 nov. 2020 , n° 2002135 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 666 (47)
CE, 18 nov. 2020 , n° 420857 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 681 (48)
CE, 18 nov. 2020 , n° 427325 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 678 (48)
CE, 18 nov. 2020 , n° 436471 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 680 (48)
CE, 19 nov. 2020 , n° 417362 (<i>Environnement</i>).....	act. 677 (48)
CE, 19 nov. 2020 , n° 427301 (<i>Environnement</i>).....	act. 676 (48)
CE, 19 nov. 2020 , n° 419778 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 682 (48)
CE, 19 nov. 2020 , n° 427301 (<i>Environnement</i>).....	2337 (51-52)
CEDH, 19 nov. 2020 , n° 25338/16 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 689 (48)
CE, 20 nov. 2020 , n° 427250 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 704 (49)
CE, 20 nov. 2020 , n° 428156 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 674 (48)
CE, 20 nov. 2020 , n° 432678 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 703 (49)
CE, 20 nov. 2020 , n° 431508 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 702 (49)
CE, 20 nov. 2020 , n° 427761 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 699 (49)
CE, 20 nov. 2020 , n° 422248 (<i>Services publics</i>).....	act. 688 (48)
CE, 20 nov. 2020 , n° 427761 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2329 (51-52)
CE, 25 nov. 2020 , n° 445774 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 687 (48)
CE, 25 nov. 2020 , n° 430754 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 706 (49)
CE, 25 nov. 2020 , n° 429623 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 707 (49)
CE, 25 nov. 2020 , n° 428451 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 698 (49)
CE, 25 nov. 2020 , n° 442411 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 700 (49)
CE, 25 nov. 2020 , n° 446403 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	act. 675 (48)
CE, 27 nov. 2020 , n° 417165 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 722 (50)
CE, 27 nov. 2020 , n° 434544 (<i>Services publics</i>).....	act. 705 (49)
CE, 27 nov. 2020 , n° 432713 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 701 (49)
CE, 27 nov. 2020 , n° 421409 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 721 (50)
CE, 27 nov. 2020 , n° 431748 (<i>Services publics</i>).....	act. 705 (49)
CE, 30 nov. 2020 , n° 432095 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 723 (50)
CE, 30 nov. 2020 , n° 443970 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 720 (50)
CE, 30 nov. 2020 , n° 441891 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 719 (50)

Décembre

T. confl., 7 déc. 2020 , n° C4199 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	act. 726 (51-52)
CE, 8 déc. 2020 , n° 432783 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 731 (51-52)
CE, 8 déc. 2020 , n° 440704 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 733 (51-52)
CE, 8 déc. 2020 , n° 437983 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 734 (51-52)
CE, 8 déc. 2020 , n° 436532 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 732 (51-52)
CE, 8 déc. 2020 , n° 438328 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 728 (51-52)
CE, 10 déc. 2020 , n° 437034 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 735 (51-52)
CE, 10 déc. 2020 , n° 429571 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 727 (51-52)
CE, 11 déc. 2020 , n° 426483 (<i>Services publics</i>).....	act. 737 (51-52)
CE, 11 déc. 2020 , n° 427616 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 730 (51-52)
CE, 11 déc. 2020 , n° 444762 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 729 (51-52)
CE, 16 déc. 2020 , n° 440258 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 736 (51-52)

Table chronologique de doctrine administrative

Table de doctrine administrative

2019

Décembre

Instr. 6137/SG, 20 déc. 2019 (Élections / Élus).....	act. 16 (1)
Rép. Min. n° 6998 (Domaine / Patrimoine).....	2022 (3)
Rép. min. n° 16206 (Collectivités territoriales).....	act. 15 (1)

2020

Janvier

Rép. min. n° 13098 (Services publics).....	act. 17 (1)
Instr. INTS2000917J, 15 janv. 2020 (Sécurité / Police).....	act. 52 (4)
Circ. n° 6139/SG, 15 janv. 2020 (Collectivités territoriales).....	2050 (8)
Rép. min. n° 20276 (Collectivités territoriales).....	act. 79 (6)

Février

Rép. min. n° 20134 (Fonctions publiques).....	act. 80 (6)
---	-------------

Mars

Rép. min. n° 25197 (Responsabilité).....	act. 156 (10-11)
Rép. min. n° 13682, (Domaine / Patrimoine).....	2108 (14)
Rép. min. n° 23831 (Collectivités territoriales).....	act. 217 (14)

Avril

Instr. DGCS/5C/2020/54, 17 avr. 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 265 (18-19)
Circ. n° DGOS/R1/2020/60, 20 avr. 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 265 (18-19)

Mai

Circ., 5 mai 2020 (Interventions économiques).....	act. 288 (20)
Circ. n° 6166/SG, 6 mai 2020 (Collectivités territoriales).....	act. 287 (20)
Circ., 6 mai 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 289 (20)
Circ., 15 mai 2020 (Élections / Élus).....	act. 291 (21-22)

Juin

Rép. min. n° 13741 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 402 (27)
Rép. min. n° 26396 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 403 (27)
Rép. min. n° 27235 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 404 (27)

Juillet

Rép. min. n° 15598 (Domaine / Patrimoine).....	2269 (42)
--	-----------

Août

Circ. n° PRMX2021676C, 6 août 2020 (Collectivités territoriales).....	act. 485 (35)
Rép. min. n° 16106 (Domaine / Patrimoine).....	2266 (42)
Circ. n° ECOE2021907J, 14 août 2020 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 484 (35)
Circ. n° PRMX2022573C, 24 août 2020 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 486 (35)
Circ. n° JUSC2021489C, 26 août 2020 (Administration / Citoyens).....	act. 494 (36)
Rép. min. n° 11757 (Responsabilité).....	act. 501 (36)

Septembre

Circ. n° 6208/SG, 1^{er} sept. 2020 (Fonctions publiques).....	act. 495 (36)
Rép. min. n° 16700 (Domaine / Patrimoine).....	act. 511 (37)
Circ. n° JUSD2023661C, 7 sept. 2020 (Élections / Élus).....	act. 522 (38-39)
Rép. min. n° 30332 (Domaine / Patrimoine).....	2266 (42)

Octobre

Rép. min. n° 17227 (Collectivités territoriales).....	act. 574 (42)
Rép. min. n° 23726 (Contrats / Commande publique).....	act. 591 (43)
Rép. min. n° 26209 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 592 (43)
Rép. min. n° 20111 (Fonctions publiques).....	act. 613 (44)
Rép. min. n° 28148 (Santé / Affaires sociales).....	act. 614 (44)
Circ. n° TFPF2029593C, 29 oct. 2020 (Fonctions publiques).....	act. 624 (45)

Novembre

Circ. n° TFPF2029892C, 2 nov. 2020 (Fonctions publiques).....	act. 625 (45)
Rép. min. n° 21110 (Services publics).....	act. 628 (45)

Décembre

Rép. min. n° 32443 (Urbanisme / Aménagement).....	act. 709 (49)
Rép. min. n° 31770 (Élections / Élus).....	act. 717 (50)
Rép. min. n° 17007 (Budget / Finances / Fiscalité).....	act. 738 (51-52)

Table chronologique des textes

2019

Décembre

L. n° 2019-1269, 2 déc. 2019 (Élections / Élus).....	2045 (7)
L. n° 2019-1268, 2 déc. 2019 (Élections / Élus).....	2045 (7)
D. n° 20191344, 12 déc. 2019 (Contrats / Marchés publics).....	2030 (5)
D. n° 2019-1414, 19 déc. 2019 (Fonctions publiques).....	2046 (7)
L. n° 2019-1428, 24 déc. 2019 (Collectivités territoriales).....	2059 (9)
L. n° 2019-1428, 24 déc. 2019 (Intercommunalités).....	2058 (9)
L. n° 2019-1461, 27 déc. 2019 (Collectivités territoriales).....	2031 (5) 2079 (13)
L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019 (Budget / Finances / Fiscalité).....	2044 (7)
L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019 (Domaine / Patrimoine).....	2107 (14)
D. n° 2019-1502, 30 déc. 2019 (Procédure contentieuse).....	act. 22 (2)
D. n° 2019-1593, 31 déc. 2019 (Fonctions publiques).....	2040 (6)
D. n° 2019-1596, 31 déc. 2019 (Fonctions publiques).....	2040 (6)

2020

Janvier

Ord. n° 2020-7, 6 janv. 2020 (Urbanisme).....	act. 23 (2)
--	-------------

Février

A., 6 févr. 2020 (Fonctions publiques).....	act. 86 (7)
D. n° 2020-99, 7 févr. 2020 (Organisation administrative).....	act. 88 (7)
L. n° 2020-105, 10 févr. 2020 (Domaine / Patrimoine).....	2109 (14)
L. n° 2020-105, 10 févr. 2020 (Environnement).....	act. 87 (7) 2074 (12) 2075 (12)
D. n° 2020-132, 17 févr. 2020 (Fonctions publiques).....	act. 112 (8)

Mars

D. n° 2020-190, 3 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
D. n° 2020-197, 5 mars 2020 (Interventions économiques).....	act. 161 (12)
A., 6 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
D. n° 2020-256, 13 mars 2020 (Fonctions publiques).....	act. 188 (13)
D. n° 2020-247, 13 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
A., 14 mars 2020 (Interventions économiques).....	act. 161 (12)
A., 14 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
A., 15 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
A., 16 mars 2020 (Interventions économiques).....	act. 161 (12)
A., 16 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
D. n° 2020-260, 16 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 162 (12)
D. n° 2020-267, 17 mars 2020 (Élections / Élus).....	act. 160 (12)
D. n° 2020-264, 17 mars 2020 (Sécurité / Police).....	act. 163 (12)
D. n° 2020-293, 23 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 189 (13)
L. n° 2020-290, 23 mars 2020 (Collectivités territoriales).....	act. 186 (13)
L. n° 2020-290, 23 mars 2020 (Interventions économiques).....	act. 184 (13)
L. n° 2020-289, 23 mars 2020 (Interventions économiques).....	2120 (15)
L. n° 2020-290, 23 mars 2020 (Interventions économiques).....	2120 (15)

L. n° 2020-290, 23 mars 2020 (Organisation administrative).....	act. 185 (13)
L. n° 2020-290, 23 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 183 (13)
A. n° SSAX2007864A, 24 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	act. 190 (13)
Ord. n° 2020-306, 25 mars 2020 (Administration / Citoyens).....	2086 (14)
Ord. n° 2020-330, 25 mars 2020 (Budget / Finances / Fiscalité).....	2087 (14)
Ord. n° 2020-319, 25 mars 2020 (Contrats / Commande publique).....	2089 (14)
Ord. n° 2020-317, 25 mars 2020 (Interventions économiques).....	2091 (14) 2120 (15)
Ord. n° 2020-313, 25 mars 2020 (Organisation administrative).....	2093 (14)
Ord. n° 2020-305, 25 mars 2020 (Procédure contentieuse).....	2090 (14)
Ord. n° 2020-326, 25 mars 2020 (Responsabilité).....	2088 (14)
Ord. n° 2020-311, 25 mars 2020 (Responsabilité).....	2095 (14)
Ord. n° 2020-312, 25 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	2092 (14)
Ord. n° 2020-310, 25 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	2092 (14)
Ord. n° 2020-309, 25 mars 2020 (Santé / Affaires sociales).....	2094 (14)
Ord. n° 2020-316, 25 mars 2020 (Services publics).....	2097 (14)
Ord. n° 2020-320, 25 mars 2020 (Services publics).....	2098 (14)
Ord. n° 2020-305, 25 mars 2020 (Urbanisme / Aménagement).....	2135 (17)
Ord. n° 2020-306, 25 mars 2020 (Urbanisme / Aménagement).....	2135 (17)
Ord. n° 2020-320, 25 mars 2020 (Urbanisme / Aménagement).....	2135 (17)
CE n° 431175, 27 mars 2020 (Procédure contentieuse).....	act. 254 (17)
D. n° 2020-352, 27 mars 2020 (Services publics).....	act. 204 (14)
Ord. n° 2020-347, 27 mars 2020 (Organisation administrative).....	2096 (14)
A. n° SSAZ2008745A, 28 mars 2020 (Services publics).....	act. 204 (14)
D. n° 2020-371, 30 mars 2020 (Interventions économiques).....	2091 (14) 2120 (15)
D. n° 2020-371, 30 mars 2020 (Services publics).....	2097 (14)
D. n° 2020-378, 31 mars 2020 (Services publics).....	2097 (14)

Avril

D. n° 2020-352, 1^{er} avr. 2020 (Collectivités territoriales).....	act. 222 (15)
D. n° 2020-383, 1^{er} avr. 2020 (Environnement).....	act. 224 (15)
D. n° 2020-383, 1^{er} avr. 2020 (Urbanisme / Aménagement).....	2135 (17)
Ord. n° 2020-391, 1^{er} avr. 2020 (Collectivités territoriales).....	2099 (14)
Ord. n° 2020-389, 1^{er} avr. 2020 (Élections / Élus).....	2117 (15)
Ord. n° 2020-391, 1^{er} avr. 2020 (Interventions économiques).....	2120 (15)
A., 2 avr. 2020 (Environnement).....	act. 293 (21-22)
D. n° 2020-394, 2 avr. 2020 (Interventions économiques).....	2120 (15)
D. n° 2020-395, 3 avr. 2020 (Domaine / Patrimoine).....	act. 223 (15)
A. n° SSAZ2009151A, 5 avr. 2020 (Services publics).....	act. 225 (15)
D. n° 2020-400, 5 avr. 2020 (Services publics).....	act. 225 (15)

D. n° 2020-412, 8 avr. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2135 (17)	Ord. n° 2020-738, 17 juin 2020 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2182 (26)
Ord. n° 2020-405, 8 avr. 2020 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 240 (16)	L. n° 2020-760, 22 juin 2020 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 380 (26)
Ord. n° 2020-0000, 15 avr. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 242 (16)	D. n° 2020-797, 29 juin 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 389 (27) act. 411 (28) 2211 (29)
Ord. n° 2020-428, 15 avr. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 265 (18-19)	Circ. n° JUSD2007275C, 30 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 422 (28)
Ord. n° 2020-427, 15 avr. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2135 (17)	Juillet	
D. n° 2020-450, 20 avr. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2135 (17)	D. n° 2020-844, 3 juill. 2020 (<i>Environnement</i>).....	act. 455 (30-34)
D. n° 2020-453, 21 avr. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2135 (17)	L. n° 2020-840, 3 juill. 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 410 (28) 2233 (36)
Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2223 (30-34)	L. n° 2020-856, 9 juill. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2215 (29)
Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	2135 (17)	D. n° 2020-860, 10 juill. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	2215 (29)
A. n° TREL2011136A, 30 avr. 2020 (<i>Environnement</i>).....	act. 279 (20)	D. n° 2020-893, 22 juill. 2020 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 457 (30-34)
Mai		L. n° 2020-935, 30 juill. 2020 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2266 (42)
A. n° TERB2010605A, 4 mai 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 278 (20)	D. n° 2020-959, 31 juill. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 470 (35)
D. n° 2020-524, 5 mai 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 274 (20)	Septembre	
Ord. n° 2020-5397, 7 mai 2020 (<i>Urbanisme</i>).....	act. 282 (20)	Ord. n° 2020-1144, 16 sept. 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	2300 (46)
A. n° INTD2011561A, 11 mai 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 281 (20)	Ord. n° 2020-1144, 16 sept. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 518 (38-39)
D. n° 2020-556, 11 mai 2020 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	act. 276 (20)	A. n° MICC2025115A, 28 sept. 2020 (<i>Urbanisme / Aménagement</i>).....	act. 549 (41)
D. n° 2020-547, 11 mai 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 281 (20)	D. n° 2020-1190, 29 sept. 2020 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	act. 527 (40)
D. n° 2020-548, 11 mai 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 281 (20)	D. n° 2020-1189, 29 sept. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 528 (40)
L. n° 2020-546, 11 mai 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 273 (20)	Octobre	
L. n° 2020-546, 11 mai 2020 (<i>Responsabilité</i>).....	act. 272 (20)	D. n° 2020-1145, 9 oct. 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 565 (42)
D. n° 2020-551, 12 mai 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 273 (20)	D. n° 2020-1261, 15 oct. 2020 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	act. 577 (43)
Ord. n° 2020-560, 13 mai 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 275 (20)	A. n° INTV2019857A, 16 oct. 2020 (<i>Étrangers</i>).....	act. 596 (44)
Ord. n° 2020-562, 13 mai 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 277 (20)	D. n° 2020-1276, 19 oct. 2020 (<i>Services publics</i>).....	act. 578 (43)
Ord. n° 2020-562, 13 mai 2020 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 291 (21-22)	A. n° SSAA2002021A, 23 oct. 2020 (<i>Étrangers</i>).....	act. 595 (44)
Ord. n° 2020-558, 13 mai 2020 (<i>Procédure contentieuse</i>).....	act. 280 (20)	D. n° 2020-1298, 23 oct. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 598 (44)
D. n° 2020-571, 14 mai 2020 (<i>Élections / Élus</i>).....	act. 291 (21-22)	D. n° 2020-1297, 23 oct. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 599 (44)
D. n° 2020-570, 14 mai 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 294 (21-22)	D. n° 2020-1296, 23 oct. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 601 (44)
D. n° 2020-572, 15 mai 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 292 (21-22)	D. n° 2020-1299, 24 oct. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 600 (44)
D. n° 2020-634, 25 mai 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 308 (23)	D. n° 2020-1303, 27 oct. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 597 (44)
D. n° 2020-645, 28 mai 2020 (<i>Sécurité / Police</i>).....	act. 312 (23)	D. n° 2020-1310, 29 oct. 2020 (<i>Administration / Citoyens</i>).....	act. 619 (45)
Juin		Novembre	
D. n° 2020-677, 4 juin 2020 (<i>Domaine / Patrimoine</i>).....	2195 (27)	D. n° 2020-1366, 10 nov. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 635 (46)
D. n° 2020-714, 11 juin 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 456 (30-34)	L. n° 2020-1379, 14 nov. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 653 (47)
L. n° 2020-734, 17 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 353 (25)	D. n° 2020-1451, 25 nov. 2020 (<i>Budget / Finances / Fiscalité</i>).....	act. 693 (49)
L. n° 2020-734, 17 juin 2020 (<i>Contrats / Commande publique</i>).....	2182 (26)	Ord. n° 2020-1447, 25 nov. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 671 (48)
Ord. n° 2020-738, 17 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 353 (25)	D. n° 2020-1492, 30 nov. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 694 (49)
Ord. n° 2020-737, 17 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 353 (25)	D. n° 2020-1493, 30 nov. 2020 (<i>Fonctions publiques</i>).....	act. 695 (49)
Ord. n° 2020-745, 17 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 353 (25)	Décembre	
Ord. n° 2020-744, 17 juin 2020 (<i>Collectivités territoriales</i>).....	act. 353 (25)	A. n° TERB2027474A, 2 déc. 2020 (<i>Santé / Affaires sociales</i>).....	act. 715 (50)